

Département d'histoire
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

L'effet miroir des luttes anti-impérialistes cubaine et chilienne au Québec (1959-1979).

Analyse de la représentation des révolutions cubaine et chilienne dans les revues
d'idées québécoises et leurs répercussions sur la création d'organismes de solidarité.

par

Marcel Jr. Nault

Mémoire présenté pour obtenir

La Maîtrise ès arts (Histoire)

Université de Sherbrooke

Août 2018

RÉSUMÉ

Ce mémoire de maîtrise montre comment trois événements importants dans l'histoire latino-américaine ont été représentés dans les revues d'idées québécoises parues dans les années 1960-1970 : la révolution cubaine en 1959, l'élection de Salvador Allende en 1970 et les répercussions du coup d'État orchestré par le général Augusto Pinochet, avec le concours des États-Unis, le 11 septembre 1973 au Chili.

Nous cherchons à comprendre ce que plusieurs intellectuels (nationalistes, progressistes, socialistes et conservateurs), partisans du militantisme de gauche (journalistes, écrivains, ex-felquistes, politiciens, ouvriers, militants et dirigeants syndicaux) et missionnaires québécois ont retenu de ces événements à des fins d'inspiration, mais aussi de dénonciation. En voulant représenter la situation sociopolitique de Cuba et du Chili (ainsi que celle de l'Amérique latine), ces acteurs ont interprété ces événements à la lumière des luttes que ces pays ont menées contre l'impérialisme étatsunien. Après avoir lu leurs articles dans 11 revues d'idées québécoises, nous croyons que cette compréhension leur a permis non seulement d'exprimer un sentiment de solidarité continentale avec l'Amérique latine, mais aussi de veiller à la concrétisation de leur propre combat anti-impérialiste et de reformuler leur conception de la libération nationale. En conséquence, ceci aurait créé un effet miroir au Québec; un effet miroir qui a déformé la réalité sociopolitique de l'Amérique latine à des fins d'instrumentalisation politique, mais qui est demeuré une inspiration majeure pour changer le cours des événements au Québec.

Dans le premier chapitre, nous démontrerons que la révolution cubaine a influencé plusieurs de ces acteurs en leur permettant de repenser la libération nationale du Québec, tout en observant son évolution dans des revues d'idées québécoises parues dans les années 1960. Dans le deuxième chapitre, nous verrons que d'autres acteurs ont observé dans la « voie chilienne vers le socialisme » de Salvador Allende une nouvelle inspiration afin de renouveler le paysage sociopolitique du Québec. Dans le troisième chapitre, nous verrons qu'une solidarité commune avec le Chili existait déjà au Québec avant le coup d'État chilien de 1973. Après 1973, plusieurs de ces militants se sont prononcés sur ce qui s'est produit au Chili en dénonçant les abus du régime Pinochet. Pour cette raison, nous croyons que plusieurs organismes de solidarité internationale ont été mis sur pied pour animer davantage la solidarité Québec-Chili, mais aussi la solidarité continentale du Québec avec l'Amérique latine.

Mots-clés : Revues d'idées, représentation, anti-impérialisme, solidarité, Québec, Cuba, Chili, Amérique latine, États-Unis (impérialisme étatsunien), Fidel Castro, Salvador Allende et Augusto Pinochet.

REMERCIEMENTS

Ce mémoire de maîtrise est dédié à ma mère Louisette Morency. Décédée d'un cancer généralisé en 2003, elle était à mes côtés pendant mon enfance et mon adolescence, et m'encourageait constamment à poursuivre mes rêves et mes quêtes personnelles. Comme elle croyait en moi, ce document lui rend justice.

Je voudrais remercier, avant tout, le Département de l'histoire de l'*Université de Sherbrooke*, notamment Harold Bérubé, Maurice Demers (mon directeur), Geneviève Dumas, Patrick Dramé et Évelyne Ferron; cinq enseignants dynamiques et remarquables qui m'ont encouragé durant ce parcours académique, et qui ont cru en mes capacités en tant qu'étudiant et historien à en devenir. Je dois mentionner Robert Comeau, historien et ex-felquiste, et Jacques Rousseau, professeur de la Faculté de droit de l'*Université de Sherbrooke*, qui m'ont aidé à élaborer une meilleure méthodologie, à découvrir des figures importantes du militantisme québécois des années 1960-1970 et à cerner le contexte de l'époque concernée. Il y a aussi Claude Lacaille et Jean-Claude Landry, anciens membres du *Comité Québec-Chili* (CQC), et Judith Bergeron, ancienne directrice générale du *Carrefour de solidarité internationale* (CSI) à Sherbrooke, qui m'ont éclairé sur le rôle respectif de ces organismes à l'égard des avancées de la solidarité Québec-Amérique latine dans les années 1970. Je dois également reconnaître le soutien d'Amélie Nguyen, coordonnatrice du *Centre international de solidarité ouvrière* (CISO) à Montréal, qui m'a accompagné dans la recherche et le recueil des documents là-bas.

Pour le soutien financier, mon père Marcel Nault y a contribué dès le début de mon parcours à l'*Université de Sherbrooke* en 2009, et ce, en dépit des obstacles académiques. Ce mémoire de maîtrise symbolise ma gratitude envers lui.

Finalement, j'aimerais remercier mes amis, mes camarades universitaires, mes collègues de travail, mon entourage, mes colocataires et mes connaissances de m'avoir appuyé durant toutes ces années de détermination, d'acharnement et d'épreuves ardues, mais récompensées.

Ce mémoire est le fruit ultime de ma persévérance. Il est pour vous tous!

SIGLES ET ACRONYMES

ACC : Anaconda Copper Company

ACDI : Agence canadienne de développement international

ACPP : Association coopérative des publications populaires

AFL-CIO : American Federation of Labor-Congress of Industrial Organisations

ASIQ : Action socialiste pour l'indépendance du Québec

BAnQ : Bibliothèque et Archives nationales du Québec

BIRD : Banque interaméricaine de développement

CAP : Comités d'action politique

CCSNM : Conseil central des syndicats nationaux de Montréal

CDHAL : Comité pour les droits humains en Amérique latine

CDR : Comités de défense de la révolution

CEE : Communauté économique européenne

CEQ : Centrale de l'enseignement du Québec

CFP : Centre de formation populaire

CIA : Central Intelligence Agency

CIS : Comité Indépendance-Socialisme

CISO : Centre international de solidarité ouvrière/Conférence internationale de solidarité ouvrière

CPS : Chrétiens pour le socialisme

CQC : Comité Québec-Chili

CRIM : Comité régional intersyndical de Montréal

CRSH : Conseil de recherches en sciences humaines

CS/TR : Comité de solidarité Trois-Rivières

CSI : Carrefour de solidarité internationale

CSN : Confédération des syndicats nationaux

CUT : Centrale unique des travailleurs du Chili

DINA : Direction nationale du renseignement

ELN : Ejército de Liberación Nacional

FLASCO : Faculté latino-américaine des sciences sociales
FLP : Front de libération populaire
FLQ : Front de libération du Québec
FMI : Fonds monétaire international
FRAP : Front d'action politique
FSLN : Front sandiniste de libération nationale
FTQ : Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec
GRC : Gendarmerie royale canadienne
ITT : International Telephone & Telegraph
KCC : Kennecott Copper Corporation
LC(m-l)C : Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada
MAPU : Mouvement d'action populaire unitaire
MDPPQ : Mouvement pour la défense des prisonniers politiques québécois
MIR : Mouvement de la gauche révolutionnaire du Chili
MLP : Mouvement de libération populaire
NPD : Nouveau parti démocratique
OEA : Organisation des États américains
ONG : Organisation(s) non gouvernementale(s)
ONU : Organisation des Nations unies
PC : Parti(s) communiste(s)
POP : Parti ouvrier progressiste
PQ : Parti québécois
RIN : Rassemblement pour l'indépendance nationale
SQAL : Secrétariat Québec-Amérique latine
SUCO : Solidarité Union Coopération
ULA : Union des Latins d'Amérique
UQAM : Université du Québec à Montréal
UQTR : Université du Québec à Trois-Rivières
URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
État de la question.....	3
<i>Le socialisme québécois. Ses manifestations et son rapport à l'étranger.....</i>	<i>4</i>
<i>Le discours de la décolonisation au Québec. Son adaptation à la spécificité québécoise durant la Révolution tranquille.....</i>	<i>7</i>
<i>L'anti-impérialisme au Québec.....</i>	<i>9</i>
<i>L'américanité dans l'historiographie québécoise.....</i>	<i>11</i>
<i>L'histoire transnationale.....</i>	<i>13</i>
<i>Les transferts culturels. Les liens Québec-Sud.....</i>	<i>14</i>
<i>L'insertion historiographique du mémoire de maîtrise.....</i>	<i>16</i>
Problématique et hypothèse.....	18
Méthodologie et sources.....	22
<i>Chapitre I.....</i>	<i>24</i>
<i>L'Action nationale.....</i>	<i>26</i>
<i>Cité libre.....</i>	<i>26</i>
<i>Parti pris.....</i>	<i>28</i>
<i>Relations.....</i>	<i>29</i>
<i>La Revue socialiste.....</i>	<i>30</i>
<i>Situations.....</i>	<i>30</i>
<i>Socialisme.....</i>	<i>31</i>
<i>Chapitre II.....</i>	<i>32</i>
<i>Québec-Presse.....</i>	<i>35</i>
<i>Maintenant.....</i>	<i>36</i>
<i>Chapitre III.....</i>	<i>37</i>
Autres sources : entrevues et documents du <i>Centre international de solidarité ouvrière (CISO).....</i>	<i>40</i>
Cadre théorique et conceptuel.....	41
Organisation des chapitres.....	42
Pertinence et originalité.....	43

CHAPITRE I

LA RÉVOLUTION CUBAINE. L'ÉVOLUTION DE SON IMAGE ET DE SA SYMBOLIQUE DANS LES REVUES D'IDÉES QUÉBÉCOISES.....44

La révolution cubaine, une représentation qui a évolué au Québec.....46

Une dichotomie entre crainte et sympathie. L'évolution rapide de la révolution cubaine entre 1959 et 1961.....47

De l'antipathie à l'enthousiasme. L'émergence d'une sympathie socialiste au milieu des années 1960 (1961-1965).....58

L'émergence de la sociologie marxiste à travers Parti pris et Socialisme au Québec. L'affirmation de la sympathie socialiste envers la révolution cubaine (1965-1970).....68

Quel sens donne-t-on à la révolution cubaine? L'analyse du discours anti-impérialiste cubain.....75

La présence de l'impérialisme étatsunien à Cuba.....75

Le discours anti-impérialiste cubain. Sa signification et sa portée.....79

Conclusion du premier chapitre.....87

CHAPITRE II

LA « VOIE CHILIENNE VERS LE SOCIALISME ». UN MODÈLE À SUIVRE POUR LE QUÉBEC?.....89

L'Unité populaire et Salvador Allende. Le socialisme chilien comme nouveau modèle à suivre pour le Québec socialiste des années 1970?.....91

Le Chili d'Allende : I. Un danger pour le Québec?.....95

Le Chili d'Allende : II. Un espoir pour le Québec.....101

L'ingérence étatsunienne au Chili et ses suites.....112

La chute du socialisme chilien... une intervention menée « en coulisse » par les États-Unis (1972-1973).....115

Le syndicalisme étatsunien, un complice secret derrière le renversement du socialisme chilien? Une réponse fournie par les marxistes-léninistes québécois (1973-1975).....122

L'autopsie du socialisme chilien après le coup d'État du 11 septembre 1973.

L'extirpation du « cancer marxiste » au Chili (1973-1978).....130

Conclusion du deuxième chapitre.....137

CHAPITRE III

DE LA SOLIDARITÉ QUÉBEC-CHILI À LA SOLIDARITÉ QUÉBEC-AMÉRIQUE LATINE.....139

Les précédents à la solidarité Québec-Chili. L'émergence d'objectifs communs à travers les Chrétiens pour le socialisme (CPS) et le Secrétariat Québec-Amérique latine (SQAL), 1970-1973.....142

Les Chrétiens pour le socialisme (CPS). L'engagement révolutionnaire des chrétiens au Québec et au Chili (1970-1973).....143

Les premiers pas du Secrétariat Québec-Amérique latine (SQAL). La radicalisation du syndicalisme québécois à travers le mouvement ouvrier chilien (1971-1973).....150

Le « cancer marxiste » qui résiste malgré tout. « Solidarité, solidarité », cri de guerre du Québec.....152

Les retentissements du coup d'État de 1973 sur la solidarité Québec-Chili (1973-1974).....154

La consolidation de la solidarité Québec-Chili (1973-1985).....161

Le Comité Québec-Chili (CQC). Solidarité, mobilisation et éducation populaire au Québec pour préserver l'avenir chilien (1973-1978).....164

Le Carrefour de solidarité internationale (CSI). Une approche pédagogique pour aider le Chili et l'Amérique latine (1972-1985).....171

Le Centre international de solidarité ouvrière (CISO). La concrétisation de la solidarité Québec-Amérique latine (1973-1979).....174

« Développer la solidarité internationale à partir des entrailles du monstre ». L'étude de l'impact socioéconomique des multinationales étatsuniennes et canadiennes en Amérique latine par le CISO et le SQAL (1975).....181

Conclusion du troisième chapitre.....188

CONCLUSION GÉNÉRALE.....189

La représentation québécoise de la révolution cubaine (1959-1969).....190

Le Chili vu du Québec dans les années 1970. De l'espoir à la dénonciation.....192

De la solidarité Québec-Chili à la solidarité Québec-Amérique latine (1972-1979).....195

Conclusions finales et comparaison.....198

Ouverture.....202

BIBLIOGRAPHIE.....205

Mémoire de maîtrise

INTRODUCTION

En 1959, une révolution amorcée par Fidel Castro et Ernesto « Che » Guevara a provoqué une onde de choc à travers le monde en dénonçant l'ingérence économique étatsunienne ayant dominé Cuba depuis son indépendance en 1898. L'évolution rapide de cette révolution, ainsi que son caractère anti-impérialiste, a aussi influencé le reste de l'Amérique latine et beaucoup de jeunes activistes en Occident. Sean Mills va jusqu'à dire que le discours anti-impérialiste derrière la révolution cubaine a entraîné « l'ouverture d'un nouveau monde, transformant ainsi leur compréhension du combat anti-impérialiste, tout en leur fournissant un exemple concret d'un présent post-impérialiste et postcolonial¹. » De surcroît, l'élection démocratique du gouvernement socialiste de Salvador Allende — chef de la coalition *Unidad Popular*² — le 4 septembre 1970 au Chili a alimenté l'espoir d'une nouvelle révolution, et ce, autant pour la gauche latino-américaine que la gauche québécoise. De fait, cette victoire socialiste a réactualisé les travaux de Pierre Vadeboncœur qui racontait dans *Socialisme* en 1964 que la révolution castriste, « c'est-à-dire la justice, s'est frayée un chemin à travers l'enchevêtrement des forces politiques qui, au nom de rien, défendaient les titres de la voracité capitaliste³. » Toutefois, le coup d'État orchestré par le général chilien Augusto Pinochet le 11 septembre 1973 a davantage marqué les esprits, car il a ramené avec force l'influence

¹ Sean Mills, *The Empire Within. Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, coll. « Studies on the history of Quebec », 23, p. 73. « *The Cuban revolution had opened a whole new world, transforming their understanding of the anti-imperialist struggle, and providing them with a concrete example of a post-imperialist and postcolonial present.* »

² *Unité populaire* en français.

³ Pierre Vadeboncœur, « Les salauds contre Cuba », *Socialisme*, n° 3-4 (hiver 1964), p. 86.

étatsunienne dans ce pays⁴ et il a inauguré une ère de répression brutale et de violation systématique des droits de la personne en Amérique du Sud. En conséquence, plusieurs groupes se sont formés au Québec pour tenter de comprendre la crise socioéconomique du Chili et dénoncer la dictature de Pinochet : les *Chrétiens pour le socialisme* (CPS), le *Secrétariat Québec-Amérique latine* (SQAL), le *Comité Québec-Chili* (CQC), le *Carrefour de solidarité internationale* (CSI) et le *Centre international de solidarité ouvrière* (CISO). Ce coup d'État a ainsi amené la gauche québécoise à se solidariser avec le Chili.

Nous croyons que les événements qui se sont produits à Cuba et au Chili ont eu un retentissement important au Québec des années 1960-1970. En effet, ces réformes politiques ont fasciné une grande partie des acteurs de la gauche québécoise, ainsi que certains nationalistes « modérés », qui s'en sont inspirés afin d'envisager le Québec de demain. Mis à part la victoire de Fidel Castro à Cuba et la résistance des *barbudos* contre l'impérialisme étatsunien, la répression brutale de la population latino-américaine par les gouvernements militaires fantoches et les alliés du capitalisme nord-américain a aussi interpellé ces acteurs. D'ailleurs, l'effervescence internationale des années 1960-1970⁵ a exercé une fascination hors du commun sur eux, sans compter notre intérêt exprimé pour cette période-clé de la Guerre froide. Pour cette raison, nous avons circonscrit notre étude à ces bornes chronologiques.

⁴ Le Chili de Pinochet a d'ailleurs servi de laboratoire pour les idées néolibérales ayant émergé dans les années 1970 avec la visite de Milton Friedman au pays et l'influence emmenée par l'école des *Chicago Boys*.

⁵ Plus particulièrement, les mouvements de la *Nouvelle Gauche* et les manifestations étudiantes en Amérique du Nord et en Europe, la contre-culture, l'émergence du néolibéralisme étatsunien, les chocs pétroliers et la révolution iranienne.

En fait, plusieurs universitaires ayant analysé les mouvements de gauche québécois des années 1960-1970 ont constaté que la plupart de ces intellectuels ont été influencés par les événements qui se sont produits à Cuba, au Chili et dans le reste de la région latino-américaine, mais sans approfondir le sujet. Considérant l'importance de ces références, jusqu'à quel point la réception de ces événements a-t-elle été associée à la cause de la libération nationale du Québec? Notre mémoire de maîtrise tentera de répondre à cette question en saisissant la représentation québécoise des luttes et des mouvements de libération nationale latino-américains, par l'entremise des exemples cubain et chilien, dans les revues d'idées québécoises parues entre 1959 et 1979⁶.

État de la question

Afin de bien cerner notre objet d'étude, il est essentiel de traiter de deux thèmes pour faire un état de la question : le développement du socialisme québécois, surtout durant la Révolution tranquille, et le Québec face à l'*Autre*. Nous devons comprendre si le développement de ce courant idéologique a été interprété comme une période de rupture au Québec. Nous devons aussi déterminer la manière dont ce développement a été marqué par l'émergence des phénomènes de la décolonisation et de l'anti-impérialisme au Tiers-monde. Cette conclusion nous permettra de jeter les assises pour analyser le discours anti-impérialiste articulé dans les revues d'idées québécoises. Nous déterminerons ensuite comment certains universitaires ont voulu comprendre l'ouverture du Québec sur le

⁶ Au tournant des années 1980, une autre question a été traitée dans les revues d'idées au Québec : la révolution sandiniste au Nicaragua. Cependant, la défaite au référendum de 1980 a mis l'espoir de la refonte du Québec sur la glace. De fait, cette révolution n'a pas été abordée de la même façon dans les revues d'idées. C'est pour cela que nous avons choisi de l'exclure de notre cadre temporel. Nous y reviendrons dans la conclusion.

monde. Leurs études ont contribué à l'émergence d'une histoire transnationale au Québec qui inspire nos réflexions sur l'Amérique latine des années 1960-1970.

Le socialisme québécois. Ses manifestations et son rapport à l'étranger

Au départ, nous avons constaté que certains intellectuels militants importants, comme Raoul Roy et Pierre Vallières par exemple, ont conçu le nationalisme comme question centrale afin de justifier leur discours dans la presse écrite des années 1960-1970, comme quoi le socialisme québécois n'était pas apatride durant cette période. Cette ouverture au socialisme était sensiblement vue comme un changement radical au Québec. Néanmoins, il faut se rappeler que le socialisme et le communisme n'étaient pas une nouveauté. D'ailleurs, ils étaient condamnés par l'Église catholique canadienne-française et le gouvernement canadien. Reg Whitaker, Gregory S. Kealey et Andrew Parnaby ont analysé, en 2012, l'histoire des services secrets canadiens. Depuis l'affaire Gouzenko qui s'est produite en septembre 1945, la *Gendarmerie royale canadienne* (GRC) a tenté, selon ces auteurs, de faire disparaître le socialisme; une idéologie que le gouvernement canadien ne tolérait pas à l'époque⁷. Si la discussion qu'il a occasionnée au Québec n'était pas nouvelle, le socialisme n'est toutefois devenu une option envisageable pour les nationalistes canadiens-français qu'au tournant des années 1960.

Selon Roch Denis, cela est en partie dû au fait que le socialisme s'est construit par « étapes » et s'est imprégné du nationalisme. En raison de l'échec du *Parti ouvrier* au Québec en 1963, les fondateurs de la revue politique et culturelle québécoise *Parti pris* ont réclamé le socialisme, tout en prenant le nationalisme comme conception principale,

⁷ Reg Whitaker, Gregory S. Kealey et Andrew Parnaby, *Secret Service. Political Policing in Canada from the Fenians to Fortress America*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, p. 180-181.

c'est-à-dire selon « laquelle le Québec a les qualités requises pour réaliser une révolution véritablement socialiste⁸. » Jacques Rouillard s'est aussi questionné sur l'arrivée du socialisme au Québec, mais à travers le prisme du syndicalisme québécois, plus particulièrement la *Confédération des syndicats nationaux* (CSN). Dans sa synthèse *Histoire de la CSN (1921-1981)*, Rouillard indique que le « combat [de la CSN] pour la justice a eu un impact sur le développement de la société québécoise⁹ ». Selon lui, l'incapacité du gouvernement québécois à répondre aux besoins de la société par le capitalisme a conduit la CSN à adopter un projet de société socialiste au Québec en 1966¹⁰. Ce virage idéologique s'explique surtout par l'émergence du mouvement socialiste au Québec, « influent dans les milieux intellectuels (*Parti pris, Socialisme, Révolution québécoise*) et par la pression qu'exercent les groupes populaires qui débordent les centrales syndicales sur la gauche¹¹ ».

Quant à Louis Fournier, journaliste québécois, il a aussi examiné, en 1982, la mouvance nationaliste des mouvements sociaux des années 1960-1970, mais en démontrant que le *Front de libération du Québec* (FLQ) a joué un rôle de support au mouvement indépendantiste québécois, « de détonateur, d'accélérateur de l'histoire¹² ». Fournier a aussi relevé des influences importantes derrière ce groupe en découvrant l'attrait que la révolution cubaine avait sur le FLQ, notamment sur Pierre Vallières qui témoignait de l'influence de la théorie du « foquisme » formulée par Ernesto « Che »

⁸ Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968*, Montréal et Saint-Lambert, Presses socialistes internationales et Payette & Simms, 1979, p. 369.

⁹ Jacques Rouillard, *Histoire de la CSN (1921-1981)*, Montréal, Boréal Express, 1981, p. 305.

¹⁰ *Ibid.*, p. 306.

¹¹ *Id.*, *Histoire du syndicalisme au Québec. Des origines à nos jours*, Montréal, Boréal, 1989, p. 337.

¹² Louis Fournier, *FLQ. Histoire d'un mouvement clandestin*, Outremont, Lanctôt Éditeur, 1998 (1982), p. 12.

Guevara¹³. Louis Favreau reconnaît également que les mouvements de libération nationale tiers-mondistes servaient de référence pour le courant nationaliste de l'époque. Toutefois, il en a déduit que le projet socialiste au Québec demeurerait vague en soi¹⁴. C'est probablement pour cette raison que Mathieu Lapointe a affirmé que Raoul Roy était plus nationaliste que socialiste, « à la fois dans sa lecture de la réalité et dans ses priorités, c'est-à-dire dans les changements qu'il prône et dans les moyens qu'il privilégie pour les atteindre¹⁵. » D'ailleurs, Lapointe rapporte que Roy a pris l'analogie de la révolution cubaine dans *La Revue socialiste* afin « d'éclairer la situation "coloniale" québécoise ainsi que la voie à suivre pour s'en dégager¹⁶ ». Cependant, Jean-Philippe Warren a voulu démystifier, en 2007, les origines de la gauche québécoise en explorant l'histoire d'un mouvement qui a rompu avec le socialisme québécois des années 1960 : le marxisme-léninisme québécois. Il est apparu après la crise d'Octobre et l'échec électoral du *Front d'action politique* (FRAP) à l'automne 1970; des événements-clés qui ont, selon Warren, « conduit de jeunes militants et militantes à radicaliser leur engagement politique¹⁷ ». Dans leur journal, les membres d'*En lutte!* ont traité des événements qui se sont produits au Chili au début des années 1970. Les auteurs de la revue *Mobilisation* en ont parlé aussi,

¹³ Louis Fournier, *Op. cit.*, p. 117-118.

¹⁴ Louis Favreau, « Mouvements socialistes, marxisme et question nationale au Québec », dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain, dir., *Un Siècle de marxisme. Avec deux textes inédits de Karl Polanyi*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1990, p. 284. Nicole Laurin, Marc Angenot et Tanka Gagné Tremblay avancent cela également. Toutefois, ils nuancent ce propos en affirmant que le marxisme s'est concrétisé au sein du milieu universitaire québécois à travers la publication de *Parti pris* et de *Socialisme* durant les années 1960. Voir Nicole Laurin, « Genèse de la sociologie marxiste au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, n° 2 (automne 2005), p. 183-207; Marc Angenot et Tanka Gagné Tremblay, « De *Socialisme 64* à *Socialisme québécois* ou l'invention du marxisme au Québec », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 1 (2011), p. 139-157.

¹⁵ Mathieu Lapointe, « Nationalisme et socialisme dans la pensée de Raoul Roy, 1914-1965 », Mémoire de maîtrise (histoire), Montréal, Université de Montréal, 2002, p. 165.

¹⁶ *Ibid.*, p. 156.

¹⁷ Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB, 2007, coll. « Études québécoises », 79, p. 12.

mais en réfléchissant surtout sur l'instauration d'un parti révolutionnaire au Québec¹⁸. L'ouvrage de Warren permet alors de cerner la perspective « marxiste-léniniste » sur le Chili des années 1970.

Comme nous l'avons vu, la plupart de ces auteurs évoquent les inspirations cubaine et chilienne derrière le mouvement socialiste québécois, mais sans les approfondir davantage. Notre mémoire de maîtrise aura pour fin de déceler cette inspiration de manière plus concrète en analysant ce qui a été publié dans les revues d'idées québécoises au début de la présidence de Castro et d'Allende. En ce qui concerne les phénomènes de décolonisation et de l'anti-impérialisme des années 1960-1970 au Québec, ils ont surtout fait l'objet d'études récentes dans l'historiographie québécoise. Malgré une influence manifeste à gauche du spectre politique, la prégnance réelle du discours décolonisateur n'est peut-être pas aussi forte qu'on puisse l'imaginer dans l'ensemble de la société québécoise.

Le discours de la décolonisation au Québec. Son adaptation à la spécificité québécoise durant la Révolution tranquille

Dans son ouvrage *The Empire Within. Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*, Sean Mills construit son argumentaire à la suite de quelques auteurs qui avaient déjà abordé l'influence du discours de la décolonisation¹⁹. Mills précise toutefois les affirmations de ces auteurs en démontrant, en 2010, que l'influence de ce discours a surtout été manifeste au sein de la métropole montréalaise.

¹⁸ Jean-Philippe Warren, *Op. cit.*, p. 58-59.

¹⁹ Paul Chamberland, « L'intellectuel québécois, intellectuel colonisé », *Liberté*, vol. 5, n° 2 (1963), p. 119-130; Henry Milner et Sheilagh Hodgins Milner, *The Decolonization of Quebec*, Toronto, McClelland and Stewart, 1973, coll. « Carleton Contemporaries », 257 p; Dale Posgate et Kenneth McRoberts, *Quebec. Social Change and Political Crisis*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, 216 p; Carole Page, « Décolonisation et question nationale québécoise », Mémoire de maîtrise (sciences politiques), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1978, 154 p.

Mills reconnaît que le discours de la décolonisation agissait comme une structure d'idées permettant à une bonne partie des intellectuels et des membres de groupes radicaux montréalais de comprendre leur condition sociopolitique²⁰. Il en a conclu que Montréal était un « laboratoire » d'idées dans lequel une culture de résistance s'est articulée durant les années 1950-1960²¹. Des écrivains montréalais ont repris les travaux des théoriciens de la décolonisation tels que Frantz Fanon, Aimé Césaire, Jacques Berque et Albert Memmi, mais en les associant à la question nationale québécoise²². De là, plusieurs activistes locaux ont été attirés par la théorie anticoloniale, et ont imaginé le Québec comme une colonie et Montréal comme une ville coloniale²³. Mills constate donc que le Québec a pu s'ouvrir sur le monde par cette connexion à cette époque. Dans le troisième chapitre de son ouvrage, il avance que les activistes montréalais ont d'abord recherché l'inspiration en France. Souvent déçus, ils ont ensuite recentré leur intérêt sur la révolution cubaine qui leur a permis de comprendre le lien qui existait entre les luttes anti-impérialistes de l'époque²⁴. Toutefois, certains auteurs ont récemment remis en question la nouveauté de ce discours dans les années 1960, comme Serge Granger par exemple²⁵. Or, nous voyons que la théorie de la décolonisation a été adaptée à la rhétorique anti-impérialiste québécoise. Cependant, l'influence de ce discours s'est limitée à la métropole montréalaise et aux activistes de gauche dans le reste de la province, d'autant

²⁰ Sean Mills, *Op. cit.*, p. 10.

²¹ *Ibid.*, p. 35.

²² *Ibid.*, p. 3.

²³ *Ibid.*, p. 4.

²⁴ *Ibid.*, p. 11-12.

²⁵ Pour sa part, Serge Granger analyse, en 2012, l'influence du discours de la décolonisation au Québec qui remonterait à l'indépendance de l'Inde en 1947. Il affirme que cet événement a contribué à diffuser le modèle de la décolonisation pendant l'après-guerre. Serge Granger, « L'Inde et la décolonisation au Canada français », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 13, n° 1 (automne 2012), p. 55-79.

plus qu'il a été exprimé par un petit nombre d'intellectuels militants de l'époque tels que Raoul Roy et Pierre Vallières. Ceci nous emmène à réfléchir sur une question plus pertinente sur le plan historiographique : si la décolonisation a aidé le Québec à s'ouvrir au contexte international des années 1960, qu'en est-il de l'anti-impérialisme?

L'anti-impérialisme au Québec

Comme Jacques Rouillard l'a compris dans les années 1980, Sean Mills affirme que le syndicalisme des années 1970 a transformé le langage anti-impérialiste au Québec par des analyses marxistes de la situation du pays. Les nouvelles analyses des organisations syndicales coïncidaient avec cette transformation et se basaient sur la théorie de la dépendance d'André Gunder Frank²⁶. Pour cette raison, le discours anti-impérialiste prononcé par les membres de centrales syndicales québécoises telles que la CSN — repris et analysé par plusieurs auteurs dans les revues d'idées québécoises — a été reformulé selon la conjoncture sociopolitique du monde, surtout celle de l'Amérique latine. Néanmoins, une nouvelle historiographie nous démontre que l'anti-impérialisme n'a pas seulement été articulé par la gauche, les premiers discours de ce genre au Québec ayant plutôt été associés à la droite.

Il va sans dire que la situation des Canadiens français au sein de l'Empire britannique a suscité les premières prises de position contre l'impérialisme de Londres. Henri Bourassa est bien connu pour avoir dénoncé cet impérialisme au tournant du XX^e siècle. Fait intéressant, il a été le premier à inciter les Canadiens français à se tourner vers

²⁶ Sean Mills, *Op. cit.*, p. 190. Voir aussi André Gunder Frank, *Le développement du sous-développement. L'Amérique latine*, Paris, F. Maspéro, 1972 (1969), 399 p.

l'Amérique latine dans les années 1910²⁷. Durant les années 1930-1940, plusieurs intellectuels de droite se sont reconnus à travers une soi-disant culture commune à celle de l'Amérique latine. Ils ont ainsi exprimé une sympathie envers l'Amérique latine, soulignant sa résistance culturelle contre l'impérialisme anglo-saxon. Maurice Demers survole, en 2012, l'évolution de la représentation de l'histoire latino-américaine au Québec en démontrant comment nous sommes passés d'une sympathie catholique à une lecture engagée de la situation internationale, exprimant une certaine solidarité avec les luttes anti-impérialistes. Si cette lecture a dénoncé le communisme jusqu'à la Révolution tranquille, elle a néanmoins jeté les bases de la trame d'une histoire connectée des « peuples latins d'Amérique » qui se reconnaissaient dans des efforts de résistance communs contre l'impérialisme anglo-saxon²⁸. C'est d'ailleurs une sympathie anti-impérialiste similaire qui animait la solidarité de nombreux acteurs et de groupes de gauche québécois avec l'Amérique latine dans les années 1960-1970. Si certains ont tenu pour acquis qu'ils exprimaient une sympathie « naturelle » envers les nations dominées, le sociologue Daniel Gay a déconstruit ce postulat en 1983.

Selon Daniel Gay, les intellectuels québécois n'exprimaient pas nécessairement une sympathie envers le Tiers-monde. Dans son ouvrage *Les élites québécoises et l'Amérique latine*, Gay analyse des éditoriaux de la presse quotidienne québécoise, parus entre 1959 et 1973, ce qui l'a amené à problématiser l'ouverture du Québec sur le monde extérieur. Il conclut que l'Amérique latine a joué un rôle de « miroir inversé » dans la conscience des intellectuels québécois et internationaux, c'est-à-dire que leurs désirs économiques,

²⁷ Maurice Demers, « De l'exotisme à l'effet miroir : la représentation de l'histoire latino-américaine au Canada français », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 13, n° 1 (automne 2012), p. 30-31.

²⁸ *Ibid.*, p. 24.

culturels et politiques sont « liés à la détérioration de [leur situation] dans le système capitaliste et, d'autre part, qu'ils sont inséparables de la représentation généralement négative (en particulier, au plan du dynamisme politique et des traditions culturelles) que cette classe entretient au sujet des peuples dominés²⁹. » De manière indirecte, l'auteur a problématisé une nouvelle question dans son ouvrage, celle de l'ambiguïté identitaire du Québec et son rapport à l'*Autre*.

L'américanité dans l'historiographie québécoise

Depuis le milieu des années 1990, plusieurs historiens ont voulu remettre en question le rapport du Québec avec l'*Autre*, plus particulièrement avec le reste de l'Amérique. Après la défaite référendaire de 1995, on a voulu comprendre la « québécoitude », mais surtout la prise de conscience de la dimension continentale de l'identité québécoise, c'est-à-dire son américanité. En 1995, Gérard Bouchard et Yvan Lamonde ont apporté une perspective d'analyse concrète sur l'américanité en explorant l'ensemble du continent américain comme espace culturel influent sur le Québec³⁰. En fait, ils ont essayé de voir dans quelle mesure la culture québécoise « a suivi un parcours analogue aux autres cultures nationales américaines et a contribué à enrichir des figures spécifiques de l'espace culturel américain³¹ ». Toutefois, Joseph-Yvon Thériault croit que l'américanité est une impasse identitaire de la nation canadienne-française. En 2002, il l'a conçue comme un « concept-poubelle », c'est-à-dire un « signe de la rupture entre la

²⁹ Daniel Gay, *Les élites québécoises et l'Amérique latine*, Montréal, Nouvelle Optique, 1983, p. 276-277.

³⁰ Bouchard et Lamonde définissent l'américanité comme l'ensemble des « nouvelles formes culturelles qui se sont mises en place depuis le XVII^e siècle à la suite des transferts migratoires de l'Europe vers les Amériques et qui reflètent la somme des ruptures, des processus de différenciation (par invention, adaptation) et des projets de recommencement collectif caractéristiques de plusieurs collectivités neuves ». Gérard Bouchard et Yvan Lamonde, dir., *Québécois et Américains. La culture québécoise aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Fides, 1995, p. 8.

³¹ *Ibid.*, p. 10.

nation ethnique et la nation civique. Elle serait la première véritable formulation d'une identité débarrassée des scories essentialistes de la nation ethnique canadienne-française³². » De plus, Thériault avance que Bouchard et Lamonde se sont contredits dans leur œuvre en défendant la thèse d'un Québec américain fondé « dans une conception abstraite de l'histoire — le mode de développement des sociétés neuves³³ ». Néanmoins, d'autres auteurs ont traité ce concept d'une manière plus favorable, incluant Maurice Demers.

Maurice Demers a démontré, en 2010, comment l'américanité québécoise exprimée, dans ce cas-ci, à travers les discours des frères O'Leary (porte-paroles de l'*Union des Latins d'Amérique* [ULA] durant la Seconde Guerre mondiale), reflétait « la continentalité constitutive de la nation canadienne-française tout en la raccordant à l'héritage culturel de la mère patrie³⁴ ». Ainsi, Demers rapporte que le Québec n'a aucunement perdu son « âme » en effectuant un rapprochement culturel et politique avec l'Amérique latine. Au contraire, la *latinité* était un vecteur important qui a contribué à placer le Québec « à l'avant-garde des relations panaméricaines du Canada³⁵ ».

Depuis l'approche préconisée par Gérard Bouchard, Yvan Lamonde et même Maurice Demers, d'autres universitaires ont choisi de poursuivre cette exploration au tournant des années 2010 en adoptant une optique transnationale afin de comprendre davantage la position du Québec par rapport à l'*Autre*.

³² Joseph-Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 2005 (2002), p. 24.

³³ *Ibid.*, p. 160.

³⁴ Maurice Demers, « L'autre visage de l'américanité québécoise. Les frères O'Leary et l'Union des Latins d'Amérique pendant la Seconde Guerre mondiale », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 13, n° 1 (2010), p. 127.

³⁵ *Ibid.*, p. 129.

L'histoire transnationale

Vue comme un champ d'expérimentation dans l'historiographie selon Aline Charles et Thomas Wien, l'histoire transnationale étudie des ensembles géographiques qui comprennent le Québec parmi d'autres territoires et met ses spécificités en évidence³⁶. Depuis le début des années 2000, plusieurs experts utilisent cette approche afin d'étudier l'histoire québécoise à travers, entre autres, les communautés religieuses et la gestion des cycles de vie au Québec (âge, sexe et emploi³⁷). Ainsi, nous croyons que l'historiographie des années 2000-2010 s'est tournée vers des cas précis afin d'expliquer ces « circulations transnationales » au Québec³⁸. Puisque nous analysons essentiellement les représentations de l'Amérique latine dans les revues d'idées québécoises des années 1960-1970, certaines études récentes méritent d'être soulignées à cet égard. Celles de Catherine LeGrand sur la présence des missionnaires québécois en Amérique latine durant l'après-guerre viennent en tête ici³⁹.

³⁶ Ici, l'histoire transnationale est définie comme une multiplicité d'histoires qui traitent des « flux de personnes, d'objets, d'idées, d'institutions, d'usages, etc., lesquels en traversant les frontières forment autant de liens entre "territoires politiquement constitués" ». Sven Beckert, "AHR Conversation on Transnational History", *American Historical Review*, vol. 111, n° 5 (décembre 2006), p. 1446; cité dans Aline Charles et Thomas Wien, « Le Québec entre histoire connectée et histoire transnationale », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 2 (2011), p. 201 et 220.

³⁷ *Ibid.*, p. 206-207.

³⁸ Serge Granger, *Le lys et le lotus. Les relations du Québec avec la Chine de 1650 à 1950*, Montréal, VLB, 2005, coll. « Études québécoises », 70, 192 p; Simon Jolivet, *Le vert et le bleu. Identité québécoise et identité irlandaise au tournant du XX^e siècle*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2011, 292 p; Serge Granger, « L'Inde et la décolonisation au Canada français », *Loc. cit.*; Éric Desautels, « La représentation sociale de l'Afrique dans le discours missionnaire canadien-français (1900-1968) », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 13, n° 1 (2012), p. 81-107.

³⁹ Catherine LeGrand, « L'axe missionnaire catholique entre le Québec et l'Amérique latine. Une exploration préliminaire », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 12, n° 1 (2009), p. 43-66; José del Pozo, *Les Chiliens au Québec. Immigrants et réfugiés, de 1955 à nos jours*, Montréal, Boréal, 2009, 424 p; Maurice Demers, « Gérard Dion, Mgr Gustavo Franceschi et le régime populiste de Juan Perón. Les intrigues politiques d'Argentine et l'utilité du modèle social québécois », *Études d'histoire religieuse*, vol. 76 (2010), p. 71-91; *Id.*, « L'autre visage de l'américanité québécoise. Les frères O'Leary et l'Union des Latins d'Amérique pendant la Seconde Guerre mondiale », *Loc. cit.*; *Id.*, « Introduction — D'un anti-impérialisme à l'autre : représentations des nations dominées et colonisées au Canada français », *Loc. cit.*; *Id.*, « De l'exotisme à l'effet miroir. La représentation de l'histoire latino-américaine au Canada français », *Loc. cit.*; Catherine LeGrand, « Les réseaux missionnaires et l'action sociale des Québécois en Amérique latine, 1945-1980 », *Études d'histoire religieuse*, vol. 79, n° 1 (2013), p. 93-115; Michel

En 2013, Catherine LeGrand a analysé l'évolution du catholicisme social en Amérique latine à travers l'établissement de missions catholiques au Brésil, en République dominicaine, au Honduras et au Chili entre 1945 et 1980⁴⁰. L'auteure en a déduit que des réseaux de communication ont lié l'Église catholique québécoise à l'Amérique latine « par l'entremise de ses missionnaires à la belle époque des mouvements d'*Action catholique spécialisée* et au cours des années conciliaires⁴¹ ». En somme, LeGrand a adopté une approche transnationale pour comprendre les relations entre le Québec et l'Amérique latine au XX^e siècle. D'autres ont utilisé les transferts culturels afin d'expliquer ces rapports.

Les transferts culturels. Les liens Québec-Sud

En 2012, Stéphanie Danaux et Nova Doyon se sont penchées sur ce concept, plus particulièrement au regard « que ce champ porte sur les phénomènes envisagés, autrement dit l'intégration sociale de ces objets dans la vie culturelle⁴² ». Même si le cadre théorique de notre mémoire ne s'inspire qu'en partie des travaux de Danaux et de Doyon, il est important, malgré tout, de considérer l'apport des transferts culturels dans la production historique québécoise. Depuis le début des années 2010, certains universitaires ont voulu mettre en évidence les liens transnationaux et les échanges culturels du Québec avec des contrées du Sud global durant les années 1960-1970. Par exemple, Michel Nareau a

Nareau, « Fanon, Cuba et autres *Journal de Bolivie*. L'Amérique latine à *Parti pris* comme modalité de libération nationale », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, n° 1 (automne 2014), p. 126-138; Maurice Demers, *Connected Struggles. Catholics, Nationalists and Transnational Relations between Mexico and Quebec, 1917-1945*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2014, 290 p.

⁴⁰ Catherine LeGrand, « Les réseaux missionnaires et l'action sociale des Québécois en Amérique latine, 1945-1980 », *Loc. cit.*, p. 95.

⁴¹ *Ibid.*, p. 113.

⁴² Stéphanie Danaux et Nova Doyon, « Introduction : L'étude des transferts culturels en histoire culturelle », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 12, n° 2 (printemps 2012), p. 8.

exploré cette avenue en analysant comment les rapports entre le Québec et l'Amérique latine ont été représentés dans les revues d'idées, les revues littéraires et les romans⁴³. Nous nous arrêterons à son étude de 2014 sur la revue idéologique québécoise *Parti pris* puisque Michel Nareau s'est penché, comme nous, sur le « processus référentiel qui fait en sorte que l'Amérique latine, considérée par les animateurs de la revue en tant qu'extension de la logique révolutionnaire cubaine, devient un foyer discursif possible pour le Québec⁴⁴ ». Pourtant, il affirme que la référence latino-américaine est peu présente dans le discours de la revue, car « la prise en charge d'une nécessaire parole critique pour reconfigurer les pôles du quotidien montréalais et québécois fait en sorte que le discours est surtout endogène, lié à la situation nationale, aux formes de colonialisme ressenties⁴⁵. » Pour Nareau, l'Amérique latine était utilisée à des fins d'instrumentalisation politique et idéologique par les collaborateurs de *Parti pris* afin de concevoir la libération nationale du Québec durant les années 1960.

À l'exception des travaux de Catherine LeGrand, de Maurice Demers et de Michel Nareau, peu d'études analysent la représentation de l'Amérique latine au Québec dans les années 1960-1970. Notre démarche de recherche est similaire à celles de ces auteurs, certes. Pourtant, une mise en garde est nécessaire ici. Même si nous empruntons certains éléments reliés aux paradigmes de l'histoire transnationale, notre mémoire traite du contexte sociohistorique national du Québec des années 1960-1970. Nous étudions les

⁴³ Michel Nareau, « La revue *Dérives* et le Brésil. Modifier l'identité continentale du Québec », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 2 (2011), p. 165-184; *Id.*, « Coopération, réseautage et Liaison. "Servir" la littérature québécoise par le recours à l'Argentine », *Écrire ensemble : réseaux et pratiques d'écriture dans les revues francophones du XX^e siècle*, vol. 4, n° 1 (automne 2012); *Id.*, « Entre Ducharme et le Mexique : fragilité des transitions culturelles dans *Drame privé* de Michael Delisle », *Voix et Images*, vol. 38, n° 3 (printemps-été 2013), p. 87-100.

⁴⁴ *Id.*, « Fanon, Cuba et autres *Journal de Bolivie*. L'Amérique latine à *Parti pris* comme modalité de libération nationale », *Loc. cit.*, p. 127.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 131.

représentations d'événements importants qui se sont déroulés à l'extérieur du Québec dans le but d'interpréter la lecture qu'en font des intellectuels majoritairement québécois dans des revues d'idées parues pendant cette période, ce qui nous mène à l'insertion historiographique du mémoire de maîtrise.

L'insertion historiographique du mémoire de maîtrise

De toute évidence, le combat anti-impérialiste latino-américain s'est reflété, d'une manière ou d'une autre, sur les tentatives d'édification du socialisme québécois dans les années 1960-1970. Nous n'envisageons pas réellement faire de l'histoire comparée. Le « plaidoyer » de Frédéric Boily ne répondait pas tout à fait à nos intentions de base, tout en considérant l'existence des « spécificités » nationales respectives du Québec et de l'Amérique latine⁴⁶. Nous ne croyons pas non plus à la pertinence de « mettre en parenthèse l'idée d'unicité des trajectoires politiques⁴⁷. » Même si les positions exprimées par Chris A. Bayly et Wendy Kozol correspondent relativement à la nôtre, nous n'envisageons pas de faire de l'histoire transnationale non plus, car le cadre spatio-temporel de notre mémoire s'insère dans les frontières nationales québécoises. Nos sources ont été rédigées par des auteurs majoritairement québécois.

D'une part, Bayly croit que les distinctions concrètes entre histoire « globale », « mondiale » et « transnationale » n'ont jamais été éclaircies dans l'historiographie⁴⁸. D'autre part, Wozol considère ces distinctions également, mais aussi les relations qui se sont nouées entre les mouvements nationalistes, activistes et anticoloniaux surgis à

⁴⁶ Frédéric Boily, « Plaidoyer pour l'analyse comparée : le Québec et la comparaison », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 3 (printemps 2007), p. 127-140.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Chris A. Bayly, « AHR Conversation: On Transnational History », *Loc. cit.*, p. 1442.

l'échelle internationale au fil du temps; des mouvements qui ont contribué à reformuler l'interprétation des historiens à l'égard des flux migratoires, de la formation des États-nation et des avancées du capitalisme international durant les années 1960-1970, ce qui expliquerait cette confusion, mais aussi les difficultés concernant l'étude ou plutôt la définition de l'État-nation au niveau géopolitique⁴⁹. Somme toute, la difficulté réside sur la définition des frontières de l'histoire transnationale. Il est clair que ce courant historiographique contribue à la rédaction de ce mémoire, mais il ne possède aucune limite prédéfinie. Pour cette raison, nous cherchons seulement à observer comment un ensemble d'acteurs et de mouvements québécois a contribué à étoffer un sentiment de solidarité continentale avec l'Amérique latine.

À la lumière de ce constat, nous considérons que notre mémoire s'insère à la fois dans l'histoire sociopolitique du Québec contemporain et l'histoire de la représentation en mettant l'accent sur l'appropriation québécoise du discours anti-impérialiste latino-américain, du moins son reflet sur le contexte québécois des années 1960-1970, tout en apportant une contribution originale à l'historiographie québécoise dans une perspective « transnationale ». Nous sommes conscients que peu de similitudes existent entre les deux ensembles géographiques à l'égard des méthodes reliées au militantisme révolutionnaire. Cependant, le Québec a pu définir son propre discours anti-impérialiste à cette époque en s'inspirant, d'après notre analyse des articles publiés dans les revues d'idées québécoises de cette période, des combats révolutionnaires cubains, chiliens et latino-américains⁵⁰. En

⁴⁹ Wendy Kozol, *Op. cit.*, p. 1445.

⁵⁰ Une mise en garde s'impose ici. Le Québec ne s'est pas inséré dans un contexte de guerre civile ni de violence politique terroriste (sauf exception faite pour la crise d'Octobre de 1970). Au contraire, c'était un contexte de transformations socioéconomiques et géopolitiques importantes. C'est pourquoi nous proposons à nos lecteurs de jeter un coup d'œil à l'étude de Pauline Curien sur l'*Expo 67*. Cet événement a joué, selon les dires de Curien, un rôle crucial dans l'ouverture internationale du Québec en diffusant « le message du nouveau grand récit collectif [québécois] ». Voir Pauline Curien, « Une catharsis identitaire :

ce qui concerne notre cadre spatio-temporel, notamment les années 1960, elles ont été étudiées à travers ses mouvements sociaux et son « effervescence contestataire » dans l'historiographie, que ce soit dans une perspective politique ou économique selon Ivan Carel, mais qui s'est peu à peu ouverte depuis les dix dernières années au Québec⁵¹. Étant donné l'intérêt que nous portons à l'effervescence révolutionnaire internationale des années 1960-1970, du moins son impact sur le contexte socioculturel et politique québécois de la période concernée, nous pouvons maintenant élaborer la problématique de notre recherche.

Problématique et hypothèse

Dans ce mémoire, nous cherchons à comprendre : qu'est-ce que les intellectuels québécois, ainsi que les acteurs ayant contribué à l'avancement du syndicalisme et du socialisme québécois, ont retenu des expériences cubaine et chilienne afin de les présenter au lectorat des revues d'idées québécoises dans les années 1960-1970? Sur quels personnages historiques et événements particuliers a-t-on mis l'accent? Qui a rédigé ces textes? Quelles comparaisons a-t-on tenté d'établir avec la situation au Québec? Comment cela a influencé la création d'organismes de solidarité nord-sud? Comme nous l'avons vu dans notre état de la question, le discours anti-impérialiste est présent au sein des mouvements sociaux et de l'intelligentsia canadienne-française depuis le début du XX^e siècle. Ceci s'explique par le nationalisme de l'époque. En effet, Maurice Demers considère que des « auteurs nationalistes font alors valoir les avantages à mieux connaître

L'avènement d'une nouvelle vision du Québec à Expo 67 », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 30, n° 2 (2006), p. 147.

⁵¹ Ivan Carel, « Note de recherche. Les années 1960 : émergence d'une perspective internationaliste », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 2 (hiver 2008), p. 133-136.

la région afin d'y établir des liens [entre le Québec et l'Amérique latine⁵²]. » Durant l'après-guerre, Dostaler O'Leary a démontré que l'impérialisme étatsunien était responsable « du climat explosif qui règne dans plusieurs pays [en Amérique latine⁵³]. » Il a même avancé que les politiques nationalistes de Juan Perón, en Argentine, ont pu inspirer « la génération de néonationalistes qui s'annonçait au tournant des années 1950⁵⁴. » Pendant les années 1960-1970, le discours anti-impérialiste a été reformulé selon la conjoncture sociopolitique de l'Amérique latine en devenant un point de convergence entre la gauche et la droite. Dès lors, qu'a-t-on identifié comme étant les causes de l'oppression à Cuba et au Chili? Quelles solutions a-t-on voulu apporter? Quelles critiques a-t-on formulées contre le gouvernement au pouvoir? Dans un cas, c'est le régime de Batista et l'impérialisme étatsunien qui ont été identifiés comme les causes de l'oppression à Cuba en 1959. Dans un autre, c'est surtout la junte militaire autour de Pinochet lors du coup d'État de 1973 — appuyé par la *Central Intelligence Agency* (CIA) et Richard Nixon — et ses suites au Chili, jusqu'en 1979.

Pour Cuba, entre 1959 et 1961, nous verrons comment plusieurs intellectuels militants et auteurs québécois ont représenté l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir dans les revues d'idées. Qu'ont-ils constaté lors de l'éclatement de la révolution cubaine? Comment ont-ils perçu la direction socialiste que Castro a prise dès 1961-1962? À cet égard, nous vérifierons si la victoire de Castro contre les États-Unis à la baie des Cochons en 1961 et la crise des missiles cubains de 1962 ont été mentionnées dans les revues d'idées. Si oui, quelle a été la position des auteurs québécois à l'égard de cette nouvelle

⁵² Maurice Demers, « De l'exotisme à l'effet miroir. La représentation de l'histoire latino-américaine au Canada français », *Loc. cit.*, p. 30.

⁵³ *Ibid.*, p. 44.

⁵⁴ *Ibid.*

direction? Lors de la *Conférence tricontinentale de La Havane* en 1966 et de l'exécution d'Ernesto « Che » Guevara en Bolivie en 1967, plusieurs auteurs ont manifesté une sympathie plus évidente envers la révolution cubaine. Comment pourrait-on expliquer cela? Au moment de son exécution en 1967, la figure du « Che » s'est transformée en icône révolutionnaire pour les mouvements sociaux latino-américains et occidentaux. Que signifiait-elle aux yeux des auteurs québécois de l'époque? Somme toute, quel bilan ont-ils fait de la révolution cubaine? Castro a-t-il été représenté comme le « Juan Perón » des années 1960⁵⁵?

Pour le Chili, nous observerons comment d'autres intellectuels québécois, sans omettre les articles publiés par certains missionnaires et militants syndicaux québécois, ont décrit la transition politique au moment de l'élection de Salvador Allende en 1970. Des acteurs importants du militantisme québécois, comme Michel Chartrand, Serge Mongeau, Yves Vaillancourt et des membres du CISO par exemple, ont visité le Chili dans les années 1970. Comment ont-ils évalué le modèle socialiste chilien et qu'en ont-ils retiré pour améliorer la situation au Québec? Des relations se sont nouées entre le Québec et le Chili, non seulement durant le gouvernement Allende, mais aussi au moment du coup d'État de 1973. Comment ces acteurs ont-ils représenté la situation de cette région? À cet égard, certains ont appuyé la cause chilienne. De quelle manière ont-ils dénoncé les injustices commises par la junte militaire de Pinochet? Somme toute, quel a été le bilan de l'évolution sociopolitique du Chili entre 1970 et 1979?

⁵⁵ N'oublions pas que les références de la révolution cubaine ont subsisté dans les revues d'idées jusqu'en 1979. Cependant, nous tiendrons seulement compte des articles parus entre 1960 et 1969 dans notre mémoire.

Enfin, nous cherchons aussi à comprendre pourquoi des organismes de solidarité internationale ont émergé durant les événements qui se sont déroulés au Chili dans les années 1970. Sont-ils mentionnés dans les revues d'idées québécoises? Doit-on prendre en compte le poids de la représentation de Cuba et du Chili dans la création de ces organismes? De quelle façon est-ce que ces événements ont contribué au développement de la solidarité Québec-Chili, voire Québec-Amérique latine, dans les années 1970? Quels ont été les facteurs derrière la décision de fonder ces organisations non gouvernementales au Québec?

Après avoir analysé 11 revues d'idées québécoises pour la période concernée⁵⁶, nous affirmons que plusieurs intellectuels québécois, ainsi que des acteurs du syndicalisme et du socialisme québécois, ont été influencés par les événements qui se sont produits à Cuba, au Chili et dans le reste de l'ensemble géopolitique latino-américain durant les années 1960-1970. En voulant représenter l'Amérique latine dans ces revues d'idées, ces acteurs ont compris la façon dont ces événements ont reflété leur propre contexte sociopolitique, voire socioéconomique, à l'égard du combat mené contre l'impérialisme étatsunien. Ceci nous force à croire que le contexte de l'Amérique latine aurait créé un effet miroir pour le Québec, car ces auteurs ont pu examiner ces luttes au sein des leurs en suivant la ligne directrice du socialisme afin de prononcer une rhétorique anti-impérialiste inspirée de celles de Cuba et du Chili, mais qui visait surtout à dénoncer les maux socioéconomiques emmenés par l'impérialisme anglo-saxon au Québec. En fait, la réception de ces événements serait vraisemblablement reliée à la cause de la libération nationale du Québec. Un grand nombre de militants québécois ont voulu adhérer à cet

⁵⁶ *L'Action nationale, Cité libre, En lutte!, Maintenant, Mobilisation, Parti pris, Québec-Presse, Relations, La Revue socialiste, Situations et Socialisme.*

idéal anti-impérialiste latino-américain, mais en explicitant leur propre discours d'émancipation nationale dans les années 1960-1970 au Québec. En conséquence, ils ont pu créer des liens de solidarité avec Cuba et le Chili, voire avec le reste de l'Amérique latine, ce qui leur a permis de former plusieurs associations de solidarité internationale dans les années 1970. Désormais, nous pouvons présenter la méthodologie de notre mémoire afin de consolider notre problématique.

Méthodologie et sources

Inspirée en grande partie du projet de recherche *La violence des pacifiques : la militance pour les droits humains en Amérique latine durant la guerre froide racontée par les missionnaires catholiques du Canada*, financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) sous la direction de Maurice Demers en août 2012, notre méthodologie a été sélective, certes, mais simple en matière d'analyse. Elle est à la fois quantitative et qualitative.

D'une part, nous avons recensé tous les articles qui se sont référés à l'Amérique latine dans les années 1960-1970. Dans l'ensemble, nous avons répertorié 710 articles publiés dans les revues d'idées québécoises traitées ici. Nous n'avons utilisé que 71 articles au total, ce qui constitue un pourcentage d'environ 10 % de notre corpus. D'autre part, nous avons procédé à une sélection précise des articles afin d'évaluer la validité de ceux qui ont abordé les questions que nous voulons répondre. En ayant élaboré un système de mots-clés — mis au point sur *Microsoft Excel* — qui tient compte des cadres spatio-temporels de notre mémoire⁵⁷, nous nous sommes basés sur des critères d'évaluation

⁵⁷ En voici quelques exemples : Fidel Castro, révolution cubaine, castrisme, Ernesto « Che » Guevara, Salvador Allende, Chili, Cuba, impérialisme, relations Québec-Cuba, relations Québec-Chili, solidarité Québec-Chili, etc.

précis à l'égard des expériences politiques révolutionnaires de Cuba (entre 1959 et 1969), du Chili (entre 1970 et 1979) et de l'ensemble de l'Amérique latine durant les années 1960-1970. En tenant compte de ces trois critères, nous avons écarté tous les articles qui ont pris ces expériences comme sujet secondaire. Nous ne considérons pas cela comme un défi méthodologique impossible à relever. Nous avons seulement choisi ce qui était à notre disposition et nous en avons fait l'état, ce qui nous mène à la question des fonds d'archives.

Les archives du CISO — en piètre condition après maintes considérations, sans blâmer les membres de cette ONG —, et les collections d'*En lutte!* et de *Mobilisation* cataloguées à la *Bibliothèque et Archives nationales du Québec* (BAnQ) ont été plus accessibles pour la consultation, d'autant plus que l'*Université de Sherbrooke* détient la majeure partie des revues d'idées québécoises traitées ici sous la forme de périodiques. Donc, la mobilité et l'accessibilité aux sources ont été des facteurs avantageux pour faciliter la rédaction de notre mémoire. Ces sources ont pu confirmer si certains auteurs québécois ont observé les bouleversements politiques qui se sont produits à Cuba, au Chili et en Amérique latine. En fait, le choix de la revue d'idées comme source principale se justifie de la sorte. Comme Andrée Fortin, nous l'envisageons comme une entreprise intellectuelle, voire un médium intellectuel important pour le Québec.

Fortin affirme, en 1990, que la revue d'idées est le mode privilégié d'expression pour les intellectuels québécois, c'est-à-dire un mode d'action qui constitue une tribune, une place publique dans lesquelles il était possible de discuter des enjeux sociopolitiques non seulement au Québec, mais aussi à l'échelle internationale⁵⁸. Nous voulons prouver,

⁵⁸ Andrée Fortin, « Les intellectuels à travers leurs revues », *Recherches sociographiques*, vol. 31, n° 2 (1990), p. 169-170.

tout comme Fortin l'a fait, qu'un engagement révolutionnaire s'est manifesté dans les articles analysés dans ce mémoire. Toutefois, le corpus de l'auteure n'est pas aussi « exhaustif » que le nôtre en se basant seulement sur les éditoriaux de toutes les revues d'idées publiées depuis le XIX^e siècle au Québec. Son cadre d'analyse n'est pas aussi développé sur le plan quantitatif, d'autant plus qu'elle ne s'est pas penchée sur l'analyse respective des auteurs d'événements importants comme ceux qui sont étudiés dans ce mémoire. Bref, sa grille d'analyse demeure, en soi, limitée. Pour cette raison, notre grille d'analyse des revues d'idées ressemble davantage à celle de Marc Angenot et de Tanka Gagné Tremblay sur la revue *Socialisme* en 2011⁵⁹. À partir de là, nous pouvons préciser la méthodologie dans chaque chapitre de notre mémoire.

Chapitre I

Dans le premier chapitre, nous verrons comment l'évolution de l'image et du symbole de la révolution cubaine a été analysée dans les revues d'idées québécoises entre 1959 et 1969. Nous observerons comment, à l'instar de la chanson de Robert Charlebois⁶⁰, l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro a été perçue par certains intellectuels militants québécois comme celle d'un grand frère. Il s'agit de démontrer l'évolution de la représentation de la révolution cubaine dans les revues d'idées des années 1960. Entre autres, nous saisirons comment, pour plusieurs auteurs québécois, Castro et Guevara ont personnifié la révolution cubaine. Cependant, nous nous concentrerons surtout sur la représentation des développements de la révolution, ainsi que les constats qu'en tirent ces

⁵⁹ Marc Angenot et Tanka Gagné Tremblay, « De *Socialisme 64* à *Socialisme québécois* ou l'invention du marxisme au Québec », *Loc. cit.*

⁶⁰ Robert Charlebois (janvier 2011), « Robert Charlebois Mon Ami Fidel.avi » [enregistrement vidéo], sur le site *YouTube*, 9 juin 2017, (4 min. 20 sec., 55 195 kbps et format AVI), <https://www.youtube.com/watch?v=-7VDR0MpGM>

auteurs. Tous ne partagent pas cette vision positive de la révolution, mais ils utilisent quand même son exemple pour réfléchir à la situation québécoise. Nous prendrons ainsi l'évolution des critiques contre Castro en considération. Sept revues d'idées seront étudiées ici : *L'Action nationale*, *Cité libre*, *Parti pris*, *Relations*, *La Revue socialiste*, *Situations* et *Socialisme*.

En premier lieu, nous analyserons l'évolution de la représentation de la révolution cubaine dans les revues d'idées québécoises parues dans les années 1960. De 1959 à 1961, 29 articles dans les revues d'idées mentionnées ici se consacrent aux débuts de la révolution cubaine. Nous considérons que 13 articles prennent un ton réprobateur sur les décisions prises par Castro entre 1959 et 1960 (4 articles dans *L'Action nationale* et 9 articles dans *Relations*). De 1960 jusqu'à la fin de 1961, plusieurs articles ont une vision favorable des objectifs de cette révolution (7 articles dans *Cité libre*, 2 articles dans *La Revue socialiste* et un numéro spécial [composé de 7 articles] consacré à Cuba dans *Situations*). De la fin de 1961 à 1965, 18 articles poursuivent la critique de la révolution cubaine (5 articles dans *L'Action nationale* et 13 articles dans *Relations*). Cependant, nous verrons que d'autres articles y ont affiché une vision plus nuancée (10 articles dans *Cité libre* et 1 article dans *Socialisme*). De 1965 à 1969, nous voyons apparaître une vision encore plus sympathique, voire socialiste, de la révolution cubaine dans les revues d'idées (22 articles dans *Parti pris* et 3 articles dans *Socialisme*).

En deuxième lieu, nous reprendrons quelques articles analysés précédemment dans *L'Action nationale*, *Cité libre*, *Parti pris* et *Socialisme* (sauf l'article de Michel Van Schendel rédigé en 1967 qui n'a pas été approfondi dans la première section) pour comprendre le sens et la signification de la rhétorique anti-impérialiste derrière la révolution cubaine pour ces auteurs. Élaborons brièvement sur la nature et les idéologies

distinctives de chacune de ces revues pour comprendre l'évolution de cette représentation tout au long des années 1960.

L'Action nationale

Fondée en 1917 sous le nom *L'Action française*, *L'Action nationale* a connu une évolution particulière durant les années 1950-1960. Issue du courant nationaliste canadien-français au départ, cette revue s'est laïcisée progressivement et s'est orientée vers le néonationalisme québécois au tournant des années 1960.

Même si la droite demeurerait dominante avec *l'Union nationale* de Maurice Duplessis au pouvoir, elle commençait à s'essouffler devant l'arrivée d'un courant intellectuel plus libéral, voire progressiste, qui a renversé l'ordre traditionaliste durant les années 1960. Xavier Gélinas nous démontre que la droite a pu, malgré tout, se renouveler en fonction des exigences socioéconomiques de la Révolution tranquille en présentant son propre projet de modernisation, tout en demeurant enracinée dans ses principes de base, mais en s'exprimant dans un nombre limité de revues et de périodiques tels que *L'Action nationale*⁶¹. Par ailleurs, un auteur comme Jean Genest a pu observer les événements qui se sont déroulés à Cuba au tournant des années 1960 et donner une perspective différente de la gauche intellectuelle québécoise devant un contexte de changements socioéconomiques importants.

Cité libre

Fondée à Montréal en 1950 par Gérard Pelletier et Pierre Elliott Trudeau, *Cité libre* est une revue d'idées culturelle et politique regroupant plusieurs intellectuels québécois

⁶¹ Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille (1956-1966)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007 (2001), coll. « Cultures québécoises », p. 116.

opposés au gouvernement unioniste de Maurice Duplessis incluant Maurice Blain, Jacques Hébert, Jean LeMoine, René Lévesque, Gilles Marcotte, Pierre Vadeboncoeur et Pierre Vallières. *Cité libre* se distingue des autres revues par son caractère laïque et anticlérical en approfondissant la question du catholicisme québécois. Fédéraliste, mais antinationaliste selon les dires de Benoit Melançon, cette revue « considère la politique dans une perspective éthique et encourage l'éducation à la démocratie et la lutte contre la corruption⁶². » De 1950 à 1959, 23 numéros y seront publiés. De 1959 à 1966, la « deuxième série » comptera 65 numéros. Elle deviendra la maison d'édition *Cahiers de Cité libre* entre 1966 et 1971. Par la suite, elle est inactive et fait deux brefs retours respectifs en 1991 et en 2000.

E. Martin-Meunier et Jean Philippe Warren avancent, en 2002, que la plupart des intellectuels de l'après-guerre au Québec ont été inspirés par l'éthique personnaliste : un courant d'idées dans lequel ils recherchaient, avant tout, la volonté de rationaliser leur place dans la communauté, d'adapter leur pays au monde moderne et d'orienter leur projet de société sur l'axe de l'évolution naturelle de la civilisation occidentale, tout en les aidant à atteindre leur épanouissement spirituel — dans ce cas-ci, chrétien — au sein de la société québécoise. Ajoutons à cela que la période des années 1950-1960 au Québec est définie, selon Meunier et Warren, comme un « moment d'investissement personnel où seraient confondues vision du monde, identité et profession [pour ces intellectuels⁶³]. » Comme nous le verrons dans le premier chapitre, cette éthique transparaîtra dans *Cité libre*.

⁶² Benoit Melançon, (2012, 12 mars), « *Cité libre* », *L'Encyclopédie Canadienne* [site Web], consulté le 9 juillet 2018, <https://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/cite-libre/>

⁶³ E. Martin-Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la « Grande noirceur ». L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 2002, p. 114.

Parti pris

Fondée en octobre 1963, la revue *Parti pris* adhère à plusieurs idéologies : le marxisme-léninisme, la décolonisation et l'existentialisme sartrien. Au départ, le comité de rédaction de la revue s'affirmait à la fois socialiste, laïque et indépendantiste. À partir de 1964, la ligne idéologique des auteurs se dirigeait vers un « socialisme décolonisateur », quoiqu'imprécis selon les dires de la sociologue québécoise Nicole Laurin. C'est en mars 1966, alors qu'un débat s'est produit entre Paul Chamberland et Jean-Marc Piotte sur le fondement de la morale révolutionnaire au Québec, que la revue a pris une orientation plus marxiste dont la première tâche était de définir ce socialisme décolonisateur « qui devait représenter l'objectif même de la révolution au Québec⁶⁴. » À partir de 1967, la revue s'est officiellement orientée vers le marxisme en faisant preuve d'une rigueur intellectuelle universitaire et en favorisant une analyse plus poussée de la société québécoise, « sans succomber à ce stade au dogmatisme et au jargon d'école⁶⁵. » En fait, jusqu'en hiver 1968, au moment où la publication de la revue a pris fin, les articles se sont concentrés sur l'oppression nationale et la lutte mondiale contre l'impérialisme étatsunien, surtout celle des nations latino-américaines et afro-américaines : « Selon ce point de vue, les États-Unis sont l'ennemi commun, de même que les valets des États-Unis : au Québec, les Anglo-Canadiens et les bourgeois québécois. La lutte nationale est bel et bien une lutte de classes; les doutes que certains ont pu entretenir à cet égard se sont dissipés⁶⁶. »

⁶⁴ Nicole Laurin, « Genèse de la sociologie marxiste au Québec », *Loc. cit.*, p. 188.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 189.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 190-191.

Relations

La revue *Relations*, fondée en 1941 par la *Compagnie de Jésus*, avait comme objectif de promouvoir la doctrine sociale de l'Église, c'est-à-dire la promotion de la dignité de l'être humain, tout en défendant le principe de subsidiarité de l'Église catholique et sa place dans la société. Basée sur l'encyclique *Quadregismo anno*, publiée le 15 mai 1931 par le pape Pie XI, cette doctrine condamne d'emblée le communisme et le socialisme. La direction de *Relations* s'est servie de cette grille de lecture anticommuniste pour analyser la conjoncture sociopolitique de l'après-guerre, plus particulièrement celle de l'Amérique latine⁶⁷.

Au tournant des années 1960, les auteurs de *Relations* voyaient les mouvements sociaux et les réformes latino-américaines avec une certaine réserve puisqu'ils craignaient, d'abord et avant tout, l'émergence du communisme à Cuba, surtout après l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir en janvier 1959 et sa collaboration avec des communistes notoires. Vers les années 1970, le comité de rédaction de la revue s'orientera davantage vers l'analyse sociale et s'inspirera de la théologie de la libération; un courant de réflexion théologique conçu par le prêtre péruvien Gustavo Gutierrez. En 2011, *Relations* a célébré son 70^e anniversaire. La revue est encore active aujourd'hui.

⁶⁷ Une parenthèse est à faire sur la nature « conservatrice » de la revue *Relations*. N'oublions pas que la revue avait aussi publié des textes progressistes pendant les années 1940. Par exemple, en mars 1948, le comité de rédaction a publié les résultats de son enquête des mineurs décédés après avoir inhalé de la poussière de silice à l'usine de la *Canada China Clay and Silica Ltd.* près du village de Saint-Rémi-d'Amherst, situé au nord-ouest de Montréal. Le dossier d'enquête a pour titre « La silicose ». Burton Ledoux, auteur du dossier en question, écrit à ce sujet : « Tels sont les lieux que les gens de la région appellent "le cimetière blanc de Saint-Rémi". C'est là que les villageois de Saint-Rémi sont venus chercher leur pain quotidien. Ils n'y ont trouvé que la maladie et la mort pour eux, la misère et la démoralisation pour leurs familles. Chaque jour, cette maladie mortelle qu'est la silicose les a rongés un peu plus. Chaque jour leur a enlevé une parcelle de vie, jusqu'à ce que, la mort sur les talons, ils s'en sont allés à la dérive, brisés, impuissants et appauvris. » Voir Burton Ledoux, « La silicose », *Relations*, n° 87 (mars 1948), p. 67.

La Revue socialiste

Fondée en 1959 par Raoul Roy, *La Revue socialiste* aura plusieurs collaborateurs en son sein, incluant Marcel Barbeau, André Major, René Lévesque et Jacques Berque. La taille des articles varie énormément, sauf dans sa dernière livraison en 1965 qui contient des articles plus courts. Roy en signe la majeure partie. La nature de la revue se veut à la fois indépendantiste, politique et anecdotique en publiant des textes de diverses natures : poèmes, extraits d'une pièce de théâtre, dialogues philosophiques et notes de voyage. Elle sera publiée jusqu'au printemps 1965 avec un total de 500 pages.

En dépit de sa diffusion limitée au Québec, la revue a une importance primordiale aux yeux de Mathieu Lapointe, car elle a promu non seulement l'idéologie indépendantiste socialiste avant même la fondation de *Parti pris* en 1963, mais aussi le paradigme de la décolonisation du Québec et l'élaboration d'une critique tiers-mondiste de gauche⁶⁸.

Situations

Créée par les *Éditions d'Orphée* en 1959, la revue *Situations* sera publiée à travers la parution de 16 numéros jusqu'en 1962. Sa nature est à la fois culturelle et idéologique en ce sens qu'elle se consacre à la fois à l'analyse sociale et à la littérature québécoise (en tenant compte des auteurs qui publieront leurs livres sous les *Éditions d'Orphée*). 150 articles y sont publiés incluant des compte-rendu, des chroniques littéraires et culturelles, des témoignages et entretiens avec 75 auteurs québécois, ainsi que des textes de création (poèmes, récits, contes et nouvelles). Son comité de rédaction est composé d'auteurs québécois connus tels que Jacques Ferron, Guy Fournier et Michèle Lalonde.

⁶⁸ Mathieu Lapointe, *Op. cit.*, p. 105-106.

Considérée comme une revue d'idées importante au Québec, *Situations* constituera, malgré un manque de stabilité et un problème de régularité, « un outil de promotion essentiel pour les écrivains publiés à l'enseigne de la maison⁶⁹. »

Socialisme

Socialisme a guidé, lors de sa fondation en 1964, l'anti-impérialisme au Québec dans un contexte où la sociologie marxiste est apparue au sein de la classe intellectuelle (universitaire) québécoise selon Marc Angenot et Tanka Gagné Tremblay : « Toute analyse politique doit se ramener à la lutte des classes et aux rapports de domination et c'est à la lumière de ces catégories (à géométrie variable) que les conjonctures électorales, les autres partis et mouvements, les conflits de travail, les événements au Québec et dans le monde, sont doctement analysés⁷⁰. » Angenot et Tremblay ont découvert que les articles de *Socialisme* se rapportent à un amalgame idéologique imbriquant plusieurs axiomes précis : l'association libération nationale-révolution sociale, le refus du réformisme péquiste dans le cadre de l'élaboration d'un parti prolétarien québécois, la nécessité du syndicalisme révolutionnaire, la lutte anti-impérialiste guidée par le mouvement socialiste/syndical québécois, le Québec comme « moteur » du socialisme nord-américain, le rôle des intellectuels à l'égard de l'approfondissement théorique du socialisme et la théorie de la lutte des classes appliquée au Québec⁷¹. Au tournant des années 1980, le rêve anti-impérialiste se serait estompé, rendant le marxisme obsolète, « une affaire de campus et de sectes intellectuelles⁷² ». Malgré tout, nous rejoignons les positions d'Angenot et de

⁶⁹ Jacques Michon, dir., *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle. Volume 2 – Le temps des éditeurs, 1940-1959*, Montréal, Fides, 2004, p. 248.

⁷⁰ Marc Angenot et Tanka Gagné Tremblay, « De *Socialisme 64* à *Socialisme québécois* ou l'invention du marxisme au Québec », *Loc. cit.*, p. 147.

⁷¹ *Ibid.*, p. 147-148.

⁷² *Ibid.*, p. 155-156.

Tremblay sur l'anti-impérialisme et son reflet sur le contexte sociopolitique québécois des années 1960-1970, tout en reconnaissant le déclin progressif du socialisme au Québec au tournant des années 1980.

Chapitre II

Dans le deuxième chapitre de notre mémoire, nous verrons comment les événements qui se sont produits au Chili ont été perçus dans les revues d'idées québécoises des années 1970. Nous observerons entre autres comment le processus électoral et le rapport des forces lors de l'élection d'Allende ont été représentés au Québec. En fait, il s'agit de savoir comment les Québécois se sont positionnés face à la collaboration de l'Église, de l'armée, des ouvriers et des partis politiques chiliens (*Démocratie chrétienne*, *Mouvement d'action populaire unitaire* [MAPU], *Mouvement de la gauche révolutionnaire du Chili* [MIR], etc.) avec Allende. Certains auteurs se sont aussi questionnés sur l'avenir politique du Chili, à savoir s'il était porteur d'espoir pour le Québec ou non. Nous prendrons les articles qui ont traité de l'expérience chilienne de manière plus polémique, d'autant plus que le coup d'État du 11 septembre 1973 était vu comme la répercussion principale de l'échec d'Allende. De plus, nous observerons concrètement comment le modèle socialiste chilien a été analysé dans les revues d'idées québécoises. Plusieurs auteurs ont vu ce modèle sous un regard critique.

Bref, nous tenterons de démontrer comment le bilan de l'évolution sociopolitique du Chili entre 1970 et 1979 a été établi au Québec. Dans certains articles, c'est la dictature de Pinochet qui a été prise comme sujet afin d'observer les changements sociopolitiques et socioéconomiques depuis son entrée au pouvoir au Chili. D'autres auteurs ont voulu proposer une solution pour libérer les masses en tirant des leçons que ces événements ont

apportées pour le Québec. Même si certains auteurs de *L'Action nationale* et de *Relations* ont poursuivi leurs critiques à l'égard du Chili des années 1970, nous considérons que d'autres revues d'idées ont tenté de le représenter d'une manière plus nuancée, même inspirante : *Québec-Presse*, *Maintenant*, ainsi que les organes des groupes marxistes-léninistes québécois *En lutte!* et *Mobilisation*.

En premier lieu, nous analyserons les articles qui ont traité de l'élection présidentielle de Salvador Allende en 1970, ainsi que son rapport avec les autres forces chiliennes. Le recueil des articles fut assez mince à cet égard. En effet, peu d'articles traitent de ces événements qui, à notre sens, ont été importants dans l'histoire du Chili contemporain. Par exemple, dans *L'Action nationale*, nous n'avons répertorié que cinq articles parus entre 1971 et 1973. Dans *Québec-Presse*, il n'y a que trois articles parus entre 1970 et 1971. Malgré tout, les deux revues se partagent la part du lion à cet égard, contrairement aux autres revues étudiées dans notre corpus. Quant à l'analyse du modèle socialiste chilien au Québec, nous prendrons le dossier rédigé par les éditeurs de la revue *Maintenant* en 1971 (un dossier qui contient cinq articles sur le sujet). Malgré cette insuffisance sur le plan quantitatif, nous croyons que ces auteurs ont voulu réfléchir sur la transition politique du pays vers un gouvernement socialiste démocratiquement élu pour la première fois en Amérique latine, ainsi que sur son impact sur la population chilienne et le Québec des années 1970.

En deuxième lieu, nous choisirons les articles qui se sont consacrés spécifiquement à l'intervention de l'impérialisme étatsunien au Chili à travers des organisations comme la *Central Intelligence Agency* (CIA), l'*International Telephone & Telegraph* (ITT) et l'*American Federation of Labor-Congress of Industrial Organisations* (AFL-CIO). De tout ce que nous avons recueilli, 16 articles ont pris cette intervention comme objet

d'analyse dans *Québec-Press* entre 1972 et 1974. Dans le journal *En lutte!*, trois articles ont aussi démontré le rôle de l'impérialisme étatsunien derrière le coup d'État chilien de 1973. Cependant, nous prendrons qu'un article dans le journal de *Mobilisation*, paru en 1975, qui a démontré que les organisations syndicales étatsuniennes faisaient preuve de complicité dans le renversement du gouvernement Allende en 1973. Dans le cas de *Mobilisation*, nous avons répertorié 19 articles – sur les 53 recueillis préalablement – qui ont traité du Chili, mais qui ont analysé des thématiques moins importantes qui ne seront pas traitées dans cette sous-section, c'est-à-dire le rapport des forces politiques chiliennes durant le régime Allende, et les luttes qui se sont produites entre le MIR et le régime Pinochet après le coup d'État de 1973. Nous croyons qu'il est plus important de se pencher sur le rôle du syndicalisme étatsunien derrière le renversement systématique du gouvernement Allende dans cette section.

En dernier lieu, nous prendrons les articles qui se sont consacrés à analyser l'échec du socialisme chilien, plus particulièrement les répercussions du coup d'État de 1973 et les autres facteurs qui n'ont pas été assez approfondis précédemment. Un dossier a été rédigé sur ce coup d'État par le comité éditorial de la revue *Québec-Press* en 1974. En fait, les membres de ce comité reconnaissent que l'intervention de la CIA expliquerait en grande partie pourquoi le coup d'État a eu lieu. Mais, ils ont aussi tenté de clarifier les autres facteurs derrière cela. Dans *En lutte!*, environ 20 % des 93 articles que nous avons recueillis traitent du Chili. L'analyse de ces articles nous révèle l'hypothèse que le comité éditorial de ce journal considérait que l'attentisme d'Allende est un des facteurs qui a mené à ce coup d'État. Ils ont tenté d'expliquer les causes de l'échec du gouvernement socialiste d'Allende dans le but d'en tirer des leçons importantes non seulement pour le Québec, mais aussi pour le monde. Pour eux, une solution plus radicale devait être mise

de l'avant au Chili afin de lutter contre l'impérialisme étatsunien. Comme nous l'avons fait pour le premier chapitre, nous nous devons d'élaborer davantage sur la fondation et la nature idéologique des autres revues d'idées étudiées dans le deuxième chapitre, notamment *Québec-Press* et *Maintenant*⁷³.

Québec-Press

Créée et éditée par l'*Association coopérative des publications populaires* (ACPP) le 19 octobre 1969, la revue *Québec-Press* s'est consacrée à une clientèle précise : les militants syndicaux et socialistes québécois. Rejoignant les objectifs de l'ACPP, cette revue visait à « offrir un soutien aux syndicats, coopératives, comités de citoyens et groupements contestataires afin de “réfléter et stimuler la pensée et l'action populaire et démocratique”⁷⁴. » En voulant convaincre leurs lecteurs de l'importance de l'action politique au Québec, l'équipe de rédaction de cette revue de « combat » a tenté d'approfondir l'actualité nationale et internationale en couvrant les faits politiques, économiques, culturels et autres, ce qui fait la « marque de *Québec-Press*⁷⁵. » Menacée toutefois par des difficultés financières et administratives, sa dernière publication est apparue le 6 novembre 1974. Le 27 novembre, elle a mis fin à ses activités.

Néanmoins, nous croyons que les opinions des auteurs de *Québec-Press* ne se reflètent pas suffisamment à travers le contexte de l'époque. L'effet miroir mentionné dans notre problématique n'est pas clairement défini dans leur cas, du moins en ce qui

⁷³ Nous élaborons déjà sur le contexte derrière la fondation d'*En lutte!* et de *Mobilisation* dans ce chapitre. Il n'est pas nécessaire de le faire dans la section méthodologique. Pour cette raison, nous croyons qu'il est plus pertinent de se pencher sur *Québec-Press* et *Maintenant* qui, à notre avis, sont davantage des revues d'idées que des organes politiques.

⁷⁴ UQAM, Service des archives et de gestion des documents (2008, février), « Fonds d'archives du journal *Québec-Press* », *UQAM* [site Web], consulté le 24 novembre 2016, <https://archives.uqam.ca/fonds-archives/archives-privees/11-gestion-archives-historiques/46-fonds-archives.html?varcote=20P>

⁷⁵ *Ibid.*

concerne l'élection d'Allende en 1970. Ajoutons à cela que *Québec-Presse* est une revue de combat, certes, mais une revue qui ne fait qu'analyser l'actualité nationale et internationale à des fins de réflexion sociopolitique pour la frange militante du Québec. D'autres articles présenteront un lien plus évident avec le contexte québécois après 1971, notamment lors du coup d'État chilien de 1973.

Maintenant

Fondée en janvier 1962 par le père Henri-Marie Bradet et succédant à *La Revue dominicaine*, dont le dernier numéro est paru en novembre 1961, la revue *Maintenant* est née dans un contexte marqué à la fois par le pluralisme religieux, le personnalisme manifesté dans des revues telles que *Cité libre* et *Esprit*, et la désillusion devant le catholicisme au Québec. Selon Martin Roy, « l'Église du Québec et une partie de l'intelligentsia catholique optèrent pour la stratégie du changement et, plus précisément, pour l'optique de l'actualisation⁷⁶. » Voulant amorcer ce processus de modernisation du catholicisme au Québec, l'équipe de rédaction de *Maintenant* désirait rompre avec certains aspects du passé à partir des années 1970, comme la prohibition de la contraception par exemple.

Au tournant des années 1970, *Maintenant* était devenue un mensuel laïque et indépendant. En fait, Roy affirme que la cause indépendantiste a pris le dessus sur la question religieuse durant cette période, plus précisément entre 1968 et 1974⁷⁷. Néanmoins, les auteurs de cette revue ont surtout débattu autour de la sécularisation et de

⁷⁶ Martin Roy, *Une réforme dans la fidélité. La revue Maintenant (1962-1974) et la « mise à jour » du catholicisme québécois*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012, coll. « Cultures québécoises », p. 6.

⁷⁷ Notons que la publication de *Maintenant* a pris fin en automne 1974 après que le comité de direction de la revue ait décidé de cesser les versements pour subvenir à son financement.

l'engagement politique des chrétiens. À partir de ce moment, « il y eut toute une évolution qui se résumait à une forme de sécularisation (ou de politisation) des préoccupations. Sans doute faut-il y voir l'effet d'une redéfinition du statut de *Maintenant*⁷⁸ ».

Chapitre III

Dans le dernier chapitre de notre mémoire, nous verrons que le coup d'État chilien de 1973 a fait réagir plusieurs acteurs du syndicalisme et du militantisme québécois en exprimant leur solidarité envers la population chilienne et en dénonçant sa répression sous la junte militaire de Pinochet, exacerbée en grande partie par les politiques économiques capitalistes des États-Unis, plus particulièrement celle de l'école des *Chicago Boys*. Cinq groupes ont été déterminants dans l'avancée de cette solidarité Québec-Chili, voire Québec-Amérique latine, durant les années 1970 : les *Chrétiens pour le socialisme* (CPS), le *Secrétariat Québec-Amérique latine* (SQAL), le *Comité Québec-Chili* (CQC), le *Carrefour de solidarité internationale* (CSI) et le *Centre international de solidarité ouvrière* (CISO). Tout en reconnaissant que les expériences cubaine et chilienne ont eu un impact réel sur l'Amérique latine avec les nombreuses tentatives de mener des luttes anti-impérialistes inspirées, d'une part, de la révolution cubaine et d'autre part, de la « voie chilienne vers le socialisme », ces luttes ont connu un échec lamentable au sein de certaines républiques latino-américaines avec l'instauration de dictatures militaires répressives contre la population, notamment les mouvements de gauche. Nous observerons brièvement comment les auteurs québécois ont envisagé l'anti-impérialisme latino-américain. Ainsi, ce chapitre traitera, en partie, du combat anti-impérialiste latino-

⁷⁸ Martin Roy, *Op. cit.*, p. 94.

américain des années 1970 et son reflet sur le contexte sociopolitique québécois de l'époque⁷⁹.

En premier lieu, nous verrons s'il y a eu des articles qui ont traité de la formation des CPS et du SQAL dans les revues d'idées québécoises. Yves Vaillancourt, membre de la section québécoise des CPS, a tenté de cerner le modèle socialiste chilien dans *Relations*, ce qui lui a permis d'encourager l'engagement révolutionnaire des chrétiens à mener la lutte anti-impérialiste au Chili (et en Amérique latine). Afin de comprendre ce que Vaillancourt a affirmé à propos de l'expérience chilienne, nous allons prendre en considération ses articles publiés — 10 articles parus entre 1970 et 1973 parmi les 13 qui se sont consacrés sur la question chilienne, ce qui donne un pourcentage d'environ 25 % des 51 articles recueillis dans notre corpus — qui traitent non seulement de l'expérience socialiste d'Allende, mais aussi de l'engagement révolutionnaire des chrétiens au Chili (et en Amérique latine) à travers l'action concrète des CPS. Quant au SQAL, peu d'articles y font référence dans les revues d'idées québécoises. Toutefois, nous survolerons rapidement le contexte autour de la fondation du SQAL afin de comprendre comment la radicalisation du syndicalisme québécois a contribué à sa naissance. En effet, plusieurs centrales syndicales québécoises ont promu le socialisme comme nouveau projet de

⁷⁹ De manière évidente, les références cubaines et chiliennes dominent sur les références latino-américaines. Néanmoins, les références sur l'Amérique latine ressortent en plus grand nombre que nous l'ayons cru au départ, surtout à l'égard de la présence de l'impérialisme étatsunien, de la lutte pour la libération nationale et de la répression dans cette région. À vrai dire, ces thèmes sont surtout tirés de la révolution cubaine et influencent directement le cours des événements dans cette région. Ainsi, nous y voyons l'émergence progressive d'une contestation considérable. Quant au Chili des années 1970, son impact s'explique surtout par la tentative d'instaurer un régime socialiste anti-impérialiste. Les auteurs québécois des années 1960-1970 en ont déduit que d'autres républiques latino-américaines ont voulu s'appuyer sur un modèle semblable afin de permettre le développement de leur société et de leur économie. Cependant, nous considérons que ces luttes ont été davantage explorées dans les années 1970, notamment par les membres du CISO et du SQAL. C'est pourquoi nous tenterons de voir comment l'Amérique latine a été influencée par les événements qui se sont produits à Cuba, mais surtout au Chili dans les années 1970. Encore une fois, nous rappelons à nos lecteurs que peu de références sont faites à l'égard de Cuba durant cette période.

société à implanter au Québec, ce qui n'était pas si différent du projet du gouvernement Allende et des centrales syndicales au Chili, sans toutefois affirmer qu'une affiliation s'est faite concrètement au Québec entre elles.

En deuxième lieu, nous prendrons les articles rédigés par des auteurs qui ont considéré les retentissements du coup d'État chilien sur la solidarité Québec-Chili entre 1973 et 1974. Nous nous concentrerons surtout sur les témoignages d'auteurs qui ont exprimé cette solidarité dans *Relations* et le journal *En lutte!*. D'abord, nous traiterons du manifeste publié le 4 décembre 1973 par les missionnaires québécois expulsés du Chili dans *Relations*. Les auteurs de ce manifeste ont incité à la lutte contre l'impérialisme étatsunien afin de libérer les classes sociales opprimées au Chili. Nous prendrons aussi deux articles rédigés par Yves Vaillancourt en considération puisqu'il a tenté de comprendre les motifs derrière l'apparition du coup d'État en 1973 et les raisons qui le poussèrent (ainsi que les autres membres des CPS) à s'engager à soutenir le Chili. Pour *En lutte!*, nous avons déjà mentionné qu'environ 20 % des 93 articles recueillis ont étudié la question du Chili.

En troisième lieu, nous analyserons les articles qui ont traité de la consolidation de cette solidarité au Québec à partir de 1973. À cet égard, nous prendrons certaines références faites sur le CQC dans les revues *Maintenant* et *Québec-Presse*. Hélène Pelletier-Baillargeon et un auteur anonyme de *Québec-Presse* se sont entretenus avec Jean Ménard pour en savoir plus sur les raisons d'être du groupe et leurs objectifs en lien avec la lutte anti-impérialiste chilienne⁸⁰. Louis Fournier a tenté de déterminer les raisons qui

⁸⁰ Hélène Pelletier-Baillargeon, « Des choses pertinentes pour le Québec, une entrevue avec Jean Ménard (membre du Comité Québec-Chili) », *Maintenant*, n° 130 (novembre 1973), p. 12-15; « Le comité de solidarité Québec-Chili, Soutenir la résistance », *Québec-Presse*, vol. 5, n° 37 (23 septembre 1973), p. 28.

ont permis la fondation du CQC et d'autres comités de solidarité partout au Québec dans *Québec-Presses*⁸¹. Ces auteurs se sont sensibilisés à cette tragédie et ont pu observer l'apparition d'un comité de solidarité Québec-Chili pour venir en aide à la population chilienne et lutter contre le régime Pinochet. Dans *Maintenant*, il ne sera question que de l'article d'Hélène Pelletier-Baillargeon puisqu'il est le seul à se consacrer à la formation du CQC. Dans *Québec-Presses*, nous avons répertorié 17 articles parus entre septembre et décembre 1973 – 14 % des 125 articles recueillis — qui ont pris la solidarité Québec-Chili comme objet d'analyse. Nous ne prendrons que deux articles rédigés par un membre anonyme du comité éditorial de la revue et Louis Fournier. D'autres sources ont été utilisées pour comprendre la consolidation de cette solidarité Québec-Chili au milieu des années 1970, et ce, à travers le CQC, mais aussi le CSI et le CISO.

Autres sources : entrevues et documents du Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

Nous nous sommes entretenus avec Claude Lacaille et Jean-Claude Landry pour en savoir davantage sur les origines du CQC et sa contribution à la mobilisation du Québec pour soutenir la cause du Chili. En ce qui concerne le CSI, nous passerons brièvement sur sa fondation en voyant sa contribution à la solidarité Québec-Chili après le coup d'État de 1973 à partir d'un entretien que nous avons effectué avec Judith Bergeron, ex-directrice générale de l'ONG en question. De ce que nous avons recueilli, aucune référence n'est visible dans les revues d'idées québécoises. Il faudra toutefois considérer cet organisme comme un autre acteur-clé dans la consolidation de cette solidarité au milieu des années 1970, du moins à Sherbrooke.

⁸¹ Louis Fournier, « Un nouveau Djakarta? Déjà : de 8 000 à 9 000 morts », *Québec-Presses*, vol. 5, n° 37 (23 septembre 1973), p. 28.

En ce qui concerne le recueil des sources au CISO, l'opportunité a sonné à notre porte en hiver 2016 lorsque nous avons pu retrouver plusieurs documents dans ses archives : des communiqués, des brochures, des revues d'actualité et, bien entendu, le compte-rendu de la conférence de juin 1975 à Montréal. Étant donné l'ampleur de ces sources, nous ne prendrons que certains communiqués, ainsi que deux dossiers rédigés sur le Chili et l'Amérique latine. En revanche, il sera important de définir clairement les motifs et les fins de ce centre au Québec, puisqu'il a joué un rôle crucial à l'égard du développement de la solidarité Québec-Chili, mais aussi celui de la solidarité Québec-Amérique latine vers la deuxième moitié des années 1970. Nous appuyons ces visées méthodologiques avec un cadre théorique clair afin de rendre ces questionnements plus valides.

Cadre théorique et conceptuel

Notre cadre théorique s'inspire en partie des travaux sur les transferts culturels comme ceux de Stéphanie Danaux et de Nova Doyon. En fait, nous étudions des objets matériels — dans ce cas-ci, des revues d'idées — qui « ont en commun de constituer des phénomènes symboliques envisagés dans leur dimension collective⁸². » Dans ce sens, la théorie du transfert culturel analyse les mouvements d'objets et de discours « entre deux aires culturelles [...] à travers les différentes étapes de sélection, de médiation et de réception des références étrangères par la société d'accueil⁸³. » C'est une théorie qui éclaire davantage sur la « dimension dynamique des échanges entre les cultures et en fait

⁸² Stéphanie Danaux et Nova Doyon, « Introduction : L'étude des transferts culturels en histoire culturelle », *Loc. cit.*, p. 8.

⁸³ *Ibid.*, p. 8-9.

un véritable processus de (re) création⁸⁴ ». Toutefois, nous ne considérerons pas la « réception » de ces transferts au Québec, mais plutôt l’articulation de la représentation de l’Amérique latine par le Québec. En ce qui concerne le concept de la révolution, est-ce que les gens en ont la même conception? Voient-ils ce concept au-delà de son utilisation?

Pierre Vayssière a conçu la révolution, dans son ouvrage *Les révolutions d’Amérique latine* en 1991, seulement en fonction de la spécificité latino-américaine. En fait, il croit que ce concept « s’inscrit dans la contingence de l’inconnu, dans le précaire et le fugitif⁸⁵. » Il reconnaît « qu’il n’est guère possible, ni même souhaitable, de chercher “une” vérité définitive du concept⁸⁶. » Toutefois, Clifton B. Kroeber a tenté de définir le concept de la révolution, en 1996, en se questionnant sur son universalité et en dégagant ses principaux aspects : la présence de la violence, la vitesse de la révolte en question, la nécessité d’une direction politique bourgeoise, le passage soudain du réformisme au radicalisme, la formation d’un mouvement révolutionnaire et la rupture de l’État prérévolutionnaire⁸⁷. Ce sont ces circonstances propres qui expliqueraient le caractère particulier de chaque révolution dans l’histoire.

Organisation des chapitres

Dans le but de bien mener à terme notre argumentaire, nous avons décidé d’organiser notre mémoire en fonction des représentations de Cuba, du Chili et de l’Amérique latine par plusieurs intellectuels, militants et missionnaires québécois dans les années 1960-1970. Ainsi, le mémoire sera divisé en trois chapitres : le premier chapitre

⁸⁴ Stéphanie Danaux et Nova Doyon, *Op. cit.*, p. 11.

⁸⁵ Pierre Vayssière, *Les révolutions d’Amérique latine*, Paris, Seuil, 1991, coll. « Points/Histoire », H150, p. 17.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 14.

⁸⁷ Clifton B. Kroeber, “Theory and History of Revolution”, *Journal of World History*, vol. 7, n° 1 (printemps 1996), p. 26.

traitera de Cuba, le second du Chili et le troisième du développement de la solidarité Québec-Chili, voire Québec-Amérique latine, et son reflet sur le contexte sociopolitique québécois de l'époque.

Pertinence et originalité

Notre mémoire de maîtrise offre un point de vue unique sur le développement du socialisme au Québec en observant comment les événements qui se sont produits à Cuba, au Chili et en Amérique latine ont modifié la donne au sein de la classe intellectuelle québécoise de gauche (et de droite) dans les années 1960-1970. En voyant ces événements de près, plusieurs intellectuels, militants et missionnaires ont tenté de comprendre et de redéfinir le socialisme au Québec. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, en étudiant et en interprétant cette représentation dans les revues d'idées québécoises des années 1960-1970, nous souhaitons saisir l'impact de cet « effet miroir » qu'ont entraîné les luttes anti-impérialistes latino-américaines au Québec.

CHAPITRE I

LA RÉVOLUTION CUBAINE. L'ÉVOLUTION DE SON IMAGE ET DE SA SYMBOLIQUE DANS LES REVUES D'IDÉES QUÉBÉCOISES

On a beaucoup discuté de la révolution cubaine au Québec dans les années 1960-1970. On peut même avancer qu'elle a eu un impact important au sein d'une gauche plus radicale qui s'est inspirée de son modèle révolutionnaire en rompant avec l'attentisme des mouvements communistes traditionnels, comme le *Front de libération du Québec* (FLQ) par exemple. Certains intellectuels et militants de gauche au Québec ont voulu comprendre comment cette révolution a pu s'imposer, et comment elle a été personnifiée par Fidel Castro et Ernesto « Che » Guevara. Certains d'entre eux ont réagi à l'ampleur de cette révolution et ont lié cela à la présence de l'impérialisme étatsunien et ses répercussions. D'autres ont tenté de dégager de ce discours anti-impérialiste des leçons pour le Québec, ce qui a contribué à refonder ce discours anti-impérialiste de gauche, alors qu'il était auparavant articulé par des groupes de droite tels que les *Jeunesses patriotes* et *Jeune-Canada*.

Même si elle a subsisté après les années 1960, la référence cubaine s'est amenuisée après l'assassinat d'Ernesto « Che » Guevara en Bolivie en 1967 et le Printemps de Prague en 1968, alors que Fidel Castro a appuyé l'intervention de Moscou en Tchécoslovaquie. De plus, après la crise d'Octobre de 1970 au Québec, l'idée de révolution a suscité les craintes de plusieurs, car le terrorisme felquistes a poussé la société québécoise à un niveau de tension élevé après l'assassinat de Pierre Laporte et l'enlèvement de James Richard Cross. En d'autres mots, ces événements ont mis fin à une certaine représentation « romantique » de la révolution cubaine dans les revues d'idées québécoises.

La révolution cubaine a pris un sens particulier pour plusieurs de ces intellectuels et de ces militants de gauche pendant les années 1960. Nous croyons que l'image et la symbolique derrière cette révolution leur ont permis de repenser la libération nationale du Québec. Dans ce chapitre, nous verrons comment ils ont analysé l'ampleur et les répercussions de cette révolution pour y dégager des leçons importantes. Nous étudierons, en premier lieu, l'évolution de la représentation de la révolution cubaine dans les revues d'idées québécoises parues dans les années 1960 en démontrant que les auteurs québécois ont adopté un point de vue plutôt mitigé, même antipathique, au début des années 1960 pour ensuite se diriger vers un regard plus sympathique face au socialisme et à l'anti-impérialisme au milieu des années 1960. En deuxième lieu, nous tenterons de comprendre comment la rhétorique anti-impérialiste derrière la révolution cubaine a été réinterprétée par ces auteurs.

La révolution cubaine, une représentation qui a évolué au Québec

Le triomphe de la révolution cubaine s'est imposé comme une référence importante pour plusieurs figures de la classe intellectuelle québécoise de gauche — et de droite — qui s'en inspireront (ou le critiqueront) afin de consolider leurs positions idéologiques au tournant des années 1960. Dès le départ, la plupart d'entre eux ont tenté de donner un sens à la révolution cubaine dans les revues d'idées québécoises en voulant comprendre l'impact de l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir en 1959. Ce dernier, après avoir renversé le régime dictatorial de Fulgencio Batista, a tenté de consolider son pouvoir avec des mesures drastiques comme la nationalisation des entreprises étatsuniennes et la promulgation de la première réforme agraire cubaine. Qu'est-ce que les auteurs québécois ont pensé de cette révolution? En 1960-1961, un changement de paradigme s'est produit; les relations diplomatiques cubano-étatsuniennes se sont rompues suite à l'invasion ratée de la baie des Cochons et la proclamation du caractère socialiste de Cuba par Castro. L'alignement du pays sur l'*Union des républiques socialistes soviétiques* (URSS) faisait craindre le pire. De quelle manière les auteurs québécois ont-ils interprété cette direction prise par le pays de Fidel Castro afin d'assurer la pérennité de la révolution?

Au départ, de 1959 à 1960, un regard prudent, parfois critique, se dégage des articles publiés sur la révolution cubaine, focalisant l'attention sur la direction que prend le nouveau régime en place. En effet, certains textes parus dans les revues d'idées québécoises désapprouvent les décisions prises par Castro à Cuba. Des auteurs comme Luigi d'Apollonia et Jean Genest ont analysé cette révolution à travers une lorgnette conservatrice, et en ont conclu que Castro ne faisait que remplacer le régime de Batista par sa propre dictature. Cependant, vers la fin de 1960 et au tournant de 1961, un enthousiasme est perceptible dans les revues d'idées québécoises. De toute évidence, une

dichotomie ressort dans les revues d'idées durant cette période : un regard plus craintif de la révolution dans *Relations* et *L'Action nationale*, opposé à l'émergence d'une vision sympathique dans *Cité libre*, *La Revue socialiste* et *Situations*.

Pour saisir cette dichotomie, nous analyserons, d'une part, les différentes lectures dans les revues d'idées québécoises qui ont critiqué la prise du pouvoir de Fidel Castro en 1959 et ses premières réformes jusqu'en avril 1961, alors que l'invasion de la baie des Cochons transforme les relations cubano-étatsuniennes. D'autre part, nous analyserons les textes qui ont démontré une sympathie pour la révolution cubaine durant cette même période en prenant en compte l'évolution de cette représentation bienveillante. Nous focaliserons d'abord l'attention sur les articles parus dans les revues *L'Action nationale* et *Relations* puisqu'ils ont été publiés avant ceux dans *La Revue socialiste*, *Cité libre* et *Situations*. Ce sont aussi les premiers qui se sont questionnés sur la direction qu'allait prendre le régime castriste après 1961-1962. La crainte du communisme soviétique, manifestée au Québec depuis les années 1920, a fait émerger des questionnements importants sur l'avenir de la démocratie à Cuba. Notre analyse considérera ainsi la transition idéologique de la vision nationaliste traditionaliste de *L'Action nationale* et de *Relations* en 1959-1960 vers des lectures inspirées des luttes anti-impérialistes et décolonisatrices en Amérique latine et au Tiers-monde à partir de 1961. Nous verrons aussi comment les auteurs québécois ont expliqué la direction socialiste que Castro a prise dès 1960-1961.

Une dichotomie entre crainte et sympathie. L'évolution rapide de la révolution cubaine entre 1959 et 1961

En premier lieu, les auteurs des revues *Relations* et *L'Action nationale* ont pris un ton critique à l'égard de l'éclatement de la révolution cubaine. Tout en reconnaissant les

fins de cette révolution, principalement l'expulsion de l'impérialisme étatsunien hors des frontières cubaines, les auteurs de ces revues en ont déduit que Castro a défendu l'indépendance de Cuba, mais au prix d'un assujettissement progressif à l'URSS. Bref, la critique commune est que Castro ne faisait que soumettre le pays à une nouvelle dépendance, contredisant, selon eux, la dimension anti-impérialiste de la révolution cubaine.

De janvier à juillet 1959, le système politique cubain a été complètement réorganisé : les élections ont été annulées, le congrès a été dissout, la constitution de 1940 a été abolie, le pouvoir législatif a été transféré au gouvernement cubain et le cabinet ministériel a été renouvelé. Manuel Urrutia, figure pionnière du mouvement de résistance populaire contre la dictature de Batista durant les années 1950, devient le nouveau président cubain le 1^{er} janvier 1959 après son exil au Venezuela. Le 17 juillet 1959, il quitte son poste sous la pression populaire et celle de Fidel Castro, résultant d'un désaccord concernant les compressions gouvernementales et d'une accusation de corruption. Le 18 juillet 1959, il est remplacé par Osvaldo Dorticós Torrado, qui demeure en poste jusqu'en 1976 alors que Fidel Castro, jusqu'alors premier ministre, cumule dès lors les deux fonctions et devient président du *Conseil des ministres* de Cuba. Néanmoins, cette transition politique ne se fait pas sans heurts, car trois mois après la prise de pouvoir de Dorticós Torrado en tant que président, Huber Matos, chef militaire de la province de Camagüey, commence à critiquer l'influence communiste au sein du gouvernement et le sens que prend la révolution cubaine. Il démissionne en octobre 1959. Cette réorganisation du système politique cubain est remise en question par Luigi d'Apollonia qui utilise ces tensions pour critiquer le nouveau régime en soulignant les dangers d'une infiltration communiste dans notre hémisphère.

Tous ces événements semblent avoir une concordance particulière aux yeux d'Apollonia. En effet, il critique dans *Relations* les mesures prises par Castro concernant le départ d'Urrutia et sa décision de mettre en place les exécutions politiques de certains individus¹. D'Apollonia en déduit que la démocratie ne semble plus exister à Cuba. Pour lui, les mesures prises par Castro indiquent cette absence de démocratie. Se conduisant de plus en plus en démagogue selon lui, Castro ne tolérait pas la démocratie traditionnelle. Ce que l'auteur appelle « démocratie directe » était une forme subtile de dictature, car il n'y avait plus de place au système électoral et au parlementarisme. Castro ne pouvait plus se le permettre selon l'auteur, notamment après la démission forcée d'Urrutia. Désormais, il n'y avait plus de place à l'opposition : « Castro demandait à son peuple de le sacrer *Maximo Jefe*. Car cette mise en scène, ne saurait remplacer ni la liberté de presse, ni la liberté d'opposition politique, ni une véritable confrontation électorale². » D'Apollonia en conclut que la liberté n'existait plus à Cuba. En censurant la presse et l'opposition politique, et en se proclamant « chef suprême » de la révolution cubaine, Castro n'a fait que remplacer la dictature de Batista par sa propre dictature. En mai 1960, d'Apollonia revient constamment sur les traits de démagogue de Castro dans *Relations* en pensant qu'il se comporte de plus en plus en dictateur en forçant la délation des contre-révolutionnaires³. En septembre 1960, alors que les entreprises étatsuniennes étaient sur le point d'être nationalisées, l'auteur croit encore une fois que Castro n'a fait que poursuivre la dictature de Batista en jouant « au malin » avec les factions communistes⁴. Fidel Castro aurait amalgamé le nationalisme et le communisme dans un même modèle

¹ Luigi d'Apollonia, « Au fil du mois : Neuf mois plus tard », *Relations*, n° 226 (octobre 1959), p. 268.

² *Ibid.*

³ *Id.*, « Au fil du mois : Castro ou le romantisme politique », *Op. cit.*, n° 233 (mai 1960), p. 127.

⁴ *Id.*, « Contradictions de Castro », *Op. cit.*, n° 237 (septembre 1960), p. 232.

idéologique; un nationalisme qui, selon d'Apollonia, aurait davantage exacerbé son caractère mégalomane. À ce propos, l'auteur écrit :

Sous le coup de ressentiments explicables mais aveugles, Castro a préféré aux solutions réalistes les ruptures brutales et la proclamation d'une indépendance archaïque sur le modèle des anciennes souverainetés nationales⁵.

En 1960, Jean Genest poursuivra les critiques de *Relations* dans le périodique québécois *L'Action nationale*, mais de manière plus virulente en insistant sur l'utopie nationaliste derrière la révolution entreprise par Castro.

Environ une année et demie après l'éclatement de la révolution cubaine, soit en octobre 1960, Castro a amorcé la nationalisation des entreprises étatsuniennes, notamment les banques et les usines sucrières. Toutefois, en voulant se rendre indépendant des États-Unis, Castro aurait changé d'allégeance politique selon Jean Genest en s'asservissant à l'URSS. Il écrit : « la formule communiste trouverait ici un émissaire en langue espagnole dont l'unique occupation serait le renversement des gouvernements existants [...] »⁶. Pourtant, selon Castro, Cuba n'avait d'autre choix que de se diriger vers le socialisme pour se débarrasser de la corruption du régime de Batista et rebâtir son économie. Les dimensions anti-impérialiste et socialiste de la révolution cubaine sont dès lors critiquées par des intellectuels comme Genest qui désapprouvent cette orientation. L'auteur affirme même qu'il s'agit d'une utopie nationaliste :

Nous croyons que le peuple de la campagne qui, dans son ensemble, va de la sympathie à l'enthousiasme en faveur de Castro, connaîtra une déception qui sera d'autant plus profonde que l'espérance avait été plus élevée. Évidemment le peuple n'est pas coupable, il est mené. Nous craignons pour lui un effondrement complet des rêves de justice sociale⁷.

⁵ Luigi d'Apollonia, « Contradictions de Castro », *Loc. cit.*, p. 232.

⁶ Jean Genest, « Cuba et Castro », *L'Action nationale*, vol. 50, n° 2 (octobre 1960), p. 163.

⁷ *Ibid.*, p. 172-173.

Ici, le sens derrière la critique de Genest se résume de la sorte : Castro s'est laissé bercer par son illusion de justice sociale en remplaçant la dictature de Batista par la sienne. La population cubaine était myope à propos de la vraie nature de la révolution cubaine qui, selon Genest, n'était ni anti-impérialiste, ni socialiste, mais bel et bien communiste.

Ainsi, nous voyons qu'entre 1959 et 1960, les auteurs de *Relations* et de *L'Action nationale* étudiés ici ont affirmé que la révolution cubaine ne promouvait pas un idéal de justice sociale, mais l'assujettissement de Cuba à l'URSS. Les positions conservatrices du père d'Apollonia et de Genest étaient renforcées par leur condamnation du communisme. En s'alignant sur l'impérialisme soviétique, Castro affaiblissait l'anti-impérialisme véhiculé par sa révolution. Cette position conservatrice entrera en collision avec celle des auteurs de gauche tels que Raoul Roy, pionnier du socialisme indépendantiste au Québec, et Adèle Lauzon, première femme à occuper le poste de journaliste attitrée aux affaires internationales au Québec, qui ont voyagé à Cuba au début des années 1960 et ont offert une analyse différente des débuts de cette révolution.

Raoul Roy et Adèle Lauzon ont eux aussi reconnu la direction nationaliste, voire socialiste, de la révolution cubaine dans ses premières années. En fait, leur lecture de l'évolution de cette révolution représente un parallèle intéressant pour le contexte québécois. L'émergence d'un mouvement socialiste québécois, l'attrait pour les luttes décolonisatrices du Tiers-monde et l'essor de l'indépendantisme québécois donnent un nouvel écho aux événements de Cuba. Une lecture plus favorable de la révolution cubaine émerge dans les revues d'idées québécoises à ce moment-là. Selon Mathieu Lapointe, la carrière et l'évolution idéologique de Raoul Roy, qui est le premier ayant effectué une

synthèse entre nationalisme et socialisme au Québec, nous éclairent sur ce nouveau paradigme qui émerge et transforme la vision de Cuba dans la belle province⁸.

Né en 1914 à Beauceville et mort en 1996 à Montréal, Raoul Roy amorce son parcours au sein des *Dominicains de Saint-Hyacinthe* à titre de frère convers en printemps 1932⁹. En 1934-1935, il séjourne à Montréal où, selon Mathieu Lapointe, il subit un véritable choc nationaliste. En 1945, il s'intègre au sein du *Parti ouvrier progressiste* (POP) et dirige le journal ouvrier *Combat* en novembre 1946. Sa lecture de l'ouvrage du Doyen de Canterbury, Hewlett Johnson — *La puissance soviétique* —, influera davantage sur sa pensée nationaliste; attiré par le visage socialiste du Doyen de Canterbury, Roy subira un changement idéologique important en tentant de synthétiser l'indépendantisme et le socialisme dans une seule pensée. Dans les années 1950, il est inactif. Au tournant des années 1960, il fonde l'*Action socialiste pour l'indépendance du Québec* (ASIQ) et *La Revue socialiste* afin de promouvoir l'indépendance du Québec dans une perspective socialiste¹⁰. Roy a voyagé à Cuba et, à l'instar de Lapointe, nous en déduisons que cet auteur s'est servi de la révolution cubaine comme analogie pour analyser le contexte québécois de l'époque.

Durant l'été 1960, plusieurs événements ont contribué à la consolidation des relations cubano-soviétiques¹¹. D'importants changements surviennent aussi au Québec durant cette période¹². C'est dans ce contexte que Raoul Roy a commencé à se servir de

⁸ Mathieu Lapointe, *Op. cit.*, p. 8.

⁹ *Ibid.*, p. 39.

¹⁰ *Ibid.*, p. 97.

¹¹ Par exemple, la signature du traité commercial entre Cuba et l'URSS, la création des *Comités de défense de la révolution* (CDR) et l'approbation de Castro de permettre le dépôt des armes soviétiques sur le sol cubain.

¹² L'élection du parti libéral de Jean Lesage au pouvoir le 22 juin 1960 (mettant fin à cette période que plusieurs historiens qualifient comme étant la « *Grande noirceur* » du régime duplessiste), la publication

la révolution cubaine comme analogie afin « d'éclairer la situation "coloniale" québécoise ainsi que la voie à suivre pour s'en dégager¹³. » En effet, Roy s'est inspiré des luttes de décolonisation et de libération nationale de l'époque, surtout celle de Cuba, afin d'encourager l'émancipation nationale du Québec. Selon lui, l'indépendance du Québec devait se concrétiser à travers des réformes socioéconomiques réalisables, sans dépendre du gouvernement canadien. Alors, le Québec devait s'inspirer de la ligne politique révolutionnaire de Fidel Castro, car elle a démontré que le conservatisme et « l'immobilisme d'antan » étaient désormais obsolètes¹⁴. Les réformes entreprises par Castro étaient la preuve que le socialisme était le chemin à suivre pour mener le Québec, ainsi que les autres nations sous-développées de l'Amérique et du Tiers-monde, vers l'indépendance. En visant exclusivement au développement industriel de son pays sur des « bases indépendantes », Castro a pu atteindre son but : l'édification d'un pays industrialisé indépendant de l'impérialisme étatsunien¹⁵. Quant à la journaliste québécoise Adèle Lauzon, elle a aussi séjourné à Cuba, en 1961, au moment où la confrontation cubano-étatsunienne en était à son point culminant.

Née à Montréal en 1931, Adèle Lauzon devient journaliste pour *La Presse* et le magazine *Maclean's* durant les années 1960-1970, où elle a couvert les révolutions algérienne et cubaine. Première femme à remplir une telle fonction au Québec, la question de l'indépendance ne semblait pas susciter un intérêt chez elle autant que celle des rapports de force entre les classes sociales. À cet égard, Robert Lévesque écrit : « les conditions

des *Insolences du Frère Untel* par Jean-Paul Desbiens le 6 septembre 1960 et la fondation du *Rassemblement pour l'indépendance nationale* (RIN) le 10 septembre 1960.

¹³ Mathieu Lapointe, *Op. cit.*, p. 156.

¹⁴ Raoul Roy, « La Révolution de Cuba », *La Revue socialiste*, n° 4 (été 1960), p. 51-52.

¹⁵ *Ibid.*, p. 45.

objectives de libération n'étaient pas réunies, [...] la population n'était pas prête et ne le serait jamais. Pour [Adèle Lauzon], l'idée de l'indépendance du Québec a été nécessaire dans le décalage de la Révolution tranquille, mais elle est "dépassée"¹⁶. » En laissant la question québécoise relativement de côté, Lauzon s'est plutôt concentrée sur l'expérience cubaine et a transmis sa lecture de celle-ci dans *Cité libre* en 1960 pour tenter d'y donner sens.

Le 26 septembre 1960, Castro a prononcé un discours à l'*Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies* (ONU) dans lequel il a dénoncé l'hégémonie étatsunienne et l'influence néfaste du capitalisme pour toutes les nations sous-développées à l'échelle internationale. Il a aussi expliqué à son auditoire que l'indépendance devait se réaliser afin de vaincre le capitalisme. Lauzon revient sur ce discours dans *Cité libre* en novembre 1960 en défendant les propos de Castro à cet égard, surtout en ce qui concerne l'ère de la domination capitaliste qui, selon elle, était révolue¹⁷. Nous voyons qu'un sentiment de solidarité envers la cause castriste se manifeste ici. L'auteure affirme aussi que Castro, à travers la révolution cubaine, propose une nouvelle façon de concevoir la démocratie : « Les expériences faites jusqu'à présent dans les pays sous-développés indiquent nettement que les méthodes du libéralisme et de la libre entreprise sont totalement inadéquates, quand il s'agit de faire évoluer un pays à un rythme accéléré¹⁸. » Tout en reconnaissant que Castro a pris parti pour l'URSS, la position géopolitique de Cuba n'avait pas changé selon Lauzon. En fait, elle considère qu'une nouvelle réalité a

¹⁶ Robert Lévesque (2008, 17 juillet), « Adèle Lauzon : Faire son siècle », *Les libraires. Bimestriel des libraires indépendantes* [site Web], consulté le 1^{er} août 2016, <http://revue.leslibraires.ca/entrevues/essai-quebécois/adele-lauzon-faire-son-siecle>

¹⁷ Adèle Lauzon, « Après l'orage à l'O.N.U. : Essayer de comprendre », *Cité libre*, n° 31 (novembre 1960), p. 29.

¹⁸ *Ibid.*

émergé et qu'on devait aller au-delà des relations bilatérales pour assurer l'avenir de l'humanité¹⁹.

En décembre 1960, Lauzon se penche sur les relations canado-cubaines. Affirmant que Castro n'avait pas le choix de miser sur la « carte soviétique » contre les États-Unis, Lauzon explique que Cuba restait un pays « américain » malgré tout, notamment en ce qui concerne les échanges commerciaux, ce qui a grandement influencé les relations entre Cuba et le gouvernement Diefenbaker à l'époque. Elle affirme que Castro savait bien que les autres populations latino-américaines allaient l'appuyer contre l'embargo étatsunien : « Ces efforts diversifiés de bonne entente avec des pays d'Amérique du Nord ou du Sud, indiquent que le gouvernement cubain est très conscient de son appartenance au continent américain et que, s'il accepte l'aide soviétique et chinoise, il attache beaucoup d'importance à ses relations avec les pays d'Amérique²⁰. » Lauzon revient sur ces relations en contredisant l'idée que les États-Unis se sont servis du gouvernement canadien pour éviter de perdre la face. Après l'invasion ratée de la baie des Cochons en 1961, plusieurs auteurs québécois présenteront aussi un regard plus nuancé de la révolution cubaine dans la revue *Situations* et tenteront de justifier la détermination de Castro derrière sa lutte contre l'impérialisme étatsunien.

Un numéro spécial de *Situations* paraîtra en mars-avril 1961 dans lequel il est question de la révolution cubaine, mais surtout des contrecoups de l'invasion contre-révolutionnaire de 1961. En fait, l'équipe éditoriale de ce numéro qualifie cette invasion comme un épisode qui n'a fait que dramatiser la tension politique entre Castro et le

¹⁹ Adèle Lauzon, « Après l'orage à l'O.N.U. : Essayer de comprendre », *Loc. cit.*, p. 30.

²⁰ *Id.*, « Les relations canado-cubaines : La mission américaine au Canada », *Op. cit.*, n° 32 (décembre 1960), p. 20.

président étatsunien John Fitzgerald Kennedy. La tâche principale de son administration était de réexaminer les tactiques politiques et diplomatiques à l'égard de Cuba, tout en intensifiant les efforts pour lutter contre l'étendue du socialisme en Amérique latine. Or, selon l'équipe, la politique de Kennedy s'est retrouvée sans rigueur et l'invasion n'a servi à rien, car elle n'a fait qu'aggraver la situation et n'a rien résolu à Cuba. À cause de cela, Washington est devenue « la cible de tous les boulets, et la guigne qui s'accrochait aux pays du sénile [Dwight] Eisenhower rôde autour de l'équipe qui avait fait lever un si grand espoir, même chez les plus hostiles²¹. » La réponse de Kennedy devant la révolution cubaine n'était pas plus agressive que celle d'Eisenhower. Selon l'équipe éditoriale de *Situations*, ce fut une leçon humiliante pour Kennedy. Pour le journaliste québécois Louis Martin, l'invasion étatsunienne était une réponse directe à une menace économique de la part de Castro.

Louis Martin a travaillé pour *Radio-Canada* en 1960, ainsi que pour *La Presse* et le *Nouveau Journal*. Il a effectué des entrevues avec des personnalités importantes dans les années 1960-1970 incluant le premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau sur la *Loi sur les mesures de guerre* lors de la crise d'Octobre en 1970. Martin s'est aussi consacré à l'enseignement et a occupé le poste de rédacteur en chef du magazine *Macleans*. Dans *Situations*, Martin affirme que les États-Unis tentaient de modifier leur politique étrangère à l'égard de Cuba et du reste de l'Amérique latine avec l'*Alliance pour le progrès*. L'invasion ratée était la preuve que l'impérialisme étatsunien ou plutôt la « formule capitaliste » étatsunienne « n'offre plus aucune séduction ici : elle apparaît nettement impuissante à répondre aux aspirations et aux besoins des populations²². » Dès lors,

²¹ « Éditorial », *Situations*, n° 2 (mars-avril 1961), p. 2.

²² Louis Martin, « Le choix de Kennedy : Fidel Castro ou Khrouchtchev », *Loc. cit.*, p. 14.

l'époque « romantique » de la révolution étant désuète pour Castro, les efforts étaient désormais mis sur la construction d'une nouvelle voie pour assurer la prospérité cubaine : « L'aiguille affolée de cette horloge qui marque le temps cubain n'indique plus ces problèmes surgis de l'application de la réforme agraire; la mise en marche de la réforme n'a pas empêché une hausse de la production annuelle, ce qui constitue un énorme succès. Mais cette guerre qui a vu un renversement total d'alliance sur le plan économique pose de terribles défis à l'économie cubaine qui en résulte²³. » Donc, l'invasion donna un prétexte à Castro de radicaliser ses réformes et l'ensemble de la révolution, mais surtout d'être plus pragmatique dans le processus. Alors, Castro devait construire une nouvelle voie à Cuba : le *fidélisme*. Cette voie était nécessaire pour la survie de la population et de la révolution cubaine²⁴.

Hormis les critiques dans les revues d'idées québécoises entre 1959 et 1960, nous voyons que des auteurs québécois tels que Raoul Roy, Adèle Lauzon et Louis Martin ont défendu la révolution cubaine, même la proclamation de son caractère socialiste en 1961, ce qui était, selon eux, nécessaire pour assurer la survie de Cuba contre l'impérialisme étatsunien. À partir de 1961, un enthousiasme émerge dans les revues d'idées québécoises. Toutefois, ce n'est qu'au milieu des années 1960 qu'une sympathie de nature socialiste se manifesterait dans des revues de gauche comme *Socialisme*. L'idée principale qui en ressort est que Cuba était un modèle à suivre afin de lutter pour l'émancipation nationale du Québec contre l'impérialisme anglo-saxon. Raoul Roy et Adèle Lauzon ont été les premières voix annonçant cette tendance. D'autres auteurs s'inspireront de cela afin de

²³ Louis Martin, *Op. cit.*, p. 17.

²⁴ *Ibid.*, p. 23.

démontrer que la révolution cubaine peut inspirer le Québec à faire sa propre révolution et à s'émanciper du joug impérialiste.

De l'antipathie à l'enthousiasme. L'émergence d'une sympathie socialiste au milieu des années 1960 (1961-1965)

Entre 1961 et 1965, plusieurs auteurs québécois ont poursuivi leurs critiques de la révolution cubaine. Dans *L'Action nationale* et *Relations*, il est davantage question de l'avenir de la révolution cubaine et de la crainte ressentie à l'égard de la population cubaine sous le régime castriste. Parfois, les auteurs incitaient leurs lecteurs à s'ouvrir devant la nature dictatoriale du régime castriste. D'autres s'en sont pris à l'idolâtrie de Fidel Castro.

Un des auteurs de *L'Action nationale*, Edmond Cinq-Mars, a réagi à l'enthousiasme d'Adèle Lauzon envers la révolution cubaine lors de la parution de son article dans le magazine *Maclean's*. En octobre 1961, soit quelques mois avant le lancement de la campagne d'alphabétisation à Cuba, Cinq-Mars a dénoncé la glorification de la révolution cubaine par Lauzon, en allant même jusqu'à affirmer qu'elle s'est aveuglée devant la nature centralisatrice et idéalisée du régime castriste²⁵. L'auteur croit que Lauzon refuse de voir objectivement la nature communiste de la révolution cubaine qui aurait calqué son système sur celui d'autres partis communistes en Europe de l'Est et en Asie. De plus, Cinq-Mars pense que la liberté était éphémère à Cuba en constatant que le système électoral n'existait plus dans ce pays. Pour lui, la liberté laissait place à la centralisation

²⁵ Edmond Cinq-Mars, « Les événements : Adèle au pays de Fidel », *L'Action nationale*, vol. 51, n° 2 (octobre 1961), p. 145.

du pays, qui est « l'État qui se fait à la fois dispensateur du travail, distributeurs du salaire en une monnaie qui a cours forcé, et manipulateur de la nourriture²⁶. »

En août 1961, alors que des échanges ont eu lieu entre les ministres cubains sur l'état économique et politique du pays, Fidel Castro a admis les difficultés qu'il devait traverser. Cependant, Cinq-Mars croit que la situation était encore plus précaire en accusant le dirigeant révolutionnaire d'avoir volé les Cubains de leur dignité²⁷. Ainsi, l'auteur en conclut que Lauzon serait tombée dans le piège le plus insultant possible pour son intelligence, soit « l'art de la mystification²⁸ ». La révolution cubaine aurait été un véritable fiasco propagandiste selon lui. En 1962, il poussera cette critique de manière encore plus polémique en affirmant que Lauzon aurait oublié de prendre en compte l'opinion des contre-révolutionnaires cubains, forcés à quitter leur pays après l'invasion ratée de 1961. Cinq-Mars considère que la réalité cubaine n'a pas été éclaircie ici et s'en est pris directement à la naïveté de Lauzon, qui n'a pas pu décrire objectivement la révolution cubaine : « Pour décrire objectivement, il faut avoir des points de repère. Un repère essentiel est d'avoir connu le Cuba d'avant Castro. Elle ne l'a jamais vu mais elle l'imagine... grâce à son intuition féminine [...] »²⁹. Dans *Relations*, les commentaires de Luigi d'Apollonia à l'égard de Castro et de l'avenir de la révolution cubaine sont similaires à ceux des auteurs de *L'Action nationale* tout au long de cette période.

En mars 1963, d'Apollonia revient sur les contrecoups de la crise des missiles cubains de 1962, ainsi que les réformes mises au point par Fidel Castro depuis son arrivée au pouvoir. L'auteur affirme, en rappelant que Cuba est désormais sous l'égide

²⁶ Edmond Cinq-Mars, « Les événements : Adèle au pays de Fidel », *Loc. cit.*, p. 144.

²⁷ *Ibid.*, p. 146-147.

²⁸ *Ibid.*, p. 148.

²⁹ *Id.*, « Les événements : Adèle au pays de Fidel (suite) », *Op. cit.*, vol. 52, n° 4 (décembre 1962), p. 392.

communiste, que la question de savoir qui est responsable de la direction socialiste que Castro a prise n'a pas d'importance, car « Cuba est bel et bien aujourd'hui le relais soviétique pour la conquête de l'Amérique du Sud, et "sa" révolution est donnée en modèle historique inéluctable à toutes les républiques latines³⁰. » D'Apollonia croit que la révolution cubaine est une leçon à suivre pour tous, surtout pour ceux qui ne « s'intéressent officiellement à l'Amérique du Sud (excluons ici les missionnaires) que pour faire du commerce ou pour dénoncer vertueusement les États-Unis³¹. » En septembre 1964, alors que les États-Unis ont instauré un blocus économique contre Cuba et que l'*Organisation des États américains* (OEA) a attesté les tentatives de Fidel Castro d'étendre le communisme à travers l'Amérique latine, d'Apollonia a pu recueillir un témoignage de la sœur du dirigeant révolutionnaire cubain, Juana Castro, sur l'existence des prisonniers politiques à Cuba et l'intolérance du régime castriste envers l'Église cubaine. Elle affirme que son frère, même s'il n'a pas éliminé la religion pour des raisons de « propagande extérieure » pour autant, la discriminait malgré tout³². De ce que d'Apollonia en a recueilli, Fidel Castro, exprimant une profonde aversion envers la religion catholique, mettait en place un système de déchristianisation pour s'assurer que l'Église n'ait aucune influence sur la population cubaine. Il visait donc la séparation de l'Église et de l'État, mais de manière plus complète qu'ailleurs en Occident. Juana Castro revenait aussi sur les ambitions démesurées de son frère qui se comparait souvent au président étatsunien Abraham Lincoln et qui, selon elle, faisait croire que « tout homme de bonne volonté devra refuser sa caution et son indulgence à semblable dictature³³. » Si ces critiques se sont

³⁰ Luigi d'Apollonia, « Au fil du mois : Semper Fidelis », *Relations*, n° 267 (mars 1963), p. 78.

³¹ *Ibid.*

³² *Id.*, « Au fil du mois : Le témoignage de Juana Castro », *Op. cit.*, n° 285 (septembre 1964), p. 271.

³³ *Ibid.*

poursuivies jusqu'au milieu des années 1960, nous considérons que d'autres auteurs tels qu'Adèle Lauzon, François Piazza et Naïm Kattan se sont prononcés contre la politique étatsunienne envers Cuba dans *Cité libre*, justifiant pourquoi Fidel Castro a été aussi déterminé à lutter contre les États-Unis.

Dans notre recherche, nous avons vu que certains auteurs ont voulu justifier la lutte que Fidel Castro a entreprise contre l'impérialisme étatsunien peu après son arrivée au pouvoir, notamment en 1961-1962, dans les revues d'idées québécoises. Par exemple, Adèle Lauzon défendait la révolution cubaine, du moins les intentions de Castro dans *Cité libre* en démontrant que les réformes entreprises par ce dernier avaient contribué à un appui massif envers lui par la majeure partie de la population cubaine, plus spécifiquement la classe paysanne. Le séjour de Lauzon à Cuba a renforcé ses convictions quant à l'importance historique et mondiale de la révolution cubaine. En août-septembre 1961, Lauzon a entrepris une lecture plus poussée de la révolution cubaine en l'inscrivant dans la conjoncture internationale de l'époque. En septembre 1961, une délégation cubaine a assisté à la conférence de Belgrade qui a réaffirmé et précisé le mouvement des non-alignés suite à la conférence de Bandung en 1955. Cette révolution, selon l'auteure, s'inscrivait donc dans l'ouverture au socialisme à l'échelle internationale, incluant le Québec. C'était un événement qui a constitué «un apport nouveau, dont M. Khrouchtchev, contrairement aux Américains, semble avoir compris l'importance³⁴. » Par ses réformes, sa dimension nationaliste et la consolidation de son pouvoir, Castro a pu aboutir à ses fins selon l'auteure. De surcroît, sa révolution a pu apporter une innovation capitale pour Cuba et le reste de l'Occident : la guérilla. En fait, la classe paysanne a pu

³⁴ Adèle Lauzon, « Castro a-t-il trahi la Révolution cubaine? », *Cité libre*, n° 39 (août-septembre 1961), p. 25.

combattre les forces de Batista de la sorte³⁵. C'était une guérilla qui était, à la base, paysanne. Alors, l'idée d'avoir « trahi » la révolution cubaine, comme le titre de son article l'indique, n'a aucun sens pour Lauzon, car l'appui était déjà gagné d'avance, et cette méthode était d'une grande inspiration pour d'autres mouvements révolutionnaires à l'échelle internationale.

Néanmoins, Castro a-t-il véritablement trahi la révolution cubaine en la radicalisant davantage et en instaurant la réforme agraire? Selon l'auteure, tout était une question d'intérêts : « Au lieu de trahir les paysans au profit des privilégiés ou d'essayer de contenter tout le monde sans satisfaire personne, le gouvernement révolutionnaire entreprit de refaire le pays au profit de la majorité, en sacrifiant la minorité³⁶. » Cette trahison était autant ressentie du côté étatsunien et bourgeois. N'ayant aucunement trahi la classe paysanne selon Lauzon, Castro a tout simplement insisté sur la concrétisation de ses réformes pour que les paysans se réapproprient les anciennes terres et a voulu reconstruire le pays au profit de la majeure partie de la population en sacrifiant, même si c'est un terme hyperbolique ici, les intérêts capitalistes de la bourgeoisie et des États-Unis, donnant alors une dimension anti-impérialiste à la révolution cubaine. Toutefois, avec la signature de l'*Alliance pour le progrès* à la conférence de Punta del Este, en Uruguay en 1961, le gouvernement de John Fitzgerald Kennedy tentait, par tous les moyens, d'isoler la révolution cubaine.

Créée en 1961 par Kennedy, l'*Alliance pour le progrès* est un programme d'aide économique, décrété par l'OEA, qui visait à renforcer la coopération entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, et à apporter le développement socioéconomique des

³⁵ Adèle Lauzon, « Castro a-t-il trahi la Révolution cubaine? », *Loc. cit.*, p. 26.

³⁶ *Ibid.*, p. 28.

républiques latino-américaines. Joseph Grunwald voit ce programme comme une expérimentation à deux niveaux : d'une part, la transformation de l'image diplomatique des États-Unis en Amérique latine qui, dû à une politique économique « étroite », souffrait auparavant; d'autre part, la combinaison des facteurs économiques et des facteurs sociaux³⁷. Lors d'un entretien avec l'équipe de rédaction de *Relations* en décembre 1963, Teodoro Moscoso, politicien portoricain et coordonnateur de *l'Alliance pour le progrès*, raconte que ce programme avait comme objectif « l'engagement solennel de 20 pays à promouvoir les institutions démocratiques, le développement économique et le progrès social en Amérique latine³⁸. » Mais, François Piazza a affirmé, dans *Cité libre* en 1962, que cela s'est fait en vain.

Né le 13 mai 1932 à Marseille, en France, François Piazza est un journaliste, critique littéraire et poète qui a rédigé pour plusieurs journaux et revues entre 1961 et 1979 incluant *Liberté*, *La Poubelle littéraire*, *La Barre du jour*, *Le Petit Journal*, *Échos-Vedettes*, *XYZ* et *Cité libre*. Dans *Cité libre* en 1962, Piazza croit que la mise en place de *l'Alliance pour le progrès* s'est faite en vain en constatant l'échec relatif des États-Unis contre la révolution cubaine lors de la conférence de Punta del Este qui devait être le « clou » de la politique continentale étatsunienne³⁹. Pour Piazza, *l'Alliance pour le progrès* n'était qu'un prétexte pour amasser davantage de prestige politique du côté des États-Unis en voulant présenter un visage plus humanitaire en Amérique latine, notamment à Cuba. Si Fidel Castro n'est pas condamné, c'est un mal pour le gouvernement au pouvoir, soit celui de Kennedy, et une excuse pour le parti républicain de recueillir plus de votes pour la

³⁷ Joseph Grunwald, "The Alliance for Progress", *Proceedings of the Academy of Political Science*, vol. 27, n° 4 (mai 1964), p. 78-79.

³⁸ Teodoro Moscoso, « L'Alliance pour le Progrès », *Relations*, n° 276 (décembre 1963), p. 349.

³⁹ François Piazza, « Punta del Este : la farce est jouée », *Cité libre*, n° 45 (mars 1962), p. 18.

prochaine campagne présidentielle étatsunienne. Durant les années 1960-1961, avec la détérioration des relations cubano-étatsuniennes et la création de l'OEA, plusieurs pays ont remis en question la position de Cuba au sein de l'organisation. Alors, les États-Unis, voyant les dommages collatéraux que la révolution cubaine aurait pu causer en Amérique latine, ont décidé d'opter pour une action diplomatique collective contre Cuba en tentant de l'isoler politiquement et économiquement. Toutefois, certains pays comme l'Argentine, dirigée alors par Arturo Frondizi, ont vu que Washington était obsédée par l'idée de vaincre la révolution cubaine et d'instaurer des mesures anti-cubaines à cet égard, ce qui allait installer des soupçons au sein des autres républiques latino-américaines pro-castristes. Dean Rusk, secrétaire d'État de l'administration Kennedy, rapportait de la seconde conférence de Punta del Este, organisée par l'OEA en 1962, un « demi-échec », car les États-Unis ont tenté par tous les moyens d'isoler le gouvernement castriste, mais encore en vain selon Piazza : « Bilan : les pays qui ont une certaine amitié pour les E.-U., ne les ont pas suivis, tandis que les pays colonisés économiquement les ont approuvés. Washington devrait savoir que les peuples colonisés détestent toujours leur maître. Résultat : la solennelle conférence a dégénéré en farce "plate". Farce qui s'avère fâcheuse pour les E.-U⁴⁰. » Donc, la rhétorique anti-impérialiste de la révolution cubaine s'est construite, indirectement, par l'échec de la conférence de Punta del Este et le sentiment « américanophobe » de la part des autres républiques latino-américaines à l'égard de la politique étatsunienne envers Cuba⁴¹. Cette conférence était vue comme une farce aux yeux de l'auteur, car elle a renforcé le prestige et l'image de Castro. En 1962, Naïm Kattan se positionnera du même côté que Piazza en ce qui concerne l'*Alliance pour le progrès*.

⁴⁰ François Piazza, *Op. cit.*, p. 18-19.

⁴¹ *Ibid.*, p. 19.

Né le 26 août 1928 à Bagdad, en Irak, Naïm Kattan est un écrivain irako-québécois qui a lutté pour la cause juive au Québec, et qui a dirigé et rédigé plusieurs œuvres au cours des années 1960-1970 telles que *Les Juifs et la communauté française* en 1965, *Juifs et Canadiens* en 1967, *Dans le désert* en 1974 et d'autres de ce genre. Il a aussi dirigé le *Service des lettres et de l'édition du Conseil des Arts du Canada* entre 1967 et 1997. Comme Piazza, Kattan en conclut que l'*Alliance pour le progrès* était, somme toute, un échec partiel dû à l'ambiguïté de la politique étatsunienne envers l'Amérique latine : «Ceux qui défendent ce programme entendent soustraire l'Amérique latine au communisme, mais ils veulent en même temps protéger les investissements américains en encourageant l'institution de régimes stables qui effectuent des réformes graduelles sans bouleverser pour cela les structures existantes⁴². » Kattan affirme que les États-Unis ont échoué où Fidel Castro a véritablement réussi : l'élaboration d'une révolution socioéconomique qui n'a pas succombé au piège doctrinaire du communisme. Kennedy n'a pas essayé de transformer les institutions traditionnelles des régimes déjà mis en place à ce moment-ci, ce qui expliquerait pourquoi l'*Alliance pour le progrès* a stagné. À cet égard, la politique étatsunienne était ambiguë et a renforcé la rhétorique anti-impérialiste de la révolution cubaine. Les auteurs de *Cité libre* ont voulu démontrer que cette révolution a pu survivre grâce à la détermination de Castro de lutter contre le gouvernement de Kennedy, d'où l'importance du message anti-impérialiste véhiculé par le régime castriste. Pierre Vadeboncoeur, avocat et figure importante du syndicalisme québécois, tiendra compte de cela et affirmera, dans *Socialisme* en 1964, que Castro n'avait pas le choix de radicaliser sa révolution.

⁴² Naïm Kattan, « L'Alliance pour le Progrès : un an après », *Op. cit.*, n° 50 (octobre 1962), p. 13-14.

Né le 28 juillet 1920 à Strathmore et mort le 11 février 2010 à Montréal, Pierre Vadeboncœur s'est impliqué énormément dans le mouvement syndical québécois, surtout au sein de la *Confédération des syndicats nationaux* (CSN). Il a publié des textes pour plusieurs journaux et revues d'idées au cours des années 1950-1960, notamment *Cité libre*, *Parti pris* et *Socialisme*. Partisan du mouvement souverainiste québécois à l'époque, Vadeboncœur s'est interrogé sur la présence de l'impérialisme en Occident après avoir mis fin à sa carrière de conseiller syndical à la CSN et l'a souvent remis en question dans ses essais. La révolution cubaine prendra un sens particulier pour lui.

En 1964, la révolution cubaine s'était déjà alignée avec l'URSS. Castro, à cette époque, a visité l'URSS et a signé un accord à long terme pour les quotas sucriers entre 1965 et 1970, fixés à 24 000 000 de tonnes pour un prix de .06 \$ US par livre. Vadeboncœur reconnaît que la révolution cubaine n'était pas un phénomène historique commun. En effet, les événements qui se sont produits à Cuba au début des années 1960 auraient été des tragédies jugées d'une mauvaise façon par les États-Unis. Même si la révolution cubaine a pu se poursuivre devant l'opposition étatsunienne, Vadeboncœur pense qu'elle était condamnée à un conflit d'intérêts et à l'hostilité de la part des États-Unis. Cependant, la radicalisation de cette révolution était nécessaire, sans quoi elle aurait pu échouer lamentablement : « Il importe que la victoire castriste, qui est une victoire sur le mensonge d'une politique occidentale que les puissances en place voudraient irrémédiablement réactionnaire, soit soutenue non seulement au nom de la justice, mais en celui d'une politique différente, qui rechercherait le moyen de ne pas fonder la liberté sur le martyre d'un demi-continent⁴³. » Si la révolution de Fidel Castro voulait survivre,

⁴³ Pierre Vadeboncœur, « Les salauds contre Cuba », *Socialisme*, n° 3-4 (hiver 1964), p. 87-88.

elle devait se soutenir sur un idéal de justice sociale et sur une ligne politique révolutionnaire dépourvue de toute référence aux martyrs du passé ou à un culte de personnalité quelconque. Toute critique contre la révolution cubaine était un appui direct à l'impérialisme étatsunien selon Vadeboncœur. C'était un moyen pour renforcer la position des États-Unis et, ainsi faire, détruire la révolution entreprise par Castro. Alors, Castro devait réussir à réconcilier la dimension anti-impérialiste, même nationaliste, de sa révolution avec les idéaux de la justice et de la démocratie. Donc, la révolution cubaine devait se radicaliser.

En voyant l'enthousiasme d'intellectuels québécois tels qu'Adèle Lauzon, François Piazza, Naïm Kattan et Pierre Vadeboncœur à l'égard de la révolution cubaine vers le milieu des années 1960 dans *Cité libre* et *Socialisme*, il est clair qu'une ouverture vers une vision socialiste s'affiche dans les revues d'idées québécoises à ce moment-ci. Louis Favreau se positionne aussi de ce côté, mais en affirmant que la question nationale sera davantage mise à l'avant-plan dans la politique québécoise, au cœur même du processus de changement à l'échelle internationale à l'époque. Pour Favreau, ce sont des mouvements de libération nationale, comme celui de Cuba par exemple, qui ont servi de référence au Québec. Cependant, l'auteur nuance le propos en affirmant que la revendication de ces forces de changement se précise davantage au sein des frontières nationales du Québec selon plusieurs facteurs :

l'indépendance politique (une nation, un pays), et une analyse qui la sous-entend (le peuple-nation, la classe ethnique,...), des méthodes de lutte précises qui font leurs preuves, comme l'agitation de masse par les manifestations ou la propagande, par l'action directe, voire la lutte armée. Mais, autant la revendication de base et les méthodes de lutte sont précises, autant le socialisme comme projet demeure vague (la révolution sociale) dans son contenu comme dans sa stratégie⁴⁴.

⁴⁴ Louis Favreau, « Mouvements socialistes, marxisme et question nationale au Québec », *Op. cit.*, p. 284.

Dans la revue *Parti pris*, certains intellectuels militants, comme Pierre Vallières par exemple, ont voulu définir ce projet socialiste en démontrant que la révolution cubaine pouvait inspirer le Québec à faire sa propre révolution et à s'émanciper du joug impérialiste.

L'émergence de la sociologie marxiste à travers Parti pris et Socialisme au Québec. L'affirmation de la sympathie socialiste envers la révolution cubaine (1965-1970)

Au tournant de 1965, plusieurs auteurs québécois manifesteront une sympathie plus évidente envers la révolution cubaine dans des revues de gauche telles que *Socialisme* et *Parti pris*. Toutefois, c'est réellement avec Pierre Vallières et les membres du *Front de libération du Québec* (FLQ) que cette solidarité sera exprimée. Intellectuel et militant québécois dont l'œuvre a été très prolifique à l'égard de l'indépendance nationale du Québec durant les années 1960-1970, Vallières mettra beaucoup l'accent sur les théories d'Ernesto « Che » Guevara comme exemple à suivre pour l'édification du socialisme au Québec.

Louis Fournier concède l'idée que l'histoire « secrète » du FLQ ne pourra jamais être racontée entièrement, mais doit nécessairement l'être. Aujourd'hui, il est possible d'en dire plus sur ce mouvement et les événements d'octobre 1970 qui ont marqué l'histoire du Québec contemporain; un « point chaud » dans l'historiographie québécoise selon Fournier⁴⁵. L'intention de l'auteur est d'éclairer cette histoire obscure du FLQ et des « gens qui, à leur façon, ont lutté pour faire du Québec un pays⁴⁶. » Pierre Vallières et Charles Gagnon, « théoriciens » du FLQ auxquels ils y ont adhéré en 1965-1966 après avoir voulu concilier les objectifs du *Mouvement de libération populaire* (MLP) —

⁴⁵ Louis Fournier, *Op. cit.*, p. 7.

⁴⁶ *Ibid.*

promouvoir la libération nationale et former l'avant-garde révolutionnaire pour lutter ouvertement contre l'impérialisme anglo-saxon au Québec⁴⁷ — avec ceux du front en question, ont été un réseau important au sein de cette organisation. Selon Fournier, Vallières et Gagnon ont été influencés par le mouvement des guérillas latino-américaines au départ, plus précisément l'exemple du « Che ». En effet, la révolution cubaine est un grand pôle d'attraction pour le FLQ, « d'autant plus que Cuba paraît vouloir afficher à cette époque une certaine indépendance à l'égard de l'Union soviétique⁴⁸. » La stratégie du « foquisme » était un exemple à suivre pour eux. Vallières s'est inspiré de cela dans un texte du journal felquist *La Cognée*, le 1^{er} décembre 1965, sous le pseudonyme de Mathieu Hébert :

Sans nier l'importance de créer un parti de ce type [celui du RIN], dans l'étape de construction du socialisme, de l'organisation rationnelle, économique et politique de la justice sociale et de l'abolition des privilèges, je crois qu'il est essentiel au révolutionnaire québécois de bien voir, qu'ici, comme en Algérie ou à Cuba, (même si le Québec est plus urbanisé que ces pays), le développement de la révolution vers le socialisme ne sera pas la conséquence chez le peuple et les combattants (militants et partisans) d'un choix doctrinal prémédité mais la résultante de la marche même du peuple québécois vers l'indépendance, de la logique propre aux forces sociales — populaires — qui vont l'animer, et qui l'animent déjà⁴⁹.

Même si le RIN proposait une plateforme politique propre au socialisme québécois, Vallières misait davantage sur le pragmatisme pour que l'indépendance et la libération nationale du Québec se réalisent. Pour Vallières et le reste du FLQ, tout mouvement révolutionnaire pouvait compter sur l'exemple de Cuba⁵⁰. En fait, Vallières insistera sur

⁴⁷ Louis Fournier, *Op. cit.*, p. 112-114.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 117.

⁴⁹ Mathieu Hébert [Pierre Vallières], « Le M.L.P. et la lutte de libération nationale », *La Cognée*, n° 48 (1^{er} décembre 1965), p. 3; cité dans *Ibid.*, p. 118.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 118-119. En automne 1965, Vallières et d'autres militants ont pris contact avec le consul de Cuba, Julia Gonzalez, « qui avait cette particularité d'être à la fois "guévariste", favorable à l'indépendance du Québec et d'être une femme [...]. Or, à la suite de pressions discrètes du gouvernement du Canada, alors avisé par la GRC, Mme Gonzalez sera rappelée à La Havane en 1966 et remplacée par un consul beaucoup plus "neutre". » *Ibid.*, p. 119.

l'importance de suivre la logique révolutionnaire de « Che » Guevara pour concrétiser l'édification du socialisme au Québec dans *Parti pris* en 1967.

Né le 22 février 1938 et décédé le 23 décembre 1998 à Montréal, Pierre Vallières est un journaliste, écrivain et intellectuel militant mieux connu pour ses essais polémiques sur l'indépendance du Québec et son œuvre mi-essai, mi-autobiographique intitulée *Nègres blancs d'Amérique. Autobiographie précoce d'un « terroriste » québécois*, publiée par les *Éditions Parti pris* en 1967, dans laquelle il insiste sur la création d'une lutte révolutionnaire armée au Québec et sur la décolonisation de son pays. Ayant grandi dans un milieu familial pauvre dans le quartier de Jacques-Cartier (aujourd'hui Longueuil), Vallières n'a pas connu une enfance facile et s'est senti, à plusieurs reprises, « frustré » de son éducation. Vers la fin des années 1950, il a fait un stage comme novice pour l'ordre des *Franciscains*. Par la suite, il a occupé plusieurs postes incluant celui de libraire à l'*Université de Montréal* entre 1960 et 1961, et de journaliste pour *Le Devoir* entre 1957 et 1962, et pour *La Presse* en 1963. En 1963-1964, il a occupé le poste de directeur pour la revue *Cité libre*. À ce sujet, Vallières raconte, en 1991, que la revue avait une grande signification pour lui. C'était un lieu de réflexions engagées et sérieuses, « la seule institution d'ici où l'on puisse parler de toutes ces choses que l'on ne peut que très difficilement dire ailleurs⁵¹. » Toutefois, Vallières croit que le problème de sa génération était de vouloir définir la nation québécoise par tous les moyens : « Notre pays n'est pas encore devenu un lieu véritablement spirituel de culture et d'amitié. La société demeure amorphe et l'omniprésence de son inconscience empêche une véritable révolution en faveur de l'homme. Nous cherchons quelque chose à quoi nous accrocher pour éviter de

⁵¹ Pierre Vallières, « *Cité libre* et ma génération », dans Yvan Lamonde et Gérard Pelletier, *CITÉ LIBRE. Une anthologie*, Montréal, Les Éditions internationales Alain Stanké, 1991, p. 336.

flotter plus longtemps à droite et à gauche, incertains et déracinés⁵². » En 1964, il a fondé la revue *Révolution québécoise* avec Charles Gagnon. En 1964-1965, il a occupé le poste de secrétaire du *Syndicat des journalistes de Montréal*. En 1965, il est membre permanent du MLP. En 1967, il a été arrêté avec Gagnon lors d'une grève de la faim devant les quartiers généraux de l'ONU à New York. Après sa libération en mai 1970, il se consacre à nouveau au journalisme et devient membre du *Parti québécois* (PQ). Renonçant à la lutte armée et aux tactiques de la guérilla, Vallières rédigea des essais plus « modérés » sur le plan idéologique dans les années 1970 : *L'Urgence de choisir* (1971), *Un Québec impossible* (1977) et *La démocratie ingouvernable* (1979).

Lors de la mort du « Che » en octobre 1967, exécuté après avoir tenté une guérilla avec l'*Ejército de Liberación Nacional*⁵³ (ELN) contre le régime dictatorial du général René Barrientos en Bolivie entre novembre 1966 et septembre 1967, plusieurs révolutionnaires craignaient le sort de la révolution cubaine sans le « Che » aux côtés de Castro, notamment à l'égard de l'orientation communiste que ce dernier a prise après la première *Conférence tricontinentale de La Havane* en janvier 1966. Cette crainte était que le gouvernement cubain n'ait que choisi, pour des motifs économiques, de ménager les intérêts soviétiques en Amérique latine (et ailleurs dans le monde) et de diminuer son soutien aux révolutionnaires pour qui seule la violence armée et organisée peut permettre que la prise du pouvoir politique se fasse au profit des classes populaires⁵⁴. Toutefois, Vallières affirme que la mort du « Che » n'a rien changé à Cuba. Il ne déplore pas le « romantisme guévariste » pour autant puisque la révolution cubaine s'y inspirait en

⁵² Pierre Vallières, « Cité libre et ma génération », *Loc. cit.*, p. 336.

⁵³ *Armée de libération nationale* en français.

⁵⁴ Pierre Vallières, « Cuba révolutionnaire », *Parti pris*, vol. 5, n° 1 (septembre 1967), p. 19.

grande partie : « Le mérite et l'honneur des Cubains est de n'avoir pas voulu arrêter la révolution, de n'avoir pas voulu se reposer sur des miettes ni s'endormir dans des abstractions juridiques⁵⁵. » Vallières admire la détermination de Cuba de miser davantage sur l'action plutôt que sur la doctrine communiste, en opposition au « bon-ententisme » et à l'« attentisme⁵⁶ ». Ainsi, la guérilla déployée par les révolutionnaires cubains n'était pas minoritaire et n'avait aucune connotation communiste selon Vallières. C'était un mouvement qui pouvait être appliqué partout⁵⁷. En répandant le modèle de la guérilla à Cuba et ailleurs, Vallières en a déduit que la lutte anti-impérialiste cubaine pouvait se faire dans l'égalité de tous et aider à construire une nouvelle société par la lutte armée. C'est un modèle qui devait s'appliquer au Québec si le socialisme voulait prendre forme : « Tous les révolutionnaires, particulièrement ceux d'Amérique, doivent se tenir prêts à soutenir concrètement Cuba. La meilleure façon de soutenir Cuba est encore de développer dans nos pays respectifs la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme⁵⁸. » La lutte armée était nécessaire afin de combattre le capitalisme et l'impérialisme selon Vallières. Si elle devait se produire, l'émancipation nationale du Québec devait littéralement s'inspirer du modèle guévariste⁵⁹. Vallières en conçoit que le socialisme québécois devait s'ouvrir à l'internationale et s'inspirer des autres luttes révolutionnaires, notamment celle de Cuba qui demeurerait l'exemple à suivre pour mener la révolution et construire une société socialiste, voire anti-impérialiste. D'autres auteurs de *Parti pris* étaient du même avis que Vallières concernant l'application de la guérilla au Québec tels

⁵⁵ Pierre Vallières, *Op. cit.*, p. 20.

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ *Ibid.*, p. 21.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 24.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 22.

que Gilles Dostaler⁶⁰, Philippe Bernard⁶¹ et Roger Soublière⁶². L'émergence de la sociologie marxiste au Québec expliquerait pourquoi ces auteurs québécois attachaient autant d'importance à la révolution cubaine, plus particulièrement aux théories guévaristes dans les années 1960. Dans *Socialisme*, «Che» Guevara représentait l'esprit révolutionnaire à embrasser au Québec au tournant des années 1970, notamment pour l'auteure Renée Lescop Baudouin.

Renée Lescop Baudouin, assessseure et directrice générale des enquêtes à la *Commission des droits de la personne* au Québec ayant fait ses études universitaires en Amérique latine entre 1964 et 1968, a affirmé dans *Socialisme*, en 1969, que l'assassinat du «Che» et le procès de son comparse français Régis Debray en Bolivie ont réactualisé la guerre de guérilla en Amérique latine, étant une composante importante de la vie politique cubaine à l'époque⁶³. Baudouin voit le personnage du «Che» davantage comme un praticien, même si son œuvre théorique reste considérable à l'échelle internationale : «Basé sur l'expérience cubaine, il ne dépasse pas cependant une description honnête des “véritables tactiques évidentes connues de tous les chefs de guérilla”⁶⁴» Pour l'auteure, il est le symbole illustratif de l'esprit révolutionnaire : «En plus de souligner cruellement l'échec de la stratégie de la révolution totale en Amérique latine, le décès de Che Guevara est certes, une épreuve majeure pour la guérilla continentale latino-américaine, laquelle

⁶⁰ Gilles Dostaler, « Situation révolutionnaire dans les républiques andines », *Op. cit.*, vol. 5, n° 4 (décembre 1967-janvier 1968), p. 17-28.

⁶¹ Philippe Bernard, « Politique internationale : La dévaluation du sterling », *Op. cit.*, vol. 5, n° 5 (février 1968), p. 14-15.

⁶² Roger Soublière, « Año del guerrillero heroico, Hasta la Victoria Siempre! », *Op. cit.*, vol. 5, n° 7 (avril 1968), p. 27-37.

⁶³ Renée Lescop Baudouin, « La Guerre de guérillas en Amérique latine entre 1960 et 1969 : le renforcement d'une idéologie et l'affaiblissement d'un mouvement », *Socialisme*, n° 18 (juillet-août-septembre 1969), p. 9.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 14.

affaiblie de toutes parts, n'est pas près de reprendre ses activités au même rythme et sur une même échelle⁶⁵. » L'auteure perçoit que la guérilla latino-américaine était davantage affaiblie sans la direction et le support révolutionnaire de la part du « Che ». Elle s'est considérablement ralentie après l'assassinat de ce dernier en Bolivie, qui aurait introduit une certaine crainte chez les révolutionnaires en Amérique latine, même en Occident. Pour Baudouin, la figure du guérillero, comme celle de « Che » Guevara, est une épée à double tranchant; la guérilla doit exister en ayant un chef révolutionnaire charismatique et puissant à sa tête, sans quoi celle-ci s'affaiblit. À l'inverse, la mort des héros révolutionnaires contribue à faire émerger un certain sentiment de réconfort chez les militants, c'est-à-dire qu'ils sont « peut-être plus utiles à la guérilla, morts que vivants⁶⁶. »

Somme toute, il est intéressant de constater que la représentation de la révolution cubaine — dans certaines revues d'idées québécoises parues dans les années 1960 — a évolué durant cette décennie. Partant d'un regard prudent dans *Relations* et *L'Action nationale* vers un regard plus enthousiaste dans *La Revue socialiste*, *Cité libre* et *Situations*, et socialiste/anti-impérialiste dans *Parti pris* et *Socialisme*, cette évolution en dit long sur l'importance symbolique de la révolution cubaine et son influence sur la réalisation (possible) du socialisme au Québec. Or, que peut-on dire de la rhétorique anti-impérialiste derrière cette révolution? Quel était le sens derrière le discours anti-impérialiste cubain pour les intellectuels et militants québécois des années 1960? La plupart d'entre eux ont tenté de cerner la signification et la portée de ce discours pour en retirer un apprentissage important.

⁶⁵ Renée Lescop Baudouin, *Op. cit.*, p. 25.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 26-27.

Quel sens donne-t-on à la révolution cubaine? L'analyse du discours anti-impérialiste cubain

Les États-Unis se sont insérés dans le paysage sociopolitique cubain bien avant les années 1960, soit après la promulgation de l'amendement Platt en 1902. Depuis lors, les troupes militaires étatsuniennes se sont ingérées dans l'île à plusieurs reprises en tentant non seulement de remodeler la société cubaine à leur image. Le traité de réciprocité américano-cubain signé en 1903 confirme davantage l'état de dépendance auquel Cuba était affecté pour les 50 prochaines années, notamment sous le régime de Fulgencio Batista. Dans les revues d'idées québécoises, comment est-ce que les auteurs québécois étudiés ici ont perçu la présence de l'impérialisme étatsunien à Cuba dans les années 1960? Qu'est-ce qui aurait justifié l'émergence de l'anti-impérialisme cubain selon eux?

La présence de l'impérialisme étatsunien à Cuba

En premier lieu, des auteurs québécois tels que Raoul Roy, Adèle Lauzon, Pierre Vadeboncoeur et Michel Van Schendel ont voulu comprendre comment l'impérialisme étatsunien s'est immiscé dans le paysage sociopolitique cubain durant le régime de Batista. Dans le regard de ces intellectuels, l'impérialisme étatsunien aurait influencé l'orientation socialiste de la révolution cubaine à ses débuts. À maintes reprises, ils évoquent les notions de corruption politique et d'américanisation dans les revues d'idées québécoises. Raoul Roy a voulu comprendre comment la révolution cubaine a pris forme en observant ce qui s'est produit à Cuba sur le plan sociopolitique.

Selon Raoul Roy, la corruption politique qui s'étendait à Cuba durant le régime de Batista, alimentée par la présence étatsunienne, aurait contribué à l'émergence de l'anti-impérialisme cubain après l'arrivée de Castro au pouvoir. En fait, les gouvernements

respectifs d'Eisenhower et de Kennedy auraient fermé les yeux devant la dictature batistienne, et se seraient alliés à des régimes corrompus, incluant celui de Syngman Rhee en Corée du Sud, « pour maintenir l'impérialisme du dollar⁶⁷. » Tout était axé sur le capitalisme, et ce, au détriment de la population cubaine qui vivait quotidiennement dans la misère. Castro a réagi devant cette corruption : « Les investissements américains s'élevaient à Cuba à un milliard de dollars. Les récentes nationalisations spectaculaires mettent ce fait en évidence. Nos réactionnaires et conservateurs moisissants font mine de se scandaliser. [...] Ce qu'on ne comprend pas, ou qu'on fait semblant de ne pas comprendre, c'est que la révolution cubaine est une révolution véritable⁶⁸. » Ainsi, Roy suppose que la révolution cubaine devait inévitablement se produire à travers le régime corrompu de Batista qui a transformé Cuba en un « dépotoir » étatsunien⁶⁹. Ici, l'auteur soulève l'enjeu de l'américanisation progressive du pays sous Batista. Adèle Lauzon affirmera qu'en dépit de leurs investissements à Cuba dans les années 1950, la chute de Batista allait apporter une réaction pour le moins surprenante de la part des États-Unis.

Après la défaite de Batista en 1959, personne ne s'attendait à ce que la classe moyenne cubaine appuie, en partie, le régime de Fidel Castro. Au départ, les États-Unis ont laissé Castro entreprendre son expérience révolutionnaire au tournant des années 1960. Toutefois, Lauzon remarque, dans *Cité libre* en 1961, que Castro a marqué un « temps d'arrêt » après son arrivée au pouvoir à Cuba. L'impression que la révolution tirait à sa fin était aussi ressentie de la part des États-Unis que la bourgeoisie cubaine. Pour les États-Unis, Batista ne pouvait plus être soutenu à cause de l'ampleur du gangstérisme

⁶⁷ Raoul Roy, « La Révolution de Cuba », *Loc. cit.*, p. 42.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 44.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 43.

à Cuba. C'était un événement « souhaitable » afin de préparer la voie vers la démocratie : « On exigeait de Castro — et il s'y était lui-même engagé — des élections libres pour prouver son esprit démocratique. Mais si les élections sont une manifestation de la démocratie, elles ne suffisent pas à créer de toute pièce la démocratie. [...] En fait, le recours au peuple dans un pareil contexte aurait constitué une odieuse parodie de la démocratie⁷⁰. » Ici, Lauzon explique que les États-Unis avaient des attentes claires envers le gouvernement révolutionnaire de Castro. Toutefois, allait-il respecter ses promesses? En procédant à la première réforme agraire en 1961, Castro allait attiser la méfiance des États-Unis en diminuant les importations sucrières, ce qui allait détériorer les relations cubano-étatsuniennes et l'industrie touristique à Cuba. En conséquence, les liens avec l'URSS allaient être resserrés, ce qui permit aux États-Unis de sonner le tocsin : « Cuba était devenu un bastion du communisme international et menaçait l'hémisphère⁷¹. » Donc, la crainte était que l'Amérique latine allait être alignée sous le « cubanisme », car les États-Unis ne tenaient pas uniquement à leur sécurité intérieure, mais aussi à leurs intérêts économiques⁷². Les États-Unis ont tenté de préserver leur politique à Cuba, même avec l'*Alliance pour le progrès*. Or, Castro a poursuivi l'orientation socialiste de sa révolution, et ce, malgré les difficultés qui lui ont été imposées. Lauzon a tenté de mettre en lumière le fait que Castro n'a aucunement trahi sa révolution et qu'il n'a fait que la radicaliser, ce qui était nécessaire pour assurer le bien-être de la population cubaine et la prospérité de son pays. Dans *Socialisme*, Pierre Vadeboncœur expliquera que l'échec de la politique étatsunienne, à travers l'*Alliance pour le progrès*, allait déterminer l'orientation anti-

⁷⁰ Adèle Lauzon, « Castro a-t-il trahi sa révolution? », *Cité libre*, n° 37 (mai 1961), p. 29.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² *Ibid.*, p. 30.

impérialiste que prendrait la révolution cubaine, inspirant ainsi de nombreux partisans du socialisme québécois durant la deuxième moitié des années 1960.

Pierre Vadeboncœur a observé, dans *Socialisme* en 1964, que la politique étatsunienne envers Cuba empêchait la population cubaine de prospérer et isolait la révolution entreprise par Castro. C'était une révolution « sérieuse » qui ne pouvait accepter de « dépendre économiquement des Américains du Nord et, par conséquent, de ne pas toucher à leurs intérêts. [...] Cette révolution était une révolution : Washington allait voir à s'assurer qu'aucune révolution ne fût possible hors de l'appui de Moscou⁷³. » La révolution cubaine s'attaquait directement aux intérêts capitalistes étatsuniens, d'où l'initiative d'avoir créé l'*Alliance pour le progrès* afin d'empêcher toute autre révolution de ce genre de se produire et d'assurer l'équilibre socioéconomique non seulement à Cuba, mais aussi en Amérique latine. Michel Van Schendel ira même à dire que le Québec pouvait s'inspirer de la rhétorique anti-impérialiste cubaine.

Né le 16 juin 1929 à Asnières-sur-Seine, en France, et décédé le 9 octobre 2005 à Montréal, Michel Van Schendel est un écrivain et poète franco-québécois qui a longuement lutté pour l'avancement de la littérature et du socialisme au Québec, au point d'occuper le poste de directeur pour la revue *Socialisme*. Toutefois, il ne fera que collaborer avec les rédacteurs de cette revue en 1967 à l'égard de Cuba et d'autres thèmes, ainsi que pour plusieurs revues telles que *Liberté*, *Cité libre* et *Parti pris*. En fait, Van Schendel en a conclu que le socialisme québécois pouvait s'inspirer directement du discours anti-impérialiste de la révolution cubaine. Selon lui, tant que l'impérialisme « perdure et tant que les dirigeants américains ne lâcheront pas prise sur le Mékong ou sur

⁷³ Pierre Vadeboncœur, « Les salauds contre Cuba », *Loc. cit.*, p. 84.

les plateaux andins, eux, leurs fonctionnaires, leurs pentagones et leurs consortiums viendront chercher ici, comme ils iront chercher dans toutes les terres riches, le cuivre, le manganèse et le fer nécessaires au massacre⁷⁴. » Comme le titre de l'article de Van Schendel nous le rappelle ici, le socialisme ne peut se concrétiser sans considérer la lutte à mener contre les forces impérialistes étatsuniennes, d'où l'orientation plus radicale que la révolution cubaine devait prendre dans les années à venir. La signification derrière la rhétorique anti-impérialiste cubaine est restée la même pour la plupart des intellectuels militants québécois étudiés ici, qui ont voulu la réinterpréter afin de réaliser la libération nationale du Québec.

Le discours anti-impérialiste cubain. Sa signification et sa portée

En revenant sur notre hypothèse de départ, nous croyons que la rhétorique anti-impérialiste de la révolution cubaine a une grande signification pour la plupart de ces intellectuels dans les années 1960. En effet, ils ont cru que le discours anti-impérialiste cubain était un exemple à suivre pour édifier, du moins reformuler leur rhétorique nationaliste au sein d'une seule lutte anti-impérialiste internationale. Comme nous le verrons, c'est un discours qui s'est adapté avec le temps, notamment après les événements de 1961-1962. Nous verrons les propos des auteurs qui ont tenté d'analyser la portée et le sens derrière la rhétorique anti-impérialiste cubaine pour non seulement expliquer le contexte de leur époque, mais aussi reformuler leur propre discours nationaliste et se servir du cas cubain comme analogie afin de décrire la situation coloniale du Québec dans les années 1960.

⁷⁴ Michel Van Schendel, « Pas de socialisme sans lutte contre l'impérialisme américain », *Socialisme*, n° 12-13 (avril-mai-juin 1967), p. 105-106.

La rhétorique anti-impérialiste de la révolution cubaine a permis à certains intellectuels québécois de repenser leur propre discours nationaliste, tout en l'utilisant comme analogie pour illustrer le statut colonial de la population québécoise à l'époque. Comme nous l'avons vu auparavant, Pierre Vallières et Raoul Roy se sont servis de cette rhétorique afin d'intégrer le Québec dans un seul mouvement anti-impérialiste global. Parallèlement à la révolution cubaine, l'internationalisme de l'époque a eu une influence déterminante sur la frange militante de la classe intellectuelle québécoise selon Sean Mills.

Pendant que plusieurs pays ont vu la montée du militantisme à l'échelle internationale, l'image des étudiants radicaux appartenant à la classe moyenne dominait les représentations des années 1960 au Québec. En effet, Mills affirme que la *Nouvelle gauche*, caractérisée par son discours anti-impérialiste et socialiste, ainsi que par son désir d'éliminer l'aliénation nationale, devenait une force absolue en Occident. Malgré tout, les activistes montréalais voulaient rester distincts dans leur manière d'exprimer leur rhétorique⁷⁵. Ils étaient tous d'accord sur l'objectif de ce nouveau mouvement anti-impérialiste : accomplir la libération nationale du Québec et développer une conscience nationale qui allait jouer un grand rôle dans la création de leur propre mouvement décolonisateur/socialiste⁷⁶. Certains de ces intellectuels activistes ont alors compris que leur mouvement anticolonial n'était pas nécessairement influencé que par les événements internationaux, mais était une partie intégrante d'un ensemble global de résistance. Ils ont reconnu que les origines cubaines pouvaient expliquer en partie les débuts de ce mouvement anticolonial⁷⁷. Cuba était une balise d'espoir pour ces intellectuels en

⁷⁵ Sean Mills, *Op. cit.*, p. 28.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 62-63.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 63.

démontrant que même les plus petites nations pouvaient triompher contre l'impérialisme, ce qui a contribué à la construction d'un nouveau modèle socioéconomique au Québec. Même si le modèle cubain en était un d'essais et d'erreurs à ses débuts, il a eu une résonance importante sur beaucoup d'intellectuels et d'activistes à l'échelle internationale, notamment C. Wright Mills et Jean-Paul Sartre. Bref, Cuba était la voix du tiers-monde postcolonial selon les dires de Mills : « Pendant les années 1960, Cuba a symbolisé la possibilité d'une révolution tiers-mondiste. Elle a appuyé la création d'une alternative socioéconomique au capitalisme étatsunien [...] »⁷⁸. » À travers le monde, plusieurs intellectuels militants ont appuyé Cuba en favorisant les luttes anti-impérialistes et anticapitalistes dans leurs pays respectifs selon Pierre Vallières, qui a été instrumental dans la construction de l'analyse systématique de l'impérialisme au Québec. Mills va même à dire que l'analyse anti-impérialiste de Vallières a changé la donne en ce qui a trait l'attribution des rôles et de la place des activistes à l'échelle internationale⁷⁹.

Pierre Vallières a affirmé, dans *Parti pris* en 1967, que la meilleure façon de soutenir Cuba était à travers la lutte anti-impérialiste et que le combat mené pour la libération nationale québécoise était intrinsèquement lié à celui de Cuba dans un seul mouvement anti-impérialiste :

Économiquement, politiquement, militairement, notre lutte est une. [...] C'est l'unité qui est réaliste et efficace, et non pas la lutte nationale égoцентриque. L'impérialisme non seulement nous a rendu interdépendants dans l'esclavage mais aussi solidaire dans la lutte pour la conquête de notre liberté et de nos individualités. [...] Cuba ne sera vraiment le jour où nous nous serons tous libérés. Et c'est pourquoi notre lutte est celle de Cuba, et la lutte de Cuba la nôtre. Nous ne pouvons nous désolidariser les uns des autres sans nous condamner à la défaite⁸⁰.

⁷⁸ Sean Mills, *Op. cit.*, p. 68. « Throughout the 1960s, Cuba symbolized the possibility of Third World revolution. It stood for creating an alternative to American-led capitalism and the racism and inequality inherent to it. »

⁷⁹ *Ibid.*, p. 69.

⁸⁰ Pierre Vallières, « Cuba révolutionnaire », *Loc. cit.*, p. 22.

Bref, la lutte anti-impérialiste « québécoise » doit être liée à celle de Cuba si le Québec veut s’émanciper selon Vallières. La lutte doit être globale, et non limitée aux frontières québécoises. Pour y arriver, il suggère d’établir des liens concrets avec les militants révolutionnaires cubains : « Il nous appartient de profiter de l’évolution actuelle pour établir des liens durables avec ceux qui réellement ont intérêt à ce que les masses québécoises, et non seulement les “élites”, se libèrent complètement et prennent en mains leur destinée. Nos véritables alliés sont les révolutionnaires qui luttent activement dans le monde, et plus particulièrement en Amérique⁸¹. » Vallières incite à une collaboration nord-sud pour que la lutte anti-impérialiste soit réalisée non seulement au Québec, mais en Amérique. La révolution aura lieu si ces liens se concrétisent. Donc, Vallières affirme que ce nouveau mouvement anti-impérialiste doit être construit à travers la solidarité et le soutien envers l’anti-impérialisme cubain. Les révolutionnaires à l’échelle internationale, incluant ceux de l’Amérique latine, doivent soutenir Cuba en développant la lutte contre l’impérialisme et le capitalisme⁸². Quant à Raoul Roy, la rhétorique anti-impérialiste de la révolution cubaine prend un sens plus particulier pour lui.

Nous avons mentionné que Roy s’est servi de la rhétorique anti-impérialiste cubaine comme analogie afin de décrire le statut colonial du Québec dans *La Revue socialiste*. Sur ce point, Sean Mills affirme que cette rhétorique avait une signification plus impérieuse pour Roy, soit la destruction d’un mythe selon lequel la lutte contre la dictature économique était vouée à l’échec⁸³. La révolution cubaine prend tout son sens pour Roy, car elle s’écarte des luttes décolonisatrices tiers-mondistes en raison de son authenticité et

⁸¹ Pierre Vallières, *Op. cit.*, p. 25.

⁸² *Ibid.*, p. 24.

⁸³ Sean Mills, *Op. cit.*, p. 69.

de sa spécificité anti-impérialiste : « La révolution contre la dictature économique est possible; même en face du monstre états-unien. Comme Québec, Cuba est un petit pays voisin des Américains. [...] La révolution cubaine a triomphé avec un programme qui reflète les aspirations de toute l'Amérique du Sud⁸⁴. » Possédant des richesses plus nombreuses que Cuba, le Québec peut facilement s'inspirer des réformes du gouvernement castriste pour triompher sur le capitalisme, ou plutôt l'impérialisme anglo-saxon, en s'en émancipant complètement. La révolution peut se produire en calquant la rhétorique anti-impérialiste derrière le modèle cubain. Si cette rhétorique a pu inspirer des intellectuels comme Pierre Vallières et Raoul Roy à repenser leur propre rhétorique nationaliste, elle a pu s'ajuster et garder relativement le même cadre théorique durant les années 1960. Toutefois, selon Jean Genest, cette rhétorique est liée au fanatisme et n'aurait aucunement rassemblé la population cubaine, contrairement à ce que Castro a voulu faire lors de son arrivée au pouvoir.

Genest croit, dans *L'Action nationale* en 1960, que cette rhétorique n'a aucun sens, car les États-Unis n'étaient pas nécessairement responsables des difficultés économiques du régime castriste. En fait, le discours anti-impérialiste prononcé par Fidel Castro n'a servi qu'à aggraver la situation économique fragile de Cuba : « Rendre les Américains responsables de tous les maux est une arme psychologique malsaine, elle sert à détourner l'attention des erreurs et des faillites intérieures, elle enlève l'esprit critique sur la conduite des réformes qui se font, elle sert aussi d'écran derrière lequel arrivent les techniciens soviétiques et chinois⁸⁵. » L'essence de ce discours se résumerait à la recherche d'un bouc émissaire pour expliquer les problèmes socioéconomiques de Cuba selon Genest. De plus,

⁸⁴ Raoul Roy, « La Révolution de Cuba », *Loc. cit.*, p. 51.

⁸⁵ Jean Genest, « Cuba et Castro », *Loc. cit.*, p. 168-169.

l'auteur affirme que cette rhétorique n'aurait aucunement rassemblé la population cubaine : « On dit la révolution populaire. Il faut en douter. La classe aisée, frustrée et menacée, est solidaire dans son opposition au régime Castro. Les étudiants, excepté une minorité, ont fait volte-face contre cette révolution qu'ils avaient si désirée et pour laquelle plusieurs d'entre eux se sont faits tuer⁸⁶. » En oubliant les minorités sociales comme les étudiants, le discours anti-impérialiste cubain se serait contredit dès le départ selon l'auteur. Cette rhétorique n'aurait pas tenu compte de l'opposition qui existait en surface à Cuba. Cependant, Pierre Vadeboncœur croit que ce discours a pu s'adapter avec le temps.

Vadeboncœur affirme, dans *Socialisme*, que la révolution cubaine a pu se concrétiser malgré l'opposition étatsunienne : « Elle garde un sens qui dépasse de toutes les dimensions de la charité l'opportunisme d'une certaine politique d'Église, heureusement en régression depuis Jean XXIII, qui calcule l'avenir aux effets qu'elle escompte de ses condamnations de César et de ses complots diplomatiques contre lui⁸⁷. » Se voulant plus humanitaire que l'Église cubaine, la révolution cubaine prônerait un discours axé sur la prospérité et le bien-être de la population selon Vadeboncœur, sans toutefois tomber dans le piège doctrinaire du communisme : « Nous ne jugeons point cette stigmatisation suffisante pour obnubiler le sens réel de la révolution cubaine⁸⁸. » De plus, c'est une révolution qui a pu s'enchevêtrer contre l'opposition politique, contrairement à ce que Genest affirmait dans *L'Action nationale* en 1960 : « Ces forces n'étaient pas les seuls obstacles. Il y eut la timidité doctrinale. Au seuil d'une incertaine victoire

⁸⁶ Jean Genest, *Op. cit.*, p. 169.

⁸⁷ Pierre Vadeboncœur, « Les salauds contre Cuba », *Loc. cit.*, p. 81.

⁸⁸ *Ibid.*

d'établissement qui devait suivre la victoire de conquête, des catholiques en grand nombre se souvinrent qu'il leur fallait défendre la propriété volée⁸⁹. » Ici, l'auteur affirme que la rhétorique anti-impérialiste derrière la révolution cubaine tient son origine de la présence du capitalisme, et de la confusion idéologique entre le socialisme et le communisme soviétique. En dépit de son alignement avec l'URSS, Castro n'a aucunement modifié son discours de base : la révolution est restée « révolution, avec les seuls qui voulaient qu'elle ne devint pas autre chose. [...] Malgré son étiquette, j'ai la conviction qu'elle permet aux textes de l'Évangile d'un peu mieux respirer⁹⁰. » L'auteur insiste aussi sur le fait que les États-Unis ont tout fait pour tenter de fanatiser la population cubaine contre Castro, ce qui n'a qu'alimenté et radicalisé la rhétorique anti-impérialiste derrière cette révolution : « La politique américaine obéit à un tout autre magnétisme : elle est attirée par les derniers cochons qui règnent encore sur une humanité oubliée dans les dernières galères de l'histoire⁹¹. » Enfin, Vadeboncœur croit que prendre parti contre cette rhétorique anti-impérialiste, c'est prendre parti contre l'ensemble de l'humanité en quête d'un meilleur avenir : « [...] la faim des hommes tient seule un discours grave, en comparaison duquel les palabres scandalisées des hommes d'États américains ne sont qu'un caquetage insupportable, que l'on ressortira un jour de la poubelle de l'histoire pour en montrer la mauvaise foi et le crime⁹². »

En résumé, le discours anti-impérialiste cubain a inspiré plusieurs intellectuels militants québécois à reformuler leur rhétorique nationaliste au sein d'une seule et même lutte anti-impérialiste. C'est un discours qui s'est aussi adapté avec le temps, notamment

⁸⁹ Pierre Vadeboncœur, *Op. cit.*, p. 86.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 86-87.

⁹¹ *Ibid.*, p. 88.

⁹² *Ibid.*

après les péripéties des années 1961-1962, où Castro a parié sur l'aide soviétique afin de s'émanciper de l'hégémonie étatsunienne, au malheur de certains auteurs québécois.

Conclusion du premier chapitre

La révolution cubaine a occupé un espace de discussion tangible, quoique modeste, au sein de la classe intellectuelle de gauche (et de droite) au Québec dans les années 1960. Dans les revues d'idées québécoises parues durant cette période, plusieurs auteurs québécois ont observé les péripéties produites à Cuba depuis 1959 avec un regard parfois critique, parfois captivé par ce que Fidel Castro a apporté pour la population cubaine. Au Québec, cette révolution était un modèle à suivre afin de repenser la manière de concevoir la libération nationale, surtout pour des intellectuels comme Raoul Roy, Adèle Lauzon et Pierre Vallières par exemple.

Au cours de notre recherche, nous avons pu retracer des témoignages écrits par des militants québécois qui ont séjourné de force à Cuba dans les années 1960. Par exemple, Pierre Charette, Alain Allard et Jacques Lanctôt — ex-felquistes exilés à Cuba après la crise d'Octobre de 1970 — ont rapporté un bilan négatif de leur expérience en ressentant une certaine désillusion à cet égard. Se sentant complètement assimilés au « dogme » idéologique de la révolution cubaine, ces auteurs ont eu l'impression de perdre leur identité, même leur âme. Cependant, leurs propos ont présenté peu de pertinence et de validité pour la rédaction de ce chapitre. En conséquence, il faut reconnaître la transition vers un autre horizon dans les revues d'idées québécoises après 1969.

Si ces militants ont évoqué leur dégoût devant la réalité cubaine, nous pouvons en déduire que les années 1970 représentent un changement de paradigme dans les revues d'idées québécoises. Avec un certain recul, nous croyons que ces intellectuels ayant alors observé la révolution castriste ont passé son caractère répressif sous silence. N'étant plus un modèle pratique à suivre pour la plupart des auteurs québécois, le regard était désormais tourné vers le Chili, plus précisément l'expérience socialiste réalisée par Salvador Allende

entre 1970 et 1973. Le modèle socialiste chilien aura une grande résonance pour beaucoup de partisans du militantisme québécois.

CHAPITRE II

LA « VOIE CHILIENNE VERS LE SOCIALISME ». UN MODÈLE À SUIVRE POUR LE QUÉBEC?

Suite à l'élection de Salvador Allende en 1970, l'évolution sociopolitique du Chili est le deuxième cas latino-américain qui a fait couler le plus d'encre au Québec. Toutefois, nous considérons que le cas chilien possède une double nature, contrairement à Cuba où il n'était question que d'un seul événement, soit la révolution cubaine. D'une part, le Chili a non seulement inspiré plusieurs intellectuels, mais aussi des missionnaires et des militants syndicaux québécois qui voyaient dans la victoire d'Allende un espoir pour renouveler le socialisme et dynamiser le syndicalisme. D'autre part, peu avant le coup d'État du 11 septembre 1973, ces acteurs ont saisi l'envers de la médaille lorsque le gouvernement d'Allende a connu des difficultés importantes. Nous verrons de quelle manière, à la suite de ce coup d'État, ces auteurs et ces militants ont brossé le climat sociopolitique de la région et l'impact des exécutions politiques commises par la junte militaire chilienne sous Augusto Pinochet.

En premier lieu, nous verrons comment les auteurs québécois ont perçu la transition politique au Chili en 1970, soit au moment où Salvador Allende a été élu à la présidence du pays. Ces auteurs ont aussi tenté de représenter Allende dans les revues d'idées québécoises. À cet égard, est-ce que les auteurs québécois le représentaient comme un démocrate révolutionnaire ou un dictateur communiste? Est-ce que l'on notait une distinction entre son gouvernement et celui de Fidel Castro? De plus, nous examinerons le regard des auteurs québécois à l'égard du socialisme chilien, à savoir s'il était une

formule à suivre pour la construction d'une société socialiste au Québec durant les années 1970.

En deuxième lieu, nous tenterons de comprendre comment la chute du gouvernement Allende a été analysée dans les revues d'idées; une chute qui a été pour le moins systématique, grâce à l'intervention menée « en coulisse » par des forces majeures comme la *Central Intelligence Agency* (CIA), l'*International Telephone & Telegraph* (ITT), l'*Anaconda Copper Company* (ACC), la *Kennecott Copper Corporation* (KCC) et l'*American Federation of Labor-Congress of Industrial Organisations* (AFL-CIO). En fait, plusieurs auteurs québécois ont tenté d'expliquer dans les revues d'idées l'ingérence étatsunienne derrière le coup d'État de 1973. Ils se sont donnés comme objectif de faire « l'autopsie » du socialisme chilien après 1973. À cet égard, y aurait-il eu d'autres facteurs qui auraient mené à la chute du régime Allende selon eux? Aussi, est-ce que les auteurs québécois ont dénoncé ou justifié le coup d'État d'Augusto Pinochet? Nous verrons comment ils ont perçu l'impact de ce coup d'État sur la population chilienne.

L'Unité populaire et Salvador Allende. Le socialisme chilien comme nouveau modèle à suivre pour le Québec socialiste des années 1970?

Le Chili est un cas qui se différencie de la révolution cubaine, car un modèle démocratique énergique et stable s'y est développé tout au long du XX^e siècle, malgré les mobilisations sociales et le mouvement syndical fort qui existaient à l'époque¹. Selon Thomas Miller Kluboch, des contestations se sont produites durant la première moitié du XX^e siècle, notamment par les ouvriers de la mine d'El Teniente entre les années 1930 et 1940.

Dans son ouvrage *Contested Communities. Class, Gender, and Politics in Chile's El Teniente Copper Mine, 1904-1951*, Kluboch démontre comment une communauté ouvrière militante s'est développée au sein de la mine d'El Teniente à travers l'interaction du capitalisme, de l'État et des rôles respectifs des hommes et des femmes dans la société chilienne². Durant les années 1940, cette communauté a fourni les bases d'une politique militante imprégnée à la fois de « l'idéologie de gauche et de la rhétorique du nationalisme et de l'anti-impérialisme [qui a été poussée par la crise de l'industrie du nitrate et les politiques économiques de la *Braden Copper Company*³]. » En raison des politiques strictes imposées par l'État chilien après la crise économique des années 1920-1930, qui a complètement déstabilisé l'industrie du nitrate, et des mesures protectionnistes instaurées durant les années 1930 afin de garantir la sauvegarde économique du Chili,

¹ Pour en savoir plus sur la tradition politique du Chili, voir Manuel Antonio Garretón, *The Chilean Political Process*, Boston, Unwin Hyman, 1989, coll. « Thematic studies in Latin America », 220 p.

² Autrement dit, il est question des « gender politics » (ou les politiques du genre/sexe) ici. À ce sujet, voir Georgina Waylen et al., *The Oxford Handbook of Gender and Politics*, New York, Oxford University Press, 2013, 888 p.

³ Thomas Miller Kluboch, *Contested Communities. Class, Gender, and Politics in Chile's El Teniente Copper Mine, 1904-1951*, Durham et Londres, Duke University Press, 1998, coll. « Comparative and International Working-Class History », p. 280. « *As during the 1940's, El Teniente's working-class community provided the basis for a militant class politics imbued with the ideology of the Left and the rhetoric of nationalism and anti-imperialism.* »

comme l’approbation du Code du travail en 1931 par exemple, les droits ouvriers se sont considérablement accrus en importance, touchant plusieurs aspects précis : la régulation des unions ouvrières, la sécurité sociale, l’assurance maladie, la sécurité au travail, le salaire minimum et l’allocation familiale. C’est pourquoi la communauté militante d’El Teniente a contribué non seulement à l’avancement des droits ouvriers au Chili durant les années 1940, mais aussi à l’émergence d’une rhétorique anti-impérialiste qui était propre dans le cadre sociopolitique chilien. Au tournant des années 1950, plusieurs changements drastiques se sont produits sur le plan socioculturel. L’Église chilienne y était sensible.

Déclinant au niveau de son influence, l’Église chilienne a cherché à revitaliser le catholicisme par le biais de l’*Action catholique*; un mouvement de catholiques laïques qui a voulu, à travers la création de nouvelles associations, évangéliser des Chiliens qui ont remis en question leur foi chrétienne et qui se sont distancés de l’Église. N’oublions pas non plus l’influence grandissante de la gauche au Chili, notamment à travers la poésie de Pablo Neruda et les efforts du *Parti communiste* (« mis à clos » sous le *Parti radical* mené par Gabriel Gonzalez Videla en 1947). Durant les années 1950-1960, les gouvernements respectifs de Carlos Ibañez (1952-1958) et de Jorge Alessandri (1958-1964) ont instauré des mesures d’austérité afin de combattre l’inflation, tout en expérimentant avec le capitalisme étatsunien par les mesures *Klein-Saks*, mettant ainsi fin à l’expérience populiste des années précédentes. En conséquence, une grande mobilisation sociale a émergé à travers le pays et le gouvernement s’est efforcé de rééquilibrer les classes sociales par des mouvements politiques novateurs tels que ceux d’Eduardo Frei en 1964⁴ et de Salvador Allende en 1970⁵.

⁴ Son gouvernement a été le premier gouvernement démocrate-chrétien dans l’histoire du Chili.

⁵ Gardons en tête que la politique chilienne était relativement stable jusqu’à son arrivée au pouvoir.

En 1970, l'élection présidentielle présentait une course entre trois adversaires : la droite (Jorge Alessandri), le centre (Radomiro Tomić) et la gauche (Salvador Allende). Représentant une coalition des partis de gauche sous la bannière de l'*Unité populaire*, Allende a garanti à la population (du moins la partie qui l'a supporté) un programme politique révolutionnaire promettant une route démocratique vers le socialisme au Chili. Lorsque l'électorat a avancé vers la gauche, et que la droite et le centre ont échoué à s'entendre sur un candidat à la présidentielle, Allende les a devancés au décompte des voix. Élu le 4 septembre 1970, Allende a pu lancer son programme révolutionnaire en faisant la révolution à la fois par le haut et par le bas, c'est-à-dire en mettant en place des transformations socioéconomiques draconiennes pour la bourgeoisie et la classe paysanne, réaménageant ainsi les structures économiques du pays.

D'une part, Allende a nationalisé les mines de cuivre du pays dominées par les intérêts étatsuniens. D'autre part, il a donné le pouvoir « pour le peuple et par le peuple », soit en lui permettant d'articuler sa propre vision du socialisme en créant sa propre révolution et de rechercher des conditions sociales plus favorables, comme ce fut le cas pour les paysans *mapuches* lors de la prise de possession de l'hacienda de Juan Bautista Landarretche qui fut appuyée par le gouvernement Allende en décembre 1970⁶. Malgré son caractère révolutionnaire, son programme entrait dans la tradition démocratique chilienne puisqu'il était constitutionnellement légal. Allende a tenté de réinventer le socialisme de cette manière, tout en changeant les structures économiques afin d'éviter de tomber dans l'autoritarisme soviétique. Selon Alain Joxe, l'élection de son gouvernement

⁶ Pour plus d'informations sur le conflit entre la communauté mapuche de Nicolás Ailío et la famille Landarretche au tournant des années 1970, voir Florencia E. Mallon, *Courage tastes of blood: the Mapuche community of Nicolás Ailío and the Chilean State, 1906-2001*, Durham et Londres, Duke University Press, 2005, coll. « Radical Perspectives », p. 124-135.

est « la conséquence d'une très longue lutte des forces de gauche pour parvenir à l'unité et rassembler par là des forces politiques hésitantes⁷ ». Joxe interprète donc la « voie chilienne vers le socialisme » comme étant « nécessaire à l'enrichissement de l'expérience révolutionnaire mondiale et à une nouvelle réflexion sur les voies du passage au socialisme⁸. »

Dans les revues d'idées québécoises, plusieurs auteurs ont observé ce qui s'est produit lors de l'élection présidentielle de 1970 au Chili. Ils se sont positionnés face à la collaboration de plusieurs forces sociales et politiques avec Allende incluant l'Église, l'armée, la classe ouvrière et les partis politiques (*Démocratie chilienne*, *Mouvement d'action populaire unitaire* [MAPU], *Mouvement de la gauche révolutionnaire du Chili* [MIR], etc.). Qu'ont-ils retenu de son élection? Plus important encore, est-ce que le modèle socialiste proposé par Allende était une inspiration pour certains intellectuels, missionnaires et militants syndicaux, voire socialistes, au point de l'identifier comme un modèle à suivre pour améliorer leur situation au Québec?

À première vue, un bon nombre d'entre eux n'étaient pas enchantés par l'élection d'Allende au pouvoir dans *L'Action nationale*. Par exemple, Jean Genest réagira devant la victoire électorale de l'*Unité populaire* en affirmant que celle-ci est une preuve formelle que le communisme régnait au Chili. Toutefois, d'autres verront cette transition politique de manière plus nuancée. Dans *Québec-Presse*, certains auteurs comme Jean-Pierre Méhu s'en sont tenus aux faits, tout en reconnaissant l'état fragile dans lequel Allende s'est retrouvé au moment de son investiture. En ce qui concerne le modèle socialiste chilien,

⁷ Alain Joxe, *Le Chili sous Allende*, Paris, Éditions Gallimard/Julliard, 1974, coll. « Archives », p. 17.

⁸ *Ibid.*, p. 9.

plusieurs auteurs de la revue *Maintenant* ont voulu comprendre cette expérience pour mieux analyser le présent et l'avenir du Québec.

Le Chili d'Allende : I. Un danger pour le Québec?

Dans *L'Action nationale*, Jean Genest et deux auteurs anonymes ont critiqué l'arrivée de Salvador Allende au pouvoir en 1970 et ce qu'il a voulu apporter pour la population chilienne. Le 21 mai 1971, Allende a prononcé un discours qui confirme les axes qu'il voulait entreprendre pour réaliser sa « voie chilienne vers le socialisme » et pour sauvegarder l'avenir du pays : la nationalisation des mines gérées par les États-Unis, et le maintien des petites et moyennes entreprises dans le respect de la constitution chilienne. En juillet 1971, malgré la tension constante entre la *Démocratie chrétienne* et l'*Unité populaire*, le congrès chilien a approuvé unanimement la nationalisation des mines étatsuniennes. Le 28 juillet, le gouvernement socialiste a déclaré que les profits de ces entreprises étaient « excessifs » et qu'aucune compensation ne serait versée pour leur expropriation. Dans ce contexte, un auteur anonyme de *L'Action nationale* a réagi de manière alarmiste aux mesures proposées par Allende en caractérisant son régime comme étant communiste. Cependant, en septembre 1971, cet auteur s'est davantage préoccupé de son élection présidentielle : « La vérité est que M. Allende a gagné l'élection présidentielle avec seulement 36 % des votes. Les deux autres partis principaux se sont divisés 64 % des votes. La majorité de M. Allende est donc très précaire. Il nationalise les banques et les mines, mais remboursera-t-il ses expropriations. [...] L'avenir n'est pas rose pour le Chili⁹. » Pour l'auteur, il est clair que l'élection d'Allende se présente de manière controversée; son gouvernement est dans un état fragile, car il n'a pas remporté

⁹ « Documents : Situation au Chili », *L'Action nationale*, vol. 61, n° 1 (septembre 1971), p. 59.

autant de voix que Tomić et Alessandri. L’auteur avance que ceci pourrait produire non seulement un coup d’État, mais aussi un « essai de socialisme pluraliste [qui] pourrait bien se terminer comme tous les autres en un socialisme monarchiste de Staline¹⁰. » Un régime communiste pourrait émerger de tout cela selon cet auteur. Un autre auteur reviendra sur les huit mois qui ont suivi la parution de l’article en septembre 1971.

Entre 1972 et 1973, l’inflation du Chili a augmenté, la violence civile s’est considérablement accrue du fait de l’état économique précaire du pays et plusieurs cordons industriels (*cordones*) se sont formés pour s’insurger contre le gouvernement Allende. En novembre 1972, cet auteur croit qu’Allende devrait « mettre de l’ordre dans son administration et ensuite l’aide viendrait¹¹! » Il revient aussi sur la controverse derrière le nombre de voix électorales qui ont permis à Allende d’arriver au pouvoir en s’en prenant à la naïveté de la population chilienne à cet égard¹². En 1972, Jean Genest traitera aussi des premières années du gouvernement socialiste d’Allende. Même s’il considère l’embarras économique dans lequel il est tombé et que son approche « marxiste » s’est transposée sur le paysage sociopolitique chilien de manière démocratique, Genest croit que l’arrivée d’un gouvernement socialiste au pouvoir en Amérique latine n’est que la manifestation d’une nouvelle vague de révolutionnaires « romantiques » qui ont succédé Fidel Castro et Ernesto « Che » Guevara. Il craint surtout que le Chili se transforme en dictature.

En octobre 1972, les camionneurs ont manifesté leur mécontentement contre le gouvernement Allende en réponse à une situation économique des plus dramatiques au

¹⁰ « Documents : Situation au Chili », *Loc. cit.*

¹¹ « Documents : À propos du Chili », *Op. cit.*, vol. 62, n° 3 (novembre 1972), p. 253.

¹² *Ibid.*

Chili. Jean Genest répondra à ce contexte dans *L'Action nationale* en constatant que la voie « marxisante » qu'Allende a prise pour assurer l'avenir du pays pouvait facilement conduire vers la dictature du parti unique, comme ce qui s'est produit en URSS et à Cuba : « [...] nous serions en plein régime marxiste et tout le Chili serait à ajouter à la liste des pays conduits par des groupes d'illuminés qui n'ont su transformer une situation pénible qu'en situation plus pénible : celle du régime policier et de l'égalité des citoyens dans une prison, un régime de semi-développement en un régime d'exploitation par une classe privilégiée, c'est-à-dire des bureaucrates du parti¹³. » Genest considère que le Chili serait un exemple, parmi tant d'autres, d'un régime (d'abord) anti-impérialiste qui s'est dirigé, volontairement ou involontairement, vers le communisme, influencé par le marxisme-léninisme et le stalinisme, ce qui aurait aggravé la situation socioéconomique fragile du pays et l'aurait placé sur la « corde raide¹⁴ ». En nationalisant les coopératives de consommation agricoles et industrielles, Allende n'a rien accompli et a dramatisé la situation encore plus :

Comme le Chili n'a pas l'argent voulu pour payer seulement les intérêts de sa dette internationale, il n'a pas non plus l'argent pour acheter les entreprises qu'il nationalise à coups de lois. Les paysans suivent l'exemple de leur gouvernement et ils s'emparent, ici et là, des terres, des machineries agricoles, des semences et des troupeaux qu'ils convoitent. Le gouvernement d'Allende vote une loi qui l'autorise à nationaliser toute propriété rurale au-delà de 80 acres. Mais les paysans s'emparent de tout ce qui dépasse 40 acres. Et le gouvernement n'envoie ni soldats, ni policiers. La sagesse chilienne est là, mais le chaos n'est pas loin et l'agriculture moyenne est dangereusement menacée¹⁵.

Ici, Genest indique une menace pour l'industrie agraire chilienne et avance que les mesures de nationalisation entreprises par Allende seraient une atteinte directe à la propriété privée. De surcroît, l'auteur considère que le communisme émergerait peu à peu

¹³ Jean Genest, « Maintenant le Chili! », *Op. cit.*, vol. 62, n° 2 (octobre 1972), p. 121-122.

¹⁴ *Ibid.*, p. 122.

¹⁵ *Ibid.*, p. 133.

au Chili. En rappelant qu'Allende a conduit son pays vers une catastrophe économique considérable, en raison du mécontentement des paysans à l'égard de la redistribution des terres, Genest croit que les problèmes sociaux qui se sont produits au Chili au tournant des années 1970 démontrent que nous devrions remettre en question son gouvernement, du moins sa radicalisation¹⁶. Pour cette raison, l'auteur affirme que des « grands romantiques » comme Allende ne devraient pas inspirer le Québec à se réformer en raison de son inexpérience en économie politique. Il perçoit un danger pour le Québec en un sens que les réformes sociopolitiques d'Allende sont de nature communiste avant tout. Vers la fin de son article, l'auteur se questionne longuement sur la nature du régime Allende et son inspiration pour la plupart des militants québécois, notamment les ouvriers et les militants syndicaux : « Que faut-il penser du Chili et de son expérience pré-marxisante? Apporte-t-elle au Chili d'abord, à l'Amérique latine ensuite, et enfin au Québec, un modèle à reproduire? Ou n'est-elle qu'une de ces tourmentes qui nous obligent à réfléchir sur l'avenir du monde comme si nous trouvions là le creuset des formes en ébullition, l'une des esquisses possibles d'un monde plus juste et plus heureux¹⁷? » Quant aux relations de l'armée et de l'Église chilienne avec Allende, c'est un cas distinctif selon Genest.

Le régime Allende relève de l'appui de l'armée. Toutefois, il y a un hic à cela : malgré sa réputation et le fait qu'elle laisse à la population une grande liberté, elle peut tout aussi bien appuyer l'opposition politique et, ainsi faire, instaurer un coup d'État, « comme on en a vu en Amérique du Sud, régime qui pourrait n'être que transitoire. C'est

¹⁶ Jean Genest, « Maintenant le Chili! », *Loc. cit.*, p. 136.

¹⁷ *Ibid.*, p. 118-119.

là l'inconnue de l'an prochain¹⁸. » Par ailleurs, l'Église s'est vue divisée à l'égard de l'*Unité populaire* : en rappelant que le gouvernement se doit d'être intègre et honnête envers la population chilienne, les évêques chiliens ont demandé « de supprimer la violence qui fait naître la peur, l'insécurité et l'exaspération. Ils rappellent que la base de la justice, c'est la vérité¹⁹. » En voyant que la situation économique s'aggravait au Chili, l'Église a considéré que le « fil qui unit encore les deux parties du pays ne peut s'étirer beaucoup davantage sans conséquences irréremédiables²⁰ ».

Compte tenu de ce qui précède, Genest considère que le « marxisme » chilien n'était pas une bonne formule à suivre pour le Québec. Dans ce sens, l'auteur pense que ceux qui voyaient un espoir socialiste dans le Chili d'Allende « sont simplement des don Quichotte, espèces de romantiques empoisonnés par le risque et l'aventure. Québec a assez de problèmes sans se livrer à des aventuriers²¹. » Dans un article rédigé en novembre 1972, Genest va même à dire que le socialisme chilien n'est qu'une utopie marxiste-léniniste :

Ces gens qui, en grande partie, ont voté en faveur d'Allende, voient de près ce que signifie la socialisation du commerce et la transformation de leur classe sociale en un réseau de distributeurs de vivres, au nom de l'État. Ils sont à la minute de vérité. Le socialisme n'est donc pas l'entrée au paradis terrestre, mais leur apparaît crûment comme l'asservissement des individus au pouvoir de l'État et à ses règlements discriminatoires²².

Comme nous l'avons vu dans le cas de Cuba, Genest considère que la « voie chilienne vers le socialisme » qu'Allende a entreprise n'est qu'un fantasme de nature communiste, qu'une fausseté sociopolitique qui a exacerbé la naïveté de la population chilienne. L'auteur y va même d'une prédiction : « Loin de provoquer d'autres révolutions, le

¹⁸ Jean Genest, « Maintenant le Chili! », *Loc. cit.*, p. 136-137.

¹⁹ *Ibid.*, p. 138.

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*, p. 141.

²² *Id.*, « Le Chili — 2 : Le chrétien et la libération des masses », *Op. cit.*, vol. 62, n° 3 (novembre 1972), p. 184.

communisme [chilien] serait lui-même à la veille d'un éclatement, s'éparpillant en une multitude de projets spirituels trop longtemps étouffés par la violence de l'État dictatorial²³. »

En résumé, les auteurs de *L'Action nationale* ont illustré le cas chilien avec pessimisme. En radicalisant son régime et en déployant des mesures anti-impérialistes pour tenter de sauvegarder la prospérité et le bien-être du Chili, Allende a jeté l'huile sur le feu. Le Chili s'est retrouvé, en conséquence, dans une situation économique désastreuse selon ces auteurs. La « voie chilienne vers le socialisme » ne serait donc pas l'exemple à suivre pour ériger une meilleure société au Québec dans *L'Action nationale*. En mars 1973, soit huit mois avant le coup d'État chilien, Jean Genest a proposé une solution pour libérer les masses québécoises en tirant des leçons que les premières années d'Allende ont apportées pour le Québec : le coopératisme, sans toutefois être étatisé²⁴. Même si la droite intellectuelle québécoise a décliné en importance après les années 1960, nous voyons que certains auteurs ont poursuivi la rédaction d'articles dans *L'Action nationale*, ce qui prouve que l'idéologie nationaliste conservatrice n'a pas tout à fait disparue dans les années 1970 au Québec. Toutefois, Xavier Gélinas affirme, en 2001, que la droite ne disposait pas d'organes de presse suffisants, ni de mouvements solides pour s'exprimer contre la gauche durant cette période. Des intellectuels comme Jean Genest auraient « négligé le recours à une approche plus jeune, à un vocabulaire plus dynamique, ils se sont trop méfiés d'une certaine dose d'humeur ou d'impertinence qui aurait pu leur valoir plus d'adhérents²⁵. » Pour cette raison, nous croyons que quelques

²³ Jean Genest, « Le Chili — 2 : Le chrétien et la libération des masses », *Loc. cit.*, p. 192-193.

²⁴ *Id.*, « La libération des masses par la coopération », *Op. cit.*, vol. 62, n° 7, mars 1973, p. 537-566.

²⁵ Xavier Gélinas, *Op. cit.*, p. 447.

auteurs des revues *Québec-Presse* et *Maintenant* présenteront une lecture plus favorable du gouvernement socialiste d'Allende et des mesures qu'il a apportées au départ.

Le Chili d'Allende : II. Un espoir pour le Québec.

Le 25 octobre 1970, un auteur anonyme s'est consacré à l'élection de Salvador Allende à la présidence du Chili sur un ton plus favorable dans *Québec-Presse*. Même si le parti de Frei a voté en bloc dans le scrutin en faveur d'Allende et que des négociations se sont faites entre les deux belligérants, la droite chilienne ne s'est pas crue vaincue par les forces de gauche : « Bénéficiant pour la première fois de l'avantage de cette fameuse "légitimité nationale", que lui donne l'élection de son candidat, elle s'est contentée de demander la "stricte application des règles démocratiques". Belle leçon²⁶ ! » L'auteur croit qu'en dépit de l'attentat perpétré contre le général René Schneider en 1970, commandant en chef de l'armée chilienne, Allende a gardé son sang-froid et a poursuivi sa marche électorale. Pour cette raison, une certaine admiration est exprimée de la part de cet auteur. Il est probable que l'auteur ait indiqué une « leçon à suivre » en évitant des tiraillements de la sorte sur le plan sociopolitique au Québec. Encore là, ce n'est qu'une hypothèse. Nous sommes conscients que le lien avec le contexte québécois est flou ici. Il s'agissait seulement de démontrer les tensions existant entre l'*Unité populaire* et la *Démocratie chilienne* au moment de l'élection d'Allende en 1970. Quant à Jean-Pierre Méhu, il poursuivra sur cette lancée en affirmant qu'Allende a voulu procéder à une démarche anti-impérialiste modérée afin d'éviter toute insurrection de la droite et de l'armée contre lui.

²⁶ « Le parlement du Chili ratifie l'élection d'Allende », *Québec-Presse*, vol. 2, n° 42 (25 octobre 1970), p. A6.

Chroniqueur pigiste pour *Québec-Presse*, nous n'avons malheureusement pu recueillir plus d'informations à l'égard de Jean-Pierre Méhu. Selon Jacques Keable, Méhu s'est occupé de couvrir l'actualité internationale avec la collaboration de l'agence de presse *Prensa Latina*, plus précisément les grands dossiers de l'heure tels que l'assassinat d'Allende en 1973 et les suites de la guerre du Vietnam²⁷. En 1971, il démontrera comment Allende a su balancer le jeu démocratique avec le rapport de forces qui était présent à l'époque.

En mars 1971, le président étatsunien Richard Nixon a décidé d'annuler la visite du porte-avions *USS Enterprise* au port de Valparaíso, ce qui, selon Méhu, semble indiquer la rupture des relations diplomatiques entre les États-Unis et le Chili à ce moment-ci. En effet, dès l'élection d'Allende en octobre 1970, Nixon a manifesté son opposition à son gouvernement socialiste et a démontré son intérêt à déstabiliser le pays au niveau socioéconomique. Ainsi, la véritable raison derrière l'annulation de la part de Nixon était le refus d'accepter un nouveau « Cuba », c'est-à-dire un second régime marxiste-léniniste en Amérique latine²⁸. Méhu a constaté que le ton de Nixon envers le gouvernement Allende n'a cessé de monter. Sa tournure « anti-impérialiste » s'est davantage radicalisée suite à cette décision de la part de Nixon. Cependant, l'auteur affirme qu'Allende s'immisçait dans un terrain relativement dangereux sur le plan politique :

Élu en octobre dernier avec une majorité relative, le président Allende doit naviguer avec prudence afin de ne se couper ni de ses amis du Front populaire dont les éléments les plus dynamiques du MAPU voudraient une accélération de la révolution afin de créer une situation irréversible ni des démocrates-chrétiens dont la compréhension sinon l'appui est indispensable au parlement pour faire passer certaines lois sociales, ni de l'armée qui malgré ses traditions démocratiques pourrait être tentée

²⁷ Jacques Keable, *Québec-Presse. Un journal libre et engagé (1969-1974)*, Montréal, Éditions Écosociété, 2015, p. 84-85.

²⁸ Comme nous le verrons plus tard, Nixon entreprendra un nombre de démarches importantes afin de le renverser du pouvoir.

de jeter son glaive dans la balance pour stopper tout processus de gauchissement du régime²⁹.

Ici, il est question du rapport des forces évoqué plus tôt; Allende devait s'engager à des compromis pour contrer efficacement l'hégémonie étatsunienne au Chili.

En reconnaissant le dynamisme du MAPU et en acceptant la nécessité du parti démocrate-chrétien pour faire abroger les lois et les mesures de son gouvernement, Allende a tout fait pour que son régime socialiste fonctionne de manière démocratique :

Le président Allende est trop conscient du rapport des forces au Chili pour prendre le risque de susciter par des mesures improvisées une coalition des éléments, qui va faire échouer la première tentative de révolution sans violence dans le monde. Le parti Communiste chilien lui-même, le troisième plus important du monde occidental après les PC français et italien, s'est comporté jusqu'à présent en membre loyal du « frende popular », ne cherchant pas à tirer la couverture à lui, calmant à l'occasion l'ardeur de ses militants qui voudraient un durcissement du pouvoir politique à la fois sur le front intérieur et extérieur³⁰.

Étant alors conscient du rapport des forces politiques chiliennes et du durcissement possible de son pouvoir, Allende ne voulait pas trop compromettre sa vision pour sauvegarder l'avenir du pays afin que la « voie chilienne vers le socialisme » — dans ce cas-ci, la première révolution « non violente » en Amérique latine et en Occident — se réalise selon Méhu. Comme le titre de son article l'indique bien, « pas de pain sans liberté ». Allende n'a voulu mécontenter personne dans sa rhétorique anti-impérialiste. Pour cette raison, un « tas de mesures a été mis en chantier afin de jeter les bases de l'État socialiste³¹. » En passant par la voie « modérée » du socialisme, Allende voulait calmer le jeu selon l'auteur, et ce, en dépit du mécontentement des propriétaires chiliens contre la réforme agraire que Jacques Chonchol, ministre de l'Agriculture, a mis au point. En

²⁹ Jean-Pierre Méhu, « Pas de pain sans liberté, pas de liberté sans pain. L'expérience socialiste du Chilien Allende », *Op. cit.*, vol. 3, n° 10 (7 mars 1971), p. 11A.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

appliquant cette mesure « à près de 800,000 paysans impatients et surexcités, le président Allende est à la recherche d'une formule qui permettrait que la réforme agraire se fasse sans violence, dans la légalité³². » Poursuivant cette démarche modérée, Allende voulait davantage multiplier ses échanges économiques avec d'autres gouvernements socialistes et capitalistes pour assurer la prospérité du Chili, mais dans une dynamique anti-impérialiste plus pragmatique que jamais. La présence de Chonchol au congrès de Lac-Beauport, au Québec, en septembre 1971 atteste l'importance d'avoir ciblé le Chili non seulement comme le point central des débats autour des révolutions latino-américaines de l'époque, mais aussi comme un modèle pragmatique à suivre pour le Québec afin de renouveler son climat sociopolitique dans les années à venir.

Jacques Chonchol a participé au *Troisième congrès de relations internationales du Québec* qui s'est tenu du 24 au 26 septembre 1971 à Lac-Beauport. Organisé par le *Centre d'études de politique étrangère*, avec la collaboration de l'*Institut québécois des affaires internationales*, ce congrès s'est consacré à l'analyse socioéconomique de l'Amérique latine et d'autres thèmes qui y sont reliés : la politique canadienne, le militarisme et la position de l'Église en Amérique latine, les voies latino-américaines (cubaine et chilienne) vers le socialisme et le développement international. Mis à part Chonchol, cinq représentants français du *Centre d'études de politique étrangère* étaient présents lors de ce congrès : le père Charles Antoine, Gérard Destanne de Bernis, Pierre Gilhodès, Alain Joxe et Marcel Niedergang³³. Selon Méhu, ce congrès avait pour fin de discuter des conditions socioéconomiques en Amérique latine, incluant celles du Chili, et d'identifier

³² Jean-Pierre Méhu, « Pas de pain sans liberté, pas de liberté sans pain. L'expérience socialiste du Chilien Allende », *Loc. cit.*

³³ « L'activité du Centre », *Politique étrangère*, vol. 36, n° 5 (1971), p. 744-745.

les « causes des Amériques latines plutôt qu'à concocter des solutions miracles. Car les réponses ne peuvent être apportées que par les peuples latino-américains eux-mêmes et suivant les conditions spécifiques à chaque pays³⁴. » En raison de son caractère spécifique et du modèle socialiste qu'Allende a voulu mettre au point durant son régime, le Chili a défini sa position de manière pragmatique en voulant entretenir des relations diplomatiques conformes avec les autres pays, « car c'est la seule façon d'empêcher ces pays d'intervenir dans la politique intérieure chilienne³⁵. » Chonchol a affirmé qu'Allende souhaitait entretenir ces mêmes relations avec les États-Unis pour conserver sa politique intérieure, du moins la direction anti-impérialiste que celle-ci a prise, tout en croyant que « les structures économiques, politiques et sociales nouvelles qu'un pays veut se donner en accord avec son peuple ne peuvent constituer un obstacle dans les relations entre États³⁶. » Donc, Allende souhaitait conserver une certaine diplomatie avec les États-Unis dans le but de « mettre fin au système de la grande propriété. D'organiser des coopératives, d'instituer des opératives, d'instituer des conseils paysans afin d'amener une réelle participation de la paysannerie au processus de transformation³⁷. »

À la lumière de ces propos, nous reconnaissons d'emblée que quelques auteurs de *Québec-Presse* ont compris qu'Allende a voulu ériger son régime socialiste de manière démocratique, tout en articulant une rhétorique anti-impérialiste pragmatique afin d'assurer l'avenir du Chili. En considérant les réticences exprimées dans notre section méthodologique à l'égard de *Québec-Presse*, nous croyons que d'autres auteurs ont

³⁴ Jean-Pierre Méhu, « Québec-Monde – Le Congrès sur l'Amérique latine au Lac Beauport : grâce à la présence de Jacques Chonchol, le Chili s'est trouvé au centre des débats », *Op. cit.*, vol. 3, n° 40 (3 octobre 1971), p. 14.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*

³⁷ *Ibid.*

davantage relié ces événements au contexte québécois dans la revue *Maintenant* et en ont conclu que le modèle socialiste proposé par Allende pouvait apporter un renouveau sociopolitique majeur pour le Québec durant les années 1970. En effet, le comité de rédaction de *Maintenant* a décidé de créer un dossier sur le Chili d'Allende en 1971 afin de démontrer que son gouvernement pouvait être l'exemple à suivre pour améliorer le Québec. Comme le titre de ce dossier l'indique, le Chili aurait pu être « l'avant-première » d'un Québec socialiste et indépendantiste au début des années 1970.

Le comité de rédaction de *Maintenant* a rédigé un article liminaire pour ce dossier intitulé « Pourquoi un dossier sur le Chili? ». Selon ces auteurs, le Québec pouvait prendre la même forme de gouvernement que celui du Chili. Pour cette raison, ils ont essayé de comprendre comment l'élection d'un gouvernement socialiste en Amérique latine s'est révélée à être une possibilité en suivant la continuité de cette expérience, et ce, malgré les différences évidentes entre le Québec et le Chili : « Il n'en reste pas moins que le Québec par rapport au Chili se trouve comme au balcon, spectateur d'une avant-première en quelque sorte puisque l'action se situe dans un cadre et met en situation des acteurs qui se rapprochent bien davantage de ce qu'il peut lui-même connaître que toute autre expérience de changement poursuivie ailleurs jusqu'à maintenant³⁸. » En prenant cette position de « spectateur », le Québec pouvait s'identifier au Chili par les aspirations socialistes du gouvernement Allende et sa rhétorique anti-impérialiste. Cette expérience de changement présente une similarité sur ce plan-ci selon ces auteurs. En fait, le Chili aurait réussi à appliquer son programme socialiste en raison d'une « présence continuelle des appareils politiques à tous les niveaux et dans tous les secteurs de vie des groupes opprimés et de la

³⁸ La Rédaction, « Pourquoi un dossier sur le Chili? », Dossier « Le Chili : avant-première du Québec? », *Maintenant*, n° 107 (juin-juillet 1971), p. 168.

classe ouvrière³⁹. » Toutefois, ces auteurs reconnaissent que cette expérience risquait d'échouer :

Si l'expérience échoue, nous aurons la preuve la plus éclatante que les beaux discours sur l'aide au développement et les théories libérales sur les bienfaits des investissements étrangers ne sont que les paravents d'une domination économique qui se joue de la démocratie. Pour la première fois peut-être, le socialisme révolutionnaire marxiste au pouvoir jouit en même temps de la légitimité populaire et de la légitimité des institutions établies. Peut-être cette expérience connaîtra-t-elle un échec — ce ne sera jamais un échec complet, semble-t-il —, mais entre-temps, il sera devenu évident, incontestable, que le recours à l'illégalité et l'assaut contre le peuple seront venus d'une minorité jalouse de ses privilèges et que cette minorité n'a pas nom « socialisme⁴⁰ ».

Autrement dit, si l'expérience chilienne échouait, ce serait non seulement une victoire pour le libéralisme, mais aussi pour les factions minoritaires qui désirent se soulever contre Allende et qui seraient, en conséquence, grandement responsables de cet échec. Cependant, Allende a réussi à appliquer le socialisme de manière démocratique en respectant les bases capitalistes préétablies au Chili. C'est pourquoi le comité de rédaction de *Maintenant* se donnait comme objectif d'analyser cette manière de faire en démontrant « qu'il est possible de prendre une décision grave [et risquée] sans que la terre ne cesse de tourner⁴¹. » Ces auteurs ressentaient un intérêt pour le Chili puisque les événements qui se sont produits en Amérique latine concernaient le Québec à la fois « comme membre d'un pays qui sous différentes formes participait à cet impérialisme et comme collectivité en lutte contre les mêmes ennemis [...], mais avec un dosage différent⁴². » Robert Boily reviendra sur la manière « pacifique » d'Allende et le caractère révolutionnaire unique du Chili.

³⁹ La Rédaction, « Pourquoi un dossier sur le Chili? », *Loc. cit.*, p. 168.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 169.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *Ibid.*

Né en 1934 et décédé en 2010 à Montréal, Robert Boily était professeur et directeur du Département de science politique à l'*Université de Montréal* entre 1973 et 1979. Il s'est spécialisé dans la compréhension des phénomènes politiques au Québec, ainsi que l'interdisciplinarité dans l'analyse de la société québécoise du XX^e siècle. Il a auparavant contribué en tant que rédacteur pour la revue *Maintenant* en 1971. Boily s'est questionné sur l'arrivée de l'*Unité populaire* au pouvoir, plus précisément sur la façon dont Allende a pu élaborer un nouveau moyen de faire la révolution. Il va même jusqu'à dire que c'est « dans une expérience historique irréversible que se serait donc engagé le Chili⁴³. » Pour lui, le caractère révolutionnaire du Chili se résume de la sorte : une révolution sans violence, une finalité révolutionnaire de nature socioéconomique et un « caractère populaire, authentiquement populaire, marxiste et révolutionnaire de l'équipe au pouvoir et de ses appuis⁴⁴. » Même si cette « révolution » était mise au point de manière démocratique et légale, Boily affirme que la stratégie d'Allende était essentiellement de nature anti-impérialiste :

[...] il faut que l'État devienne le centre effectif de construction et de planification de l'économie dirigée. C'est aussi une exigence révolutionnaire, celle de la lutte anti-impérialiste. Nous touchons là d'ailleurs une idée-force d'Allende, une priorité sinon la priorité pour le chef de l'État chilien. Cet anti-impérialisme est la lutte essentielle à mener dans les pays capitalistes dépendants : c'est là le fond, la base des autres transformations de structure⁴⁵.

Selon Boily, la stratégie d'Allende était de lutter contre l'impérialisme pour défendre la révolution socialiste au Chili, mais dans l'optique de la légalité constitutionnelle du pays. L'expérience chilienne démontre, aux yeux de l'auteur, que même si elle n'était pas

⁴³ Robert Boily, « La coexistence ou la voie chilienne vers le socialisme », *Loc. cit.*, p. 181.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 181.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 182.

« transposable » au Québec, elle demeurerait une influence politique déterminante⁴⁶. Emilio de Ipola et Adèle Lauzon apporteront cette idée en avant-plan en affirmant aussi que le gouvernement populaire d'Allende était un exemple politique à suivre au Québec.

Né le 1^{er} février 1939 à Buenos Aires, en Argentine, Emilio de Ipola est un philosophe et sociologue argentin. Diplômé en philosophie de l'*Université de Buenos Aires* (1964) et docteur en sciences sociales à l'*Université de Paris* (1969), il a enseigné entre autres à l'*Université de Montréal* et à l'*Université du Québec à Montréal* (UQAM). En 1976, il a été kidnappé par un commando de l'armée argentine. En 2004, il a remporté la bourse *Guggenheim*. En 2006, il a reçu le prix *Konex* en sociologie. En 2010, il a reçu le prix *Houssay* du ministère des Sciences et Technologies en Argentine. En 1971, de Ipola a rédigé un article avec Adèle Lauzon sur le système politique chilien durant les années Allende pour *Maintenant*.

Ces auteurs se sont surtout questionnés sur la spécificité du système politique chilien et les raisons qui expliquent le succès du socialisme au Chili. Selon eux, le gouvernement populaire chilien a connu « une transcroissance relativement harmonieuse et sans secousses graves d'une économie coloniale mercantiliste, principalement agro-exportatrice (blé, cuir) en une économie principalement extractive⁴⁷. » Comme leurs collègues, de Ipola et Lauzon ont avancé l'idée que le « respect des règles du jeu démocratique » était authentique dans le cas d'Allende :

[...] il semble être au contraire le dénominateur commun minimum de toutes les classes sociales au Chili. Or, la situation actuelle ne dément pas cette affirmation : le gouvernement populaire ne cesse, à tout moment, d'affirmer et de réaliser sa vocation démocratique et sa volonté

⁴⁶ Robert Boily, *Op. cit.*, p. 185.

⁴⁷ Emilio de Ipola et Adèle Lauzon, « Le gouvernement populaire et le système politique chilien », *Loc. cit.*, p. 191-192.

de maintenir en place les mécanismes et institutions de la démocratie bourgeoise. Et non seulement pour des raisons purement tactiques⁴⁸.

Les auteurs semblent stupéfaits du fait qu'Allende ait réalisé un exploit politique hors du commun : le maintien des bases capitalistes du gouvernement chilien, tout en proposant une rhétorique socialiste et anti-impérialiste pour assurer l'avenir du pays. Le triomphe du gouvernement populaire d'Allende a non seulement été un gain immense, mais aussi un avancement du processus révolutionnaire au Chili : « Nous croyons que l'avenir de la révolution chilienne dépend de la maturité et de la lucidité des avant-gardes politiques chiliennes et de leur capacité pratique d'affronter les tentatives de reprise du pouvoir par la bourgeoisie⁴⁹. » Toutefois, ils affirment que le gouvernement Allende devait aller au-delà des conceptions bourgeoises de la démocratie chilienne pour assurer son avenir et poursuivre les réformes sociopolitiques qu'il a proposées au départ. Pour ces auteurs, le Québec devait tenir compte de cela et des difficultés envisageables qui risquaient de s'y introduire à cause de la position conciliante d'Allende. À cet égard, ils en ont conclu que les conquêtes du pouvoir populaire d'Allende préparaient déjà les affrontements entre la gauche chilienne et l'impérialisme étatsunien :

[...] c'est pourquoi on ne peut que souscrire à la résolution du M.I.R., publiée après la victoire de l'U.P., lorsqu'elle affirme d'une part que le triomphe électoral de la gauche constitue un gain immense sur le chemin de la conquête du pouvoir et qu'il favorise le processus révolutionnaire du Chili et, d'autre part que tant que l'appareil étatique et ses structures militaro-bureaucratiques resteront intacts, il sera impossible d'aller plus loin; l'État restera un instrument de domination et continuera à jouer son rôle de classe⁵⁰.

Ici, le *Mouvement de la gauche révolutionnaire du Chili* (MIR) est vu comme une porte de secours. En effet, la gauche chilienne, dont le MIR en est le symbole représentatif,

⁴⁸ Emilio de Ipola et Adèle Lauzon, *Op. cit.*, p. 192.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.*

devait affronter les forces bourgeoises pour veiller à la sauvegarde nationale du pays et pour éviter que la « voie chilienne vers le socialisme », laquelle Allende avait entreprise depuis son entrée au pouvoir, échoue.

En résumé, les auteurs des revues *Québec-Presse* et *Maintenant* étudiés ici s'entendent sur le fait que le gouvernement de Salvador Allende a établi un processus révolutionnaire unique au Chili : la mise en place d'un régime socialiste anti-impérialiste en conjonction avec la bourgeoisie chilienne. Contrairement aux auteurs de *L'Action nationale*, ceux de *Québec-Presse* et *Maintenant* ont voulu démontrer qu'Allende a introduit le principe de « l'illégalité dans la légalité », c'est-à-dire la survie du socialisme dans le respect de la démocratie au Chili, ce qui était non seulement une première dans l'histoire de l'Amérique latine, mais aussi un modèle plausible pour renouveler le paysage politique du Québec. En reconquérant son économie de l'impérialisme étatsunien et en proposant des réformes qui, même si elles ne faisaient pas l'unanimité chez certains camps, ont réaménagé les classes sociales chiliennes, Allende a été un symbole de réussite pour certains intellectuels québécois au début des années 1970. Pourtant, l'impérialisme étatsunien était encore présent sur le sol chilien. Richard Nixon a tout fait pour renverser Allende du pouvoir en collaborant avec des forces obscures qui ont contribué au revers systématique de son gouvernement à partir de 1972, ce qui a ainsi emmené un nouveau joueur sur l'échiquier politique : le général chilien Augusto Pinochet. L'ingérence étatsunienne est un facteur crucial derrière le coup d'État du 11 septembre 1973 et l'échec du socialisme chilien selon la plupart des auteurs québécois étudiés ici.

L'ingérence étatsunienne au Chili et ses suites

À Washington, le gouvernement Allende était très mal vu dès le moment de son élection en 1970. Peu après son avènement au pouvoir, Allende a entraîné la hantise des États-Unis puisque la possibilité même d'un régime socialiste démocratiquement élu contrevenait à leur conception du monde bipolaire de la guerre froide, d'autant plus que leurs intérêts économiques étaient mis en péril. À cet égard, Richard Nixon a affirmé durant un entretien avec Henry Kissinger, secrétaire d'État, et John B. Connally, secrétaire du Trésor, à la *Maison-Blanche* le 11 juin 1971 :

Et la seule chose, le seul levier que nous avons sur eux, il me semble, au moins si nous pouvions arrêter leur crédit, ou fermer les marchés pour les produits qu'ils produisent, ou quelque chose. Mais, nous devons être en mesure d'imposer des sanctions économiques sur eux. Maintenant, vous ne pouvez pas imposer des sanctions militaires, mais nous pouvons imposer des sanctions financières ou économiques⁵¹.

Paul E. Sigmund poursuit sur ce même ordre d'idées en affirmant, en 1980, que des pressions extérieures ont été exercées sur Allende afin d'empêcher son accès au pouvoir et de bloquer ses réformes socioéconomiques. En avril 1972, des documents confidentiels ont été publiés sur les activités de l'ITT au Chili, ainsi que des rapports d'enquêtes menées par le *Senate Select Committee on Intelligence Activities* qui présenteraient des liens précis entre le gouvernement étatsunien — plus particulièrement, la CIA — et l'ITT⁵². Ces documents prouvent que Nixon a réagi à la situation politique du Chili avec inquiétude. La victoire d'Allende signifiait l'étendue du marxisme en Occident, ce qui ne devait pas

⁵¹ Richard Nixon (2007), "The Nixon Administration's Response to Salvador Allende and Chilean Expropriation", *Nixontapes.org* [site Web], consulté le 27 octobre 2014, <http://nixontapes.org/chile.html>, "And the only thing, the only pry we have on 'em, the only lever we have on 'em, it seems to me, is at least if we could shut off their credit, or shut off the markets for the commodities they produce, or something. But we have to be in a position to impose some economic sanctions on 'em. Now, you can't impose military sanctions, but we can impose financial or economic sanctions."

⁵² Paul E. Sigmund, *The Overthrow of Allende and the Politics of Chile, 1964-1976*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1980 (1977), p. 113.

arriver selon lui. Ainsi, la CIA a promu une campagne de déstabilisation contre Allende en appuyant l'opposition militaire et politique contre lui qui s'est exacerbée en 1972 et en 1973. Par la suite, des dislocations économiques et des tensions sociales se sont produites, ainsi qu'une mise en accusation légale contre Allende — notamment en raison des divisions politiques au sein de la classe ouvrière chilienne durant la grève d'El Teniente qui s'est produite entre les mois d'avril et de juin 1973 — si la situation n'était pas résolue⁵³. Le Chili s'est alors retrouvé complètement immobilisé par la division politique et le péril économique, causés par l'intervention de la CIA. Pour cette raison, Augusto Pinochet, appuyé par les États-Unis, a effectué un coup d'État contre Allende le 11 septembre 1973, ce qui a entraîné des répercussions catastrophiques pour la population chilienne⁵⁴.

John Dinges considère l'impact de ce coup d'État comme un tournant décisif dans l'histoire latino-américaine, soit comme le début d'une guerre contre le marxisme au Chili⁵⁵. C'était une guerre dans laquelle on recourait à des stratégies, des complots et des accords secrets, « sans précédent parmi les pays du Cône sud d'Amérique latine, dont l'histoire était pourtant marquée par de vieilles rivalités et rancœurs⁵⁶. » Augusto Pinochet

⁵³ Francisco Zapata analyse la grève d'El Teniente pour démontrer l'unité fragile de l'*Unité populaire* et les défis du mouvement ouvrier chilien sous Allende. Voir Francisco Zapata, "The Chilean Labor Movement under Salvador Allende: 1970-1973", *Latin American Perspectives*, vol. 3, n° 1 (hiver 1976), p. 85-97.

⁵⁴ Par exemple, les exécutions politiques envers les gens qui appuyaient Allende et le marxisme, la construction de centres de torture, les emprisonnements, et les régimes de torture physique et psychologique. La « caravane de la mort » — opération militaire enclenchée peu après le coup d'État de 1973 par le général Sergio Arellano Stark — visait à exécuter les prisonniers politiques chiliens. Voir Patricia Verdugo, *Chile, Pinochet, and the Caravan of Death*, Boulder, North-South Center Press, 2001 (1989), 230 p; Peter Winn, dir., *Victims of the Chilean Miracle. Workers and Neoliberalism in the Pinochet Era, 1973-2002*, Durham et Londres, Duke University Press, 2004, 424 p.

⁵⁵ John Dinges, *Les années Condor. Comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*, Paris, La Découverte, 2008 (2005), coll. « La Découverte-poche/Essais », 280, p. 15. Pour la nature du coup d'État chilien, voir aussi José del Pozo, *Le Chili contemporain. Quelle démocratie?*, Québec, Nota Bene, 2000, coll. « Essais critiques », 259 p.

⁵⁶ John Dinges, *Op. cit.*, p. 16.

a ainsi voulu prouver que la démocratie en Amérique latine était fragile : « L'un après l'autre, tous les pays qui avaient laissé l'idéologie de gauche prendre pied tombèrent sous la domination de l'armée et subirent une épuration politique implacable⁵⁷. » Pour lui, la dictature militaire était la seule solution pour remettre l'économie en marche en transformant le Chili en un laboratoire pour le néolibéralisme étatsunien. Lançant le débat à cet égard, Peter Winn a examiné l'impact social du néolibéralisme sur les ouvriers chiliens qui, pour l'auteur, ont été « les cibles principales de la répression politique [de Pinochet] et ont souffert grandement de sa terreur étatique. Ils ont aussi payé une part disproportionnée des coûts de la politique sociale régressive de son régime⁵⁸. »

De manière générale, plusieurs auteurs québécois s'entendent principalement sur le fait que les forces étatsuniennes, notamment la CIA et l'ITT, ont été en grande partie responsables du renversement de Salvador Allende et du coup d'État subséquent d'Augusto Pinochet en 1973. Ils ont émis l'hypothèse que l'impérialisme étatsunien avait non seulement divisé la population chilienne à l'égard d'Allende, mais aussi instauré un blocus économique afin d'obstruer les mesures réformistes et socialistes de son gouvernement. Dans *Québec-Pressé*, certains auteurs soulignent que les États-Unis ont essayé de renverser Allende à de nombreuses reprises, peu avant le coup d'État du 11 septembre 1973. Ils considéraient que des liens forts existaient entre les multinationales et les agences étatsuniennes de renseignement. En intervenant au Chili, les forces étatsuniennes ont voulu démontrer que le socialisme était une mauvaise voie à suivre à l'échelle internationale. Dans les organes marxistes-léninistes *Mobilisation* et *En lutte!*,

⁵⁷ John Dinges, *Op. cit.*, p. 16.

⁵⁸ Peter Winn, *Op. cit.* p. 10. "They were central targets of his political repression and suffered greatly from his state terror. They also paid a disproportionate share of the costs of his regime's regressive social policies." Voir aussi Paul E. Sigmund, *Op. cit.*, p. 291.

d'autres auteurs croient que la CIA travaillait de concert avec le syndicalisme étatsunien pour tenter de renverser le gouvernement Allende et redorer le blason capitaliste au Chili.

La chute du socialisme chilien... une intervention menée « en coulisse » par les États-Unis (1972-1973)

En avril 1972, Salvador Allende a prononcé un discours sur le commerce et le développement à Santiago devant 3 000 délégués à l'ONU en les mettant en garde contre la politique étrangère des États-Unis et de la *Communauté économique européenne* (CEE) sur l'ouverture vers le libre-échange et le développement du Tiers-monde. Plus précisément, il a dénoncé l'absence de contrôle sur les multinationales et leur conflit avec les États⁵⁹. Allende s'en est surtout pris aux entreprises étatsuniennes qui ont joué un rôle important dans l'exacerbation des tensions sociopolitiques au Chili, notamment la *Kennecott Copper Corporation* (KCC) et l'ITT. Jean-Pierre Méhu revient sur cette visite en mentionnant, dans *Québec-Press* en décembre 1972, que le régime Allende possède un caractère de « respectabilité » dû non seulement à sa rhétorique anti-impérialiste forte, mais aussi à la promesse d'une garantie contre la « soviétisation » du pays « que les conservateurs de Santiago faisaient semblant de craindre⁶⁰. » Sa visite à l'ONU lui a permis de prouver les révélations du journaliste étatsunien Jack Anderson sur l'existence de liens serrés entre les sociétés multinationales comme la KCC et l'ITT, et certaines agences de renseignement comme la CIA⁶¹. Méhu a rédigé un autre article en 1973 sur l'intervention de l'ITT derrière le renversement d'Allende au Chili. En se référant aux révélations d'Anderson à ce sujet, Méhu affirme qu'elles ont refait surface en mars 1973

⁵⁹ Salvador Allende (avril 2009), « Salvador Allende UN Speech 1972 » [enregistrement vidéo], sur le site *YouTube*, 10 juillet 2017, (2 min. 54 sec., 40 389 Kbps et format AVI), <https://www.youtube.com/watch?v=vbZHXHOMoz0>

⁶⁰ Jean-Pierre Méhu, « Le Point », *Québec-Press*, vol. 4, n° 50 (10 décembre 1972), p. 14.

⁶¹ *Ibid.*

à travers la sous-commission des *Affaires étrangères* du Sénat étatsunien : « Une somme de 1 million de dollars étatsuniens fut proposée par la société ITT à la CIA pour financer un plan qui devrait permettre de barrer la route du pouvoir au marxiste Allende. Cette proposition ne fut faite par nul autre que John McCone, un ancien directeur de l'agence de renseignement qui siège aujourd'hui au conseil d'administration de l'ITT⁶². » En investissant environ 150 000 000 de dollars étatsuniens pour renverser Allende, l'ITT a voulu se protéger contre des nationalisations entreprises par ce dernier en poursuivant sa politique d'instabilité au Chili, forçant alors l'armée à déclencher un coup d'État. Plusieurs mesures ont été décrétées à cette fin : l'annulation du crédit, le retard dans la livraison des pièces de rechange, et la pression pour concrétiser la fermeture des prêts et des caisses d'épargne⁶³. Donc, Méhu affirme, en se basant sur les informations recueillies par Anderson, que l'ITT est intervenue directement dans la politique chilienne⁶⁴. D'ailleurs, le comité de rédaction de *Québec-Presse* a repris un article de l'agence journalistique latino-américaine *Prensa Latina* corroborant l'existence des liens entre la KCC et le gouvernement étatsunien.

Fondée en mars 1959 par le journaliste argentin Jorge Ricardo Masetti, à travers l'initiative d'Ernesto « Che » Guevara, l'agence *Prensa Latina*, dont le vrai nom est *Agencia de Noticias Latinoamericana S.A.*, a été conçue dans une optique de dénonciation contre les médias de masse étatsuniens, tout en favorisant un service journalistique proprement latino-américain, c'est-à-dire destiné « à informer sur ce qui était en train d'arriver à Cuba dans le but d'offrir au monde une vision de la réalité latino-américaine,

⁶² Jean-Pierre Méhu, « À trois reprises l'ITT a tenté de renverser Allende », *Op. cit.*, vol. 5, n° 15 (22 avril 1973), p. 19.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Ibid.*

différente de celle de grands monopoles médiatiques de l'époque⁶⁵. » En janvier 1973, un article rédigé par l'agence *Prensa Latina* sera repris dans *Québec-Presse*.

Un auteur anonyme de *Prensa Latina* a voulu analyser les succès économiques de la mine d'El Teniente qui a permis à la KCC de gagner une somme de 410 000 000 de dollars étatsuniens et qui a été nationalisée sous le régime Allende pour la donner aux ouvriers chiliens qui voulaient la « défendre, au prix de leur vie si nécessaire, devant les menaces, déjà en vue d'exécution du puissant consortium américain, de s'emparer du produit des ventes du minerai, dans différents pays du monde⁶⁶. » D'abord sous l'égide britannique, la mine d'El Teniente a été exploitée par la *Smelting Mining* qui, éventuellement, est passée aux mains de la KCC, « celle-là même qui aujourd'hui allègue que cette mine chilienne, travaillée par des ouvriers chiliens, située en territoire chilien, à des milliers de kilomètres des États-Unis, est encore sa propriété⁶⁷ ». L'auteur de *Prensa Latina* en a compris que c'est l'opinion d'une grande partie des ouvriers et de la population au Chili que leur pays, ainsi que « l'exploitation américaine de ses richesses de base, s'est [appauvri] d'année en année, tandis que les États-Unis ont augmenté leur développement à l'apport des pays du tiers-monde, parmi lesquels le Chili⁶⁸. » Cet auteur a ainsi démontré que le Chili a été exploité par l'impérialisme étatsunien pour une bonne partie du XX^e siècle. Quant au médecin québécois Serge Mongeau, il affirme que les difficultés économiques entraînées par l'intervention des multinationales étatsuniennes au Chili n'ont fait qu'enrager la classe ouvrière chilienne. En fait, son article, paru le 2 septembre

⁶⁵ Prensa Latina (2011), « Immédiateté, véracité et opportunité », *Prensa Latina. Agence de Presse de l'Amérique latine* [site Web], consulté le 17 janvier 2017, <http://frances.prensa-latina.cu/index.php?opcion=ver&cat=pl-qui-sommes-nous>

⁶⁶ Prensa Latina, « Des Incas à la Kennecott. L'histoire de la mine "El Teniente", au Chili », *Op. cit.*, vol. 5, n° 1 (7 janvier 1973), p. 14.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *Ibid.*

1973, nous indique qu'une véritable conscience ouvrière chilienne a émergé au moment de la grève d'El Teniente. Selon lui, ceci était dû à l'exploitation des richesses et des mines chiliennes, notamment El Teniente, par les multinationales étatsuniennes.

Né le 24 mars 1937 à Montréal, Serge Mongeau est non seulement un médecin et un écrivain réputé au Québec, mais aussi le père de la « simplicité volontaire ». Il a réfléchi sur notre rapport à la société de consommation et sur notre pouvoir d'organiser notre vie en dépit des abus du capitalisme. En juin 1957, il obtient un baccalauréat en médecine et deux années après, une maîtrise en organisation communautaire à l'*Université de Montréal*. Il a travaillé entre autres comme conseiller au *Centre de planification familiale du Québec*. Durant les années 1960, il a publié de nombreux ouvrages pour les *Éditions du Jour* tels que *Cours de sexologie* en cinq tomes (1967-1970), *Évolution de l'assistance au Québec* (1967) et *L'avortement*, avec la collaboration de Renée Cloutier (1968). À partir de 1970, il a milité au sein du *Parti québécois* (PQ). En juin 1970, il a participé à la fondation du *Mouvement pour la défense des prisonniers politiques québécois* (MDPPQ). En octobre 1970, il a été jeté en prison à cause de ses affiliations avec la gauche québécoise sous la *Loi sur les mesures de guerre*. Quelques années après son arrestation, il a étudié en sciences politiques à la *Faculté latino-américaine des sciences sociales* (FLASCO) au Chili, où il a développé sa thèse sur la « simplicité volontaire ». Il a aussi collaboré à de nombreuses reprises à la revue *Québec-Press*, notamment le 2 septembre 1973, peu avant le coup d'État de Pinochet.

Revenant sur les manifestations à la mine d'El Teniente en 1973, Mongeau a constaté à quel point les ouvriers chiliens ont tenté de faire marcher leur pays à leur façon, même si les difficultés économiques existaient toujours à l'époque, et ce, au profit des multinationales étatsuniennes et de la bourgeoisie chilienne qui « bénéficient d'abondants

capitaux, localement amassés grâce au florissant marché noir ou bien fournis par la CIA qui est bien déterminée à empêcher le socialisme de s’implanter⁶⁹. » En dépit de leur appui envers Allende, les ouvriers n’ont pas reculé et ont pris conscience de l’influence du MIR en ce qui concerne la politisation du pays et la création des *cordones*, qui ont occupé les usines le 29 juin 1973 : « En tout, 34 000 usines du pays — la presque totalité — sont tombées entre les mains des travailleurs. [...] C’est là, dans les “cordons industriels”, qu’est en train de se créer un pouvoir parallèle, que le gouvernement et la [*Centrale unique des travailleurs du Chili*] CUT voudraient bien récupérer, mais qui réussit à garder son indépendance. Ce sont les “soviets” du Chili, qui se répandent rapidement⁷⁰. » Mongeau a voulu démontrer que la classe ouvrière chilienne a riposté contre l’intervention de l’impérialisme étatsunien au sein de leurs entreprises, même si elles étaient, pour la plupart d’entre elles, nationalisées sous Allende. Avec l’aide du MIR, les ouvriers se sont manifestés et ont tenté de reprendre leurs entreprises. Ces « soviets » chiliens ont toutefois contribué à déstabiliser le gouvernement Allende en le forçant à radicaliser sa révolution plus rapidement que prévu. À l’instar des États-Unis, plusieurs le voyaient comme une menace pour l’avenir du Chili.

Les dernières semaines du gouvernement Allende étaient caractérisées par des tensions sur tous les niveaux, culminant à la Grève d’octobre; une combinaison d’un lock-out national par les entreprises du secteur privé, impliquant notamment l’association des camionneurs chiliens, avec un arrêt de travail de la part des professionnels chiliens. La grève visait à bloquer l’avancée du Chili vers le socialisme en paralysant son économie et en créant les conditions pour une mise en accusation légale contre Allende ou un coup

⁶⁹ Serge Mongeau, « Guerre civile au Chili? », *Op. cit.*, vol. 5, n° 34 (2 septembre 1973), p. 16.

⁷⁰ *Ibid.*

d'État militaire, ce qui a entraîné des pressions considérables pour le renvoi du chef de l'armée Carlos Prats. Le Chili était victime d'une paralysie politique importante et d'un conflit interne qui, à première vue, étaient irrésolus jusqu'à l'intervention d'Augusto Pinochet et de sa junte militaire le 11 septembre 1973. Jack Devine, ancien directeur de la CIA, a affirmé, en 2014, que l'intervention étatsunienne a contribué à faciliter le coup d'État contre Allende, sans toutefois y être directement impliqué. Devine était présent au Chili en 1973 en tant qu'officier clandestin. Il a raconté que ses collègues de la CIA et la majeure partie de l'administration Nixon ont ressenti une certaine fierté à l'égard d'avoir empêché la croissance du socialisme au Chili, mais surtout d'avoir prévenu l'influence soviétique au pays durant les jours qui ont suivi le coup d'État : « On s'attendait à ce que la junte militaire de Pinochet tiendrait le pouvoir le plus longtemps possible afin de stabiliser l'économie chilienne et déciderait, peu après, de laisser place aux élections pour qu'un nouveau candidat prenne le relais⁷¹. »

Le 16 septembre 1973, soit quelques jours après le coup d'État, Jean Ménard, missionnaire québécois et fondateur du *Comité Québec-Chili* (CQC), s'est entretenu avec l'auteur québécois Pierre Julien pour *Québec-Presse* et a avancé l'hypothèse, qu'à travers l'instauration de la junte, la CIA a pu empêcher non seulement toute tentative d'édifier le socialisme marxiste au Chili, mais aussi tout espoir pour l'Amérique latine de s'émanciper du joug impérialiste étatsunien : « “Par ce coup d'État, dit encore Jean Ménard, les Américains font un bon coup de filet. Depuis trois ans, tous des leaders marxistes sud-américains qui ont fui leur pays (Brésil, Bolivie, Argentine, Uruguay notamment) se sont

⁷¹ Jack Devine, “What Really Happened in Chile: The CIA, the Coup against Allende, and the Rise of Pinochet”, *Foreign Affairs*, vol. 93, n° 4 (juillet-août 2014), p. 33. “We expected that Pinochet's junta would hold on to power only long enough to stabilize the economy and would soon thereafter call for elections and step aside.”

réfugiés au Chili. Par le coup du onze septembre, la CIA nettoie toute l'Amérique du Sud." C'était maintenant ou jamais [...] ⁷². »

Pour Pierre Girardin, le coup d'État du 11 septembre 1973 était non seulement l'aboutissement logique de tous les complots exécutés contre la gauche chilienne, notamment ceux commis par la CIA pour renverser Allende du pouvoir, mais aussi un prétexte pour la bourgeoisie chilienne (avec l'implicite collaboration de la CIA et des autres forces étatsuniennes) de recourir à la restauration du capitalisme et à la mise à mort décisive du socialisme chilien. Tout se jouait sur la question économique à ce moment-ci. À cet égard, l'auteur écrit : « Serait-ce la perspective pour le capital multinational de récupérer ses biens nationalisés ou une occasion de profiter des difficultés de production connues par le Chili pour faire des profits plus importants ailleurs dans le monde! Chose certaine, à l'heure actuelle, la grève d'El Teniente a bien servi les fins poursuivies par la bourgeoisie chilienne et son alliée américaine ⁷³ ». La grève d'El Teniente de 1973 a donc aidé à la cause des États-Unis. Elle leur a permis, avec la collaboration de la bourgeoisie chilienne, de mettre en place les moyens pour déstabiliser l'économie du Chili. De la sorte, le prestige du gouvernement Allende s'en est retrouvé affaibli. Par la suite, les alliances entre Allende et les autres forces politiques chiliennes devenaient de plus en plus difficiles, même improbables. En confirmant les rumeurs du coup d'État, Girardin en a conclu que la gauche chilienne frappait un mur et devait s'armer pour défendre les industries nationalisées sous Allende ⁷⁴.

⁷² Pierre Julien, « En frappant au Chili, la CIA nettoie toute l'Amérique latine », *Op. cit.*, vol. 5, n° 36 (16 septembre 1973), p. 13.

⁷³ Pierre Girardin, « De la grève d'El Teniente au coup d'État, historique d'une guerre d'usure », *Loc. cit.*, p. 12.

⁷⁴ *Ibid.* Dans le *New York Times*, il est écrit que le département d'État étatsunien envisageait de laisser aller le coup d'État, même si les négociations pour la fourniture d'armements n'étaient que de pures spéculations.

Certains auteurs de *Québec-Presse* ont voulu prouver l'existence de l'implication des États-Unis derrière le renversement du gouvernement socialiste de Salvador Allende et du coup d'État d'Augusto Pinochet non seulement à travers la déstabilisation socioéconomique entreprise par des multinationales comme la KCC et l'ITT, mais aussi à travers l'injection de capitaux étatsuniens par la bourgeoisie chilienne afin de bloquer les mesures réformistes d'Allende, surtout lors de la grève ouvrière de la mine d'El Teniente. En ce qui concerne les organes marxistes-léninistes québécois *Mobilisation* et *En lutte!*, il y a une continuité à considérer dans les revues d'idées à l'égard du traitement de la présence de l'impérialisme étatsunien au Chili et de son rôle crucial dans le renversement d'Allende. Cependant, les auteurs de ces organes ont aussi pointé le doigt vers le syndicalisme étatsunien, notamment l'AFL-CIO.

Le syndicalisme étatsunien, un complice secret derrière le renversement du socialisme chilien? Une réponse fournie par les marxistes-léninistes québécois (1973-1975)

Avant d'élaborer sur le traitement de l'impérialisme étatsunien au Chili dans *Mobilisation* et *En lutte!*, il faut comprendre que la genèse de l'extrême gauche au tournant des années 1970 au Québec s'explique par le manque d'actions concrètes de la part du FLQ et du *Front d'action politique* (FRAP), ainsi que les orientations du PQ. En fait, la défaite électorale du FRAP en automne 1970 a davantage radicalisé les militants au Québec selon le sociologue québécois Jean-Philippe Warren. Un désenchantement s'est dégagé de cela, ce qui a conduit certains militants actifs au sein des comités d'action politique (CAP), ouvriers, étudiants et professeurs universitaires à tourner leur regard vers l'enseignement de Mao Zedong, c'est-à-dire « d'entamer une réflexion renouvelée sur [...] ses modes d'action, ses principes de base, son orientation idéologique et son approche

des problèmes vécus par les travailleurs⁷⁵. » Les CAP ont aussi manifesté ce désir de renouvellement idéologique et ont eu une influence considérable sur cette fraction de la gauche québécoise en promouvant une idéologie d'animation sociale, et en souhaitant créer un parti prolétarien. Pourtant, Warren considère que le « gauchissement » du Québec était loin d'être le monopole du FRAP et des CAP au début des années 1970; un privilège qui revenait davantage au marxisme-léninisme québécois duquel *En lutte!* et *Mobilisation* porteront fièrement le flambeau dans les années à venir.

En mars 1972, le FRAP et les CAP se sont opposés sur divers points lors du troisième congrès du FRAP. Ce dernier a vu sa fin et les CAP se sont désintégrés peu à peu. Convaincu qu'il devait dépasser les méthodes des CAP, Charles Gagnon fonde le groupe *En lutte!* en automne 1972, rompant ainsi avec la tradition indépendantiste et progressiste du mouvement socialiste des années 1960 au Québec. Ce revirement idéologique s'explique par la parution d'une brochure intitulée *Pour le parti prolétarien* en juin 1971, peu après sa sortie de prison. Influencé par Lénine, Lê Duan, le *Parti du travail albanais* et Mao Zedong, Gagnon « en vient à rejeter [...] à peu près toute opinion ou posture conciliatrice en tant que petite-bourgeoise⁷⁶. » Mis à part les CAP et *En lutte!*, Warren considère qu'un autre groupe marxiste-léniniste a entamé cette réflexion sur l'unité des militants québécois et l'instauration d'un parti révolutionnaire au Québec après les échecs respectifs du FRAP, du PQ et du FLQ : *Mobilisation*. Ce groupe a fini par « accepter le verdict selon lequel il importe d'élever le niveau de la pratique politique et de définir une alternative réelle aux besoins de la classe ouvrière⁷⁷. »

⁷⁵ Jean-Philippe Warren, *Op. cit.*, p. 42.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 86.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 58-59.

Bref, Warren affirme que le mouvement marxiste-léniniste québécois a été un mouvement « animé ». Par un moyen de propagande efficace, une discipline stricte et une abnégation complète de la part de chacun d’eux, les marxistes-léninistes ont voulu rechercher l’action révolutionnaire au sein des groupes populaires québécois (ouvriers, intellectuels et étudiants) dans les années 1970 : « Ils voulaient précipiter le cours des choses, pousser à la révolution, abattre le gouvernement bourgeois, instaurer la dictature du prolétariat⁷⁸. » *En lutte!* et *Mobilisation* ont joué un rôle actif dans la diffusion de la pensée marxiste-léniniste au Québec par une nouvelle méthode de propagande — l’agit-prop — comme « moyen privilégié grâce auquel allait naître enfin le parti prolétarien [au Québec]⁷⁹. » Après une période de dissensions entre les CAP et le FRAP, entre Gagnon et la *Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada* (LC(m-l)C) sur la direction que devait prendre ce nouveau parti, *En lutte!* a émergé comme un porte-parole du marxisme-léninisme au Québec durant les années 1970.

Néanmoins, nous considérons que les membres d’*En lutte!* et de *Mobilisation* n’ont pas été aussi actifs sur la scène politique que les auteurs de la revue *Cité libre* par exemple. L’équipe de rédaction de *Cité libre* a pu s’intégrer au sein du gouvernement canadien à Ottawa. En ce qui concerne *En lutte!* et *Mobilisation*, leur influence se restreint à une partie de la jeunesse universitaire et quelques mouvements populaires au Québec, même au Canada. Nonobstant cela, plusieurs auteurs anonymes des organes d’*En lutte!* et de *Mobilisation* se sont servis du modèle socialiste chilien pour en faire une critique idéologique. Plus important encore, certains de ces auteurs ont découvert un autre joueur-clé derrière le renversement d’Allende : le syndicalisme étatsunien. De là, ils ont compris,

⁷⁸ Jean-Philippe Warren, *Op. cit.*, p. 188.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 91.

tout comme les auteurs que nous avons mentionnés précédemment, que son gouvernement avait fait des erreurs importantes, ce qui expliquerait le « pourquoi » derrière l'intervention étatsunienne. Pourtant, ils ont démontré un intérêt pour le Chili d'Allende afin d'en tirer des leçons importantes pour l'édification concrète du socialisme au Québec. Plus précisément, ils croient que les événements qui se sont déroulés au Chili ont démontré qu'il était nécessaire, selon eux, de faire la révolution socialiste sous la direction d'un parti révolutionnaire guidé par le marxisme-léninisme.

En février 1975, un auteur de *Mobilisation* s'est prononcé sur le coup d'État de Pinochet qui, selon lui, n'était pas seulement orchestré par la junte militaire, mais aussi par la CIA et financé par l'AFL-CIO. En effet, l'*Institut pour le syndicalisme libre* aurait formé des syndicalistes chiliens en Virginie pour inciter les gens à faire des grèves et à encourager les entrepreneurs à imposer des lock-out envers leurs employés afin de contrer les mesures socioéconomiques de l'*Unité populaire*. De plus, l'auteur rapporte que plusieurs syndicalistes chiliens ont voyagé aux États-Unis entre 1970 et 1973 pour rencontrer des dirigeants et des membres de l'AFL-CIO, de l'*Institut pour le syndicalisme libre* et du *Secrétariat international du travail* : « Ces groupes étaient dirigés par des opposants connus à l'*Unité populaire* et jouèrent un rôle stratégique lors du 11 septembre 1973⁸⁰. » Aussi, 90 % du budget de l'*Institut pour le syndicalisme libre* aurait été financé par des multinationales comme l'ITT, l'ACC et la KCC⁸¹. Toutefois, l'auteur spécifie que l'implication étatsunienne reste impossible à prouver en raison du fait que

⁸⁰ « L'AFL-CIO et l'impérialisme américain, le rôle du syndicalisme américain au Chili », *Mobilisation*, vol. 4, n° 6 (février 1975), p. 26-27.

⁸¹ *Ibid.*, p. 27.

l'AFL-CIO n'a pu mettre les pieds sur le sol chilien, ainsi que de la conscience de classe et du sens de l'organisation du prolétariat chilien :

Dès la prise du pouvoir par l'*Unité Populaire*, la subversion antipopulaire s'organisa. Une stratégie d'ensemble assurait la coordination avec la droite chilienne et le gouvernement américain. Cette stratégie définissait trois objectifs : saboter l'économie, édifier une opposition de droite massive et saper l'unité de la classe ouvrière. Le sabotage de l'économie fut au début la priorité⁸².

Ici, l'auteur tente de démontrer qu'il y aurait eu une coexistence entre la droite chilienne et le gouvernement étatsunien afin de renverser Allende, mais aussi de laisser aller le coup d'État. C'était une stratégie méthodique et bien planifiée par l'AFL-CIO. Ce groupe aurait envoyé plusieurs communiqués en appui à la junte militaire afin de contrôler le syndicalisme chilien à lui seul. L'auteur l'accuse donc d'avoir été responsable de la mise en marche de l'appareil répressif de Pinochet⁸³. Qu'est-ce qui expliquerait ce mépris de la part de cet auteur?

Comme il est indiqué dans leur « préface » en 1969, les objectifs premiers du groupe *Mobilisation* étaient de relancer le débat idéologique au Québec et de poser la problématique de la révolution socialiste québécoise. C'est une revue qui, à la base, s'est définie comme un instrument de mobilisation, « et par les buts qu'elle entend poursuivre, elle est appelée à combler, un vide que ressentent de nombreux militants⁸⁴. » *Mobilisation* se servait de l'information seulement pour faire réfléchir, et ainsi faire, « frapper » l'imaginaire des militants de la gauche québécoise⁸⁵. En 1970, un auteur dénommé J-P. P. poursuit sur cette lancée en accusant le syndicalisme étatsunien d'être un allié de l'impérialisme étatsunien, d'où les accusations portées contre l'AFL-CIO dans l'article

⁸² « L'AFL-CIO et l'impérialisme américain, le rôle du syndicalisme américain au Chili », *Loc. cit.*, p. 27.

⁸³ *Ibid.*, p. 27.

⁸⁴ « Préface », *Op. cit.*, n° 1 (1969), p. 3.

⁸⁵ *Ibid.*

paru en 1975. Selon J-P. P., cette organisation syndicale représenterait l'anticommunisme, allant même à dire qu'elle est « l'un des plus efficaces instruments des nouvelles formes de pénétration impérialiste dans le monde industrialisé comme au Tiers-monde⁸⁶. » L'auteur rajoute que l'ambiguïté du rôle d'une centrale syndicale québécoise, comme la FTQ par exemple, s'expliquerait par son lien avec le syndicalisme, voire l'impérialisme étatsunien⁸⁷. Les membres de *Mobilisation* voulaient faire comprendre à leurs lecteurs que le syndicalisme s'oppose à tout moyen de lutte pour l'émancipation nationale du Chili (et du Québec). Le 12 décembre 1974, *En lutte!* publiera un article qui affirme également que l'AFL-CIO était derrière cette tragédie et que ses leaders sont des agents impérialistes : « Entre leurs mains, l'A.F.L.-C.I.O. est devenue un instrument d'intégration au système capitaliste et d'oppression des travailleurs du monde entier⁸⁸. » Toutefois, l'enjeu principal d'*En lutte!* est d'expliquer le rôle crucial des États-Unis derrière le coup d'État chilien de 1973.

Le 8 août 1974, Nixon annonce, dans un discours télévisé de 16 minutes, sa démission après le scandale du *Watergate*; une affaire d'espionnage étatsunien qui a révélé les liens entre des « cambrioleurs » cubains à la *Maison-Blanche* et les financements anormaux de la campagne présidentielle de Nixon. Gerald Ford le remplace le 9 août 1974. Un auteur d'*En lutte!* reviendra sur cela, ainsi que sur les accusations portées contre Nixon et la CIA à l'égard du sabotage économique du Chili durant le régime Allende. En fait, Nixon aurait « fait déverser par l'intermédiaire de la CIA 1 million de dollars étatsuniens pour les élections de candidats d'extrême-droite, distribuer 350,000 \$ en pots-de-vin à des

⁸⁶ J-P. P., « La FTQ : un valet de l'impérialisme syndical », *Op. cit.*, n° 4, 1970, p. 8.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 17.

⁸⁸ « L'A.F.L.-C.I.O. à l'étranger. Derrière le coup d'État au Chili », *En lutte!*, vol. 2, n° 29 (12 décembre 1974), p. 8.

membres du Congrès chilien pour empêcher l'investiture d'Allende à la présidence, financer des démonstrations d'extrême-droite, acheter des stations de radio pour des organisations réactionnaires, [...]»⁸⁹. » Cet auteur croit que les actions de la CIA n'étaient pas un secret pour personne. En fait, le rôle de la CIA se serait considérablement accru après l'échec de la guerre du Vietnam selon lui, tout en insistant sur le fait que « s'ajoutent les milliers de faux diplomates qui pullulent dans les ambassades américaines, situées dans les points chauds du globe, qui sont en fait des agents guettant toute poussée révolutionnaire⁹⁰. »

Un autre auteur d'*En lutte!* croit avoir repéré des liens étroits entre la junte militaire de Pinochet et le gouvernement canadien de Pierre Elliott Trudeau. Durant le régime Allende, les exportations canadiennes ont énormément diminué entre 1970 et 1972. Voyant que ses intérêts économiques étaient en danger, Trudeau a donc tenté de bloquer les mesures socialistes d'Allende en envoyant des hommes d'affaires canadiens au Chili. Autrement dit, le Canada aurait aussi participé au renversement d'Allende d'après les présomptions de l'auteur :

Pour que les capitalistes étrangers puissent exploiter un pays, le gouvernement en place doit leur être favorable. [...] En coupant les crédits et les exportations, le Canada participait au blocus économique qui devait créer les conditions nécessaires pour le renversement d'Allende. Aussitôt après le coup d'État, le Canada s'est empressé de reconnaître la junte militaire. Par la suite, le Canada approuvait l'octroi de crédits importants au Chili par le biais des organismes internationaux dont il fait partie. Ainsi, le Fonds monétaire international (FMI) a octroyé au-delà de 120 millions de dollars aux militaires; la Banque interaméricaine de développement (BIRD) accordait au-delà de 250 millions de dollars en prêts avantageux⁹¹.

⁸⁹ « Des militaires à la CIA : Une même politique répressive », *Op. cit.*, vol. 2, n° 25 (17 octobre 1974), p. 8.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ « Le coup d'État chilien. Un coup payant pour le Canada », *Op. cit.*, vol. 2, n° 25 (17 octobre 1974), p. 8.

L'auteur en conclut que l'attitude canadienne s'inscrivait dans une logique particulière, soit l'aide au développement du Chili, qui non seulement est intégrante des relations étrangères canadiennes, mais est aussi une « source de financement initiale pour l'exportation des biens canadiens et procure aux Canadiens le genre de connaissances utiles à l'expansion des intérêts commerciaux à l'étranger⁹². » Peut-on dire que les conclusions de cet auteur tendraient à prouver que le Canada aurait emboîté le pas à la campagne de déstabilisation étatsunienne au Chili? José del Pozo affirme que les événements qui se sont produits au Chili ont placé le gouvernement fédéral canadien devant un dilemme : reconnaître le nouveau gouvernement de Pinochet ou l'isoler diplomatiquement : « Ottawa fit l'objet de pressions de la part de plusieurs organisations sociales, des Églises (autant catholiques que protestantes) et du [*Nouveau parti démocratique*] NPD pour qu'il ne reconnaisse pas le nouveau pouvoir au Chili⁹³. » Puisque le Canada n'avait pas une politique précise à l'égard des réfugiés chiliens et qu'il devait « accepter » des personnes ayant appuyé un gouvernement socialiste comme celui d'Allende, la situation était loin d'être acceptable unanimement.

En dépit de la validité douteuse de leurs recherches, nous reconnaissons que certains auteurs de *Québec-Press*, et des organes de *Mobilisation* et d'*En lutte!* ont pu saisir l'implication du gouvernement étatsunien derrière le renversement de Salvador Allende, tout en démontrant qu'un autre joueur — le syndicalisme étatsunien — s'est immiscé dans les péripéties de 1973-1974 afin de contrôler le syndicalisme chilien et d'imposer des manifestations monstres contre l'*Unité populaire* pour déstabiliser l'économie chilienne. Compte tenu des hypothèses avancées par ces auteurs, d'autres facteurs auraient pu

⁹² « Le coup d'État chilien. Un coup payant pour le Canada », *Loc. cit.*

⁹³ José del Pozo, *Les Chiliens au Québec* [...], p. 42.

expliquer l'échec du socialisme chilien après 1973. Alors, qu'en est-il de la signification derrière le coup d'État chilien? Comment a-t-on décrit le climat sociopolitique du Chili durant le régime Pinochet? D'autres auteurs ont ainsi tenté de disséquer cet échec et en ont conclu que l'attentisme d'Allende et ses contradictions internes y sont pour beaucoup.

L'autopsie du socialisme chilien après le coup d'État du 11 septembre 1973. L'extirpation du « cancer marxiste » au Chili (1973-1978)

L'impérialisme étatsunien a joué un rôle dans le renversement du gouvernement socialiste de Salvador Allende et l'instauration de la junte militaire d'Augusto Pinochet le 11 septembre 1973. Maintenant, nous devons explorer d'autres facteurs identifiés dans les revues d'idées québécoises qui expliqueraient aussi pourquoi le socialisme a échoué au Chili. En fait, certains auteurs se sont assigné comme tâche de faire l'autopsie du socialisme chilien après 1973, tout en tentant de cerner la signification derrière le coup d'État chilien et de décrire le climat sociopolitique du Chili durant le régime Pinochet, qui a voulu extirper toute trace du « cancer marxiste » du pays.

Un auteur anonyme explique, dans *Québec-Presse*, que le coup d'État chilien est dû aux contradictions internes du gouvernement Allende et du légalisme que ce dernier a tenté de mettre au point. Les auteurs d'*En lutte!* émettent cette hypothèse aussi, mais en considérant que les événements du Chili ont offert une leçon importante au Québec, soit la nécessité de faire la révolution socialiste en étant sous la direction d'un parti révolutionnaire guidé par le marxisme-léninisme, et non par l'attentisme politique d'Allende.

Un bref rappel est à considérer sur les raisons derrière le coup d'État, qui sont à la fois d'ordre domestique et international. Plus important encore, le coup d'État qui a renversé Allende était brutal et décisif pour l'avenir du pays, représentant une des ruptures

les plus dramatiques dans l'histoire moderne du Chili. Les causes sont débattues par les participants et les témoins du coup d'État. Mais, tous sont d'accord sur le fait que la division politique du Chili en 1973 et que l'intervention étatsunienne, plus particulièrement celle de la CIA, y sont pour beaucoup. Cependant, plusieurs ont tenu le gouvernement de *l'Unité populaire* responsable du péril économique et des stratégies révolutionnaires inefficaces durant cette période. Comme nous l'avons mentionné auparavant, ce coup d'État a également entraîné des répercussions catastrophiques pour le Chili. En effet, le gouvernement Pinochet a appliqué un régime de torture sévère sur les plans physique et psychologique.

Le 14 avril 1974, un auteur a repris, dans le dossier sur le Chili de *Québec-Presses*, le bilan de l'auteur colombien Gabriel García Márquez à l'égard des morts et des victimes depuis l'instauration de la junte militaire de Pinochet au Chili : 20 000 personnes assassinées, 30 000 détenus politiques, 25 000 étudiants expulsés et 200 000 ouvriers licenciés⁹⁴. Mis à part l'intervention étatsunienne, cet auteur considère que la *Démocratie chrétienne* a tenté de compromettre la stabilité du régime Allende afin de gagner les deux tiers des sièges au congrès chilien en mars 1973 : « La polarisation de ces deux forces allait s'identifier, en fait, à la polarisation du pays lui-même. Curieusement, c'est le catholique Eduardo Frei, qui ne croit pas au marxisme, qui mit le mieux à profit la lutte des classes, la stimulant et l'exacerbant, dans le but de harceler le gouvernement et de précipiter le pays sur la pente [...] du désastre économique⁹⁵. » En incitant à la déstabilisation de *l'Unité populaire*, Frei aurait gagné son pari. Les mesures économiques imposées contre Allende de la part de la CIA, le blocage des crédits pendant son régime

⁹⁴ « Chili : Autopsie d'un assassinat », *Québec-Presses*, vol. 6, n° 15 (14 avril 1974), p. 17.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 19.

et le sabotage interne de la bourgeoisie sont survenus principalement à cause de cela⁹⁶. L'auteur a pu saisir les motivations de Frei puisque les besoins économiques du Chili étaient, selon ses dires, pressants : « Les joyeuses commères de la bourgeoisie, prenant prétexte du rationnement et des prétentions excessives de la population pauvre, descendirent sur la place publique en faisant tinter leurs casseroles vides⁹⁷. » À travers cette analyse, nous en concluons que l'auteur a pu déceler une cause importante derrière le coup d'État chilien, soit la déstabilisation entreprise, en partie, par la *Démocratie chrétienne*. Le 21 avril 1974, dans le dossier sur le Chili, un autre auteur a tenté d'éclairer une autre cause derrière le coup d'État : les contradictions internes de Salvador Allende.

Lors des élections de mars 1973, l'*Unité populaire* obtenait seulement 36,6 % des voix. Toutefois, selon la *Démocratie chrétienne*, le processus démocratique qu'Allende avait mis en place n'était pas légal. Donc, dû à la conjonction des forces de la réaction intérieure et extérieure au sein de la scène politique chilienne à l'époque, l'auteur anonyme de cet article a admis que l'*Unité populaire* n'avait aucunement appris de ses erreurs après le scrutin de mars 1973. Due à la paralysie économique du pays à ce moment-là, cet auteur en a conclu qu'une véritable lutte de classes s'est produite après la déstabilisation socioéconomique du pays en 1972-1973, qui « échappait au contrôle de ceux-là mêmes qui l'avaient déclenché, une implacable foire d'empoigne d'intérêts opposés dont le paroxysme final devait être un cataclysme social sans précédent dans toute l'histoire de l'Amérique⁹⁸. » Alors, les contradictions internes d'Allende, plus précisément à l'égard du légalisme politique, expliqueraient entre autres cette déstabilisation :

⁹⁶ « Chili : Autopsie d'un assassinat », *Loc. cit.*, p. 19.

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ « Chili, autopsie d'un assassinat : "Le peuple est au gouvernement, mais pas au pouvoir" – Salvador Allende », *Loc. cit.*, p. 17-18.

Salvador Allende resta opiniâtrement attaché au respect de la légalité. Il était à la fois un ennemi héréditaire de la violence et un révolutionnaire fervent. Ce fut la contradiction la plus dramatique de sa vie. [...] Cette tardive découverte l'aide peut-être à trouver la force de résister jusqu'à la mort dans les décombres en flammes d'une résidence qui n'était déjà plus la sienne, sombre bâtiment édifié par un architecte italien pour abriter la frappe de la monnaie et qui finit sa carrière changée en dernier refuge d'un président sans pouvoir⁹⁹.

En respectant les bases préétablies au Chili, Allende aurait couru préalablement à sa perte en étant tiraillé entre le capitalisme bourgeois et le socialisme démocratique qu'il a tenté de mettre au point durant ses trois années au pouvoir. Certains auteurs du journal *En lutte!* se sont positionnés du même côté de ceux de *Québec-Press* — ce qui est relatif en soi — à l'égard du coup d'État chilien, mais en considérant surtout l'attentisme d'Allende comme cause principale derrière l'échec du socialisme chilien, du moins la « voie chilienne vers le socialisme ».

Selon la plupart des membres d'*En lutte!*, Allende était prisonnier de ses propres contradictions entre les revendications respectives de la classe ouvrière et de la bourgeoisie, mais surtout entre l'*Unité populaire* et les autres forces politiques. En conséquence, le pays était économiquement et politiquement paralysé. Allende ne pouvait sauvegarder l'économie du pays en faisant des compromis avec la bourgeoisie chilienne. Il devait lutter contre les patrons et les grands propriétaires pour que ses réformes fonctionnent. Même si la classe ouvrière avait appuyé Allende, il y avait un but derrière cela : instaurer le socialisme au Chili. Pour cette raison, Allende est perçu comme une figure tragique aux yeux des auteurs d'*En lutte!*, car l'échec de l'*Unité populaire* était un échec au niveau des théories « opportunistes » sur la révolution et sur la possibilité de se diriger vers le marxisme, « tout en laissant à la bourgeoisie la possession et l'usage des

⁹⁹ « Chili, autopsie d'un assassinat : "Le peuple est au gouvernement, mais pas au pouvoir" – Salvador Allende », *Loc. cit.*, p. 18.

outils principaux de sa domination, à savoir : le pouvoir économique, le pouvoir politique et l'armée¹⁰⁰. » Certains auteurs du journal *En lutte!* considéraient la pertinence et le pragmatisme derrière la « voie chilienne vers le socialisme » de Salvador Allende. Cependant, ils ont remis en question la perception bornée des militants syndicaux et des membres du PQ à cet égard. En fait, ces auteurs croient qu'ils se seraient servis de l'exemple chilien pour en faire un modèle social-démocrate et réformiste similaire au Québec, mais qui était, dans l'ensemble, irréalisable et trop associés aux bases socioéconomiques de la bourgeoisie : « Déformant les leçons tirées de l'histoire du socialisme, ils oublient ou ignorent que l'État bourgeois doit être remplacé par un État prolétarien si l'on veut réaliser les conditions nécessaires à la construction du socialisme¹⁰¹. » Malgré tout, l'échec d'Allende a davantage alimenté la solidarité et la résistance à l'échelle internationale. La réflexion militante de ces auteurs s'est inspirée de cela et a accentué davantage sur la lutte anti-impérialiste afin de venir à bout de l'impérialisme étatsunien et de la junte militaire d'Augusto Pinochet, contrairement à Allende qui n'aurait pas pu lutter contre lui étant donné sa tolérance excessive envers la bourgeoisie chilienne. Néanmoins, la résistance populaire chilienne s'est radicalisée après le coup d'État. Les membres d'*En lutte!* insistent sur ce point pour démontrer que la révolution devait se produire au Chili.

Les auteurs du journal *En lutte!* en ont donc conclu que le révisionnisme de l'*Unité populaire* est un des facteurs principaux qui expliquerait la tragédie chilienne. Selon eux, le coup d'État du 11 septembre 1973 aurait mis fin à l'illusion de la « voie chilienne vers

¹⁰⁰ « Chili, les leçons de l'histoire », *En lutte!*, vol. 1, n° 11 (7 février 1974), p. 4.

¹⁰¹ « Au Chili, la lutte pour le socialisme est loin d'être terminée », *Op. cit.*, avant-premier numéro (1^{er} mai 1973), p. 8.

le socialisme ». Afin d'accéder au socialisme, le prolétariat chilien devait prendre les armes pour lutter contre la bourgeoisie, et non « flatter l'armée bourgeoise, comme les révisionnistes chiliens l'ont fait, comme si elle pouvait respecter le “processus démocratique¹⁰²”. » Le soutien de la gauche québécoise devait être lié contre ce révisionnisme, ce qui explique pourquoi plusieurs membres d'*En lutte!* ont autant réagi contre les interventions « réformistes » proposées par le syndicalisme québécois, le PQ et, comme nous le verrons plus loin, le *Comité Québec-Chili* (CQC). Par ailleurs, ils considéraient que les événements du Chili ont offert une leçon importante au Québec, soit la nécessité de faire la révolution socialiste en étant sous la direction d'un parti révolutionnaire guidé par le marxisme-léninisme¹⁰³. Après avoir observé les événements qui se sont produits au Chili, ces auteurs en ont alors conclu que le marxisme-léninisme est la seule voie à suivre afin de mener la révolution socialiste au Québec, et non le nationalisme québécois.

Somme toute, les auteurs de *Québec-Presse* et d'*En lutte!* ont voulu éclairer leurs lecteurs sur d'autres facteurs qui auraient pu expliquer l'avènement du coup d'État de 1973 et l'échec du socialisme au Chili, qui sont principalement dû aux contradictions internes de Salvador Allende et de l'*Unité populaire*. En ce qui concerne les membres d'*En lutte!*, leur critique de la « voie chilienne vers le socialisme » et de la dictature d'Augusto Pinochet est soutenue par l'idée que la révolution devait se réaliser au Chili à

¹⁰² « Soutenons le peuple chilien! Dénouons le révisionnisme », *Op. cit.*, vol. 3, n° 45 (25 septembre 1975), p. 8.

¹⁰³ « La tragédie chilienne ou l'échec de la voie révisionniste », *Op. cit.*, vol. 6, n° 124 (12 septembre 1978), p. 3.

travers l'insurrection de la classe ouvrière et de la population, tout en étant guidé sous la voie marxiste-léniniste.

Conclusion du deuxième chapitre

Si la révolution cubaine a pris un espace considérable dans les revues d'idées québécoises des années 1960, le Chili des années 1970 a occupé une place plus importante et a procuré une inspiration majeure pour la plupart des auteurs et des militants que nous avons vu dans ce chapitre. Le gouvernement socialiste de Salvador Allende a suscité un intérêt important de leur part. En tentant de reconquérir son économie de l'impérialisme étatsunien et en proposant des réformes qui ont modifié les rapports entre les classes sociales chiliennes, Allende a représenté un espoir pour ces auteurs. Pourtant, les États-Unis, présents sur le sol chilien, ont planifié une opération afin de le renverser du pouvoir en collaboration avec des forces obscures telles que la CIA, l'ITT, l'ACC, la KCC et l'AFL-CIO, ce qui a emmené Augusto Pinochet et sa junte militaire à prendre le pouvoir par la violence le 11 septembre 1973 à travers une campagne de division politique entre l'*Unité populaire* et la *Démocratie chrétienne*. De là, certains auteurs ont réalisé que le socialisme chilien était voué à l'échec — dû entre autres aux contradictions internes du gouvernement Allende — et qu'il y avait un éveil au sein de la population chilienne afin de lutter contre la répression qui allait s'ensuivre après le coup d'État de 1973.

L'impact du coup d'État chilien a résonné à un tel point au Québec que plusieurs acteurs au sein du syndicalisme et du militantisme québécois ont voulu exprimer leur solidarité envers la cause chilienne en dénonçant la répression de la population — notamment les paysans, les membres du MIR et les ouvriers — sous l'égide de Pinochet après 1973. Cinq groupes ont été importants dans l'avancée de cette cause au Québec vers la deuxième moitié des années 1970 : les *Chrétiens pour le socialisme* (CPS), le *Secrétariat Québec-Amérique latine* (SQAL), le *Comité Québec-Chili* (CQC) — dont les raisons d'être et le contexte autour de sa fondation ont été peu explorés dans ce chapitre

—, le *Carrefour de solidarité internationale* (CSI) et le *Centre international de solidarité ouvrière* (CISO). Cependant, nous devons aussi reconnaître que les expériences cubaine et chilienne ont eu un impact réel sur l'ensemble géopolitique de l'Amérique latine avec les nombreuses tentatives de mener des luttes anti-impérialistes inspirées, d'une part, de la révolution cubaine et, d'autre part, du modèle socialiste chilien. En dépit de cela, ces luttes ont connu un échec lamentable dans certaines régions latino-américaines avec l'instauration de dictatures militaires répressives contre la population, notamment les mouvements de gauche.

CHAPITRE III

DE LA SOLIDARITÉ QUÉBEC-CHILI À LA SOLIDARITÉ QUÉBEC-AMÉRIQUE LATINE

Après avoir suivi de près les événements qui se sont produits au Chili, plusieurs militants syndicaux et missionnaires québécois ont tenté de rallier leurs objectifs avec les militants chiliens afin d'aboutir à une réflexion générale sur l'édification du socialisme au Québec dans les années 1970. Tout en reconnaissant que la révolution cubaine a inspiré la majorité d'entre eux à lutter contre l'impérialisme anglo-saxon au Québec, nous avons vu précédemment que le Chili a généré un plus grand impact dans les revues d'idées québécoises. Pour cette raison, nous croyons que le Chili des années 1970 a profondément marqué la réflexion sur le développement du socialisme au Québec, ce qui a créé des précédents importants à l'époque.

D'une part, une solidarité commune avec le Chili a émergé au Québec à travers la fondation des *Chrétiens pour le socialisme* (CPS) au Congrès de Santiago en avril 1972; le premier mouvement ayant établi une réflexion importante sur l'édification du socialisme à la fois au Chili, voire en Amérique latine, et au Québec. D'autre part, plusieurs dirigeants syndicaux québécois ont discuté de l'opportunité de créer une organisation — le *Secrétariat Québec-Amérique latine* (SQAL) fondé en avril 1973 — dont l'objectif principal était d'acquérir les méthodes et les stratégies du mouvement ouvrier chilien dans sa lutte contre l'impérialisme étatsunien afin de les adapter dans le cadre sociopolitique québécois.

Ce qui est plus significatif encore, c'est qu'après le coup d'État de 1973, plusieurs acteurs de la société civile québécoise ont pris la parole pour dénoncer ce qui s'est produit

dans ce pays et exercer de la pression sur le gouvernement fédéral canadien pour faciliter l'accès des réfugiés chiliens au Québec. Nous constatons alors un réel mouvement qui va de la solidarité Québec-Chili à la solidarité Québec-Amérique latine. Dans un premier temps, plusieurs organisations non gouvernementales ont été mises sur pied pour venir en aide aux Chiliens telles que le *Comité Québec-Chili* (CQC) et le *Carrefour de solidarité internationale* (CSI). À partir de ce coup d'État, une mobilisation importante d'acteurs et de mouvements québécois a eu lieu en faveur de la solidarité Québec-Chili qui s'est dirigée, par la suite, vers l'ensemble de l'Amérique latine. La fondation du *Centre international de solidarité ouvrière* (CISO) à Montréal en juin 1975 est l'exemple qui illustre l'émergence de cette solidarité au Québec dans la première moitié des années 1970.

C'est pourquoi ce dernier chapitre tracera l'émergence de groupes de solidarité Québec-Chili qui ont, par la suite, exprimé une solidarité plus étendue envers l'Amérique latine. En premier lieu, nous verrons ces précédents à la solidarité Québec-Chili en tentant d'explicitier son émergence à travers la formation des CPS et du SQAL pendant la première moitié des années 1970. Yves Vaillancourt a été un acteur important à l'égard des CPS et traite de ce groupe dans la revue jésuite *Relations*. En deuxième lieu, nous tenterons de comprendre la manière dont le coup d'État de 1973 a pu mobiliser les effectifs et les mouvements québécois en faveur de la solidarité Québec-Chili. En effet, comme nous l'avons vu au deuxième chapitre, ce coup d'État a créé des retentissements importants au Québec, du moins dans les revues d'idées québécoises. Toutefois, qu'en est-il de la solidarité Québec-Chili? Quels auteurs se sont exprimés le plus à l'égard de cette solidarité dans les revues d'idées québécoises? Nous croyons que le manifeste des missionnaires québécois expulsés du Chili, publié dans *Relations* en décembre 1973, a été

le coup d'envoi de la mobilisation en faveur de cette solidarité. Nous verrons, dans un troisième temps, les groupes de solidarité qui ont été mis sur pied afin d'aider les réfugiés chiliens, plus précisément le CQC (en analysant certains entretiens et articles parus dans les revues *Québec-Press* et le journal *En lutte!*) et le CSI. En dernier lieu, nous déterminerons comment ces groupes de solidarité Québec-Chili se sont dirigés vers l'Amérique latine, tout en envisageant — de manière brève — la lecture des luttes contre les gouvernements dictatoriaux latino-américains par le SQAL et le CISO. Un grand nombre de militants québécois ont pu observer la multiplication des abus contre les droits de la personne dans cette région, ce qui les a interpellés et les ont poussés à se mobiliser. Plusieurs personnes en sont venues à la conclusion que l'arrivée au pouvoir de ces dictatures était due principalement à la présence de l'impérialisme étatsunien — et anglo-saxon à une certaine limite — et son exploitation des richesses latino-américaines. Même si cette analyse des problèmes en Amérique latine ne date pas nécessairement des années 1970, une prise de conscience s'est quand même manifestée au Québec devant ces abus. En effet, la majeure partie de ces militants ont dénoncé la présence des multinationales étatsuniennes (et canadiennes) qui visaient l'implantation de réformes capitalistes pour s'assurer du développement socioéconomique de l'Amérique latine, mais au détriment de sa population.

Les précédents à la solidarité Québec-Chili. L'émergence d'objectifs communs à travers les Chrétiens pour le socialisme (CPS) et le Secrétariat Québec-Amérique latine (SQAL), 1970-1973

Lors de la conférence « Réfugiés et immigrants au Québec. Une longue solidarité de l'histoire internationale à partir de l'expérience chilienne » organisée par le *Comité pour les droits humains en Amérique latine* (CDHAL) à l'UQAM le 11 février 2015, Suzanne Chartrand, fille du militant et dirigeant syndical québécois Michel Chartrand, et membre du *Secrétariat Québec-Amérique latine* (SQAL), a raconté que la période 1968-1973 était marquante pour sa génération puisqu'une mobilisation a résulté de ces événements, notamment à l'égard des mesures réformistes que l'*Unité populaire* a tenté de mettre au point au Chili¹. Chartrand a constaté des similitudes entre les luttes respectives que le Québec et le Chili ont voulu mener contre l'impérialisme étatsunien (et anglo-saxon). Par exemple, en 1972, le congrès du *Conseil central des syndicats nationaux de Montréal* (CCSNM) a réuni 1 200 travailleurs afin de discuter des intérêts et des moyens du *Comité Indépendance-Socialisme* (CIS²). Ils ont tenté de repenser la libération nationale au Québec en analysant le modèle socialiste du gouvernement Allende comme étant un modèle possible pour transformer leur nation. Pour la première fois, un pays du Sud global allait inspirer des Québécois à transformer leur société. Les événements du Chili, du moins durant les années Allende, sont devenus une préoccupation

¹ Suzanne Chartrand, « Réfugiés et immigrants au Québec. Une longue solidarité de l'histoire internationale à partir de l'expérience chilienne », conférence organisée par le *Comité pour les droits humains en Amérique latine* (CDHAL), UQAM, 11 février 2015.

² La création de ce comité a résulté de la démission de l'aile gauche du *Rassemblement pour l'indépendance nationale* (RIN) et des divergences entre les factions au sein de ce groupe. De là, deux groupuscules se sont formés : le *Front de libération populaire* (FLP) par Andrée Ferretti et le CIS par les auteurs de *Parti pris*. Pour plus d'informations, voir Gilles Bourque et Gilles Dostaler, *Socialisme et indépendance*, Montréal, Boréal Express, 1980, coll. « Les classiques des sciences sociales », 224 p.

importante pour des groupes tels que les CPS et le SQAL. Cela s'est reflété dans les revues d'idées québécoises.

Les Chrétiens pour le socialisme (CPS). L'engagement révolutionnaire des chrétiens au Québec et au Chili (1970-1973)

Le groupe des « chrétiens socialistes » a connu une certaine importance au Québec et Yves Vaillancourt a été un acteur éminent dans l'avancement de cette cause. Né le 2 mars 1941 à Montréal, Vaillancourt est professeur émérite du Département de sciences politiques à l'UQAM. Il a fait ses études à l'*Université de Montréal* en sciences religieuses (1966-1970) et en sciences politiques pour lesquelles il a obtenu une maîtrise en 1975 et un doctorat en 1992. Entre 1983 et 1987, il est directeur du Département de travail social à l'UQAM. Vaillancourt a aussi publié de nombreux cahiers pour l'UQAM durant les années 1970-1980 tels que *Les politiques sociales et les travailleurs* (corédigé avec Michel Pelletier en 1974), *La social-démocratie et les militants chrétiens* (corédigé avec Gilbert Renaud en 1978) et *L'évolution des politiques sociales au Québec : 1940-1960* (1988). De 1971 à 1982, il est directeur des *Politisés chrétiens* et est membre du *Centre de formation populaire* (CFP), du comité *Droit au travail* et du CCSNM entre 1985 et 1989³. Il a aussi été membre du comité de rédaction de *Relations* entre 1970 et 1976. Entre 1970 et 1973, il rédigera de nombreux articles sur le Chili. Des péripéties survenues avant le coup d'État de 1973, il a tenté de mener à bien l'objectif suivant : inciter à l'engagement révolutionnaire des chrétiens contre l'impérialisme anglo-saxon au Québec et l'impérialisme étatsunien au Chili.

³ La notice biographique d'Yves Vaillancourt est tirée de son fonds d'archives à l'UQAM. Voir UQAM, Service des archives et de gestion des documents (2008, février), « Fonds d'archives Yves Vaillancourt », UQAM [site Web], consulté le 31 janvier 2017, <https://archives.uqam.ca/fonds-archives/archives-privees/11-gestion-archives-historiques/46-fonds-archives.html?varcote=169P>

Vaillancourt a traité de l'élection de Salvador Allende dans *Relations* en novembre 1970. Son élection a une signification particulière à ses yeux. Non seulement représenterait-elle l'éventualité d'un virage socialiste au Chili (et en Amérique latine), mais aussi «la possibilité de l'émergence d'un front anti-impérialiste dont la base reposerait sur l'axe Cuba-Pérou-Chili. [...] Ainsi, pour la gauche, à la décennie de l'espérance frustrée, pourrait bien succéder celle de l'espérance comblée⁴.» En fait, Vaillancourt croit que la gauche a réussi au Chili en ayant trouvé des moyens d'action réalistes et efficaces, ce qui a énormément contribué à la marche d'Allende vers le pouvoir :

Plus concrètement, depuis 1967, les militants de gauche sont parvenus à détecter les contradictions vécues sous un régime démocrate-chrétien et, surtout, à les faire émerger dans la conscience populaire grâce au travail d'éducation politique fait au niveau de la base. Sans faire appel à ces éléments, il serait difficile d'expliquer comment Allende a pu gagner, en dépit de la basse « campagne de terreur » livrée systématiquement par la droite⁵.

Bref, tout s'expliquerait par l'expérience réformiste qu'Allende a mise en place dès son accession au pouvoir en 1970. Toutefois, Vaillancourt n'exprime aucune naïveté à l'égard de la lenteur de ces réformes et de l'inexpérience de la gauche chilienne. En fait, ces facteurs auraient conduit le gouvernement Allende à aller plus loin, c'est-à-dire à adhérer « à une formation politique qui proposerait une voie carrément socialiste pour sortir des ambiguïtés et des contradictions inhérentes au système néo-libéral⁶. » Ainsi, déjà en novembre 1970, Vaillancourt critiquait la modération du gouvernement Allende dans l'adoption de politiques économiques différentes du régime d'Eduardo Frei. C'est comme si la gauche, selon l'auteur, se serait fait davantage de bénéfice politique, ce qui s'est

⁴ Yves Vaillancourt, « Les élections au Chili », *Relations*, n° 354 (novembre 1970), p. 295.

⁵ *Ibid.*, p. 296.

⁶ *Ibid.*

produit grâce à la collaboration de groupes consacrés à l'animation sociale et à l'éducation politique : « Sans l'intervention opportune de ces groupes, le Chili aurait tout aussi bien pu se tourner vers une alternative de droite⁷. » Vaillancourt croit alors que ces groupes peuvent voir le jour au Québec dans le but d'y ériger un gouvernement socialiste.

Même si le Chili et le Québec ont des différences évidentes au point de vue de leur histoire politique et de leur développement socioéconomique, les deux pays se ressemblent sur un point précis selon Vaillancourt :

À la « révolution dans la liberté » de Frei, correspond la « révolution tranquille » de Lesage. Deux expériences de déblocage politique qui surgissent en rupture avec un gouvernement précédent de type conservateur. Mais, dans les deux cas, le mot révolution couvre en réalité une expérience réformiste. Au Québec, contrairement à ce qui s'est passé au Chili, la gauche n'a pas réussi à transformer les frustrations, causées par les contradictions du réformisme, en disponibilité à adhérer à un chemin politique plus radical. L'histoire de l'animation sociale au Québec est originale et contient de bons moments, mais est-elle sortie de l'amateurisme et constitue-t-elle plus qu'une somme de projets pilotes? Il me semble que les méthodes de conscientisation utilisées systématiquement au Chili pourraient encourager nos militants de gauche à viser un plus haut degré d'organisation dans le travail de sensibilisation et le développement de la conscience politique populaire⁸.

Vaillancourt affirme que les méthodes de conscientisation politique utilisées au Chili peuvent inspirer les militants québécois à faire de même et à collaborer à des fins d'éducation politique et d'animation sociale pour tous les Québécois. Mais, qu'en est-il de la question religieuse pour Vaillancourt? Quelle serait la position des chrétiens « révolutionnaires » au Chili?

En mai 1971, Yves Vaillancourt affirme que les chrétiens « révolutionnaires » chiliens ayant participé aux élections de 1970, de concert avec le *Mouvement d'action populaire unitaire* (MAPU), auraient contribué à la victoire de l'*Unité populaire*. Ces

⁷ Yves Vaillancourt, *Op. cit.*, p. 296.

⁸ *Ibid.*, p. 297.

chrétiens « révolutionnaires » n'ont aucunement hésité à collaborer avec les marxistes, ni même se présenter comme « chrétiens-marxistes » : « C'est un fait que d'un chrétien révolutionnaire à un autre, d'un groupe à un autre, d'un pays à un autre, peut varier beaucoup la qualité des analyses politiques et des réflexions politiques et des réflexions théologiques impliquées dans les choix et les actions. D'où l'importance d'un effort pour saisir “du dedans” la conscience de l'Église révolutionnaire⁹. » Ici, Vaillancourt affirme que l'analyse politique d'un pays — autant le Chili et le reste de l'Amérique latine que le Québec — peut aider à rendre la conscience des chrétiens encore plus engagée envers la révolution socialiste. Le but est de sortir l'Église de ses contradictions « afin de la rendre présente, à la manière d'un ferment positif, dans le nécessaire processus de libération¹⁰. » Vaillancourt poursuit sur cette idée en observant, en janvier 1972, que les chrétiens pouvaient facilement se mobiliser pour la libération des peuples opprimés; une lutte qui est « indissociablement nationale et socio-économique (en raison du double niveau de dépendance), que le dynamisme de l'Évangile doit devenir une praxis¹¹. » Sur ce point, il faut noter que la théologie qui a grandement fait évoluer la réflexion sur les similitudes entre le projet socialiste et une lecture progressiste des évangiles a permis ce développement selon Yves Carrier¹². Dans une société capitaliste comme la société québécoise, la solidarité avec les classes plus infortunées est importante à considérer. À cet égard, Vaillancourt écrit :

Dans les sociétés capitalistes en crise — et le Québec en est une —, le processus historique tend à devenir un processus de libération. C'est au

⁹ Yves Vaillancourt, « Les chrétiens révolutionnaires en Amérique latine », *Op. cit.*, n° 360 (mai 1971), p. 140.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Id.*, « Les chrétiens et l'engagement socio-politique — une lecture d'un politisé chrétien », *Op. cit.*, n° 367 (janvier 1972), p. 11.

¹² Yves Carrier, *Théologie pratique de libération au Chili de Salvador Allende. Une expérience d'insertion en milieu ouvrier*, France, L'Harmattan, 2013, 546 p.

cœur de ce processus de libération que se trouve le rendez-vous actuel de la foi et des chrétiens. [...] Aussi, l'apport du chrétien consistera moins à s'introduire, à s'infiltrer dans l'histoire avec une conception évangélique de l'homme, de la société, qu'à interpréter, discerner ce qui se passe avec les yeux de la foi¹³.

Le chrétien « révolutionnaire » se libérerait de lui-même en s'ouvrant aux autres et à Dieu, et en suivant la théologie de la libération promue par Gustavo Gutierrez. Vaillancourt en est bien conscient. Il indique également que l'Église québécoise gagnerait davantage à se consacrer à l'analyse sociopolitique du Québec : « Au Québec, les courants politiques, culturels et idéologiques qui [...] font le plus peur à l'Église et aux chrétiens, ne pourraient-ils pas être ceux qui peuvent les nourrir et les dynamiser le plus¹⁴? » Vaillancourt tente d'intégrer cette notion de « politisé chrétien » dans la théologie de la libération. Il affirme, en mai 1972, que la lecture de l'Évangile « ne peut être que fortement conditionnée par les connivences plus ou moins grandes que nous avons avec les intérêts de classe des capitalistes, des petits-bourgeois, des travailleurs¹⁵. » L'Évangile est défini comme un appel à la lutte pour la transformation sociale d'un pays, c'est-à-dire « une transformation orientée vers la construction d'un système social plus compatible avec l'exigence de justice, de solidarité et de fraternité¹⁶. » En fait, le processus de transformation du Chili vers une société socialiste a pu, en retour, transformer l'Église chilienne selon Vaillancourt. Toutefois, qu'est-ce qui explique son intérêt envers le Chili?

Yves Vaillancourt a affirmé, dans *Relations* en juillet-août 1972, que le cas chilien était d'un grand intérêt pour plusieurs militants syndicaux québécois à l'époque. Après le congrès des CPS qui s'est tenu à Santiago au Chili du 23 au 30 avril 1972, Vaillancourt et

¹³ Yves Vaillancourt, « Les chrétiens et l'engagement socio-politique – une lecture d'un politisé chrétien », *Loc. cit.*, p. 12.

¹⁴ *Ibid.*, p. 13.

¹⁵ *Id.*, « Les politisés chrétiens et la libération », *Op. cit.*, n° 371 (mai 1972), p. 144.

¹⁶ *Ibid.*

les autres membres de la faction québécoise des CPS ont voulu réexaminer la réalité chilienne à partir de leur expérience au sein du mouvement ouvrier québécois dans la lutte pour l'édification du socialisme au Québec. Le dossier sur le Chili constitué par le comité éditorial de *Relations* en juillet-août 1972 démontrerait, aux yeux de Vaillancourt, que les Québécois ne pouvaient rester indifférents au cas chilien :

le faible degré d'analphabétisme, une population de moins de 10 millions d'habitants, la domination économique et culturelle de l'impérialisme américain, le rôle actif de nombreux comités de citoyens en milieux populaires, l'influence d'un certain christianisme traditionnel sur la conscience politique du citoyen moyen, le souci de faire la transformation de la société étape par étape, etc. [...] D'où l'attention spéciale que nous avons donnée lors de notre séjour (et qui se reflétait dans ce dossier) à certains faits chiliens qui correspondent à des aspirations québécoises : des partis politiques des travailleurs, des entreprises autogérées, des quartiers populaires organisés¹⁷.

Autrement dit, Vaillancourt en conclut que le Chili aurait permis au Québec d'analyser l'activité politique d'un gouvernement socialiste démocratiquement élu pour la première fois en Amérique latine. Les intérêts respectifs des CPS et de plusieurs militants syndicaux québécois étaient alors reliés avec ceux des Chiliens à l'égard de cette lutte. Vaillancourt reviendra, en juin 1972, sur la fondation des CPS au Congrès de Santiago. La faction québécoise des CPS voulait transmettre l'histoire du Québec au Chili, et ce, autant sur le plan socioéconomique que sociopolitique. Il s'agissait de déclarer qu'en dépit de la distance qui existe entre les deux pays, les affinités étaient plus importantes avec le Chili et le reste de l'Amérique latine « en raison du développement chez nous d'une conscience politique assoiffée de libération et greffée sur un vécu collectif séculaire marqué au coin par la dépendance, l'exploitation et l'humiliation¹⁸. »

¹⁷ Yves Vaillancourt, « Pourquoi s'intéresser au Chili? », *Op. cit.*, n° 373 (juillet-août 1972), p. 198.

¹⁸ *Id.*, « Le Congrès de Santiago », *Op. cit.*, n° 372 (juin 1972), p. 176.

Une délégation québécoise a été envoyée au Congrès de Santiago pour souligner la « première rencontre latino-américaine des CPS » du 23 au 30 avril 1972. Vaillancourt était présent lors de ce congrès, ainsi que 400 autres représentants de nations latino-américaines telles que le Chili, l'Argentine, le Mexique et Cuba. Cette rencontre avait pour fins la fondation des CPS et la réflexion sur la construction du processus révolutionnaire socialiste en Amérique latine :

Grâce à notre engagement révolutionnaire, nous avons pu redécouvrir le sens de l'action libératrice du Christ. C'est elle qui donne à l'Histoire son unité profonde et nous permet de saisir le sens de la libération politique en la situant dans un contexte plus large et plus radical. La libération du Christ s'opère nécessairement à travers des événements historiques libérateurs, mais ne se réduit pas à ces événements; elle en signale les limites, mais par-dessus tout, les conduit à leur accomplissement plénier. [...] Si nous nous engageons dans la construction du socialisme, nous le faisons parce qu'en nous appuyant objectivement sur l'expérience historique et en essayant d'analyser rigoureusement et scientifiquement les faits, nous en arrivons à la conclusion que c'est la seule façon efficace de lutter contre l'impérialisme et d'établir une rupture avec notre situation de dépendance¹⁹.

Pour Vaillancourt, la libération des peuples opprimés par l'impérialisme étatsunien et par les dictatures militaires passe par l'organisation d'un socialisme d'inspiration chrétienne, ce qui est le seul recours pour les libérer de leur dépendance socioéconomique. En évoquant le sentiment d'isolement socioéconomique partagé par les Québécois, Vaillancourt a lancé un appel à la solidarité du Québec avec le Chili, voire avec le reste de l'Amérique latine, en situant les « politisés chrétiens » dans cette lutte pour l'émancipation nationale du Québec et en soulignant « l'importance de favoriser une solidarité entre “chrétiens pour le socialisme” à la dimension des deux Amériques²⁰. » En établissant les objectifs des CPS au Chili et en Amérique latine, Vaillancourt a ainsi voulu

¹⁹ Yves Vaillancourt, « Le Congrès de Santiago », *Loc. cit.*, p. 177.

²⁰ *Ibid.*, p. 176.

encourager l'engagement révolutionnaire des chrétiens pour aider les classes infortunées et s'assurer de leur prospérité. Les CPS ont été des acteurs-clés dans le développement de la solidarité Québec-Chili dans la première moitié des années 1970 en encourageant les missionnaires québécois et les chrétiens à s'engager, de corps et d'esprit, à suivre la voie socialiste pour libérer la population latino-américaine contre l'oppression impérialiste. En fait, cette réflexion commune qui a émergé au Québec et au Chili avec les CPS s'est poursuivie avec le SQAL.

Les premiers pas du Secrétariat Québec-Amérique latine (SQAL). La radicalisation du syndicalisme québécois à travers le mouvement ouvrier chilien (1971-1973)

Nous avons mentionné auparavant que nous n'avons repéré aucune référence sur le SQAL dans les revues d'idées québécoises parues avant 1973. Les références semblent être faites seulement après le coup d'État de 1973, ce qui indiquerait que les activités du SQAL étaient plus visibles à ce moment-là. Malgré tout, nous croyons, comme Jacques Boivin a avancé en 1979, que le syndicalisme québécois s'est radicalisé au début des années 1970 en se tournant de près vers le syndicalisme chilien, ce qui a contribué à la formation du SQAL²¹. En effet, plusieurs centrales syndicales québécoises telles que la *Confédération des syndicats nationaux* (CSN), la *Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec* (FTQ) et la *Centrale de l'enseignement du Québec* (CEQ) ont voulu promouvoir le socialisme comme nouveau projet de société à implanter au Québec. Jacques Rouillard a démontré, dans sa synthèse *Histoire du syndicalisme au Québec* en 1989, que ce nouveau cheminement de la part du syndicalisme québécois s'expliquerait

²¹ Jacques Boivin, « Le comité Québec-Chili de 1973 à 1978 : une expérience d'éducation populaire », Mémoire de maîtrise (éducation), Montréal, Université de Montréal, 1979, 194 p.

par l'apparition du mouvement socialiste au Québec²². L'émergence de cette option socialiste a eu des répercussions importantes au Québec pendant la première moitié des années 1970.

La crise économique des années 1970 a conduit la plupart des centrales syndicales québécoises, notamment la CSN, à s'intéresser à des questions précises comme la création d'emplois, les changements technologiques et la réduction du temps de travail par exemple²³. Quant à la question nationale, elle a pris une autre nature durant cette période, soit celle de l'indépendantisme relié au projet de société de la CSN, ce qui expliquerait en partie pourquoi plusieurs militants syndicaux québécois se sont penchés sur l'expérience chilienne des années 1970-1973. De plus, des grèves importantes ont eu lieu au Québec durant ces années : celle des employés de *La Presse* de juillet 1971 à février 1972, ainsi que celle du « Front commun » intersyndical ayant réuni les employés affiliés à la CSN, la FTQ et la CEQ en 1972²⁴. Devant cette conjoncture, plusieurs membres du *Centre de formation populaire* (CFP) se sont rendus au Chili (et en Amérique latine) pour rencontrer des militants québécois engagés dans le processus de construction du socialisme chilien. Jacques Boivin en a compris que l'objectif était de créer une organisation « dont le but serait de faire connaître au Québec certains acquis du mouvement ouvrier chilien dans la lutte pour le socialisme et contre l'impérialisme américain²⁵. » Au début de 1973, plusieurs rencontres ont eu lieu entre des travailleurs chiliens et québécois, plus précisément ceux qui se sont impliqués dans les luttes contre les entreprises *Firestone* et

²² Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec* [...], p. 337.

²³ *Ibid.*, p. 344.

²⁴ Pour plus d'informations, voir Université de Sherbrooke (2017, avril), « Les grandes grèves de l'histoire du Québec », *Bilan du Siècle* [site web], consulté le 28 avril 2017, <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pagesThematiques.jsp?theme=5>

²⁵ Jacques Boivin, *Op. cit.*, p. 21.

Canadian Gypsum. C'est ainsi qu'en avril 1973 la création de cette organisation permanente a abouti sous la forme du SQAL²⁶.

Les tâches du SQAL étaient les suivantes : faire avancer le mouvement ouvrier québécois vers le socialisme en favorisant la prise de conscience de la classe ouvrière à l'égard de l'exploitation et de la domination de l'impérialisme étatsunien; accentuer sur l'internationalisme afin de diffuser les expériences de luttes et les acquis du mouvement ouvrier latino-américain au Québec; intégrer les acquis du mouvement ouvrier latino-américain dans le mouvement ouvrier québécois²⁷.

À la lumière de ce survol historique autour de la fondation du SQAL, nous croyons qu'un bon nombre d'ouvriers, de militants et de dirigeants syndicaux québécois se sont tournés vers le modèle socialiste chilien afin de concrétiser, voire radicaliser, leur propre projet de société au Québec : la symbiose du socialisme et de l'indépendantisme pour l'émancipation nationale de leur pays. Il est aussi intéressant d'observer que le syndicalisme québécois des années 1970 a contribué à l'émergence d'une solidarité québécoise avec le Chili, notamment à l'égard de la lutte du gouvernement Allende et de la population chilienne contre l'impérialisme étatsunien au Chili. Lors du coup d'État de 1973, cette solidarité se consolidera davantage au Québec.

Le « cancer marxiste » qui résiste malgré tout. « Solidarité, solidarité », cri de guerre du Québec

Le coup d'État du 11 septembre 1973 a été un événement fatidique dans l'histoire moderne du Chili. Lors de la conférence du 11 février 2015 à l'UQAM, l'arrivée d'Augusto Pinochet au pouvoir a été interprétée non seulement comme une félonie et une

²⁶ Jacques Boivin, *Op. cit.*, p. 22.

²⁷ *Ibid.*

trahison envers la population chilienne, mais aussi comme la fin de l'utopie socialiste de Salvador Allende. Isabel Orellana, professeure au Département d'éducation et de pédagogie à l'UQAM et chercheure pour *DIALOG. Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones*, a défini le coup d'État de 1973 comme étant « l'instauration d'un programme de planification machiavélique contre la population chilienne²⁸. » En effet, des milliers de réfugiés réprimés par la junte militaire chilienne ont dû quitter le Chili et ont, tant bien que mal, tenté d'entrer sur le sol canadien. Pour Carmen Gloria Quintana, victime du coup d'État de 1973 et attachée scientifique à l'ambassade du Chili au Canada, et José del Pozo, réfugié chilien et professeur associé au Département d'histoire à l'UQAM, c'était un « véritable choc culturel²⁹. » Pourtant, beaucoup de militants québécois ont exprimé leur solidarité envers les militants et les réfugiés chiliens.

Le 19 septembre 1973, une manifestation d'environ 1 500 personnes, incluant des militants syndicaux et des membres de mouvements populaires québécois, s'est déroulée pour inciter au développement de la solidarité québécoise envers la résistance chilienne contre Pinochet et le néolibéralisme étatsunien. En décembre 1973, Hortensia Allende, veuve de Salvador Allende, forcée de s'exiler au Mexique après le coup d'État, a visité le Québec. 5 000 personnes se sont réunies au *Forum* de Montréal afin de la soutenir³⁰. En considérant l'appel à la solidarité de la part des membres d'*En lutte!*, la majorité de ces militants ont reconnu les difficultés du peuple chilien et en ont discuté énormément durant cette période. Dans cette section, nous verrons que le manifeste des missionnaires

²⁸ Isabel Orellana, « Réfugiés et immigrants au Québec. Une longue solidarité de l'histoire internationale à partir de l'expérience chilienne », conférence organisée par le *Comité pour les droits humains en Amérique latine* (CDHAL), UQAM, 11 février 2015.

²⁹ Carmen Gloria Quintana et José del Pozo, *Loc. cit.*

³⁰ « Des milliers de Québécois affirment leur solidarité avec les travailleurs en lutte contre l'impérialisme à travers le monde », *En lutte!*, vol. 1, n° 7 (6 décembre 1973), p. 6.

québécois qui ont été expulsés du Chili en septembre 1973 a renforcé cette solidarité. Ces missionnaires ont voulu démontrer les répercussions socioéconomiques de la présence des forces impérialistes étatsuniennes au Chili et l'injustice qui y a été laissée. Nous verrons aussi que plusieurs groupes de solidarité tels que le *Comité Québec-Chili* (CQC) et le *Carrefour de solidarité internationale* (CSI) se sont subséquemment mis sur pied afin d'aider non seulement les Québécois qui ont été expulsés par la junte militaire chilienne, mais aussi les réfugiés chiliens qui ont voulu s'installer au Québec pour refaire leur vie après cette tragédie.

De ce que nous avons recueilli dans *Relations* et le journal *En lutte!*, nous croyons que plusieurs militants québécois ont été affectés par la tragédie de 1973 et ont voulu exprimer leur solidarité envers la cause chilienne. En effet, ils ont soutenu la lutte du peuple chilien contre le régime Pinochet en proposant des moyens pragmatiques pour y arriver. Dans *Relations*, Yves Vaillancourt et les missionnaires québécois expulsés du Chili ont considéré ce pays comme le laboratoire du « christianisme de demain », c'est-à-dire un christianisme engagé dans la révolution contre l'impérialisme étatsunien, mais surtout contre le régime Pinochet au Chili³¹. C'est une solidarité qui se traduit davantage comme un hommage au peuple chilien.

Les retentissements du coup d'État de 1973 sur la solidarité Québec-Chili (1973-1974)

Le 4 décembre 1973, à l'occasion du troisième anniversaire de l'investiture de Salvador Allende, un manifeste est publié dans *Relations* par un groupe de missionnaires québécois expulsés du Chili après le coup d'État; un manifeste rendu public dans le cadre

³¹ Yves Vaillancourt, « Un laboratoire pour le christianisme de demain », *Relations*, n° 387 (novembre 1973), p. 302.

d'une conférence de presse organisée par le *Comité Québec-Chili* (CQC) qui rejoint les préoccupations de cet appel à la solidarité chrétienne. Lorsque les missionnaires québécois sont arrivés au Chili pour réaliser leur quête évangélique, ils ont constaté la difficulté d'accomplir cette tâche en raison des injustices sociales et des conditions de vie misérables de la population. Pour eux, ceci était le produit de structures socioéconomiques discriminatoires qui excluaient les classes sociales défavorisées du pays. Toutefois, une conséquence encore plus importante de cette injustice était l'enrichissement de la bourgeoisie chilienne en conjonction avec celui de pays occidentaux comme le Canada³². Devant l'oppression entreprise par Pinochet, cette solidarité pouvait les aider à « briser leurs chaînes et pouvaient leur permettre de découvrir leur dignité de fils de Dieu tant bafouée par des personnes et des pays prétendument chrétiens³³. »

En considérant que le projet de l'*Unité populaire* était similaire à celui de l'Évangile, ces missionnaires ont observé que leur propre projet en était un de libération chrétienne. Les causes de leur expulsion s'expliqueraient surtout par leur accompagnement de la population chilienne dans cette recherche de libération à travers la création de nouvelles organisations pour répondre aux problèmes socioéconomiques quotidiens du Chili à l'égard « du ravitaillement, du contrôle des prix, de la santé, ou de la participation des travailleurs dans l'entreprise et dans l'élaboration d'un nouveau système d'éducation³⁴. » Pour cette raison, nous croyons que ce manifeste se veut comme une preuve de reconnaissance envers le peuple chilien : « Nous étions partis pour donner. Nous nous retrouvons aujourd'hui plus riches qu'au départ, grâce à un peuple qui a voulu

³² « Manifeste des missionnaires québécois expulsés du Chili », *Op. cit.*, n° 388 (décembre 1973), p. 336.

³³ *Ibid.*

³⁴ *Ibid.*, p. 337.

construire dans la démocratie une société plus juste et plus fraternelle en donnant aux travailleurs tant ruraux qu'urbains la place qui leur est due dans la construction d'une société³⁵. » La solidarité du Québec avec le Chili est clairement illustrée tout au long de ce manifeste. Yves Vaillancourt exprimera également sa solidarité avec la population chilienne après ce coup d'État, tout en considérant le Chili comme le lieu dans lequel il est possible de concevoir le « christianisme de demain ».

Yves Vaillancourt était profondément affecté par la tragédie du 11 septembre 1973 au Chili. Avant la publication du manifeste en décembre 1973, il a rédigé deux articles en novembre 1973 pour non seulement faire l'état des lieux concernant le coup d'État, mais aussi avancer l'idée que le Chili doit être envisagé comme le laboratoire pour le « christianisme de demain » :

Je suis profondément bouleversé par la brutale répression qui s'abat sur le peuple chilien depuis le début de septembre. [...] En ce sens, le Chili des dernières années a été un laboratoire pour le christianisme de demain. C'est la première fois, à ma connaissance, qu'un secteur large et publiquement connu de chrétiens s'implique sans complexe et au nom même de leur espérance libératrice dans un processus révolutionnaire³⁶.

Se référant au groupe des « 80 Chrétiens pour le socialisme », Vaillancourt croit que le coup d'État de 1973 leur a permis de rechercher une solidarité avec les paysans mapuches et les ouvriers chiliens. Selon lui, une nouvelle réflexion sur la construction du socialisme au Chili a émergé de cette solidarité :

Ces chrétiens représentent une avant-garde au plan du christianisme mondial. Déjà leur expérience constitue un point de référence stimulant pour plusieurs autres chrétiens latino-américains, européens, vietnamiens et québécois qui sentent, eux aussi, à partir de leurs solidarités concrètes avec les « petites gens », que l'évangile tire à gauche lorsque c'est à gauche que les forces vives de la société de demain luttent pour un monde fraternel, juste et égalitaire³⁷.

³⁵ « Manifeste des missionnaires québécois expulsés du Chili », *Loc. cit.*, p. 337.

³⁶ Yves Vaillancourt, « Un laboratoire pour le christianisme de demain », *Loc. cit.*, p. 302.

³⁷ *Ibid.*

Cependant, Vaillancourt affirme que la tolérance du gouvernement Allende l'a mené à sa perte : « Pendant les trois années où il a exercé le pouvoir présidentiel, Allende a scrupuleusement tenu son engagement d'aller vers le socialisme tout en respectant les "droits démocratiques" bourgeois : [...] il a laissé les membres de l'ambassade américaine et des compagnies multinationales voyager librement entre Santiago et Washington comploter contre lui³⁸. » La révolution au Chili est aussi un thème omniprésent dans l'analyse de la « voie chilienne vers le socialisme » par les membres d'*En lutte!*. En fait, ils ont réfléchi sur l'importance de la résistance afin que la révolution se produise dans ce pays. Toutefois, contrairement à Vaillancourt et les membres des CPS, les auteurs du journal *En lutte!* ont affirmé que la solidarité du Québec avec le Chili était insuffisante dû à un manque de réalisme provenant de la majeure partie des militants syndicaux québécois et, comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre, des membres du *Comité Québec-Chili* (CQC).

Les membres d'*En lutte!* ont réfléchi sur l'importance de la résistance afin que la révolution se produise au Chili. Cette résistance, qui a perduré depuis le coup d'État de 1973, devait s'organiser et combattre la bourgeoisie pour que la victoire du peuple se réalise au Chili. Alors, les membres d'*En lutte!* suggéraient de restructurer les forces populaires chiliennes afin d'en finir avec le capitalisme bourgeois et l'impérialisme étatsunien au Chili. Il n'était plus question de partager le pouvoir avec la bourgeoisie : « L'expérience du 11 septembre a montré aux travailleurs chiliens [...] que la victoire du peuple passe nécessairement par le renversement de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat³⁹. » Afin d'y arriver, le *Mouvement de la gauche révolutionnaire du Chili*

³⁸ Yves Vaillancourt, « Le CHILI après Allende », *Loc. cit.*, p. 300.

³⁹ « La résistance chilienne s'organise », *En lutte!*, vol. 1, n° 6 (22 novembre 1973), p. 8.

(MIR) serait la seule organisation chilienne dont la direction politique fonctionne. Les membres d'*En lutte!* considéraient que le MIR était un exemple à suivre pour la victoire de la révolution au Chili, car il a pu jeter les bases d'une organisation révolutionnaire unique, faisant parallèle aux objectifs de l'extrême-gauche au Québec. Durant son discours au *Congrès des Jeunesses sociales-démocrates* pour la République fédérale d'Allemagne en janvier 1974, Miguel Enríquez, secrétaire général du MIR, témoigne que c'est :

« à partir de ce mouvement de résistance populaire et des détachements armés des partis, dont les actions seront orientées vers la défense des intérêts directs des masses et qui assumeront des actions tactiques de propagande armée dans les campagnes et les villes, qu'il sera possible [...] de détruire la dictature et d'ouvrir le chemin à la révolution prolétarienne⁴⁰. »

À la lumière de la déclaration d'Enríquez, les membres d'*En lutte!* demeurent convaincus que les Québécois devaient se mobiliser davantage pour appuyer le peuple chilien. Ils insistent sur ce point pour dénoncer la complicité de l'État canadien avec la junte militaire chilienne. Toutefois, la mobilisation de plusieurs militants syndicaux québécois et de l'entière du CQC manquait de cohésion et d'unité sur cette question selon eux.

Les membres d'*En lutte!* reviennent sur la manifestation du 1^{er} décembre 1973 au *Forum* de Montréal à l'appel du *Comité régional intersyndical de Montréal* (CRIM) dans le but d'exprimer leur soutien aux luttes ouvrières à l'échelle internationale, incluant celles du Chili et du Québec. En fait, ils croient qu'Hortensia Allende, lors de sa visite, devait reconnaître l'échec de son mari en revenant sur les répercussions du coup d'État de 1973.

⁴⁰ « Vers la formation de l'armée révolutionnaire du peuple chilien » [traduction française du discours de Miguel Enríquez de janvier 1974], *Op. cit.*, vol. 1, n° 13 (7 mars 1974), p. 8. À titre indicatif, Enríquez a donné un discours au *Teatro Caupolicán* (*Théâtre Caupolican*) le 17 juillet 1973 sur les tactiques révolutionnaires du MIR et l'importance du pouvoir populaire au Chili.

Cependant, la veuve d'Allende demeurait « silencieuse » à cet égard, ce qui a conduit les auteurs d'*En lutte!* à croire que « la solidarité doit prendre des formes qui favorisent aujourd'hui la résistance pour que demain la révolution soit possible⁴¹. » Ils considéraient que l'appui du syndicalisme québécois et du CQC à la cause chilienne demeurait limité.

Les membres d'*En lutte!* affirment que cette manifestation était « galvaudée », c'est-à-dire ni plus ni moins qu'une « suite d'énumérations des faits survenus au Chili depuis le 11 septembre. Les récits d'arrestations, de tortures et d'horreurs prennent le pas sur l'analyse politique⁴². » Ils ont avancé qu'Hortensia Allende et la plupart des militants luttant pour la solidarité Québec-Chili gardaient le silence sur les contradictions internes du gouvernement Allende sans en retirer les leçons ni les acquis politiques d'ailleurs : « on fonce, tête baissée, en proposant une stratégie semblable⁴³! » Pour *En lutte!*, la lutte anti-impérialiste qu'Allende a menée n'a pas suffi — elle n'a pas suffi non plus au Québec à travers l'opposition aux politiques capitalistes de multinationales comme *Firestone* et *Canadian Gypsum* par exemple — et aurait permis à la bourgeoisie chilienne de travailler de concert avec les États-Unis. Le syndicalisme québécois, selon les membres d'*En lutte!*, aurait aussi laissé place au capitalisme en faisant des compromis constants avec le gouvernement fédéral canadien. Cette « erreur » se serait donc reproduite au Québec :

Pour vaincre l'impérialisme, il faut passer par la lutte contre la bourgeoisie locale et son pouvoir d'État, la forcer à dévoiler son jeu, à enlever son masque. Le meilleur moyen d'affaiblir l'impérialisme, c'est de l'attaquer à travers ses valets au Québec et au Canada. [...] Ce prétendu internationalisme n'est pas alors qu'une façon d'étudier les batailles que doit mener la classe ouvrière pour sa libération et celle de tout le peuple⁴⁴.

⁴¹ « Des milliers de Québécois affirment leur solidarité avec les travailleurs en lutte contre l'impérialisme à travers le monde », *Op. cit.*, vol. 1, n° 7 (6 décembre 1973), p. 6.

⁴² « La véritable solidarité internationale commence ici », *Loc. cit.*, p. 3.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*

Ici, il est clair que la solidarité ne suffit pas aux yeux des membres d'*En lutte!* en tentant de reproduire le modèle socialiste chilien pour transformer le Québec. Avec la collaboration du CRIM, ces militants syndicaux « n'avaient en effet pas le moindre mot d'ordre à proposer qui dépasse l'appel abstrait à la solidarité [et] semblent croire qu'il suffit de crier "solidarité", "solidarité", pour qu'une lutte soit victorieuse⁴⁵. » Autrement dit, la solidarité québécoise n'atteignait pas ses objectifs puisqu'elle n'adoptait ni la voie à suivre du MIR ni sa lecture marxiste-léniniste du combat anti-impérialiste au Chili. L'*Unité populaire* a voulu diriger le pays vers le socialisme de manière pacifique. Les membres d'*En lutte!* considéraient que, ne s'étant pas mobilisée suffisamment au préalable, la population chilienne n'a pas pu protester de manière efficace contre la junte militaire, d'où l'importance de la voie marxiste-léniniste que propose les auteurs du journal à cette résistance populaire. Ils n'ont pas tenu compte des ressources disproportionnées entre la junte militaire et la résistance chilienne, comme si le renversement du régime Pinochet n'était qu'une affaire de volonté. Ces événements, du moins les efforts de la résistance chilienne contre Pinochet, ont donné des leçons importantes pour la gauche québécoise radicale des années 1970.

Selon les membres d'*En lutte!*, cette résistance au Chili pouvait offrir des leçons importantes non seulement pour le Québec, mais aussi pour le reste des révolutionnaires à l'échelle internationale. En fait, ils ont avancé que la classe ouvrière chilienne devait renverser le régime politique bourgeois afin d'établir le socialisme au Chili, contrairement à l'*Unité populaire* qui a pris la voie parlementaire pour y arriver. C'était la seule solution envisageable pour eux. En s'opposant formellement au révisionnisme de l'*Unité*

⁴⁵ « Des milliers de Québécois affirment leur solidarité avec les travailleurs en lutte contre l'impérialisme à travers le monde », *Loc. cit.*

populaire, les membres d'*En lutte!* en ont retenu que la solidarité québécoise devait prendre une voie plus radicale pour soutenir la cause chilienne, contrairement à la voie « réformiste » du syndicalisme québécois et du CQC.

Les missionnaires québécois et les auteurs d'*En lutte!* ont réagi au coup d'État de 1973 en appelant à la solidarité au Québec. En ce qui concerne les missionnaires québécois, ils ont adhéré à l'idée que les chrétiens pouvaient s'engager à la construction du socialisme au Chili et à la lutte anti-impérialiste qu'Allende a menée, en vain, tout au long de son régime. Quant à *En lutte!*, il fallait aller au-delà de cela. La seule façon de vaincre la junte militaire chilienne était de considérer le MIR comme le groupe qui allait porter le flambeau anti-impérialiste. Même s'ils considéraient que ce mouvement était l'exemple à suivre dans la lutte contre le régime Pinochet, il fallait suivre la voie marxiste-léniniste pour sensibiliser l'opinion des Québécois à l'égard de la résistance antifasciste au Chili. Pour cette raison, les membres d'*En lutte!* ont énormément critiqué le manque de réalisme et de cohésion chez beaucoup de militants syndicaux québécois, ainsi que les groupes de solidarité Québec-Chili qui se sont créés subséquemment après le coup d'État de 1973, d'autant plus que cette voie allait décider l'avenir du socialisme québécois.

La consolidation de la solidarité Québec-Chili (1973-1985⁴⁶)

Malgré les récriminations des membres d'*En lutte!*, la solidarité Québec-Chili s'est consolidée sans adopter la voie du marxisme-léninisme. Cette solidarité est grandement redevable à l'œuvre des missionnaires québécois qui ont su développer une conscience internationale au sein de la population. À cet égard, Pierre Beaudet, chercheur et

⁴⁶ Une autre mise en garde s'impose à nos lecteurs ici. Exceptionnellement, nous dépassons notre cadre temporel, car les activités du CSI à l'égard de la mobilisation de la population québécoise pour soutenir le Chili et l'Afrique du Sud se poursuivent jusqu'en 1985.

administrateur de nombreuses ONG œuvrant dans le domaine de la coopération internationale, et professeur au département de sociologie et d'anthropologie à l'*Université d'Ottawa*, considère que ces missionnaires ont pu accompagner « l'expansion de l'Empire et des pays occidentaux dans le monde, ce qui leur procure des avantages, notamment sur le plan de la sécurité⁴⁷. » En fait, la solidarité avec le Chili devient une cause importante pour l'ensemble de ces militants. En prenant parti contre la dictature militaire de Pinochet et en réclamant le « réveil » du gouvernement canadien envers la répression déployée par ce dernier, un mouvement de solidarité est créé sous l'initiative de missionnaires québécois tels qu'Yves Ménard, Yves Laneuville et Robert Quévillon qui ont travaillé au Chili depuis plusieurs décennies. C'est une cause qui connaît, selon Beaudet, de « vastes échos parce qu'elle est perçue, dans tout un segment de l'opinion populaire québécoise, comme une lutte d'émancipation semblable, bien que différente, à celle qui se passe au Québec⁴⁸. » À cette fin, plusieurs ONG seront créées et profiteront d'une ouverture de la part de l'*Agence canadienne de développement international* (ACDI) sous la présidence de Paul Gérin-Lajoie durant les années 1970.

Ces ONG ont été en mesure, selon Pierre Beaudet, « d'établir que leurs projets non seulement correspondent à des besoins, mais sont également efficaces pour atteindre leurs buts sociaux et humanitaires⁴⁹. » À ce moment-ci, elles sont devenues un mouvement de pression pour la solidarité internationale, notamment avec le Chili et le reste de l'Amérique latine. À cet égard, Beaudet affirme qu'elles ont pu s'engager avec les populations tiers-mondistes et critiquer les politiques gouvernementales envers elles. Elles

⁴⁷ Pierre Beaudet, *Qui aide qui? Une brève histoire de la solidarité internationale au Québec*, Montréal, Boréal, 2009, p. 26-27.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 74-75.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 81-82.

ont surtout servi de laboratoires, selon les dires de l’auteur, « afin de vérifier la validité de certains projets (de petite échelle), d’explorer des secteurs, voire des pays où la coopération officielle n’est pas présente⁵⁰. » Pour le Chili, cette coopération s’est manifestée sous la forme de plusieurs organismes qui ont travaillé activement sur le terrain afin de conscientiser les Québécois et les Québécoises à la brutalité inouïe du régime Pinochet envers la population chilienne. Deux organismes joueront un rôle important à l’égard de la diffusion des événements qui se sont produits au Chili et de la mobilisation pour la lutte contre le régime Pinochet à partir du coup d’État de 1973 : le *Comité Québec-Chili* (CQC) et le *Carrefour de solidarité internationale* (CSI).

À la lumière de ce survol historique autour de la fondation des ONG qui ont visé le développement de cette solidarité québécoise avec le Chili, nous ne pouvons nier qu’elle s’est manifestement élargie vers la deuxième moitié des années 1970. À cet égard, le CQC et le CSI y ont occupé une position centrale. Nous croyons que ces ONG ont joué un rôle essentiel dans le développement de la solidarité Québec-Chili durant les années 1970 en mettant en place des moyens concrets pour soutenir la lutte de la population chilienne contre le régime Pinochet et en diffusant un vaste éventail d’informations sur ce qui s’est produit au Chili après le coup d’État de 1973 afin de sensibiliser et conscientiser la population québécoise.

Pour le CQC, le travail de solidarité en était un d’éducation populaire. Selon les dires de Jean Ménard, il fallait « mobiliser » l’opinion publique au Québec et s’assurer du soutien actif à la résistance populaire chilienne contre la junte militaire de Pinochet, tout en empêchant le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau de reconnaître son existence au

⁵⁰ Pierre Beaudet, *Op. cit.*, p. 82.

Chili⁵¹. Quant au CSI, le travail s'est fait en coopération avec d'autres ONG, tout en faisant des concessions en adoptant une approche plus neutre et pédagogique afin de conscientiser la population à l'égard des événements qui se sont produits au Chili et en Amérique latine. Bref, les membres du CSI ont manifesté leur désir de travailler avec les autres. Toutefois, ils ont pris un recul et ont davantage retiré des acquis sur les injustices criantes au Chili et au Tiers-monde pour les dénoncer par la suite.

Le Comité Québec-Chili (CQC). Solidarité, mobilisation et éducation populaire au Québec pour préserver l'avenir chilien (1973-1978)

Nous nous sommes entretenus avec Claude Lacaille, le 26 septembre 2017, et Jean-Claude Landry, le 18 octobre 2017, pour tenter de cerner les origines du *Comité Québec-Chili* (CQC) et les répercussions du coup d'État du 11 septembre 1973 au Québec. Pour Lacaille, la création de ce comité s'explique par les liens qui se sont tissés entre les centrales syndicales québécoises et chiliennes durant le régime Allende : « Nous avons voulu observer ce qui s'est passé au Chili. Le modèle réformiste d'Allende était d'une grande inspiration pour le Québec à cette époque, notamment pour Michel Chartrand⁵². » Le processus socialiste de l'*Unité populaire* était perçu comme une utopie aux yeux de beaucoup d'ouvriers, de militants et de dirigeants syndicaux selon Lacaille. Il y avait aussi un souci de faire le lien entre la solidarité du Québec envers le Chili, même à l'échelle internationale, et la réalité québécoise selon Jean-Claude Landry : « Nous tentions de faire le parallèle entre le Tiers-monde et le Québec⁵³. »

⁵¹ Hélène Pelletier-Baillargeon, « Des choses pertinentes pour le Québec, une entrevue avec Jean Ménard (membre du comité Québec-Chili) », Dossier « Le Chili : rêve, cauchemar », *Maintenant*, n° 130 (novembre 1973), p. 12-15.

⁵² Entrevue avec Claude Lacaille, ex-membre du *Comité Québec-Chili* (CQC), Propos recueillis par Marcel Jr. Nault, Sherbrooke, 26 septembre 2017.

⁵³ Entrevue avec Jean-Claude Landry, président du *Comité de solidarité Trois-Rivières* (CS/TR), Propos recueillis par Marcel Jr. Nault, Sherbrooke, 18 octobre 2017.

Avant la naissance du CQC, plusieurs bureaux régionaux de l'organisme *Solidarité Union Coopération* (SUCO) étaient établis en Mauricie, à Sherbrooke, à Montréal et à Trois-Rivières. Autour de ces bureaux, un agent d'information avait comme mandat de regrouper les gens pour développer la solidarité internationale au Québec. Lors du coup d'État du 11 septembre 1973, un comité d'action s'est mis sur place pour comprendre les changements sociopolitiques au Chili et à l'échelle internationale. Landry affirme que la frange progressiste du Québec a exploité un grand intérêt envers ce qui s'est produit au Chili à cette époque : « Le Chili aurait ainsi motivé les Québécois à se réapproprier leurs richesses nationales⁵⁴. » Suite au coup d'État, un groupe s'est réuni autour des bureaux régionaux du SUCO pour développer une campagne de solidarité envers le Chili à Trois-Rivières. Des réunions se sont faites quotidiennement dans les locaux de la CSN pour inciter la population à s'impliquer dans le développement de cette campagne. Landry explique que des pressions étaient alors mises sur le gouvernement fédéral pour tenter d'accueillir les réfugiés chiliens et dénoncer le régime militaire de Pinochet : « Il s'agissait de mettre en place une structure d'accueil pour les réfugiés chiliens, de développer des activités et de créer des outils d'information à cette fin⁵⁵. »

C'est ainsi que le CQC voit officiellement le jour le 19 septembre 1973 à l'*Université du Québec à Trois-Rivières* (UQTR) par les efforts de Bryan Barton, professeur britannique en économie à l'UQTR, Jean Charpentier, journaliste québécois présent lors du bombardement de *La Moneda* au Chili en 1973 et cinq autres personnes anonymes. La création du CQC est due surtout à l'initiative des centrales syndicales et du

⁵⁴ Entrevue avec Jean-Claude Landry, président du *Comité de solidarité Trois-Rivières* (CS/TR), Propos recueillis par Marcel Jr. Nault, Sherbrooke, 18 octobre 2017.

⁵⁵ *Ibid.*

SQAL afin de mobiliser l'ensemble des travailleurs et le reste de la population québécoise sur la question chilienne, de soutenir financièrement les forces populaires de résistance chilienne et d'accueillir les réfugiés chiliens au Québec⁵⁶. Le travail du CQC s'est principalement fait en Mauricie, à Sherbrooke, à Montréal et, bien entendu, à Trois-Rivières. Jacques Boivin considère ce comité comme un mouvement qui visait à structurer la lutte des classes au Québec et qui s'est constitué à travers l'observation des contradictions de l'impérialisme étatsunien ayant causé le renversement du gouvernement Allende en 1973⁵⁷. Le CQC s'est considérablement développé jusqu'en septembre 1976 lorsque le mouvement syndical se voit bloqué par la loi C-73. Sanctionnée par le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau le 3 décembre 1975, la *Loi ayant pour objet de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et les rémunérations au Canada* visait à contenir les effets de l'inflation affectant l'économie canadienne, ce qui a généré un impact socioéconomique négatif au sein du secteur public. Ces mesures inflationnistes provoqueront le mécontentement chez les ouvriers québécois. Toutefois, la solidarité québécoise a décliné en force en raison de ces luttes ouvrières dans les secteurs public et parapublic, et des fermetures d'usines. Le comité connaîtra une période de « lente remontée » entre l'automne 1976 et septembre 1978 à travers la mise en place de campagnes de boycottage contre la *Noranda Mines*, l'organisation d'activités de sensibilisation à l'égard des réfugiés chiliens établis à Montréal et l'exécution des tâches de solidarité pour la résistance chilienne⁵⁸. À partir de 1976-1977, le CQC redéfinira son orientation et ses axes, et deviendra le *Comité de solidarité Tiers-Monde* à Trois-Rivières.

⁵⁶ Jacques Boivin, *Op. cit.*, p. 23; cité dans F. Batista, J-M. Gay et Jean Ménard, *Déclaration du Comité Québec-Chili* [polycopié], Comité Québec-Chili, Montréal, 19 septembre 1973.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*, p. 24-25.

Au début des années 1980, il deviendra le *Comité de solidarité Trois-Rivières* (CS/TR). Malgré ces transformations, l'analyse du coup d'État par le CQC demeure, selon les dires de Boivin, peu développée.

Obligés de reconnaître ces carences, les membres du CQC ont tenté de canaliser la réaction de la population québécoise à l'égard du coup d'État de 1973. Dans leur déclaration du 19 septembre 1973, deux points de repère sont proposés afin de consolider la solidarité du Québec avec les forces révolutionnaires chiliennes : d'une part, la junte militaire chilienne souhaite l'exécution de dizaines de milliers de travailleurs et de militants de l'*Unité populaire*; d'autre part, la conscience politique et la force du peuple chilien aideront à sa libération contre la répression du régime Pinochet⁵⁹. C'est pourquoi la solidarité Québec-Chili constituait une « plateforme initiale pour l'exercice de l'internationalisme prolétarien, dans le cadre du projet éducatif du [CQC⁶⁰]. » Jean Ménard, résidant à Point-Viau à l'époque et travaillant avec le CQC à Montréal, s'entretiendra avec certains auteurs de *Maintenant* et de *Québec-Press* afin d'éclairer les raisons d'être de ce comité.

En novembre 1973, Hélène Pelletier-Baillargeon a réalisé une entrevue avec Jean Ménard dans la revue *Maintenant* afin de discuter du CQC et des « choses pertinentes » qui se sont produites au Chili pour le Québec. En fait, Ménard croit que le Chili aurait donné l'occasion aux militants québécois de se radicaliser davantage :

Parallèle entre l'organisation syndicale et communautaire du mouvement ouvrier québécois et du mouvement ouvrier chilien. Parallèle entre le motif évoqué par les auteurs du coup d'État chilien et ceux de la loi des mesures de guerre pour le Québec en 1970, à savoir : le risque d'insurrection appréhendée! Or de même que nul chez les indépendantistes ne songeait à la guerre civile au Québec en 1970, de même Allende freinait-il constamment le M.I.R. qui, au contraire,

⁵⁹ Jacques Boivin, *Op. cit.*, p. 26; cité dans F. Batista, J-M. Gay et Jean Ménard, *Loc. cit.*

⁶⁰ *Ibid.*, p. 124.

sentait venir le coup et proposait d'armer les masses ouvrières pour assurer leur défense. Parallèle enfin entre la présence obsédante des sociétés multinationales comme I.T.T. dans les deux pays⁶¹.

Ici, Ménard tente de faire le parallèle entre le Québec et le Chili en décelant des similitudes immédiates dans les deux cas. Soumis à l'impérialisme capitaliste — d'une part, étatsunien, d'autre part, anglo-saxon —, le Québec et le Chili ont voulu se libérer de leurs chaînes à travers l'insurrection anti-impérialiste. Aussi, les mouvements ouvriers chilien et québécois possèdent des similitudes en ce qui concerne leur sens de l'organisation de classe et du communautarisme. Ainsi, Ménard croit que le travail du CQC est de diffuser un éventail d'informations pour éveiller l'opinion québécoise sur les événements qui se sont produits au Chili en 1973, de lever des fonds considérables pour aider les militants chiliens et d'accueillir les réfugiés politiques réprimés par Augusto Pinochet : « il y a en ce moment au Chili des intellectuels, des savants, des hommes politiques de réputation internationale que seules les pressions de l'opinion mondiale pourraient réussir à sauver de la torture et de la mort⁶². » Ménard constate avec fascination que les missionnaires québécois étaient affectés par l'expérience socialiste d'Allende lors de leur séjour au Chili. Baillargeon observe alors une évolution importante chez les missionnaires québécois, surtout dans le cas de Ménard : une mission à priori évangélisatrice et chrétienne qui s'est dirigée vers l'action marxiste et révolutionnaire. Voici ce que Ménard répondait à cela :

Selon moi, dès qu'on se solidarise vraiment avec les pauvres, l'éducation populaire devient de l'éducation politique et, au Chili, elle débouche aussitôt sur l'action révolutionnaire. Ce sont trois étapes d'une logique implacable. Quand on les a franchies, on développe des types tout à fait nouveaux de perception; c'est un phénomène irréversible. Autrefois, être missionnaire, pour moi, ça signifiait quitter un pays riche pour aller dans un pays pauvre. Aujourd'hui, ça signifie me désolidariser des privilèges de ma classe et de ma culture pour faire corps avec l'espoir des classes pauvres et démunies⁶³.

⁶¹ Hélène Pelletier-Baillargeon, *Op. cit.*, p. 15.

⁶² *Ibid.*

⁶³ *Ibid.*, p. 12-13.

L'axe éducatif populaire du CQC s'expliquerait de la façon suivante; la solidarité avec les pauvres et les militants au Chili a aidé au développement de l'esprit révolutionnaire chrétien : « Pour un chrétien révolutionnaire, ce n'est pas le riche qui est mauvais, c'est le système qui le fait vivre⁶⁴. » 12 jours après le coup d'État de 1973, Ménard s'est aussi entretenu avec les auteurs de *Québec-Presse*.

Louis Fournier s'est entretenu avec Jean Ménard le 23 septembre 1973 dans *Québec-Presse* afin de discuter des objectifs du CQC et des victimes du coup d'État au Chili. Pour Ménard, le but du CQC est simple, soit de sauver les vies humaines et le mouvement ouvrier chilien, et aider à la résistance au Chili : « La sale main des Américains, partout, c'est une leçon pour le Québec. Il faut aider la résistance au Chili, car il n'y aura pas d'indépendance nationale au Québec sans solidarité internationale de la classe ouvrière⁶⁵. » Une autre priorité du CQC est d'empêcher la reconnaissance de la dictature militaire d'Augusto Pinochet par le gouvernement canadien. En revenant sur les tâches principales du CQC, Ménard explique que ce comité devait informer les Québécois sur la situation des forces militantes chiliennes et la lutte qu'elles menaient contre Pinochet :

« Nous voulons faire un véritable blitz dans la province pour expliquer aux Québécois ce qu'est la révolution chilienne et ce qu'ils peuvent faire pour l'aider. » Le comité planifie de nombreuses actions comme, par exemple, une diffusion massive de tracts de porte en porte et aux bouches du métro. On étudie la possibilité d'une manifestation de masse en octobre. On constitue un « pool » de documentation écrite et audiovisuelle ainsi que de personnes-ressources (Québécois ayant déjà séjourné au Chili⁶⁶).

⁶⁴ Hélène Pelletier-Baillargeon, *Op. cit.*, p. 13.

⁶⁵ Louis Fournier, « Un nouveau Djakarta? Déjà : de 8 000 à 9 000 morts », *Op. cit.*, p. 28.

⁶⁶ « Le comité de solidarité Québec-Chili, Soutenir la résistance », *Op. cit.*, vol. 5, n° 37 (23 septembre 1973), p. 28.

Ménard affirme que c'est un travail qui se fait activement sur le terrain et qui se concentre sur la diffusion de l'information et la sensibilisation de la population québécoise à l'égard de ce qui s'est produit au Chili après 1973. Fournier a pu voir la mobilisation en faveur de la campagne de solidarité avec le Chili depuis le coup d'État de 1973 qui a non seulement permis la création du CQC, mais aussi d'autres comités de solidarité à travers le Québec durant cette période.

Louis Fournier reconnaît le degré d'intensité de la mobilisation qui s'est produite au Québec afin de souligner sa solidarité avec le Chili après le coup d'État, allant même jusqu'à dire que c'est sans précédent. À cette fin, plusieurs comités de solidarité se sont créés dans les grandes villes telles que Montréal, Québec, Trois-Rivières, Hull, Chicoutimi et Saint-Hyacinthe, qui regroupent des représentants de centrales syndicales québécoises, de mouvements populaires, d'associations universitaires et d'autres mouvements de coopération internationale⁶⁷. Fournier affirme que les fins du CQC et des autres comités sont essentiellement d'empêcher le gouvernement fédéral canadien de reconnaître le régime fasciste de Pinochet et d'aider la résistance chilienne par tous les moyens, incluant le rapatriement des Québécois œuvrant au Chili tels qu'Yves Laneuville, Michel Beaubien et les pères Patrick Donovan et Maurice Hébert :

Entre-temps, on continue à s'inquiéter du sort de plusieurs Québécois qui travaillaient au Chili, dont un bon nombre de militants de gauche. Si certaines nouvelles sont rassurantes — notamment au sujet de Yves Laneuville, un Québécois devenu Chilien —, d'autres le sont beaucoup moins. Au moment de mettre sous presse, on ignorait encore ce qu'il adviendrait du jeune sociologue Michel Beaubien, détenu avec plus de 4 000 autres prisonniers politiques au stade « Nacional » de Santiago. On s'inquiétait aussi pour les pères Patrick Donovan et Maurice Hébert, de la Société des missions étrangères, arrêtés à Temuco dans le sud du Chili — où la répression est terrible — et sous le coup d'un ordre

⁶⁷ Louis Fournier, « Le comité de solidarité Québec-Chili, Ottawa doit dire NON à la junte », *Loc. cit.*, p. 2.

d'expulsion. Les deux hommes enseignaient à l'Université catholique de Temuco⁶⁸.

Somme toute, le CQC a été une des organisations les plus prolifiques à l'égard de la mobilisation québécoise pour la solidarité Québec-Chili. Ce comité a fait un énorme travail de sensibilisation et d'information à cette fin. Jacques Boivin revient sur une caractéristique importante du CQC qui expliquerait sa présence fulgurante au Québec et son travail acharné : l'internationalisme prolétarien comme instrument de travail privilégié et pierre de fondation pour son projet éducatif populaire afin de saisir les luttes que le mouvement ouvrier québécois a menées contre l'impérialisme anglo-saxon. Ceci a abouti à la « conclusion que l'efficacité des luttes à venir des ouvriers québécois dépend de leur capacité à les mener dans l'aménagement d'une solidarité internationale⁶⁹. » Il nous faut considérer également la contribution du *Carrefour de solidarité internationale* (CSI) dans la solidarité Québec-Chili. Quel rôle allait-il jouer pour mobiliser davantage les effectifs en matière de coopération avec la population chilienne, plus particulièrement les ouvriers et les militants chiliens?

Le Carrefour de solidarité internationale (CSI). Une approche pédagogique pour aider le Chili et l'Amérique latine (1972-1985)

Le *Carrefour de solidarité internationale* (CSI) voit le jour en 1972 suite à la décision par *Développement et paix Estrie* et le *Rallye Tiers-Monde Estrie* d'embaucher un animateur afin d'effectuer des campagnes de sensibilisation aux réalités du Tiers-monde⁷⁰. Quatre années plus tard, le CSI est officiellement incorporé comme organisme

⁶⁸ Louis Fournier, *Op. cit.*, p. 2,

⁶⁹ Jacques Boivin, *Op. cit.*, p. 150.

⁷⁰ Carrefour de solidarité internationale, « Le Carrefour de solidarité internationale. Résumé du cadre de référence », *Carrefour de solidarité internationale*, Sherbrooke, CSI, [s.d.], p. 1.

de coopération internationale à Sherbrooke⁷¹. De 1976 à 1985, cet organisme concentre ses activités sur l'éducation de la population à la solidarité internationale à l'égard de la mobilisation populaire après le coup d'État de 1973 au Chili, ainsi que la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud⁷². Nous nous sommes entretenus avec Judith Bergeron, ex-directrice générale du CSI, le 13 septembre 2017, pour en savoir davantage sur le rôle de cet organisme dans la mobilisation de la population québécoise à l'égard de ce qui s'est produit au Chili dans les années 1970⁷³.

Judith Bergeron nous a expliqué que le CSI avait comme rôle primordial de conscientiser le public à l'égard des événements qui se sont produits au Chili dans les années 1970⁷⁴. Ses membres ont voulu travailler avec d'autres ONG à cette fin. En effet, ils se sont éduqués sur les injustices qui se sont produites à l'échelle internationale, notamment en Amérique latine et au Tiers-monde, et ont tenté de les dénoncer, mais en adoptant une approche pédagogique, contrairement aux approches plus radicales d'organismes comme le CQC par exemple. Plus important encore, l'objectif du CSI était de mobiliser l'aide envers les plus pauvres. Pour cette raison, le modèle socialiste apporté par Salvador Allende a été un exemple inspirant pour eux. C'était un élément important à considérer afin de faire avancer la coopération internationale au Québec. Mais, plusieurs personnes œuvrant au sein de conseils administratifs d'autres ONG ont accusé le CSI d'être maladroit dans son approche. Selon les dires de Bergeron, la manière dont les membres du CSI ont véhiculé leur message « n'était pas assez subtile, et l'on ne pouvait

⁷¹ Carrefour de solidarité internationale, *Op. cit.*, p. 1.

⁷² *Ibid.*

⁷³ Entrevue avec Judith Bergeron, ex-directrice générale du *Carrefour de solidarité internationale* (CSI), Propos recueillis par Marcel Jr. Nault, Sherbrooke, 13 septembre 2017.

⁷⁴ *Ibid.*

pas faire la distinction entre les contextes respectifs du Québec et du Tiers-monde⁷⁵. » Les membres du CSI devaient être plus sensibles en démontrant une pédagogie pour faire passer le message qui était parfois « trop percutant⁷⁶. » Des missionnaires québécois, comme Jean Ménard, Yves Laneuville et Robert Quévillon par exemple, ont joué un rôle important à cet égard et ont aidé le CSI à lever le voile sur ces injustices après leur retour au Québec, ce qui a permis la création de « liens importants à l'échelle internationale⁷⁷. » Les membres du CSI ont ensuite tenté de transmettre les informations acquises par ces missionnaires à la population québécoise à des fins de conscientisation sociopolitique à partir de Sherbrooke.

Pour ce qui est du coup d'État de 1973, Bergeron affirme qu'il devenait de plus en plus difficile d'obtenir des informations du Chili à partir de ce moment-là. Néanmoins, les membres du CSI en ont retiré une leçon importante : « Le coup d'État aurait forcé les Québécois et les Québécoises à se réveiller devant nos propres réalités sociopolitiques⁷⁸. » Ils ont alors saisi l'occasion d'éveiller la population québécoise à travers plusieurs méthodes : la distribution de tracts, les soirées d'information quotidienne dans des salles paroissiales et des entrevues à la radio. C'est pourquoi Bergeron en a déduit que le CSI a été alimenté non seulement par les autres ONG telles que le CQC, mais aussi par la mobilisation d'une bonne partie des ouvriers, des militants et des dirigeants syndicaux, mais aussi des missionnaires québécois après le coup d'État. À ce moment-ci, tout était une question de « soutien général⁷⁹. »

⁷⁵ Entrevue avec Judith Bergeron, ex-directrice générale du *Carrefour de solidarité internationale* (CSI), Propos recueillis par Marcel Jr. Nault, Sherbrooke, 13 septembre 2017.

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ *Ibid.*

Suite à notre entretien avec Judith Bergeron, nous en retirons la conclusion suivante : même si le CSI a pris une position d'observateur dans le cadre de cette solidarité Québec-Chili, ses membres ont quand même tenté de conscientiser la population québécoise, du moins sherbrookoise, à l'égard des événements qui se sont produits au Chili dans les années 1970. Ils devaient surtout apprendre à bien véhiculer ce message de conscientisation. Mis à part le CQC et le CSI, plusieurs organismes tourneront leur regard vers l'ensemble de l'Amérique latine au milieu des années 1970, notamment le *Centre international de solidarité ouvrière* (CISO). En fait, nous verrons que cette solidarité ne s'est pas seulement exprimée envers le Chili. Le CISO poussera l'analyse anti-impérialiste du CQC et du CSI plus loin en tenant compte de l'ensemble de l'Amérique latine. Cette ONG tentera de convaincre les travailleurs québécois de manifester et d'apporter leur soutien aux luttes anti-impérialistes latino-américaines. C'était, à ce moment-ci, non seulement la construction d'une véritable solidarité internationale au Québec, mais aussi la réorientation des groupes de solidarité vers l'axe Québec-Amérique latine.

Le Centre international de solidarité ouvrière (CISO). La concrétisation de la solidarité Québec-Amérique latine (1973-1979)

Fondé le 12 juin 1975 à Montréal sous la forme d'une conférence ouvrière et militante internationale nommée *Conférence internationale de solidarité ouvrière*, l'enjeu du CISO était de discuter de l'impérialisme étatsunien⁸⁰. Lors de son discours d'ouverture, Michel Chartrand a déclaré que l'objectif de cette conférence était de « rencontrer des travailleurs de certains pays qui luttent contre l'impérialisme et leur faire rencontrer des

⁸⁰ Michel Chartrand, « Introduction. Quelques données sur la CISO », *Conférence internationale de solidarité ouvrière. Compte-rendu*, Montréal, CISO, 13-15 juin 1975, p. 13.

travailleurs québécois qui parlent de lutter contre l'impérialisme⁸¹. » Dans un communiqué rédigé par Micheline Sicotte, alors vice-présidente de la CEQ, la conférence de 1975 était conçue comme un événement « capital et singulier dans l'entreprise d'éducation de la classe ouvrière québécoise [précédé] d'une année de sensibilisation des travailleurs du Québec aux problèmes internationaux qui sont intrinsèquement reliés aux problèmes québécois⁸². » Le but premier du CISO était de conscientiser les travailleurs québécois face à l'exploitation de l'impérialisme anglo-saxon, « de sa nature, de ses mécanismes et de son caractère international. [Le CISO] permet ainsi aux travailleurs de s'attaquer aux causes mêmes de leur exploitation, de leur domination et de leur aliénation⁸³. »

Née d'une résolution du CCSNM appuyée par les centrales syndicales majeures du Québec — la FTQ, le CRIM, la CSN et la CEQ — après un congrès syndical en avril 1973 à Santiago, au Chili, la *Conférence internationale de solidarité ouvrière* — éventuellement devenue le *Centre international de solidarité ouvrière* quelques mois plus tard — était un « projet » conçu par des travailleurs québécois « en solidarité avec des organisations de travailleurs en lutte, comme nous et avec nous, contre la domination et l'exploitation des multinationales, de l'impérialisme, en Amérique latine [...] »⁸⁴. » En encourageant les échanges entre les ouvriers luttant contre les forces impérialistes des deux côtés de l'hémisphère, le CISO voulait aider à la promotion de la solidarité ouvrière internationale. La devise était « même ennemi, même lutte, même combat ». Cette

⁸¹ Michel Chartrand, *Op. cit.*, p. 13.

⁸² Micheline Sicotte, *CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE. Du 12 au 15 juin 1975, à Montréal* [communiqué], Montréal, CISO, 7 avril 1975, p. 1.

⁸³ Centre international de solidarité ouvrière, *Plateforme*, Montréal, CISO, mai 1979, p. 2.

⁸⁴ *Id.*, *C.I.S.O. Même ennemi, même lutte, même combat*, Montréal, CISO, 24 juin 1975, p. 1.

organisation avait des objectifs concis dès son institution en juin 1975 : reconnaître le phénomène de l'impérialisme « par ceux qui en sont victimes » afin d'accroître la possibilité de lutter contre les multinationales nord-américaines, de développer la solidarité ouvrière, de renforcer les liens entre les ouvriers et d'élaborer des moyens de solidarité active : « Nous croyons à la nécessité de gestes d'appui des travailleurs d'un pays envers ceux d'un autre pays. Ces gestes d'appui peuvent varier : pensons aux manifestations et pressions de toutes sortes, pensons aux boycottages réalisés par les travailleurs, ou les consommateurs, à l'égard du produit qu'on nous invite à boycotter, etc⁸⁵. » Robert Quévillon⁸⁶, époux de feu de Clotilde Bertrand et secrétaire du CISO à l'époque, a été un membre important de cette ONG. Ce dernier a voulu maintenir l'intérêt en faveur de l'Amérique latine au Québec selon les dires de Micheline Jourdain, conseillère syndicale à la CEQ (1978-2001) et ex-membre du comité *Amérique latine* du CISO. Lors de sa conférence au séminaire du CISO sur les mouvements de gauche latino-américains le 11 juin 2009, Jourdain a affirmé que Bertrand et Quévillon ont été les artisans d'échanges déterminants entre le Québec et l'Amérique latine qui ont permis de « comprendre les stratégies du capitalisme international, de bien en mesurer les défis et de mieux explorer les moyens pour agir solidairement en faveur d'un monde différent et plus juste⁸⁷. » Quévillon, avec le support de Michel Chartrand, a voulu travailler « à la base » pour faire connaître la cause chilienne au sein des centrales syndicales québécoises. De la sorte, plusieurs ouvriers, militants et dirigeants syndicaux se sont mobilisés et ont utilisé

⁸⁵ Carrefour de solidarité internationale, *C.I.S.O. Même ennemi, même lutte, même combat*, Loc. cit., p. 2.

⁸⁶ Rebaptisé « Roberto » Quévillon après son séjour à Santiago, au Chili en 1973.

⁸⁷ Micheline Jourdain, « Histoire du CISO en Amérique latine : Trente-cinq ans de solidarité », *Intervention du 11 juin 2009 dans le cadre du Séminaire du CISO (Centre international de solidarité ouvrière) sur « Les mouvements de gauche en Amérique latine »*, Montréal, CISO, 2009, p. 6.

toutes les ressources à leur disposition afin d'encourager la lutte anti-impérialiste non seulement au Québec, mais aussi en Amérique latine. Plus important encore, les efforts concertés du CQC, du CISO et du SQAL ont permis à leurs membres respectifs de découvrir qu'il y avait un seul ennemi à blâmer pour les maux socioéconomiques de l'Amérique latine : les multinationales étatsuniennes et canadiennes, comme *Alcan* par exemple. Dans un communiqué rédigé le 7 avril 1975, Quévillon rappelle que la conférence de 1975 devait inévitablement se produire à Montréal : « au cœur même de l'impérialisme, car c'est à partir des entrailles du monstre — selon l'heureuse expression de [José] Martí — avec les travailleurs québécois qu'il est indispensable de développer des liens de solidarité⁸⁸. » Quévillon ajoute que les membres du CISO ont réalisé cette conférence dans le but de retirer la signification derrière le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili et, par le fait même, de « se situer à partir d'une analyse plus claire de la conjoncture latino-américaine⁸⁹. » En constatant les changements qui se sont produits en Amérique latine depuis le début des années 1970, Quévillon en a conclu que l'élection des gouvernements progressistes au pouvoir représentait un véritable « pas en avant » pour les classes ouvrières latino-américaines : « L'impérialisme est bien conscient que la classe ouvrière de ces différents pays a augmenté ainsi ses possibilités de triompher. Voilà pourquoi il a répondu chaque fois par des interventions de plus en plus brutales : Guatemala, Paraguay, Brésil, Bolivie, Uruguay, Chili⁹⁰. » En tenant compte de l'instauration de ces régimes militaires en Amérique latine, le CISO voulait promouvoir cet idéal de solidarité contre l'impérialisme au Québec afin qu'il serve « d'appui aux

⁸⁸ Robert Quévillon, *À Montréal la CISO, contre les multinationales. Développer la solidarité internationale à partir des entrailles du monstre* [communiqué], Montréal, CISO, 7 avril 1975, p. 1.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ *Ibid.*

conquêtes des travailleurs de nos pays respectifs et qui dynamise en même temps la solidarité internationale des peuples qui luttent [...] pour leur libération⁹¹. » Le CISO encourageait ces militants syndicaux à bâtir cette solidarité ouvrière et à découvrir la dimension internationale de leur lutte en réagissant à ce qui s'est produit ailleurs, plus particulièrement le coup d'État de 1973⁹². Toutefois, pourquoi les membres du CISO se sont-ils préoccupés de cette tragédie?

Selon eux, le coup d'État de 1973 aurait profondément affecté les travailleurs québécois. Ils ont suivi le déroulement des événements qui se sont produits au Chili de très près pendant cette période, ainsi que la place qu'occupait la classe ouvrière chilienne depuis l'avènement d'Allende au pouvoir en 1970 : « ce sont les travailleurs québécois qui imaginent le mieux ce que serait chez nous un projet politique socialiste⁹³. » Leur statut socioéconomique leur a permis de repérer des éléments de la lutte anti-impérialiste au Chili et, de la sorte, de mieux cerner les enjeux du coup d'État⁹⁴. En juin 1975, le CISO montera un dossier sur la répression au Chili.

Présenté par le *Bureau des prisonniers politiques* du MIR instauré à Paris, en France, à l'occasion de la création du CISO à Montréal en juin 1975, ce dossier réunit l'information sur le mauvais traitement réservé aux prisonniers appartenant à la gauche chilienne, et les méthodes de torture et de répression déployées sous l'approbation d'Augusto Pinochet. C'est ainsi que le bureau a décidé d'effectuer plusieurs tâches importantes : divulguer l'information sur ces prisonniers, créer des campagnes de

⁹¹ Robert Quévillon, *Op. cit.*, p. 2.

⁹² Centre international de solidarité ouvrière, *Informations sur la conférence internationale de solidarité ouvrière (CISO)*, Montréal, CISO, 28 mai 1974, p. 2.

⁹³ *Ibid.*, p. 4.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 2.

« sauvetage », diffuser la vérité sur cette situation au Chili afin d’alerter l’opinion publique, isoler la junte militaire chilienne et apporter une aide économique aux familles des prisonniers⁹⁵. L’indignation devant la brutalité du régime Pinochet motivait les membres du CISO à rédiger ce dossier et a permis le lancement d’une « importante campagne de solidarité, dont la libération de certains cadres de la résistance populaire et l’isolement politique et économique de la dictature sont des exemples concrets⁹⁶. » Ces militants ont accordé une grande importance aux prisonniers politiques non reconnus par la junte militaire chilienne, et aux méthodes de répression exercées sur les femmes et les enfants au Chili. Voici ce qu’ils entendent par « prisonniers politiques non reconnus » :

Les prisonniers politiques non reconnus sont les personnes arrêtées par les Services de Renseignement de la dictature et dont la détention est niée par la junte militaire. En cachant leur nom et les circonstances de leur arrestation, la dictature cherche à empêcher que la solidarité internationale puisse dénoncer leur situation et que les organisations internationales fassent des pressions pour obtenir leur libération ou, à tout le moins, l’arrêt des tortures. Enfin, dans certains cas, la dictature veut aussi utiliser des prisonniers comme otages dans sa politique désespérée pour écraser la résistance populaire chaque jour plus active au Chili⁹⁷.

Le traitement réservé aux prisonniers politiques chiliens donne plus de gravité aux objectifs du CISO : alimenter la solidarité internationale au Québec à l’égard de la répression au Chili. Parmi ces prisonniers, les plus connus sont Bautista Van Schowen (médecin et fondateur du MIR), Jorge Montes (sénateur du *Parti communiste*) et Gustavo Ruz (membre de la *Commission politique* et sous-secrétaire général du *Parti socialiste*⁹⁸). De surcroît, il est intéressant de voir qu’un « organigramme », ou plutôt un schéma de l’appareil répressif de la junte militaire chilienne, est illustré dans ce dossier afin d’en

⁹⁵ Centre international de solidarité ouvrière, « Introduction », *Dossier sur la répression au Chili*, Montréal, CISO, juin 1975, p. 1.

⁹⁶ *Id.*, « Bref rapport sur la répression politique au Chili », *Loc. cit.*, p. 2.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 3.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 4.

savoir davantage sur les services de renseignement créés à cette fin (sans omettre le plus important d'entre eux, soit la *Direction nationale du renseignement* [DINA]), les principaux camps de concentration au Chili et la typologie des tortures (viol, blessures infligées, brûlures, etc.). Enfin, plusieurs documents annexés à ce dossier rassemblent des témoignages de la part de réfugiés et de survivants des camps de concentration chiliens, comme celui de Cristian Castillo par exemple :

La libération des prisonniers dépend en grande partie des pressions internationales pour obliger la Junte à respecter les droits de l'homme et en finir avec la répression massive, les assassinats, les tortures et les prisons. Mon cas en est le meilleur exemple, ma libération démontre clairement ce que la solidarité mondiale peut obtenir. Les pressions que des comités de soutien au Chili, des organisations ouvrières, des architectes, des ingénieurs, des avocats, des écrivains, des artistes et des hommes politiques d'Europe et du monde entier ont exercées sur la junte militaire pour obtenir ma libération ont donné leurs fruits et je peux aujourd'hui, au nom de ceux qui sont encore en prison, vous remercier de m'avoir donné la possibilité de me réincorporer à la lutte pour la liberté de tous ces prisonniers et de mon peuple. Je profite de cette occasion pour vous demander que nous unissions nos forces pour obtenir la liberté des milliers de Chiliens qui sont encore entre les mains de la dictature, que nous luttons infatigablement pour arrêter les tortures. [...] Ce sont ces tortures, entre autres, que nous ne pouvons plus permettre l'existence⁹⁹.

Le CISO a été fondamental pour le développement de la solidarité Québec-Chili vers la deuxième moitié des années 1970. Ses objectifs étaient aussi reliés à la lutte anti-impérialiste, mais en s'engageant davantage à la construction d'une véritable solidarité internationale envers l'ensemble de l'Amérique latine. Cette ONG voulait emmener les travailleurs québécois à manifester leur solidarité envers les populations chilienne et latino-américaine, tout en effectuant un travail laborieux afin de conscientiser la population à l'égard des événements qui se sont produits au Chili et en Amérique latine dans les années 1970. En fait, les membres du CISO, avec la collaboration du SQAL, ont voulu comparer les situations chilienne et latino-américaine à l'égard de l'exploitation des

⁹⁹ Cristian Castillo, « Témoignage de Cristian Castillo », *Loc. cit.*, p. 28-29.

multinationales étatsuniennes telles que l'ITT et la KCC, ainsi que la multiplication des abus contre les droits de la personne, mais en ramenant l'attention sur leur propre contexte socioéconomique en considérant leur exploitation par l'impérialisme anglo-saxon au Québec. De ce fait, nous croyons qu'ils se sont tournés vers l'Amérique latine afin de déterminer l'impact des événements qui se sont produits au Chili sur cet ensemble géographique dans les années 1970. Pour eux, ceci signifiait la redéfinition de la lutte pour l'émancipation nationale du Québec.

« Développer la solidarité internationale à partir des entrailles du monstre¹⁰⁰ ». *L'étude de l'impact socioéconomique des multinationales étatsuniennes et canadiennes en Amérique latine par le CISO et le SQAL (1975)*

Il sera question du regard des membres du CISO et du SQAL sur les abus des multinationales étatsuniennes et canadiennes en Amérique latine, mais en recentrant davantage notre intérêt sur les répercussions de l'exploitation socioéconomique du Chili par les États-Unis sur l'ensemble géopolitique latino-américain. Pour cette raison, nous examinerons un dossier monté par le CISO afin d'établir l'état des lieux à cet égard : *Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales* publié en juin 1975.

Le dossier *Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales* dresse un portrait géopolitique et économique de l'Amérique latine qui, pour leurs membres, est « un continent que l'on saigne depuis 400 ans [à travers] la domination espagnole-portugaise [et] l'impérialisme anglais¹⁰¹. » La seule utilité des ouvriers latino-américains serait de fournir des ressources naturelles à l'échelle internationale. Ils sont répartis en deux classes précises par l'auteur de ce dossier : 40 % de la population économiquement

¹⁰⁰ Nous rappelons ici que les membres du CISO et du SQAL ont emprunté cette expression à José Martí.

¹⁰¹ *Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales*, Montréal, CISO, juin 1975, p. 3.

active sont des paysans et 60 % des travailleurs salariés (15 % agricoles, 12 % industriels et 32 % aux services). Bref, le quart de la population active « produit en fait toute la richesse de l'Amérique latine¹⁰². » En produisant des matières premières pour les multinationales étatsuniennes et canadiennes, dont les États-Unis dépendent à des fins stratégiques selon l'auteur, les travailleurs se retrouvent ainsi contrôlés et exploités par elles, surtout en ce qui concerne la production industrielle :

Depuis quelques années, les investissements étrangers se déplacent : du secteur des matières premières et produits agricoles au secteur industriel : cela principalement dans trois pays : Brésil, Mexique, Argentine. Les produits manufacturés en Amérique latine ne sont pas exportés vers les pays industrialisés, mais destinés au marché latino-américain surtout. Les multinationales établissent ainsi de véritables « bases d'opération » en Amérique latine : où elles peuvent produire automobiles, produits chimiques, acier à des coûts moindres. Elles peuvent en effet bénéficier en Amérique latine : d'une main-d'œuvre bon marché, de sources d'énergie bon marché (électricité au Brésil), de matières premières bon marché... aussi de nouveaux marchés pour la machinerie¹⁰³.

En investissant leurs efforts en Amérique latine et en établissant des marchés pour exporter des produits qui y sont manufacturés, les multinationales travaillent au profit de ces classes ouvrières en se faisant davantage du capital et surtout, en évitant de « laisser aller le morceau¹⁰⁴ ». Nous avons déjà présenté plusieurs multinationales établies en Amérique latine dans notre mémoire. Néanmoins, mis à part l'ITT, la KCC et l'*Alcan*, ce dossier en a relevé d'autres qui ont amassé des profits ahurissants en Amérique latine telles que la *Firestone*, la *Falconbridge*, l'*Hanna Mining* et la *Brascan*. En finançant leurs projets de développement économique en Amérique latine, elles ont seulement laissé la misère humaine à ses travailleurs¹⁰⁵.

¹⁰² *Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales*, Loc. cit., p. 4.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 5.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 5-6.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 7.

Les membres du CISO et du SQAL affirment que ces multinationales ont surtout apporté des salaires de famine pour la majorité des ouvriers, des conditions de travail inhumaines (50 heures/semaine pour la plupart d'entre eux, deuxième emploi comme solution de dernier recours, salaire minimum inexistant, etc.), un chômage chronique, et un échange inégal des profits entre les États-Unis (et le Canada) et les autres pays latino-américains. Par exemple, l'auteur du dossier rapporte que le prix du pétrole au Venezuela s'est stabilisé à 2,30 \$ le baril entre 1950 et 1969, et que celui des produits industriels importés par ce pays a augmenté près de 30 % durant cette période¹⁰⁶. En conséquence, la productivité des travailleurs était inégale et comme résultat, les ouvriers devaient travailler plus pour permettre les échanges des produits finis : « Pour acheter une machine, l'Amérique latine doit céder plus de travail, plus de ressources naturelles. Ou encore, emprunter et s'endetter toujours plus¹⁰⁷. » En d'autres mots, l'auteur affirme que les conditions misérables de la population latino-américaine ont été apportées de front par les multinationales qui, réciproquement, ont causé un problème majeur de sous-développement dans cette région depuis les années 1950-1960. Pour les membres du CISO et du SQAL, ceci prouverait que l'exploitation impérialiste s'est manifestée de manière tangible en Amérique latine. En effet, en comptant sur les classes bourgeoises latino-américaines, les États-Unis et le Canada ont pu s'enrichir avec leur aide. En conséquence, ces mêmes bourgeois sont devenus « les chiens de garde de leurs intérêts en Amérique latine¹⁰⁸. » Tout indiquerait que les gouvernements latino-américains seraient au service des multinationales. En fait, l'auteur revient sur l'instauration des dictatures

¹⁰⁶ *Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales, Loc. cit.*, p. 9.

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 11.

militaires latino-américaines vers la deuxième moitié des années 1970 afin de soulever l'abus de ces multinationales et la complicité de ces dictatures dans cette entreprise d'exploitation socioéconomique :

En 1975, à peu près tous les gouvernements d'Amérique latine sont complices de l'exploitation des travailleurs par les multinationales. Les dictatures du Chili, du Brésil, de la Bolivie, de [la] République dominicaine ont été imposées aux peuples d'Amérique latine d'abord et avant tout pour écraser les luttes des travailleurs contre leur exploitation; pour garantir à l'impérialisme l'accès facile aux matières premières abondantes : de l'énergie, des routes à bon marché; une main-d'œuvre sans défense contre les abus des multinationales¹⁰⁹.

L'auteur démontre d'emblée que les multinationales ont contrôlé l'Amérique latine en ordonnant un nombre immense de concessions, de subventions et d'exemptions fiscales, et en persuadant les régimes militaires d'imposer des lois anti-ouvrières envers la population. Mais encore, elles sont parvenues à influencer les idéaux de plusieurs ouvriers latino-américains en diffusant une propagande médiatique, et ce, de plusieurs façons : journaux, revues, publicité de consommation et éducation. Par exemple, la publicité en Amérique latine était contrôlée par les chaînes étatsuniennes *McCann-Erickson* et *J. Walter Thomson* qui proposaient des produits rapprochés de l'*American Way of Life*, c'est-à-dire « un mode de vie, des valeurs, des rêves absolument inaccessibles à la majorité des Latino-américains. Confort, vie facile, réussite individuelle. Alors que c'est de solidarité et de lutte contre l'exploitation qu'il faudrait parler aux travailleurs¹¹⁰. »

Somme toute, l'auteur en conclut que l'impérialisme étatsunien (et anglo-saxon) est plus dangereux en Amérique latine, car les multinationales « ont besoin plus que jamais de matières premières, d'énergie, et de main-d'œuvre à bon marché. Elles ne peuvent

¹⁰⁹ *Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales, Loc. cit.*, p. 12.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 14.

concurrencer entre elles, accumuler profits et capital qu'à ces conditions¹¹¹. » D'un autre côté, ceci a éveillé un besoin de résistance contre cette exploitation socioéconomique au sein des classes ouvrières. Pour les membres du CISO, Cuba en demeure le symbole principal dans les années 1970, car « travailleurs et paysans ont même déjà remporté une grande victoire. [...] Dès 1959-1960, le gouvernement cubain nationalisait les grandes corporations américaines du sucre; peu après, les raffineries de pétrole. Ces nationalisations ont permis de redistribuer services et revenus à tous. Résultat : en 15 ans, le peuple cubain s'est sorti de la misère¹¹². » Cuba a pu se libérer de l'emprise étatsunienne grâce à cela. L'auteur reconnaît que la victoire du peuple cubain a pu influencer les travailleurs latino-américains à poursuivre ce combat anti-impérialiste à travers l'unité syndicale, les luttes défensives (des luttes qui visaient à limiter le pouvoir capitaliste en envisageant plusieurs moyens : conventions collectives, grèves et revendications pour la sécurité d'emploi, etc.) et les luttes politiques (le cas de la CUT au Chili, appuyée par l'*Unité populaire*, est soulevé dans ce dossier). Puisque la répression a forcé ces travailleurs à se replier dans la clandestinité et a limité leur capacité de faire des grèves depuis 1970, les luttes se sont poursuivies malgré tout, mais dans des conditions « d'extrême prudence » :

Il ne s'agit pas de provoquer un pouvoir armé jusqu'aux dents. Il s'agit plutôt d'identifier correctement l'ennemi, d'assurer la mobilisation, la participation et l'organisation de toutes les forces populaires. Pour les travailleurs d'Amérique latine, il n'y a plus qu'une alternative : c'est ou l'exploitation et la répression sans frein par l'impérialisme, ou le pouvoir aux travailleurs¹¹³.

¹¹¹ *Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales*, Loc. cit., p. 15.

¹¹² *Ibid.*, p. 17.

¹¹³ *Ibid.*, p. 21.

En construisant cette unité syndicale, ces travailleurs ont compris la nécessité de s'unir « par-delà les frontières de leurs pays respectifs, pour combattre [leur] ennemi commun : le capitalisme et l'impérialisme¹¹⁴ ». C'est pourquoi plusieurs militants syndicaux québécois ressentaient le besoin d'exprimer leur solidarité continentale avec l'Amérique latine : « Tant que nous, les travailleurs, ne serons pas organisés au plan international, pourrons-nous vraiment mettre en échec les multinationales¹¹⁵? » L'auteur tente de répondre à cette question en revenant sur l'exemple du Chili. Selon lui, une solidarité ouvrière internationale envers le Chili a émergé en Occident en tenant compte des mesures d'indemnisation de la KCC contre le gouvernement Allende en 1972 et du refus de la part des débardeurs hollandais d'être « complices d'une multinationale qui a exploité les Chiliens pendant des années, qui veut confisquer aux travailleurs chiliens le produit d'un travail qui leur appartient enfin¹¹⁶. »

En résumé, les membres du CISO et du SQAL ont développé une analyse rigoureuse de l'Amérique latine dans les années 1970 en constatant non seulement l'abus des multinationales étatsuniennes et canadiennes sur le plan socioéconomique, mais aussi les répercussions de cette exploitation sur la population latino-américaine, notamment les classes paysannes et ouvrières. À leurs yeux, les forces impérialistes étaient un cancer à éradiquer afin d'atteindre l'émancipation continentale et de faire disparaître les maux socioéconomiques qu'elles ont apportés sur cette région depuis le XIX^e siècle. Ceci a permis l'apparition d'un sentiment de solidarité continentale avec l'Amérique latine, créant ainsi des affinités nationales parallèles. En d'autres mots, les franges militantes du

¹¹⁴ *Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales*, Loc. cit., p. 22.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 23.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 24.

syndicalisme québécois ont pris l'Amérique latine comme le reflet de leur propre combat anti-impérialiste dans les années 1970.

Conclusion du troisième chapitre

Les événements qui se sont produits à Cuba et au Chili ont grandement influencé la représentation que plusieurs missionnaires, ouvriers, militants et dirigeants syndicaux québécois se sont faite de la présence impérialiste étatsunienne et canadienne en Amérique latine durant les années 1960-1970, et ce, sous deux axes d'analyse : la solidarité continentale et l'anti-impérialisme.

À travers la création d'organisations de solidarité Québec-Amérique latine telles que les *Chrétiens pour le socialisme* (CPS), le *Secrétariat Québec-Amérique latine* (SQAL), le *Comité Québec-Chili* (CQC), le *Carrefour de solidarité internationale* (CSI) et le *Centre international de solidarité ouvrière* (CISO), cette fraternité s'est exprimée de fond en comble à partir d'un engagement révolutionnaire commun sur lequel les auteurs québécois ont longuement réfléchi dans des revues d'idées comme *Québec-Presse*, le journal *En lutte!* et *Relations*. En encourageant ainsi l'éducation populaire des Québécois à cet égard, la plupart d'entre eux se sont conscientisés sur les phénomènes révolutionnaires en Amérique latine.

De ce fait, ces acteurs ont adopté un regard critique sur les multinationales présentes en Amérique latine afin d'observer comment l'exploitation de la région a affecté l'équilibre social de la population latino-américaine, ce qui a suscité l'émergence d'une conscience ouvrière authentique, mais surtout inspiratrice pour le Québec des années 1960-1970. En reconnaissant le processus de « chilinisation » de l'Amérique latine, entraîné par la présence des États-Unis et du Canada, les membres d'ONG telles que le CISO et le SQAL en ont compris que l'anti-impérialisme latino-américain reflétait leur propre contexte socioéconomique.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Dans ce mémoire, nous avons voulu montrer ce que plusieurs intellectuels québécois, ainsi que les acteurs ayant contribué à l'avancement du syndicalisme et du socialisme québécois, ont retenu des expériences cubaine et chilienne afin de les présenter au lectorat des revues d'idées québécoises dans les années 1960-1970 et d'en tirer des leçons pour le Québec. Nous croyons que ces acteurs ont été influencés par les événements qui se sont produits à Cuba, au Chili et dans le reste de l'Amérique latine durant cette période. En représentant cette région dans ces revues d'idées, ils ont voulu saisir la façon dont ces événements ont reflété leur propre contexte sociopolitique à l'égard de la lutte menée contre l'impérialisme étatsunien.

Ces acteurs ont mis l'accent sur trois événements importants de l'histoire de l'Amérique latine : la révolution cubaine, la « voie chilienne vers le socialisme » de Salvador Allende, et le coup d'État du général chilien Augusto Pinochet du 11 septembre 1973 au Chili et ses répercussions sur le climat sociopolitique du pays. Dans le premier chapitre, nous voulions faire le bilan de la révolution cubaine et observer l'évolution de sa représentation dans les revues d'idées québécoises des années 1960. Dans le deuxième chapitre, nous voulions observer la représentation de l'évolution sociopolitique du Chili dans les revues d'idées québécoises des années 1970. Dans le dernier chapitre, nous voulions analyser les répercussions du coup d'État chilien de 1973 au Québec, surtout à l'égard du développement de la solidarité Québec-Chili — qui s'est redirigée éventuellement vers l'Amérique latine — vers la deuxième moitié des années 1970. En parallèle, nous avons révélé les acteurs qui ont rédigé ces textes et leurs motivations derrière cela, tout en comparant la situation de leur pays avec celles de Cuba et du Chili.

C'est pourquoi nous avons utilisé plusieurs revues d'idées parues entre 1959 et 1979 pour répondre à notre problématique.

En ce qui concerne Cuba, nous nous sommes basés sur les revues *L'Action nationale*, *Cité libre*, *Parti pris*, *Relations*, *La Revue socialiste*, *Situations* et *Socialisme*. Quant au Chili, nous avons aussi utilisé certains articles parus dans *L'Action nationale* et *Relations* au début des années 1970. Toutefois, l'analyse s'est basée en grande partie sur des articles parus dans les revues *Maintenant* et *Québec-Press*, et ceux publiés par les auteurs anonymes des organes d'*En lutte!* et de *Mobilisation*. Dans le dernier chapitre, nous avons pu analyser d'autres articles rédigés par les auteurs des revues *Québec-Press* et *Relations*, et ceux du journal *En lutte!*. Mais, notre analyse s'est aussi basée sur nos entretiens avec d'anciens membres du *Comité Québec-Chili (CQC)* et du *Carrefour de solidarité internationale (CSI)*. De plus, nous avons récupéré de nombreux documents dans les archives du *Centre international de solidarité ouvrière (CISO)* à Montréal pour traiter de l'avancée de la solidarité Québec-Amérique latine vers la deuxième moitié des années 1970. Nous pouvons maintenant déterminer ce que notre mémoire nous apprend sur ces questions.

La représentation québécoise de la révolution cubaine (1959-1969)

Dans le premier chapitre, nous avons démontré que la révolution cubaine a influencé la plupart des intellectuels et militants québécois, ce qui leur a permis de repenser la libération nationale de leur pays en voulant comprendre la symbolique derrière celle-ci pendant les années 1960. En analysant les répercussions de cette révolution au Québec, ils ont pu en retirer des leçons importantes, tout en observant son évolution dans plusieurs revues d'idées québécoises parues à l'époque.

Entre 1959 et 1961, certains auteurs comme Luigi d'Apollonia (*Relations*) et Jean Genest (*L'Action nationale*) ont critiqué la révolution cubaine, ou du moins la direction socialiste qu'a prise le régime de Fidel Castro au début des années 1960 en s'alignant sur l'*Union des républiques socialistes soviétiques* (URSS). Ils se sont servis d'une grille de lecture anticomuniste, même libérale pour comprendre le contexte sociopolitique de l'après-guerre et ainsi critiquer la nouvelle direction que Castro a prise. Mais, d'autres auteurs comme Raoul Roy (*La Revue socialiste*), Adèle Lauzon (*Cité libre*) et Louis Martin (*Situations*) ont offert une vision plus favorable de l'évolution rapide de cette révolution. Ils ont fait une analyse de la situation en voulant justifier la détermination de Castro de combattre l'impérialisme étatsunien. Compte tenu de cette ouverture, une sympathie de nature socialisante s'est manifestée vers le milieu des années 1960 dans des revues d'idées comme *Socialisme* dans laquelle Pierre Vadeboncœur a émis l'hypothèse que la révolution castriste devait maintenir une ligne politique socialiste si elle voulait survivre. Au tournant de 1965, plusieurs intellectuels et militants québécois, notamment Pierre Vallières et les membres du *Front de libération du Québec* (FLQ), ont affirmé dans des revues comme *Socialisme* et *Parti pris* que la révolution cubaine pouvait inspirer le Québec à faire sa propre révolution contre l'impérialisme anglo-saxon. Ceci s'est produit au moment où l'affirmation de cette sympathie socialiste avec la révolution cubaine coïncidait avec l'émergence de la sociologie marxiste au Québec, ce qui expliquerait pourquoi plusieurs auteurs québécois attachaient autant d'importance à la rhétorique anti-impérialiste de Castro et aux théories avancées par son camarade Ernesto « Che » Guevara sur les contradictions engendrées par l'impérialisme. Donc, l'évolution de la représentation de la révolution cubaine dans les revues d'idées québécoises en dit long sur sa portée symbolique et son influence sur le socialisme québécois des années 1960-1970.

D'autres auteurs québécois ont tenté, quant à eux, de cerner la signification derrière cette révolution pour en retirer des leçons importantes pour le Québec.

En reconnaissant comment la présence étatsunienne à Cuba a contribué à engendrer de la corruption dans l'île, mais a aussi facilité un processus d'américanisation durant les années 1950, ces auteurs ont voulu donner de la crédibilité au discours anti-impérialiste cubain au point tel que plusieurs l'ont identifié comme un exemple à suivre afin d'édifier le socialisme au Québec, tout en reformulant leur propre rhétorique nationaliste pour l'inclure dans un discours anti-impérialiste international. Ce discours, remodelé après la proclamation du caractère socialiste de la révolution cubaine et l'invasion de la baie des Cochons en avril 1961, a influencé la compréhension de ce que plusieurs activistes jugeaient comme la situation néocoloniale du Québec pendant les années 1960.

Somme toute, la révolution cubaine a pris une place concrète dans la presse culturelle et idéologique québécoise des années 1960. Dans les années 1970, ce fut une tout autre histoire lorsque les intellectuels québécois se sont détournés de Cuba pour diriger leur attention vers le Chili. En effet, ces acteurs verront dans la « voie chilienne vers le socialisme » de Salvador Allende une nouvelle inspiration afin de renouveler le paysage sociopolitique du Québec.

Le Chili vu du Québec dans les années 1970. De l'espoir à la dénonciation

Dans le deuxième chapitre, nous avons observé comment la transition politique au Chili en 1970 — au moment où Salvador Allende a été élu à la présidence du pays — et la chute du gouvernement Allende après le coup d'État du 11 septembre 1973 — orchestrée en grande partie par les multinationales étatsuniennes avec la collaboration des forces militaires chiliennes menées par le général Augusto Pinochet — ont été

représentées dans les revues d'idées québécoises. En fait, nous avons démontré que le Chili de la période Allende a été une inspiration pour plusieurs intellectuels et militants syndicaux québécois à l'époque.

Lors de l'élection d'Allende au pouvoir en 1970, plusieurs auteurs ont observé avec grand intérêt les transformations qui se sont produites au Chili, et se sont positionnés conséquemment face à la collaboration des forces sociales et politiques avec l'*Unité populaire*. En dépit du fait que les auteurs de *L'Action nationale*, notamment Jean Genest, désapprouvaient l'idée de voir un gouvernement socialiste prendre le pouvoir au Chili, d'autres ont interprété cette transition politique d'une façon plus nuancée. Nous pouvons même affirmer que le modèle socialiste chilien a inspiré la plupart des militants québécois de gauche à vouloir mieux comprendre le présent de ce pays et les a poussés à reconsidérer l'avenir du Québec à la lumière de l'expérience chilienne. De la sorte, ils ont essayé de se réapproprier ce modèle afin de reconstruire le paysage sociopolitique du Québec et y édifier le socialisme. À cet égard, les auteurs des revues *Québec-Presse* et *Maintenant* ont reconnu dans le processus révolutionnaire que Salvador Allende a amorcé au Chili — la mise en place d'un régime socialiste anti-impérialiste — un projet sociopolitique original et réalisable pour repenser le Québec. Cette « voie chilienne vers le socialisme » était une première dans l'histoire de l'Amérique latine et ce processus démocratique vers le socialisme, avec l'élection constitutionnelle du gouvernement Allende, une première mondiale. Ce n'est pas surprenant que les États-Unis se sentissent menacés par le processus légaliste des socialistes chiliens. En fait, ce modèle a donné l'occasion aux intellectuels et aux militants syndicaux québécois de reformuler leur propre rhétorique anti-impérialiste. Malgré tout, l'impérialisme étatsunien a conservé une mainmise forte sur l'économie chilienne, utilisant même des opérations de sabotage — “Make the

economy scream”, comme l’a affirmé le président étatsunien Richard Nixon — contre le gouvernement Allende. Ceci a favorisé la prise de pouvoir par Pinochet lors du coup d’État du 11 septembre 1973.

Un grand nombre d’auteurs, comme ceux de *Québec-Presse* et du journal de l’organisation marxiste-léniniste québécoise *En lutte!*, ont analysé les facteurs qui ont pu expliquer le coup d’État de Pinochet et l’échec du socialisme chilien. De toute évidence, les auteurs s’entendent sur un facteur déterminant : l’ingérence impérialiste étatsunienne. Des forces cachées au sein du gouvernement Nixon auraient contribué à la chute d’Allende. Ces auteurs vont jusqu’à dire que les activités de déstabilisation étatsuniennes ont divisé la population chilienne en déséquilibrant l’économie du pays et en entravant les mesures réformistes du gouvernement Allende. À partir de là, ils ont pu découvrir des liens inconnus jusqu’ici entre plusieurs groupes et organisations étatsuniennes, et le gouvernement Nixon : plus précisément les multinationales *Kennecott Copper Company* (KCC), *International Telephone & Telegraph* (ITT) et *Anaconda Copper Company* (ACC); les organisations syndicales *American Federation of Labor-Congress of Industrial Organisations* (AFL-CIO) et *Institut pour le syndicalisme libre*; l’agence de renseignement *Central Intelligence Agency* (CIA). En intervenant au Chili, les États-Unis ont voulu démontrer que le socialisme était un échec et que seule l’idéologie du capitalisme pouvait rendre le Chili, même le Tiers-monde, plus prospère.

Certains auteurs québécois, tout en dénonçant la responsabilité des États-Unis dans ce coup d’État, ont reconnu d’autres facteurs qui auraient pu expliquer son apparition. Par exemple, dans *Québec-Presse*, un auteur anonyme a avancé l’idée que les contradictions internes du gouvernement Allende entre apaiser la bourgeoisie et favoriser l’étatisme en étaient la cause première. Quant aux auteurs du journal *En lutte!*, ils sont allés plus loin

en condamnant la patience d'Allende envers la bourgeoisie chilienne et les forces capitalistes étatsuniennes, ce qui était, selon eux, la raison principale derrière la chute de son gouvernement.

Tout au long de notre analyse des revues d'idées québécoises parues dans les années 1970, nous avons constaté que plusieurs intellectuels et militants syndicaux ont pu observer ce qui s'est produit au Chili afin non seulement de reformuler leur rhétorique nationaliste, mais aussi de se réapproprier le modèle socialiste chilien pour concevoir un meilleur avenir pour le Québec. Cependant, ces acteurs ont aussi dénoncé le régime répressif du gouvernement Pinochet et ont subséquemment organisé des réseaux de solidarité pour venir en aide aux Chiliens. Cette solidarité anti-impérialiste s'est ensuite transférée au reste de l'Amérique latine, surtout vers la deuxième moitié des années 1970.

De la solidarité Québec-Chili à la solidarité Québec-Amérique latine (1972-1979)

Dans le troisième chapitre, nous avons vu qu'une solidarité commune avec le Chili existait déjà au Québec avant le coup d'État chilien de 1973 dans des revues d'idées québécoises comme *Relations* et *Québec-Presse*, et ce, à travers la fondation des *Chrétiens pour le socialisme* (CPS) au Congrès de Santiago en avril 1972 et du *Secrétariat Québec-Amérique latine* (SQAL) en avril 1973 par plusieurs dirigeants syndicaux québécois. Après le coup d'État de 1973, la plupart d'entre eux se sont prononcés sur ce qui s'est produit au Chili en dénonçant les abus de la junte militaire de Pinochet et en condamnant les conséquences entraînées par la présence des forces impérialistes étatsuniennes (et canadiennes). De plus, ces groupes se sont mobilisés pour faire pression sur le gouvernement canadien pour qu'il ouvre ses portes aux gens qui fuyaient le Chili — le gouvernement ne voulait pas de ces migrants potentiellement communistes — et accueillir

les réfugiés chiliens qui ont été acceptés par le gouvernement fédéral au Québec. C'est ainsi que certaines ONG ont été fondées pour animer davantage la solidarité Québec-Chili. En d'autres mots, ces militants québécois sont passés des idées aux actions, ce qui explique pourquoi nous avons laissé relativement de côté l'analyse des revues d'idées québécoises dans ce chapitre. Toutefois, avec le temps, ces ONG n'ont pas seulement tenu compte du Chili, mais de l'ensemble de l'Amérique latine.

Les Chrétiens pour le socialisme (CPS) ont voulu comprendre les causes du coup d'État en travaillant activement au Chili. Yves Vaillancourt, fondateur et directeur du regroupement québécois *Politisés chrétiens*, a assisté à la fondation des CPS au Congrès de Santiago en 1972, ce qui lui a permis de faire avancer la cause chilienne au Québec et d'analyser le modèle socialiste chilien afin d'encourager l'engagement révolutionnaire des chrétiens au Québec à l'égard de la lutte anti-impérialiste au Chili. En fait, les missionnaires québécois qui étaient présents au Chili depuis des années, avec la contribution de Vaillancourt, ont reconnu les conditions de vie difficiles de la population chilienne et ont constaté les maintes injustices commises par le régime Pinochet après le coup d'État. Ces injustices auraient été le résultat simultané d'une infrastructure socioéconomique faible qui excluait les classes sociales défavorisées du pays et de l'enrichissement de la bourgeoisie chilienne, mais surtout de l'impérialisme étatsunien. La charité chrétienne prenait alors un nouveau sens : la libération des peuples devait se réaliser en tenant compte du contexte socioéconomique et politique du Chili. Voilà ce qui animait leurs efforts pour organiser la solidarité Québec-Chili. Ces efforts ont porté fruit, mais nous croyons que cette solidarité Québec-Chili a surtout été animée par le milieu syndical québécois.

Les auteurs du journal d'*En lutte!* ont observé l'impact généré par le coup d'État de 1973 et ont voulu mobiliser la majorité des ouvriers québécois à des fins de solidarité. Ce coup d'État a permis aux militants syndicaux québécois de prendre du recul par rapport à l'expérience socialiste du gouvernement Allende, d'analyser son activité politique et d'en tirer des leçons importantes, tout en dénonçant les opérations de sabotage planifiées par les États-Unis. Ceci les a poussés à fonder le *Comité Québec-Chili* (CQC) en septembre 1973. Cette solidarité s'est considérablement étendue vers la deuxième moitié des années 1970, notamment en ce qui concerne le CQC, mais aussi le *Carrefour de solidarité internationale* (CSI) et le *Centre international de solidarité ouvrière* (CISO).

Le CQC voulait sensibiliser et éduquer la population québécoise à l'égard des événements qui se sont produits au Chili depuis 1973. C'était un travail de mobilisation populaire et de soutien actif à la résistance chilienne contre la junte militaire de Pinochet. Nonobstant le fait que le CQC ait réussi à consolider la solidarité Québec-Chili en effectuant un travail laborieux de sensibilisation et d'information, il faut aussi reconnaître la contribution des membres d'autres groupes, comme le CSI qui a tenté de conscientiser la population québécoise — du moins sherbrookoise dans le cas de cette ONG — à l'égard des conséquences du coup d'État. Pour sa part, le CISO a travaillé de manière ardue en encourageant les travailleurs québécois à la construction d'une véritable solidarité internationale au Québec. Les travailleurs québécois ont pu découvrir la dimension internationale de leur propre combat anti-impérialiste en observant ce qui s'est produit ailleurs, notamment au Chili en 1973. De la sorte, ces travailleurs contribuant au sein du CISO ont pu mieux cerner les enjeux de ce coup d'État et concevoir un projet de société socialiste plus approfondi que ceux des autres centrales syndicales québécoises, comme la CSN par exemple. Ce sentiment de solidarité exprimé envers le Chili s'est ensuite

transposé au reste de l'Amérique latine, du moins aux pays en lutte contre les dictatures militaires qui avaient pris le pouvoir. Ceci prouve que l'activisme a été plus fécond à l'égard de la solidarité Québec-Chili, même Québec-Amérique latine, contrairement à l'utopisme exprimé par plusieurs intellectuels militants québécois dans le premier chapitre sur Cuba et le deuxième chapitre sur Chili, ce qui nous mène aux conclusions définitives concernant l'ensemble du mémoire.

Conclusions finales et comparaison

En définitive, nous avons démontré que plusieurs intellectuels et militants québécois ont été influencés par les événements qui se sont produits à Cuba, au Chili et dans le reste de l'Amérique latine dans les années 1960-1970. Ces acteurs, en voulant représenter les aléas de la situation sociopolitique de l'Amérique latine dans les revues d'idées québécoises parues entre 1959 et 1979, ont interprété ces événements à la lumière des luttes contre l'impérialisme étatsunien qui ont affecté autant les républiques latino-américaines que le Québec. En conséquence, cette compréhension leur a permis d'exprimer un sentiment de solidarité avec ces républiques qui ont tenté de s'émanciper du joug impérialiste étatsunien sur les plans économique, politique, social, identitaire et idéologique. D'ailleurs, ces auteurs ont affirmé que le gouvernement Batista (contre qui Fidel Castro luttait-il de 1956 à 1959), l'échec de la « voie chilienne vers le socialisme » de Salvador Allende au Chili en 1973 et l'apparition des régimes militaires en Amérique latine après le coup d'État chilien du 11 septembre 1973 ont été soutenus et causés par la présence impérialiste des États-Unis.

Ceci nous force à croire que le contexte socioéconomique, voire sociopolitique, de l'Amérique latine a créé un effet miroir pour le Québec, car ces auteurs ont pu représenter

ces luttes anti-impérialistes en utilisant une rhétorique similaire à celle des régimes socialistes de Fidel Castro et de Salvador Allende; ils ont souvent, en même temps, dénoncé les maux socioéconomiques amenés par l'impérialisme anglo-saxon au Québec. De plus, nous croyons fermement que la réception de ces événements a été associée à la cause de la libération nationale du Québec par la plupart des auteurs. Dans le but que le Québec atteigne son émancipation, beaucoup d'intellectuels et de militants québécois se sont inspirés de l'idéal anti-impérialiste, voire révolutionnaire, latino-américain. C'est un effet miroir qui a déformé la réalité sociopolitique de l'Amérique latine à des fins d'instrumentalisation politique, mais qui est demeuré, dans l'ensemble, une inspiration majeure pour changer le cours des événements au Québec.

Nous reconnaissons que les intellectuels et militants québécois se sont tournés vers l'Amérique latine dans les revues d'idées québécoises afin de déterminer comment les événements qui se sont produits à Cuba et au Chili ont renforcé l'urgence de la lutte anti-impérialiste latino-américaine dans les années 1960-1970. Nous affirmons même que ce sentiment de solidarité s'est transposé dans l'américanité québécoise par un travail de redéfinition nationale. Cependant, qu'en est-il de l'espace qu'ont occupé respectivement Cuba et le Chili dans les revues d'idées québécoises?

À la lumière de l'ampleur de notre corpus, nous concluons, en définitive, que la référence chilienne s'est insérée dans un plus grand espace de discussion que la référence cubaine dans ces revues d'idées. Au départ, nous croyions que Cuba en était la référence dominante, mais l'ampleur des références chiliennes a montré que cet exemple a eu davantage d'écho au Québec durant cette période. Il est évident que les péripéties du Chili ont davantage conscientisé et mobilisé plusieurs acteurs de la frange militante québécoise

à l'égard des difficultés socioéconomiques de la population chilienne et de la progression des luttes anti-impérialistes en Amérique latine après le coup d'État de 1973.

En ce qui concerne l'avancée de la solidarité Québec-Amérique latine vers la deuxième moitié des années 1970, l'Amérique latine a pu inspirer plusieurs intellectuels et militants québécois à se réapproprier un modèle idéologique — l'anti-impérialisme socialiste — pour favoriser l'indépendance de leur nation. Contrairement à l'image d'espoir des années 1940, nous croyons, tout comme Maurice Demers a spéculé en 2012¹, que les années 1960-1970 affichèrent une image anti-impérialiste qui a pu briser les frontières identitaires du Québec en voulant mener la lutte révolutionnaire contre, d'une part, l'impérialisme étatsunien et d'autre part, l'impérialisme anglo-saxon. En saisissant l'ampleur des maux socioéconomiques apportés par les États-Unis — et le Canada d'une certaine façon — en Amérique latine depuis le XIX^e siècle, et en envisageant les luttes latino-américaines comme le reflet de leur propre combat anti-impérialiste, plusieurs militants syndicaux québécois ont exprimé un sentiment de solidarité continentale avec la population latino-américaine, permettant ainsi l'apparition d'affinités transnationales plus visibles entre le Québec et l'Amérique latine. À la lumière de nos conclusions, nous envisageons de poursuivre la réflexion entamée dans ce mémoire en analysant les traces laissées par les militants québécois à l'égard des événements qui se sont produits à Cuba et au Chili, et en prenant en compte la révolution sandiniste au Nicaragua dans les années 1980.

Nous avons surtout analysé les représentations directes — dans le moment présent à l'époque étudiée — des événements qui se sont produits à Cuba, au Chili et au sein des

¹ Maurice Demers, « L'autre visage de l'américanité québécoise. Les frères O'Leary et l'Union des latins d'Amérique pendant la Seconde Guerre mondiale », *Loc. cit.*, p. 145.

républiques latino-américaines. Pour cette raison, nous n'avons pas considéré les témoignages de militants québécois qui ont séjourné — parfois de force — dans ces pays ultérieurement. Tel fut le cas de Serge Mongeau au Chili et des ex-felquistes Alain Allard, Pierre Charette et Jacques Lanctôt qui ont effectué un exil obligatoire à Cuba à la suite de leur procès sur leurs implications au sein du FLQ : les vols et les attentats à la bombe en 1968 et en 1969 au Québec (pour les trois), le détournement d'un *Boeing 727* en direction de Miami pour Cuba en 1969 (pour Charette et Allard), ainsi que l'enlèvement de James Richard Cross en octobre 1970 (pour Lanctôt, car il a fait partie de la cellule qui a planifié son enlèvement, soit la cellule *Libération* du FLQ²).

Pierre Charette et Alain Allard se sont entretenus avec l'auteure québécoise Michèle Tremblay à Cuba en 1975 à l'égard de leurs conditions de vie depuis leur arrestation en 1969, ce qui a résulté à la publication de son livre *De Cuba le FLQ parle*³. Charette a aussi publié, en 1979, sa biographie *Mes dix années d'exil à Cuba*⁴. Jacques Lanctôt reviendra sur ses exils respectifs à Cuba et en France dans sa biographie *Les Plages de l'exil* en 2010⁵. À plusieurs reprises, ces acteurs se sont sentis « assimilés » tout au long de leur séjour à Cuba.

Quant à Serge Mongeau, nous avons vu qu'il avait séjourné au Chili en 1973. En 1990, dans son recueil de correspondances *Le rêve écrasé : Québec-Chili, 1973*, il a indiqué que son premier contact avec le Chili l'a emmené à réinterpréter la Révolution

² L'exil de Jacques Lanctôt a duré quatre ans (1970-1974), tandis que celui de Pierre Charette et d'Alain Allard a duré dix ans (1969-1979).

³ Michèle Tremblay, *De Cuba le FLQ parle*, Montréal, Éditions Intel, 1975, 206 p.

⁴ Pierre Charette, *Mes dix années d'exil à Cuba*, Montréal, Stanké, 1979, 249 p.

⁵ Jacques Lanctôt, *Les Plages de l'exil*, Montréal, Stanké, 2010, 318 p.

tranquille en choisissant le marxisme chilien comme angle d'approche et en affirmant qu'il s'est « latinisé » de la sorte⁶.

Bien que ces auteurs offrent des perspectives authentiques sur Cuba et le Chili, leurs écrits ne cadraient pas avec les objectifs de ce mémoire, car leurs représentations avaient été produites après plusieurs années de réflexion. Un autre aspect inexploré du mémoire, qui est plus conséquent, est le cas du Nicaragua. En effet, la révolution sandiniste a engendré une vague de solidarité qui s'est toutefois manifestée dans un contexte historique distinct de l'histoire du Québec : la période post-référendaire⁷.

Ouverture

Nous croyons qu'une nouvelle problématique peut être explorée à l'égard du traitement de l'Amérique latine dans les revues d'idées québécoises : la révolution sandiniste de 1980 au Nicaragua et ses répercussions en Amérique du Nord, notamment au Québec. Que pourrait-on en dire? En fait, qu'arrive-t-il au Québec après l'échec référendaire de 1980? Est-ce que la rhétorique anti-impérialiste demeure un reflet important sur le Québec post-référendaire? Envisage-t-on le sandinisme comme un nouveau modèle à suivre?

Les années 1980 furent une période flétrie à l'égard des espoirs autrefois reliés à l'utopie socialiste, ce qui se justifie par l'entrée plus visible du néolibéralisme étatsunien avec Ronald Reagan et du néoconservatisme britannique avec Margaret Thatcher. Pour cette raison, la révolution sandiniste a été marquante pour l'avenir du Nicaragua, mais

⁶ Serge Mongeau, *Le rêve écrasé : Québec-Chili, 1973*, Montréal, Québec/Amérique, 1990, coll. « Dossiers documents », 268 p.

⁷ La victoire des sandinistes date bien de 1979, mais le développement de la solidarité québécoise avec le Nicaragua date réellement des années 1980, ce qui ne fait pas cadrer cet exemple avec la période étudiée dans notre mémoire.

aussi pour celui de l'Amérique latine. La victoire du *Front sandiniste de libération nationale* (FSLN) en 1979 a produit de nombreux changements internes au sein de certaines républiques latino-américaines en Amérique centrale (notamment le Honduras, le Costa Rica et le Guatemala) à travers un long processus de démocratisation. Elle a aussi provoqué une onde de choc en Occident, tout comme la révolution cubaine a fait en 1959, puisqu'elle était la seconde révolution communiste en Amérique latine. Selon Stephen M. Gorman, le processus révolutionnaire « nicaraguayen » aurait été un succès à presque tous les niveaux en prenant le pouvoir par les armes : « C'est la consolidation du pouvoir par l'avant-garde du FSLN qui a justifié le succès de la révolution nicaraguayenne⁸. » Toutefois, si les années 1980 ont été un temps durant lequel la société québécoise s'est davantage renfermée sur elle-même et s'est retrouvée dans une issue identitaire des plus complexes, plusieurs missionnaires québécois ont pu travailler activement au Nicaragua en organisant des échanges étudiants qui ont résulté, d'une manière ou d'une autre, de la révolution sandiniste. Pour cette raison, nous croyons que les phénomènes de ces voyages étudiants entreraient en continuité avec l'objet d'étude de notre mémoire en ce qui concerne l'impact socioculturel de cette révolution au Québec. D'un autre côté, nous considérons que ce volet ne cadrerait pas pleinement avec les objectifs du présent mémoire, prenant en compte les changements qui se sont produits au Québec durant la période post-référendaire.

Sans aucun doute, une bonne partie des franges intellectuelle militante, missionnaire et syndicale du Québec se sont redéfinies en s'appropriant le discours d'espoir prononcé

⁸ Stephen M. Gorman, "Power and Consolidation in the Nicaraguan Revolution", *Journal of Latin American Studies*, vol. 13, n° 1 (mai 1981), p. 134. "It is the consolidation of power by this vanguard that has made the policy successes of the Nicaraguan revolution possible."

en Amérique latine dans les années 1960-1970, mais qui s'est décliné en importance après 1979 au Québec. Nous ne pouvons nier toutefois que l'Amérique latine demeure, en définitive, une référence importante des affinités transnationales de cette fraction de la gauche québécoise.

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources

Sources imprimées :

Revues d'idées

L'Action nationale

« Documents : À propos du Chili ». *L'Action nationale*, vol. 62, n° 3 (novembre 1972), p. 253.

« Documents : Situation au Chili ». *L'Action nationale*, vol. 61, n° 1 (septembre 1971), p. 59.

CINQ-MARS, Edmond. « Les événements : Adèle au pays de Fidel ». *L'Action nationale*, vol. 51, n° 2 (octobre 1961), p. 143-145.

CINQ-MARS, Edmond. « Les événements : Adèle au pays de Fidel (suite) ». *L'Action nationale*, vol. 52, n° 4 (décembre 1962), p. 390-396.

GENEST, Jean. « Cuba et Castro ». *L'Action nationale*, vol. 50, n° 2 (octobre 1960), p. 155-176.

GENEST, Jean. « La libération des masses par la coopération ». *L'Action nationale*, vol. 62, n° 7 (mars 1973), p. 537-566.

GENEST, Jean. « Le Chili — 2 : Le chrétien et la libération des masses ». *L'Action nationale*, vol. 62, n° 3 (novembre 1972), p. 183-213.

GENEST, Jean. « Maintenant le Chili! ». *L'Action nationale*, vol. 62, n° 2 (octobre 1972), p. 117-142.

Cité libre

KATTAN, Naïm. « L'Alliance pour le Progrès : un an après ». *Cité libre*, n° 50 (octobre 1962), p. 13-14.

LAUZON, Adèle. « Après l'orage à l'O.N.U. : Essayer de comprendre ». *Cité libre*, n° 31 (novembre 1960), p. 28-30.

LAUZON, Adèle. « Les relations canado-cubaines : La mission américaine au Canada ». *Cité libre*, n° 32 (décembre 1960), p. 19-21.

LAUZON, Adèle. « Castro a-t-il trahi la Révolution Cubaine? ». *Cité libre*, n° 39 (août-septembre 1961), p. 25-28.

LAUZON, Adèle. « Castro a-t-il trahi sa révolution? ». *Cité libre*, n° 37 (mai 1961), p. 28-30.

PIAZZA, François. « Punta del Este : la farce est jouée ». *Cité libre*, n° 45 (mars 1962), p. 18-19.

En lutte!

« Au Chili, la lutte pour le socialisme est loin d'être terminée ». *En lutte!*, avant-premier numéro (1^{er} mai 1973), p. 8.

« Chili, les leçons de l'histoire ». *En lutte!*, vol. 1, n° 11 (7 février 1974), p. 4-5.

« Des militaires à la CIA : Une même politique répressive ». *En lutte!*, vol. 2, n° 25 (17 octobre 1974), p. 8.

« Des milliers de Québécois affirment leur solidarité avec les travailleurs en lutte contre l'impérialisme à travers le monde ». *En lutte!*, vol. 1, n° 7 (6 décembre 1973), p. 6.

« L'A.F.L.-C.I.O. à l'étranger. Derrière le coup d'État au Chili ». *En lutte!*, vol. 2, n° 29 (12 décembre 1974), p. 8.

« La résistance chilienne s'organise ». *En lutte!*, vol. 1, n° 6 (22 novembre 1973), p. 8.

« La tragédie chilienne ou l'échec de la voie révisionniste ». *En lutte!*, vol. 6, n° 124 (12 septembre 1978), p. 3.

« La véritable solidarité internationale commence ici ». *En lutte!*, vol. 1, n° 7 (6 décembre 1973), p. 3.

« Le coup d'État chilien. Un coup payant pour le Canada ». *En lutte!*, vol. 2, n° 25 (17 octobre 1974), p. 8.

« Soutenons le peuple chilien! Dénonçons le révisionnisme! ». *En lutte!*, vol. 3, n° 45 (25 septembre 1975), p. 8.

« Vers la formation de l'armée révolutionnaire du peuple chilien » [traduction française du discours de Miguel Enriquez de janvier 1974]. *En lutte!*, vol. 1, n° 13 (7 mars 1974), p. 8.

Maintenant

BOILY, Robert. « La coexistence ou la voie chilienne vers le socialisme ». *Maintenant*, n° 107 (juin-juillet 1971), p. 180-185.

DE IPOLA, Emilio et Adèle LAUZON. « Le gouvernement populaire et le système politique chilien ». *Maintenant*, n° 107 (juin-juillet 1971), p. 191-192.

La Rédaction. « Pourquoi un dossier sur le Chili? ». *Maintenant*, n° 107 (juin-juillet 1971), p. 168-169.

PELLETIER-BAILLARGEON, Hélène. « Des choses pertinentes pour le Québec, une entrevue avec Jean Ménard (membre du Comité Québec-Chili) ». *Maintenant*, n° 130 (novembre 1973), p. 12-15.

Mobilisation

« Préface ». *Mobilisation*, n° 1 (1969), p. 3.

P., J-P. « La FTQ : un valet de l'impérialisme syndical », *Mobilisation*, n° 4 (1970), p. 4-22.

« L'AFL-CIO et l'impérialisme américain, le rôle du syndicalisme américain au Chili ». *Mobilisation*, vol. 4, n° 6 (février 1975), p. 26-28.

« La lutte des travailleurs chiliens ». *Mobilisation*, vol. 2, n° 2 (février 1973), p. 34-43.

Parti pris

BERNARD, Philippe. « Politique internationale : La dévaluation du sterling ». *Parti pris*, vol. 5, n° 5 (février 1968), p. 14-15.

DOSTALER, Gilles. « Situation révolutionnaire dans les républiques andines ». *Parti pris*, vol. 5, n° 4 (décembre 1967-janvier 1968), p. 17-28.

SOUBLIÈRE, Roger. « Año del guerrillero heroico, Hasta la Victoria Siempre! ». *Parti pris*, vol. 5, n° 7 (avril 1968), p. 27-37.

VALLIÈRES, Pierre. « Cuba révolutionnaire ». *Parti pris*, vol. 5, n° 1 (septembre 1967), p. 19-25.

Québec-Presse

« Chili : Autopsie d'un assassinat ». *Québec-Presse*, vol. 6, n° 15 (14 avril 1974), p. 17-19.

« Chili, autopsie d'un assassinat : "Le peuple est au gouvernement mais pas au pouvoir" — Salvador Allende ». *Québec-Presse*, vol. 6, n° 16 (21 avril 1974), p. 17-19.

« Le comité de solidarité Québec-Chili. Soutenir la résistance ». *Québec-Presse*, vol. 5, n° 37 (23 septembre 1973), p. 28.

« Le parlement du Chili ratifie l'élection d'Allende ». *Québec-Presse*, vol. 2, n° 42 (25 octobre 1970), p. A6.

FOURNIER, Louis. « Le comité de solidarité Québec-Chili, Ottawa doit dire NON à la junte ». *Québec-Presse*, vol. 5, n° 37 (23 septembre 1973), p. 2.

FOURNIER, Louis. « Un nouveau Djakarta? Déjà : de 8,000 à 9,000 morts ». *Québec-Presse*, vol. 5, n° 37 (23 septembre 1973), p. 28.

GIRARDIN, Pierre. « De la grève d'El Teniente au coup d'État, historique d'une guerre d'usure ». *Québec-Presse*, vol. 5, n° 36 (16 septembre 1973), p. 12.

JULIEN, Pierre. « En frappant au Chili, la CIA nettoie toute l'Amérique latine ». *Québec-Presse*, vol. 5, n° 36 (16 septembre 1973), p. 13.

MÉHU, Jean-Pierre. « À trois reprises l'ITT a tenté de renverser Allende ». *Québec-Presse*, vol. 5, n° 15 (22 avril 1973), p. 19.

MÉHU, Jean-Pierre. « Le Point ». *Québec-Presse*, vol. 4, n° 50 (10 décembre 1972), p. 14.

MÉHU, Jean-Pierre. « Pas de pain sans liberté, pas de liberté sans pain. L'expérience socialiste du Chilien Allende ». *Québec-Presse*, vol. 3, n° 10 (7 mars 1971), p. 11A.

MÉHU, Jean-Pierre. « Québec-Monde — Le Congrès sur l'Amérique latine au Lac Beauport : grâce à la présence de Jacques Chonchol, le Chili s'est trouvé au centre des débats ». *Québec-Presse*, vol. 3, n° 40 (3 octobre 1971), p. 14.

MONGEAU, Serge. « Guerre civile au Chili? ». *Québec-Presse*, vol. 5, n° 34 (2 septembre 1973), p. 16.

Prensa Latina. « Des Incas à la Kennecott. L'histoire de la mine "El Teniente", au Chili ». *Québec-Presse*, vol. 5, n° 1 (7 janvier 1973), p. 14.

Relations

« Manifeste des missionnaires québécois expulsés du Chili ». *Relations*, n° 388 (décembre 1973), p. 336-337.

D'APOLLONIA, Luigi. « Au fil du mois : Castro ou le romantisme politique ». *Relations*, n° 233 (mai 1960), p. 127.

D'APOLLONIA, Luigi. « Au fil du mois : Le témoignage de Juana Castro ». *Relations*, n° 285 (septembre 1964), p. 271.

D'APOLLONIA, Luigi. « Au fil du mois : Neuf mois plus tard ». *Relations*, n° 226 (octobre 1959), p. 268.

D'APOLLONIA, Luigi. « Au fil du mois : Semper Fidelis ». *Relations*, n° 267 (mars 1963), p. 78.

D'APOLLONIA, Luigi. « Contradictions de Castro ». *Relations*, n° 237 (septembre 1960), p. 231-232.

LEDOUX, Burton. « La silicose ». *Relations*, n° 87 (mars 1948), p. 67-86.

MOSCOSO, Teodoro. « L'Alliance pour le Progrès ». *Relations*, n° 276 (décembre 1963), p. 349-351.

VAILLANCOURT, Yves. « Les élections au Chili ». *Relations*, n° 354 (novembre 1970), p. 295-297.

VAILLANCOURT, Yves. « Les chrétiens révolutionnaires en Amérique latine ». *Relations*, n° 360 (mai 1971), p. 139-144.

VAILLANCOURT, Yves. « Les chrétiens et l'engagement socio-politique — une lecture d'un politisé chrétien ». *Relations*, n° 367 (janvier 1972), p. 10-13.

VAILLANCOURT, Yves. « Les politisés chrétiens et la libération ». *Relations*, n° 371 (mai 1972), p. 141-145.

VAILLANCOURT, Yves. « LE CHILI après Allende ». *Relations*, n° 387 (novembre 1973), p. 300-304.

VAILLANCOURT, Yves. « Un laboratoire pour le christianisme de demain ». *Relations*, n° 387 (novembre 1973), p. 302.

VAILLANCOURT, Yves. « Le Congrès de Santiago ». *Relations*, n° 372 (juin 1972), p. 176-180.

VAILLANCOURT, Yves. « Pourquoi s'intéresser au Chili? ». *Relations*, n° 373 (juillet-août 1972), p. 198.

La Revue socialiste

ROY, Raoul. « La Révolution de Cuba ». *La Revue socialiste*, n° 4 (été 1960), p. 41-52.

Situations

« Éditorial ». *Situations*, n° 2 (mars-avril 1961), p. 2-3.

MARTIN, Louis. « Le choix de Kennedy : Fidel Castro ou Khrouchtchev ». *Situations*, n° 2 (mars-avril 1961), p. 11-23.

Socialisme

BAUDOUIN, Renée Lescop. « La Guerre de guérillas en Amérique latine entre 1960 et 1969 : le renforcement d'une idéologie et l'affaiblissement d'un mouvement ». *Socialisme*, n° 18 (juillet-août-septembre 1969), p. 9-30.

SCHENDEL, Michel Van. « Pas de socialisme sans lutte contre l'impérialisme américain ». *Socialisme*, n° 12-13 (avril-mai-juin 1967), p. 94-106.

VADEBONCŒUR, Pierre. « Les salauds contre Cuba ». *Socialisme*, n° 3-4 (hiver 1964), p. 79-88.

Autobiographies et recueils de témoignages

CHARETTE, Pierre. *Mes dix années d'exil à Cuba*. Montréal, Stanké, 1979, 249 p.

LANCTÔT, Jacques. *Les Plages de l'exil*. Montréal, Stanké, 2010, 318 p.

MONGEAU, Serge. *Le rêve écrasé : Québec-Chili, 1973*. Montréal, Québec/Amérique, 1990, coll. « Dossiers documents », 268 p.

TREMBLAY, Michèle. *De Cuba le FLQ parle*. Montréal, Éditions Intel, 1975, 206 p.

Autres sources

Carrefour de solidarité internationale (CSI)

Carrefour de solidarité internationale. « Le Carrefour de solidarité internationale. Résumé du cadre de référence ». *Carrefour de solidarité internationale*, Sherbrooke, CSI, [s.d.], 5 p.

Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

Centre international de solidarité ouvrière. *C.I.S.O. Même ennemi, même lutte, même combat*. Montréal, CISO, 24 juin 1975, 6 p.

Centre international de solidarité ouvrière. *Conférence internationale de solidarité ouvrière. Compte-rendu*. Montréal, CISO, 13-15 juin 1975, 106 p.

Centre international de solidarité ouvrière. *Dossier sur la répression au Chili*. Montréal, CISO, juin 1975, 31 p.

Centre international de solidarité ouvrière. *Informations sur la conférence internationale de solidarité ouvrière (CISO)*. Montréal, CISO, 28 mai 1974, 6 p.

Centre international de solidarité ouvrière. *Les travailleurs d'Amérique latine et les multinationales*. Montréal, CISO, juin 1975, 24 p.

Centre international de solidarité ouvrière. *Plateforme*. Montréal, CISO, mai 1979, 6 p.

JOURDAIN, Micheline. *Intervention du 11 juin 2009 dans le cadre du Séminaire du CISO (Centre international de solidarité ouvrière) sur « Les mouvements de gauche en Amérique latine »*. Montréal, CISO, 2009, 6 p.

QUÉVILLON, Robert. *À Montréal la CISO, contre les multinationales. Développer la solidarité internationale à partir des entrailles du monstre* [communiqué]. Montréal, CISO, 7 avril 1975, 3 p.

SICOTTE, Micheline. *CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA SOLIDARITÉ OUVRIÈRE. Du 12 au 15 juin 1975, à Montréal* [communiqué]. Montréal, CISO, 7 avril 1975, 2 p.

La Cognée

HÉBERT, Mathieu [VALLIÈRES, Pierre]. « Le M.L.P. et la lutte de libération nationale ». *La Cognée*, n° 48 (1^{er} décembre 1965), p. 3-4.

Comité Québec-Chili (CQC)

BATISTA, F., J-M. GAY et Jean MÉNARD. *Déclaration du Comité Québec-Chili* [polycopié]. Comité Québec-Chili, Montréal, 19 septembre 1973.

Politique étrangère

« L'Activité du Centre ». *Politique étrangère*, vol. 36, n° 5 (1971), p. 743-747.

II. Ouvrages généraux

ROUILLARD, Jacques. *Histoire du syndicalisme au Québec. Des origines à nos jours*. Montréal, Boréal, 1989, 535 p.

III. Études

ANGENOT, Marc et Tanka Gagné TREMBLAY. « De *Socialisme 64* à *Socialisme québécois* ou l'invention du marxisme au Québec ». *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 1 (2011), p. 139-157.

BAYLY, Chris A. *et al.* "AHR Conversation: On Transnational History". *The American Historical Review*, vol. 111, n° 5 (décembre 2006), p. 1441-1464.

BEAUDET, Pierre. *Qui aide qui? Une brève histoire de la solidarité internationale au Québec*. Montréal, Boréal, 2009, 208 p.

BOILY, Frédéric. « Plaidoyer pour l'analyse comparée : le Québec et la comparaison ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 15, n° 3 (printemps 2007), p. 127-140.

BOIVIN, Jacques. « Le Comité Québec-Chili de 1973 à 1978 : une expérience d'éducation populaire ». Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, (éducation) 1979, 194 p.

BOUCHARD, Gérard et Yvan LAMONDE, dir. *Québécois et Américains. La culture québécoise aux XIX^e et XX^e siècles*. Montréal, Fides, 1995, 421 p.

BOURQUE, Gilles et Gilles DOSTALER. *Socialisme et indépendance*. Montréal, Boréal Express, 1980, coll. « Les Classiques des sciences sociales », 224 p.

CAREL, Ivan. « Note de recherche. Les années 1960 : émergence d'une perspective internationaliste ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 2 (hiver 2008), p. 133-136.

CARRIER, Yves. *Théologie pratique de libération au Chili de Salvador Allende. Une expérience d'insertion en milieu ouvrier*. France, L'Harmattan, 2013, 546 p.

CHAMBERLAND, Paul. « L'intellectuel québécois, intellectuel colonisé ». *Liberté*, vol. 5, n° 2 (mars-avril 1963), p. 119-130.

CHARLES, Aline et Thomas WIEN. « Le Québec entre histoire connectée et histoire transnationale ». *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 2 (2011), p. 199-221.

CURIEN, Pauline. « Une catharsis identitaire : L'avènement d'une nouvelle vision du Québec à Expo 67 ». *Anthropologie et Sociétés*, vol. 30, n° 2 (2006), p. 129-151.

- DANAUX, Stéphanie et Nova DOYON. « Introduction : L'étude des transferts culturels en histoire culturelle ». *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 12, n° 2 (printemps 2012), p. 8.
- DEMERS, Maurice. *Connected Struggles. Catholics, Nationalists and Transnational Relations between Mexico and Quebec, 1917-1945*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2014, 290 p.
- DEMERS, Maurice. « De l'exotisme à l'effet miroir. La représentation de l'histoire latino-américaine au Canada français ». *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 13, n° 1 (automne 2012), p. 19-54.
- DEMERS, Maurice. « Gérard Dion, Mgr Gustavo Franceschi et le régime populiste de Juan Perón. Les intrigues politiques d'Argentine et l'utilité du modèle social québécois ». *Études d'histoire religieuse*, vol. 76 (2010), p. 71-91.
- DEMERS, Maurice. « Introduction — D'un anti-impérialisme à l'autre : représentations des nations dominées et colonisées au Canada français ». *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 13, n° 1 (automne 2012), p. 7-18.
- DEMERS, Maurice. « L'autre visage de l'américanité québécoise. Les frères O'Leary et l'Union des Latins d'Amérique pendant la Seconde Guerre mondiale ». *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 13, n° 1 (2010), p. 125-146.
- DENIS, Roch. *Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968*. Montréal et Saint-Lambert, Presses socialistes internationales et Payette & Simms, 1979, 601 p.
- DESAUTELS, Éric. « La représentation sociale de l'Afrique dans le discours missionnaire canadien-français (1900-1968) ». *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 13, n° 1 (2012), p. 81-107.
- DEVINE, Jack. "What Really Happened in Chile: The CIA, the Coup Against Allende, and the Rise of Pinochet". *Foreign Affairs*, vol. 93, n° 4 (juillet-août 2014), p. 26-30 et p. 31-35.
- DINGES, John. *Les années Condor. Comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*. Trad. de l'anglais par Isabelle Taudière. Paris, La Découverte, 2008 (éd. ang., 2005), coll. « La Découverte-poche/Essais », 280, 299 p.
- FAVREAU, Louis. « Mouvements socialistes, marxisme et question nationale au Québec ». Dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain, dir. *Un Siècle de marxisme. Avec deux textes inédits de Karl Polanyi*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1990, p. 281-296.
- FORTIN, Andrée. « Les intellectuels à travers leurs revues ». *Recherches sociographiques*, vol. 31, n° 2 (1990), p. 169-200.

- FOURNIER, Louis. *FLQ. Histoire d'un mouvement clandestin*. Outremont, Lanctôt Éditeur, 1998, 2^e éd. (1982), 533 p.
- FRANK, André Gunder. *Le développement du sous-développement. L'Amérique latine*. Trad. de l'anglais par Christos Passadéos. Paris, F. Maspéro, 1972 (éd. ang., 1969), 399 p.
- GARRETÓN, Manuel Antonio. *The Chilean Political Process*. Boston, Unwin Hyman, 1989, coll. « Thematic studies in Latin America », 220 p.
- GAY, Daniel. *Les élites québécoises et l'Amérique latine*. Montréal, Nouvelle Optique, 1983, 341 p.
- GÉLINAS, Xavier. *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille (1956-1966)*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, 2^e éd. (2001), coll. « Cultures québécoises », 486 p.
- GORMAN, Stephen M. "Power and Consolidation in the Nicaraguan Revolution". *Journal of Latin American Studies*, vol. 13, n° 1 (mai 1981), p. 133-149.
- GRANGER, Serge. « L'Inde et la décolonisation au Canada français ». *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 13, n° 1 (automne 2012), p. 55-79.
- GRANGER, Serge. *Le lys et le lotus. Les relations du Québec avec la Chine de 1650 à 1950*. Montréal, VLB, 2005, coll. « Études québécoises », 70, 192 p.
- GRUNWALD, Joseph. "The Alliance for Progress". *Proceedings of the Academy of Political Science*, vol. 27, n° 4 (mai 1964), p. 78-93.
- JOLIVET, Simon. *Le vert et le bleu. Identité québécoise et identité irlandaise au tournant du XX^e siècle*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2011, 292 p.
- JOXE, Alain. *Le Chili sous Allende*. Paris, Éditions Gallimard/Julliard, 1974, coll. « Archives », 272 p.
- KEABLE, Jacques. *Québec-Presse. Un journal libre et engagé (1969-1974)*. Montréal, Éditions Écosociété, 2015, 208 p.
- KLUBOCH, Thomas Miller. *Contested Communities: Class, Gender, and Politics in Chile's El Teniente Copper Mine, 1904-1951*. Durham et Londres, Duke University Press, 1998, coll. « Comparative and International Working-Class History », 392 p.
- KROEBER, Clifton B. "Theory and History of Revolution". *Journal of World History*, vol. 7, n° 1 (printemps 1996), p. 21-40.
- LAMONDE, Yvan et Gérard PELLETIER. *CITÉ LIBRE. Une anthologie*. Montréal, Les Éditions internationales Alain Stanké, 1991, 415 p.

- LAPORTE, Mathieu. « Nationalisme et socialisme dans la pensée de Raoul Roy, 1914-1965 ». Mémoire de maîtrise, Université de Montréal, (histoire) 2002, 212 p.
- LAURIN, Nicole. « Genèse de la sociologie marxiste au Québec ». *Sociologie et sociétés*, vol. 37, n° 2 (automne 2005), p. 183-207.
- LEGRAND, Catherine. « L'axe missionnaire catholique entre le Québec et l'Amérique latine. Une exploration préliminaire ». *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 12, n° 1 (2009), p. 43-66.
- LEGRAND, Catherine. « Les réseaux missionnaires et l'action sociale des Québécois en Amérique latine, 1945-1980 ». *Études d'histoire religieuse*, vol. 79, n° 1 (2013), p. 93-115.
- MALLON, Florencia E. *Courage tastes of blood: the Mapuche community of Nicolás Ailio and the Chilean State, 1906-2001*. Durham et Londres, Duke University Press, 2005, coll. « Radical Perspectives », 344 p.
- MARTIN-MEUNIER, E. et Jean-Philippe WARREN. *Sortir de la « Grande noirceur ». L'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*. Sillery, Les Éditions du Septentrion, 2002, 207 p.
- MCROBERTS, Kenneth et Dale POSGATE. *Quebec. Social Change and Political Crisis*. Toronto, McClelland and Stewart, 1976, 216 p.
- MICHON, Jacques, dir. *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle. Volume 2 — Le temps des éditeurs, 1940-1959*. Montréal, Fides, 2004, 538 p.
- MILLS, Sean. *The Empire Within. Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, coll. « Studies on the history of Quebec », 23, 302 p.
- MILNER, Henry et Sheilagh Hodgins MILNER. *The Decolonization of Quebec*. Toronto, McClelland and Stewart, 1973, coll. « Carleton Contemporaries », 257 p.
- NAREAU, Michel. « Coopération, réseautage et *Liaison*. "Servir" la littérature québécoise par le recours à l'Argentine ». *Écrire ensemble : réseaux et pratiques d'écriture dans les revues francophones du XX^e siècle*, vol. 4, n° 1 (automne 2012).
- NAREAU, Michel. « Entre Ducharme et le Mexique : fragilité des transitions culturelles dans *Drame privé* de Michael Delisle ». *Voix et Images*, vol. 38, n° 3 (printemps-été 2013), p. 87-100.
- NAREAU, Michel. « Fanon, Cuba et autres *Journal de Bolivie*. L'Amérique latine à *Parti pris* comme modalité de libération nationale ». *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, n° 1 (automne 2014), p. 126-138.

- NAREAU, Michel. « La revue *Dérives* et le Brésil. Modifier l'identité continentale du Québec ». *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, n° 2 (2011), p. 165-184.
- PAGE, Carole. « Décolonisation et question nationale québécoise ». Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, (sciences politiques) 1978, 154 p.
- POZO, José del. *Le Chili contemporain. Quelle démocratie?*. Québec, Nota Bene, 2000, coll. « Essais critiques », 259 p.
- POZO, José del. *Les Chiliens au Québec. Immigrants et réfugiés, de 1955 à nos jours*. Montréal, Boréal, 2009, 424 p.
- ROY, Martin. *Une réforme dans la fidélité. La revue Maintenant (1962-1974) et la « mise à jour » du catholicisme québécois*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012, coll. « Cultures québécoises », 321 p.
- ROUILLARD, Jacques. *Histoire de la CSN (1921-1981)*. Montréal, Boréal Express, 1981, 335 p.
- SIGMUND, Paul E. *The Overthrow of Allende and the Politics of Chile, 1964-1976*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1977, 344 p.
- THÉRIAULT, Joseph-Yvon. *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec*. Montréal, Québec/Amérique, 2005, 2 éd. (2002), 374 p.
- VAYSSIÈRE, Pierre. *Les révolutions d'Amérique latine*. Paris, Seuil, 1991, coll. « Points/Histoire », H150, 469 p.
- VERDUGO, Patricia. *Chile, Pinochet, and the Caravan of Death*. Trad. de l'espagnol par Marcelo Montecino. Boulder, North-South Center Press, 2001 (éd. esp., 1989), 230 p.
- WARREN, Jean-Philippe. *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec*. Montréal, VLB, 2007, coll. « Études québécoises », 79, 252 p.
- WAYLEN, Georgina et al. *The Oxford Handbook of Gender and Politics*. New York, Oxford University Press, 2013, 888 p.
- WHITAKER, Reg, Gregory S., KEALEY et Andrew PARNABY. *Secret Service. Political Policing in Canada from the Fenians to Fortress America*. Toronto, University of Toronto Press, 2012, 720 p.
- WINN, Peter, dir. *Victims of the Chilean Miracle. Workers and Neoliberalism in the Pinochet Era, 1973-2002*. Durham et Londres, Duke University Press, 2004, 448 p.
- ZAPATA, Francisco. "The Chilean Labor Movement under Salvador Allende: 1970-1973". *Latin American Perspectives*, vol. 3, n° 1 (hiver 1976), p. 85-97.

Sources numériques

- ALLENDE, Salvador (avril 2009). « Salvador Allende UN Speech 1972 english subs » [enregistrement vidéo], sur le site *YouTube*. Consulté le 12 juin 2017. (2 min. 54 sec., 40 389 Kbps et format AVI) <https://www.youtube.com/watch?v=vbZHXHOMOz0>
- CHARLEBOIS, Robert (janvier 2011). « Robert Charlebois Mon Ami Fidel.avi » [enregistrement vidéo], sur le site *YouTube*. Consulté le 9 juin 2017. (4 min. 20 sec., 55 195 kbps et format AVI) <https://www.youtube.com/watch?v=-7VDR0MpGM>
- L'Encyclopédie Canadienne. *L'Encyclopédie Canadienne* [site web]. Consulté le 11 juillet 2018. <https://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/>
- NIXON, Richard (2007). *Nixontapes.org* [site web]. Consulté le 12 juin 2017. <http://www.nixontapes.org/>
- Prensa Latina (2011). *Prensa Latina. Agence de Presse de l'Amérique latine* [site web]. Consulté le 12 juin 2017. <https://frances.prensa-latina.cu/index.php>
- Revue Les libraires (2002). *Les libraires. Bimestriel des librairies indépendantes* [site web]. Consulté le 12 juin 2017. <http://revue.leslibraires.ca/>
- UQAM (avril 2016). *UQAM. Service des archives et de gestion des documents* [site web]. Consulté le 12 juin 2017. <https://archives.uqam.ca/>
- Université de Sherbrooke (avril 2017). *Bilan du siècle* [site web]. Consulté le 15 juin 2017. <http://bilan.usherbrooke.ca/>